

RÉFLEXIONS

SUR

LA REVOLUTION DE FRANCE,

ET SUR

Les Procédés de certaines Sociétés
à Londres,

RELATIFS A CET ÉVÉNEMENT.

REVISIONS

LA REVOLUTION DE FRANCE



REVOLUTIONS A GET EVENEMENT

283 h 16

REFLEXIONS

SUR
LA REVOLUTION DE FRANCE,

ET SUR
LES PROCÉDÉS DE CERTAINES SOCIÉTÉS
A LONDRES,
RELATIFS A CET ÉVÉNEMENT.

*En forme d'une lettre, qui avoit dû être envoyée
d'abord à un jeune homme, à Paris.*

Par le Right honourable EDMUND-BURKE.

Traduit de l'anglais, sur la troisieme édition, en 364 p.

SECONDE EDITION,

Revue, corrigée & augmentée, d'une table des matieres.

Prix, 4 liv. 16 sous.

Se trouve à PARIS,

Chez LAURENT fils, Libraire, rue de la Harpe,
vis-à-vis la rue Serpente.

Et à LONDRES;

Chez EDWARD, Pall-Mall, n°. 102.

AVERTISSEMENT DU LIBRAIRE.

CETTE nouvelle édition a été revue & corrigée avec beaucoup de soin. Non-seulement on a fondu dans celle-ci l'errata que l'on avoit mis en tête de l'autre, mais on a fait disparaître toutes les ambiguïtés qui, dans beaucoup d'endroits, résultent d'une mauvaise ponctuation, & qui rendoient le sens de ces passages très-difficiles à saisir. Le premier empressement du public, ayant été servi, il aura pu reconnoître, par la lecture de cet ouvrage, qu'il est de nature à être médité, étudié & approfondi. C'est ce qui m'a déterminé à placer aussi, à la suite de cette seconde édition, une table des matières fort exacte; & à y ajouter la traduction de la lettre qui a été promise dans la note de la page 287.

Le desir de perfectionner un ouvrage qui a eu un si prodigieux succès en Angleterre, suffisoit pour me déterminer à y donner autant de soins. Je me crois obligé, d'après cela, de prévenir le public qu'il doit être sur ses gardes contre la vente qui pourroit se faire de ce livre, & de l'informer d'un fait dont toute la librairie attestera la vérité.

On a mis en vente le 29 novembre matin. Dès midi, les feuilles de l'ouvrage étoient distribuées dans toutes les imprimeries de Paris, afin de le faire paroître contrefait en 24 heures de temps. Le sieur G..., du Palais-Royal, est l'auteur de ce brigandage. Les ouvriers de chaque imprimerie ignoroient l'ouvrage auquel on les occupoit; mais je dois à plusieurs la justice de dire qu'ils ont cessé, dès qu'ils ont vu la preuve de cette infamie. Ce simple exposé suffira, sans doute, pour éclairer le public sur le jugement qu'il doit porter sur G....

Ma seconde édition sera donc totalement différente de la première, & j'espère que les précautions que je prendrai me mettront à l'abri du danger de perdre tous les frais de mon édition, par la méchanceté d'un confrère.

AVERTISSEMENT.

IL n'est pas inutile d'informer le lecteur, que les réflexions suivantes ont pris leur origine dans une correspondance qui a eu lieu entre l'auteur & un jeune homme de Paris, qui lui a fait l'honneur de lui demander son opinion sur les opérations importantes, qui occupoient alors, & qui depuis ont tant occupé l'attention de tous les hommes. Une première réponse avoit été écrite vers le

mois d'octobre 1786 ; mais par des considérations de prudence , elle n'avoit pas été envoyée. C'est de cette lettre dont il est fait mention au commencement de cet écrit. Elle a été depuis envoyée à la personne à qui elle étoit adressée. Les raisons de ce délai ont été exprimées à ce jeune homme , par une lettre d'envoi. C'est cette réponse qui l'a engagé à presser de nouveau l'auteur pour connoître son opinion.

L'auteur commença une seconde discussion beaucoup plus étendue sur ce sujet. Il avoit eu le projet de la publier vers le printemps dernier ;

mais le sujet devint si abondant, qu'il trouva que ce qu'il avoit entrepris, surpasseoit non-seulement les bornes d'une lettre; mais que son importance exigeoit qu'il donnât à son examen plus de détails que son loisir ne lui permettoit de le faire. Cependant, ayant jetté ses premières pensées en forme de lettre, & en vérité, lorsqu'il commença à écrire, n'ayant pas d'autre idée que celle de faire une lettre particulière, il trouva qu'il étoit difficile, après avoir donné une certaine étendue à ses sentimens, & les avoir présentés sous cette forme, de changer la tournure qu'ils avoient reçue. L'auteur s'est apperçu lui-

même qu'un autre plan auroit été
plus favorable à la division & à la
distribution de son sujet.

Londres,

Londres , le 1^{er} Novembre 1790.

M O N S I E U R ,

V O T R E ardeur ne se rallentit donc pas , et vous voulez absolument savoir encore ce que je pense sur les dernières opérations de votre Assemblée Nationale. Ne croyez pas , je vous prie , que j'attache assez de valeur à mes opinions , pour souhaiter qu'on les recherche. Elles sont de trop peu d'importance pour mériter d'être communiquées ou retenues avec tant de soin. Si j'ai hésité à vous les faire connoître lorsque vous m'y avez provoqué une première fois , c'étoit par attention pour vous et pas pour autre chose. Vous aurez remarqué dans cette première lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire , et que j'ai à la fin pris le parti de vous envoyer , que ma plume n'étoit celle d'aucun parti. Il en sera de même dans celle-ci. Mes erreurs , si j'en commets quelques - unes , sont purement les miennes , et ma réputation seule doit en être caution.

Malgré mon desir vraiment sincère de voir régner en France l'esprit d'une liberté éclairée ; quoique je pense que , suivant toutes les règles

A

d'une bonne politique, vous devriez en confiner à jamais l'esprit et les bases dans un corps permanent, et rendre effectives les volontés de ce corps, en investissant un seul organe du pouvoir de les mettre en action; ma première lettre vous aura prouvé que j'ai cependant le malheur de conserver encore de grands doutes sur plusieurs points très-importans de vos dernières opérations.

Deux clubs qui se sont établis à Londres, et qui se sont qualifiés, l'un : *constitutional society*; l'autre *révolution society*, ont sanctionné et scellé de leur sceau public et solennel quelques-uns des travaux de l'Assemblée Nationale; vous avez imaginé d'après cela que vous pouviez me compter au nombre de ceux qui les approuvent, et vous m'avez écrit.

J'ai certainement l'honneur d'appartenir à plus d'un club, dans lesquels la constitution de ce royaume et les principes de la révolution qui nous honore sont maintenus avec un profond respect; et j'ose avouer que je suis un de ceux qui montrent le plus d'ardeur pour maintenir cette constitution et ses principes, dans son plus grand degré de pureté et de vigueur; je mets donc beaucoup d'importance à ce qu'il n'y ait aucune erreur sur ma conduite. Tous ceux qui, comme moi, aiment à entretenir le souvenir de

notre révolution, et qui sont attachés à la constitution de ce royaume, éviteront avec grand soin qu'on ne les confonde avec cette sorte de gens qui, sous le prétexte et avec l'apparence du zèle pour l'une et pour l'autre, ne s'écartent que trop souvent de leurs vrais principes, et qui sont prêts à profiter des moindres occasions pour abandonner cet esprit à-la-fois ferme, prudent et résolu, qui a produit la première et qui préside au maintien de la seconde. Mais avant de répondre au point important de votre lettre, je vous demanderai la permission de vous faire part de ce que j'ai pu connoître de ces deux clubs, qui ont jugé convenable, en leur prétendue qualité de corps, de se mêler des grands intérêts de la France, après toutefois, vous avoir bien assuré que je ne suis pas et que je n'ai jamais été membre d'aucun des deux.

Le premier qui s'est donné le titre de *société de constitution*, ou de *propagande constitutionnelle*, ou tel autre de ce genre, subsiste je crois depuis sept ou huit ans. Il doit son existence à un motif que l'on doit louer en proportion de tout ce qu'il a de charitable. Cette institution s'est formée pour mettre gratuitement en circulation, aux frais des associés, un certain

nombre de livres , que peu d'autres auroient voulu faire les frais d'acheter , et qui auroient pu rester dans la boutique du libraire , au grand détriment de cette classe utile de citoyens. Je ne vous dirai pas si la charité des acheteurs aura déterminé la charité des lecteurs, Peut-être quelques-uns de ces ouvrages ont-ils été exportés en France , et , semblables aux marchandises qui sont ici sans valeur , auront-ils trouvé quelque débit chez vous. J'ai beaucoup entendu parler des lumières qui devoient jaillir de ces livres envoyés ainsi par expédition ; mais je ne suis pas en état de juger , s'il en est pour de telles productions , de même que pour certaines liqueurs que le passage de la mer bonifie , et encore moins , je vous assure , du degré d'amélioration que cela peut y apporter. La vérité est que je n'ai jamais entendu un seul homme d'un jugement ordinaire , ou quelque peu instruit , dire un seul mot à la louange des ouvrages mis en circulation par cette société , et que le bruit des avantages importants qu'elle procure , n'a de vogue que parmi quelques - uns de ses membres.

Il paroît que votre Assemblée Nationale a conçu la même opinion que moi de ce pauvre club charitable , en sa qualité de nation ; c'est en faveur de la

société de la révolution seule qu'elle a fait éclater toute sa reconnaissance , quoiqu'en bonne justice la société constitutionnelle y eût aussi quelque droit ; mais puisque vous avez choisi la première comme le grand objet de vos exaltations et de vos remerciemens nationaux , vous trouverez tout simple que ses dernières démarches deviennent aussi le sujet de mes observations. Etre adopté ainsi par l'Assemblée Nationale de France , c'est acquérir un assez haut degré d'importance. Aussi , faveur pour faveur , et ces Messieurs auroient été choisis pour composer en Angleterre un sous-comité de votre Assemblée Nationale , qu'ils n'y propageroient pas avec plus de zèle la doctrine qu'elle professe. D'après cela , nous devons la considérer comme une classe de personnes privilégiées et d'un rang comme on en voit peu dans la diplomatie. On peut dire que , parmi tant d'autres révolutions , c'est celle-ci qui a porté la lumière dans les ténèbres , et décoré de tout son éclat le mérite inconnu jusqu'alors. En effet , jusqu'à ce moment , je ne me rappelle pas d'avoir jamais entendu parler de ce club , et je puis vous assurer qu'il n'avoit jamais un seul instant fixé mon attention , ni , je crois , celle d'aucune autre personne , excepté ses associés. Voici

ce que j'ai pu découvrir de son origine. En mémoire de l'anniversaire de la révolution arrivée en 1688, un club de dissidens, dont j'ignore la secte, avoit depuis un tems considérable conservé l'usage de s'assembler dans une chapelle particulière pour entendre un sermon; et suivant l'usage de tous les autres clubs, ces messieurs passaient joyeusement à la taverne le reste du jour. Je n'avois jamais entendu dire que le résultat de ces pieux galas, eût procuré quelque délibération en règle sur des intérêts publics, ou sur quelque système politique, et bien moins encore sur les merveilles de la constitution d'une nation étrangère. C'est donc à ma très-grande surprise, que tout-à-coup je les ai vus, comme s'ils étoient revêtus d'un caractère public, composer une adresse de congratulation pour l'Assemblée Nationale de France, et lui envoyer une sanction encourageante de tous ses travaux.

Je ne vois rien dans les anciens principes et dans la conduite de ce club, au moins d'après ce qu'on en a laissé percer, à quoi l'on puisse raisonnablement trouver à redire. Mais il me paroit très-probable que certaines personnes, préoccupées du desir de mettre à exécution quelque projet chéri, auront été bien aises de s'enrôler dans cette société; elles se seront plû à choisir

la confrairie entière pour être l'instrument de leurs pieuses résolutions , parce qu'elles sont du nombre de ces honnêtes politiques chrétiens , qui aiment à répandre des bienfaits et à cacher dans l'ombre la main qui les donne. Quelques bonnes raisons que je puisse avoir pour soupçonner leurs menées , je ne parlerai avec certitude que de ce qui est public.

Quant à moi , je serois très-fâché que l'on pût croire que j'eusse à ces démarches aucune part , même indirecte. J'avoue que , conformément à l'usage général , je prends en particulier ma bonne part de toutes les spéculations qu'enfante la scène politique de ce monde , soit dans le passé , soit dans le présent , soit dans l'antiquité , soit dans les tems modernes , soit dans la république de Rome , soit dans celle de Paris. Mais n'ayant pas reçu une mission apostolique universelle , n'étant qu'un citoyen , dont toutes les actions sont subordonnées à la volonté générale , je croirois faire une chose au moins déplacée et irrégulière , si j'ouvris une correspondance en forme avec le gouvernement actuel d'une nation étrangère , sans l'autorisation expresse de celui sous lequel je vis.

Je voudrois d'autant moins me mêler d'une telle correspondance , que sous la dénomination

d'un caractère aussi équivoque, on pourroit faire croire à beaucoup de gens, qui ne sont pas familiarisés avec nos usages, que l'adresse en question est l'ouvrage de personnes réellement revêtues d'un caractère public, avouées par les loix de ce royaume, et autorisées par elles à agir comme ses organes. Soyez sûr qu'à la seule inspection de ce titre général qui porte avec lui le caractère de l'ambiguïté et de l'incertitude, de cette formule pompeuse de signatures, à laquelle tous les battans de votre Assemblée Nationale ont été ouverts, à laquelle on a accordé les honneurs d'une entrée aussi majestueuse et des applaudissemens aussi éclatans que si vous aviez eu à recevoir une députation solennelle de tous les représentans de la Grande-Bretagne, la chambre des communes, par le seul motif des fraudes qu'une telle dénomination fait craindre, plutôt encore que pour la forme, auroit rejeté loin d'elle l'adresse la plus rampante sur le sujet le moins important. Si l'adresse que cette société a jugé à propos de vous envoyer, avoit été tout simplement un morceau de dissertation, il auroit peu importé d'en connoître les auteurs, parce que leurs noms n'auroient ajouté aucune valeur à leurs opinions. Mais c'est bien autre chose; c'est ce que nous appelons *résolution*.

and vote : comme qui diroit un décret. Alors sa force est dans son authenticité ; mais comme cette authenticité n'est l'ouvrage que d'un certain nombre d'individus , parmi lesquels très-peu se sont fait connoître , il me semble qu'ils auroient tous dû annexer leur signature : alors le monde entier auroit pu savoir combien ils sont , qui ils sont ; et leur habileté personnelle , leurs connoissances , leur expérience , la considération dont ils jouissent dans l'Etat , auroient déterminé le degré d'importance que l'on doit mettre à leurs opinions. Quant à moi , qui suis un homme sans détours , je trouve leur procédé un peu trop adroit. Cela a trop l'air d'un stratagème politique , dont le but est de donner , à l'abri d'une qualification sonore , de l'importance aux déclarations publiques de ce club ; déclarations qui n'en paroissent pas trop dignes , quand on les examine d'un peu de près. Ce genre de politique a beaucoup de la physionomie de la fraude.

Je me flatte que j'aime autant qu'aucun de ces messieurs , quel qu'il soit , une liberté mâle , morale et bien réglée ; que même j'ai peut-être donné d'aussi bonnes preuves qu'aucun d'eux de mon attachement à cette cause dans tout le cours de ma conduite publique. Je crois que la liberté des autres nations n'est pas plus pour moi que

pour eux un objet de jalousie ; mais je ne peux me mettre en avant , ni distribuer la louange ou le blâme à rien de ce qui a rapport aux actions humaines et aux intérêts publics , sur le simple aperçu d'un objet dénué de tous ses rapports , dans toute la nudité et dans tout l'isolement d'une abstraction métaphysique. Les circonstances , qui ne sont rien pour quelques personnes , sont pourtant , dans la réalité , ce qui donne à un principe de politique sa couleur distinctive et son véritable caractère. Ce sont elles qui rendent un plan civil et politique , utile ou nuisible aux genre humain. Dans un sens abstrait , l'on peut dire du gouvernement , aussi bien que de la liberté , que c'est une bonne chose. Mais aurois-je raisonnablement pu , il y a dix ans , féliciter la France sur son gouvernement , car alors elle en avoit un , sans m'être informé auparavant de la nature de ce gouvernement , et de la manière dont on l'administroit ? Puis-je aujourd'hui féliciter cette même nation sur sa liberté ? Est-ce parce que la liberté , dans son sens abstrait , doit être classée parmi les bienfaits du genre humain , que j'irois sérieusement complimenter un fou , qui se seroit échappé de la contrainte protectrice , et de l'obscurité salulaire de son cachot , sur le recouvrement de la lumière et de sa liberté ? Irois-je

complimenter un voleur de grands chemins, ou un meurtrier qui auroit brisé ses fers, sur la récupération de ses droits naturels ? Ce seroit renouveler la scène des galériens et de leur héroïque libérateur, le métaphysicien chevalier de la triste figure.

Quand je vois agir d'après l'esprit de la liberté, je suis frappé de la force du principe que l'on met en action ; mais c'est pour l'instant tout ce que je puis connoître. C'est comme le premier moment d'une fermentation, dans le travail de laquelle les gaz se dégagent : il faut attendre, pour porter son jugement, que la première effervescence soit un peu apaisée, que la liqueur soit clarifiée, et que l'on voie quelque chose de plus distinct qu'une surface écumeuse et bouillonnante. Il faut donc aussi, avant que je me détermine à féliciter hautement les gens sur un bienfait quelconque, que je sois bien sûr qu'en effet ils en ont reçu un. La flatterie corrompt à-la-fois celui qui la reçoit, ainsi que celui qui la donne ; et le peuple, aussi bien que les Rois, a plus d'une fois éprouvé les dangers de l'adulation. C'est par ces raisons que je suspendrai mes félicitations sur la nouvelle liberté de la France, jusqu'à ce que j'aie été informé de la manière dont elle a été combinée avec le

gouvernement, avec la force publique, avec la discipline et l'obéissance militaire, avec l'exactitude et la distribution des paiemens effectifs, avec la morale et la religion, avec la sûreté des propriétés, avec la paix et le bon ordre, avec les mœurs publiques et privées. Toutes ces choses, dans leur espèce, ont aussi bien leur valeur, et sans elles, la liberté qui existe n'est pas un bienfait; sans elles, elle ne peut pas durer longtemps. L'effet de la liberté pour les individus, consistant en ce qu'ils fassent tout ce qui leur plaît, nous devrions nous donner le tems de voir ce qu'il leur plaira de faire, avant de hazarder des félicitations, au risque d'être obligés de les changer ensuite en complimens de condoléance. C'est ainsi que la prudence nous prescrirait d'agir à l'égard des hommes considérés comme individus séparés. Mais quand les hommes agissent en corps, la liberté est *puissance*. Des gens prudents ne se déclareront pas, qu'ils n'aient observé l'usage que l'on fera de cette puissance, et particulièrement d'une chose aussi sujette à l'épreuve qu'un *nouveau* pouvoir dans de *nouvelles* personnes, dont les principes, les caractères et les dispositions ne sont que peu ou point connus, et dans les circonstances où ceux qui paroissent se donner le plus de mou-

vement, n'en sont peut-être pas les vrais moteurs.

La société de la révolution est cependant au-dessus de toutes ces considérations. Tandis que j'étois à la campagne, d'où j'ai eu l'honneur de vous écrire, je n'avois qu'une idée imparfaite de ses manœuvres. En arrivant à la ville, je me suis procuré un recueil de sa doctrine, publié par son ordre, et renfermant un sermon du docteur Price, avec une lettre du duc de la Rochefoucault, une autre de l'archevêque d'Aix, et plusieurs autres documens y annexés. L'ensemble de cette production, dont le dessein manifeste étoit d'établir une connexion réelle entre nos affaires et celles de la France, et de nous entraîner à imiter la conduite de l'Assemblée Nationale, me causa, je l'avoue, une peine considérable, parce que l'influence de cette conduite sur le pouvoir public, sur le crédit, sur la prospérité et la tranquillité de la France, devenant tous les jours plus frappante; chaque jour indique aussi, par la marche de la constitution que l'on établit, quelle sera la forme de son gouvernement. Nous sommes parvenus aujourd'hui au point de pouvoir discerner avec une exactitude suffisante, la véritable na-

ture de l'objet que l'on nous propose d'imiter. S'il est des circonstances où la prudence, la réserve et une sorte de dignité, prescrivent le silence, il en est d'autres où une prudence d'un ordre supérieur justifie le parti que l'on prend de publier ses réflexions. Quant à nous, les commencemens de la confusion sont très-foibles, je vous l'assure; mais chez vous, ne les avons-nous pas vus plus foible encore dans leur enfance, acquérir tout-à-coup une force audacieuse, accumuler montagnes sur montagnes, et finir par déclarer la guerre aux cieux. Quand la maison de notre voisin est en feu, on ne peut pas trouver mauvais que les pompes jouent un peu sur la nôtre. Il vaut mieux pécher par trop de précautions, que se laisser accabler par une sécurité trop aveugle.

Comme la tranquillité de ma patrie est le principal objet de mes vœux, sans que je sois cependant indifférent à celle de la vôtre, je donnerai plus d'étendue à une communication que je n'avois destinée d'abord qu'à votre propre satisfaction; c'est à vous, monsieur, que je continuerai de m'adresser, et mes yeux ne s'écarteront pas de la suite de vos affaires. Je conserverai la forme épistolaire, parce que mes pen-

sées en seront plus libres , et que je les expliquerai à mesure qu'elles me viendront à l'esprit , sans que j'aie à m'occuper du soin de les classer avec plus de méthode. Je débute par la conduite de la société de la révolution ; mais je ne me bornerai pas à ce qui la regarde. Et comment le pourrois-je ? Il me semble que je suis au milieu d'une grande crise , et que ce n'est pas la France seule , mais l'Europe entière , et peut-être plus que l'Europe , qui y est intéressée.

En réunissant toutes les circonstances de la révolution de la France , on peut dire que c'est certainement la plus étonnante que l'on ait vue jusqu'à présent dans le monde entier. Les choses les plus surprenantes ont été exécutées en plusieurs occasions par les moyens les plus absurdes et les plus ridicules , par des formes qui l'étoient tout autant , et l'on ne pouvoit pas mettre en évidence des agens plus méprisables. Tout paroît hors de nature dans ce cahos étrange de légèreté et de férocité , et dans ce mélange de toutes sortes de crimes mêlés à toutes sortes de folies. En jetant les yeux sur ces monstruosités et sur ces scènes tragi-comiques , les passions les plus opposées se succèdent , et quelquefois se confondent ensemble dans l'esprit ; on passe du mé-

pris à l'indignation, du rire aux larmes, et du dédain à l'horreur.

Il faut cependant convenir que quelques personnes ont envisagé cette scène sous un point de vue tout-à-fait différent ; elles n'y ont trouvé matière qu'à des élans de joie et à des transports de ravissemens ; elles n'ont vu , dans ce qui est arrivé en France , que l'effort courageux et modéré de la liberté ; elles ont trouvé le tout dans un tel accord avec la morale et la piété , que non-seulement elles l'ont jugé digne du panégyrique séculaire , célébré par de certains téméraires politiques machiavélistes , mais même qu'elles l'ont trouvé très-propre à quadrer avec toutes les effusions saintes de l'éloquence de la chaire.

Voici le fait. Le 4 octobre dernier , c'étoit un matin , au rendez-vous accoutumé des dissidens , rue du Old jewry , tout le club , où toute la confrairie étant assemblée , un militaire non conformiste très-éminent , le docteur Richard Price , débita un mélange assez extraordinaire en forme de sermon. On y remarquoit quelques bons sentimens de morale et de religion , qui n'étoient pas mal exprimés ; ils étoient mixturés dans une sorte de consommé d'opinions et de réflexions politiques de plusieurs espèces ; mais la révolution de la France étoit l'ingrédient le plus considérable

sidérable de cette composition (1). L'adresse que la société de la révolution a envoyée à l'Assemblée Nationale, par le ministère de Lord Stanhope, a été engendrée d'après les principes de ce sermon ; et je pense qu'elle en est le corollaire. C'est là que le prédicateur lui-même en a fait la motion ; et tous les esprits , au sortir de ce sermon , fumant encore des inspirations de son éloquence , l'ont adoptée sans modifications , et sans aucune censure ni explicite , ni même implicite. Si cependant aucun des Messieurs que ceci regarde , souhaitoient de séparer le sermon de son résultat , ils savent comment ils feroient pour avouer l'un et pour désavouer l'autre. Ils le peuvent , mais moi , je ne le puis. Quant à moi donc , je regarde ce sermon comme la déclaration publique d'un homme qui est grandement en relation avec des cabaleurs littéraires , des philosophes intri-

(1) Il y a dans l'original , *in the cauldron* , « dans » le chaudron ». Cette expression rappelle à l'imagination de tous ceux qui sont familiarisés avec le théâtre de Shakespeare , la scène première de l'acte IV du Macbeth ; c'est le moment où les trois sorcières arrivent sur la scène pour composer leurs charmes dans leur grand chaudron , dans lequel elles jettent , comme l'on sait , des yeux de lézards , des pattes de grenouilles , des langues de chiens , des ailes de chauve-souris , etc.

gans ; avec des théologiens politiques et des politiques théologiens tant ici qu'à l'étranger. Je sais qu'ils ont mis cet auteur en avant comme une espèce d'oracle , parce que , avec les meilleures intentions du monde , il *philippise* naturellement , et que ses inspirations prophétiques sortent de sa bouche dans un unisson très-conforme à leurs projets.

Ce sermon est d'un style dont , je crois , il n'y a pas eu d'exemple dans ce royaume , dans aucune des chaires que l'on y tolère ou de celles que l'on y protège , depuis l'année 1648 , dans le tems où un prédécesseur du D. Price , le Révérend Hugues Peters , faisoit retentir dans les voûtes de la propre chapelle du Roi au palais de Saint-James , les honneurs et les privilèges de ces *soi-disant saints* (1) , qui , ayant , *les louanges de Dieu dans la bouche , une épée à deux tranchans dans la main , devoient exécuter le païen et punir le peuple ; charger leurs rois de chaînes et leurs nobles d'entraves.*

Peu de sermons , si l'on en excepte ceux du tems de la ligue en France , ou du tems fameux de la nôtre , peuvent être comparés à celui du

(1) C'est ainsi que les Presbytériens se qualifioient eux-mêmes.

Old jewry, pour l'esprit de modération qu'on y distingue. Supposons, cependant, que l'on eût pu trouver quelque chose de modéré dans ce sermon politique; encore faut-il convenir que la politique et la chaire ne vont guères ensemble. On ne doit entendre dans l'église que la voix lénifiante de la charité chrétienne. La cause de la liberté civile et celle du gouvernement ne gagnent pas plus par cette confusion de devoirs que celle de la religion. Quand vous voyez des gens qui se dépouillent ainsi de leur propre caractère pour se revêtir d'un autre qui ne leur appartient pas, soyez sûr que, pour le plus grand nombre, ils ne sont capables d'exercer ni l'un ni l'autre. Tout-à-fait étrangers au monde dans lequel ils sont si empressés de se faufiler, et tout-à-fait neufs pour toutes les affaires sur lesquelles ils prononcent avec une si grande confiance, ils n'ont de commun avec la politique que les passions qu'elle excite. Où donc les querelles et les dissensions du genre humain trouveront-elles du repos, si dans l'église même on ne leur accorde pas de trêve pour un jour seulement!

J'ai regardé cette reprise de prédication, après un si long intervalle, comme une nouveauté qui étoit bien loin d'être sans danger. Ce n'est pas que mes reproches portent également sur

toutes les parties de ce discours. Mais j'attaque sa doctrine politique, parce qu'elle frappe notre constitution dans sa base. C'est dans ce sermon qu'il établit, pardevant la société de la révolution, que notre roi « est presque le seul roi légal dans le monde, parce qu'il est le seul qui doive sa couronne au choix de son peuple ». Quant à tous les rois de l'univers, que ce souverain pontife des *droits de l'homme*, du haut de son grand méridien, dans toute la plénitude de son pouvoir déposant, avec une fierté plus que papale, avec un ferveur plus ardente qu'on ne la vit au douzième siècle dans son grand méridien, lançant l'anathème dans toutes les longitudes et les latitudes du globe entier, a compris à-la-fois dans sa bulle fulminante, et proclamés usurpateurs; c'est à eux qu'il appartient de considérer comment ils accueilleront, sur leur territoire, ces *missionnaires apostoliques*, qui iront dire à leur sujets qu'ils ne sont pas légalement leurs rois: leur intérêt est d'y veiller. Mais quant à nous, il importe très-sérieusement aux hôtes, d'examiner la solidité de ce principe unique, qui est, au dire de ces messieurs, le seul titre auquel le roi d'Angleterre soit redevable de la fidélité de ses sujets.

Cette doctrine, si on l'applique au prince

régnant, est, ou une absurdité, et alors elle n'est ni vraie ni fausse, ou elle établit le plus imaginaire, le plus dangereux, le plus illégal et le plus inconstitutionnel de tous les principes. D'après ces docteurs spirituels politiques, si le roi ne doit pas sa couronne au choix de son peuple, il n'est pas légalement roi. Or, il est très-faux de dire que le roi de ce pays tienne sa couronne à ce titre ; donc, en suivant cette doctrine, le roi d'Angleterre, qui certainement n'a été placé sur le trône par aucune forme d'élection du peuple, n'est pas plus digne de respect que le reste de cette bande d'usurpateurs qui règnent, ou plutôt qui marodent sur toute la surface de ce pauvre monde, sans aucune sorte de droit ou de titre à la fidélité de leurs sujets. La politique de cette doctrine, ainsi expliquée, devient donc d'une assez grande évidence. Il est clair que les propagateurs de cette évangile politique espéroient qu'en exceptant ainsi le roi de la Grande-Bretagne, leur principe abstrait (le principe de la nécessité d'une élection du peuple, pour que la magistrature souveraine soit légalement exercée), feroit d'abord une moins grande sensation ; mais qu'en même-tems, les oreilles s'habitueront graduellement à l'entendre, et finiroient par le croire un principe

fondamental , admis sans contestation. Que cette théorie , ainsi déposée dans les sirops conservateurs de l'éloquence de la chaire , seroit mise à l'écart pour un usage à venir. *Condo et compono quæ mox depromere possim.* Le but de cette politique est d'endormir notre gouvernement, en le flattant par une réserve à laquelle il n'a aucune prétention ; et de lui enlever, en lui donnant ainsi ce dont il n'a aucun besoin, la sécurité qu'il a en commun avec tous les autres gouvernemens , autant du moins que l'opinion est une sécurité.

C'est ainsi que ces politiques cheminent, tandis que l'on fait moins d'attention à leur doctrine ; mais lorsque l'on vient à examiner le sens naturel de leurs paroles et le but direct de cette doctrine , c'est alors qu'ils espèrent échapper en mettant en jeu les constructions équivoques et les tournures illusoires. Ainsi, lorsqu'ils ont dit très-positivement que le roi devoit sa couronne au choix de son peuple , et qu'il étoit par conséquent le seul roi légitime du monde entier, vous verrez que cela ne signifiera plus autre chose, sinon que quelques-uns de ses prédécesseurs ont été appelés au trône par un espèce de choix ; et que c'est par cette raison qu'il doit sa couronne à l'élection de son peuple. Ainsi ils espèrent par un misérable subter-

Fuge, et à la faveur d'une interprétation dérisoire, que leur proposition s'échappera saine et sauve ; car si vous admettiez cette interprétation, comment leur idée d'élection différencierait-elle de celle que nous avons de l'hérédité ? Et comment l'établissement de la couronne dans la branche de Brunswick, qui remonte à Jacques premier, légaliserait-il plutôt notre monarchie, que celle de tout autre contrée voisine de la nôtre ? Dans un tems ou dans un autre, certainement tous les chefs de dynasties ont été choisis par ceux qui les mettoient à leur tête. Il n'en faut pas davantage pour fonder l'opinion que toutes les couronnes de l'Europe ont été électives avec plus ou moins de limitation dans les objets du choix, si l'on veut se reporter aux périodes les plus reculées. Mais quels que puissent avoir été les rois ici ou ailleurs, il y a mille ans, ou de quelque manière que les dynasties de l'Angleterre ou de la France aient commencé, le roi de la grande Bretagne est aujourd'hui roi, en vertu d'un ordre de succession établi par les loix du royaume ; et en même tems que ce prince exécute comme il le fait les conditions du pacte de la souveraineté, il possède sa couronne en dépit du choix de la société de la révolution, qui à la prendre individuellement ou collectivement, n'a certainement

pas dans son sein un seul droit de suffrage pour l'élection d'un roi, quoique, je n'en doute pas, ces messieurs ne voulussent bientôt s'ériger en collège électoral, si les choses parvenaient à un point de maturité qui leur fit espérer de réaliser leurs prétentions. La couronne passera successivement à la postérité du roi régnant, au même mépris de leur choix, auquel elle lui a été transmise.

On ne peut pas commettre une erreur de fait plus énorme, que de dire que le roi doit sa couronne au choix de son peuple. Quel que soit le succès que ces messieurs espèrent du subterfuge auquel ils pourroient avoir recours à cet égard, rien du moins ne pourra pallier le sens de leur déclaration pleine et formelle sur le principe qu'ils avancent, que le peuple a le droit de choisir ceux qui le gouvernent ; principe qui est fondamental pour eux, et auquel ils s'attachent particulièrement. Toutes leurs insinuations obliques sur l'élection, se rapportent à ce principe : et de peur que cette exclusion accordée au roi en faveur de son titre légal, ne passât pour une tirade de flatterie sous le masque de la liberté, le théologien politique établit dogmatiquement, (1) que, par les principes de la ré-

(1) P. 34. Discourse on the love of our country, by Doct. Price.

volution , le peuple d'Angleterre a acquis trois droits fondamentaux , lesquels , selon lui , composent un seul système , et sont encadrés dans une courte sentence ; savoir :

1°. « Celui de choisir nous-mêmes ceux qui nous gouvernent ».

2°. « Celui de les déposer pour mauvaise conduite ».

3°. « Celui de composer un gouvernement pour nous-mêmes (1) ».

Voilà une déclaration de droits toute nouvelle , et certainement inouïe jusqu'à ce jour. Quoiqu'elle soit faite au nom de tout le peuple , elle appartient cependant à ces messieurs et à leur faction. Le corps du peuple de l'Angleterre n'y a aucune part. Il la désavoue entièrement. Il s'oppose à l'établissement d'une telle assertion au péril de sa vie et de sa fortune. Il est engagé à le faire par les loix du royaume ; par les loix établies au tems de cette même révolution , révolution que cette société , qui abuse de son nom , ose cependant citer en faveur des prétendus droits qu'elle met en avant.

(1) Ce sont les expressions même du docteur Price. Le mot qui répond le plus exactement à *Cashiering* qui est dans l'original , n'est pas déposer , mais casser aux gages. *Misconduct* , mauvaise conduite , est aussi un mot très-vague et très-foible dans le sens où il est employé là.

Ces messieurs du old jewry , dans tous leurs raisonnemens sur la révolution de 1688 , ont tellement devant les yeux et dans le cœur celle qui arriva en Angleterre quarante ans auparavant, ainsi que la dernière révolution de France , qu'ils les confondent constamment ensemble toutes trois. Il est nécessaire que nous séparions ce qu'ils confondent. Il faut que nous rappellions leurs imaginations égarées aux *actes* de la révolution que nous revèrons , pour leur en démontrer les véritables principes. S'il est un endroit où l'on puisse trouver ces vrais principes de la révolution de 1688 , c'est dans le statut appelé *la déclaration des droits*. On ne voit pas dans cette déclaration sage , modérée et respectée , dans cette déclaration qui a été rédigée par les premiers d'entre les hommes de loi et des hommes d'Etat , et non pas par de chauds enthousiastes dénués d'expérience ; on n'y voit pas , dis-je , un seul mot , ni même la moindre suggestion *d'un droit général de choisir ceux qui nous gouvernent , de les déposer pour mauvaise conduite , et de créer un gouvernement pour nous-mêmes.*

Cette déclaration des droits , (acte de la première année du règne de Guillaume et de Marie) ayant été renforcée , expliquée , augmentée , et ses principes fondamentaux étant à jamais fixés ,

elle est devenue la pierre angulaire de notre constitution. Elle est intitulée : « acte pour déclarer les droits et liberté des sujets, et pour fixer l'ordre de la succession à la couronne ». Vous observerez que ces droits et que cet ordre de succession , sont réunis dans le même acte , et qu'ils sont liés ensemble d'une manière indissoluble.

Peu d'années après cette époque , il s'offrit une nouvelle occasion pour mettre en avant ce droit d'élire nos Rois. Guillaume n'ayant eu aucun enfant , la Reine Anne qui lui succéda n'en ayant pas eu non plus , le parlement eut encore à s'occuper de la succession à la couronne et des moyens d'assurer plus fortement la liberté du peuple. A-t-il agi dans cette seconde occasion d'après les principes du Old Jewry , afin de légaliser le nouvel établissement de la couronne ? non. Il se conforma aux principes qui avoient prévalu dans l'acte de la déclaration des droits , comme indiquant , avec plus de précision , les personnes de la ligne protestante qui étoient appelées à régner. On remarque dans cet acte , toujours dicté par le même principe de politique , que ce qui intéresse notre liberté , et que , ce qui regarde le droit de succession au trône est incorporé dans le même texte pour n'en faire qu'une seule et même

chose. Loin de penser à ce droit de choisir ceux qui nous gouvernent, il est déclaré qu'il est d'une nécessité absolue *pour la paix, la tranquillité et la sécurité de ce royaume*, que la succession continue dans cette ligne, (la ligne protestante qui descendoit de Jacques premier) *et qu'il est également urgent pour la nation de maintenir à l'avenir un ordre de succession positif auquel les sujets auroient toujours recours comme à leur sauve-garde*. Ces deux actes, dans lesquels se font entendre les oracles clairs et infaillibles qui ont dirigé toute la politique de la révolution, au lieu de présenter de ces expressions trompeuses et énigmatiques, *sur le droit de choisir ceux qui nous gouvernent*, prouvent jusqu'à la démonstration combien la sagesse de la nation étoit éloignée de vouloir faire une loi générale d'un cas de nécessité.

Sans doute, lors de la révolution, on s'écarta un peu pour cette fois de l'ordre strict et régulier de la succession dans la personne du roi Guillaume. Mais il est contre tous les vrais principes de la jurisprudence, d'établir en principe une loi faite dans un cas particulier et pour un individu particulier. *Privilegium non transit in exemplum*. S'il y eut jamais un tems favorable pour établir en principe, qu'un roi choisi par le

peuple étoit le seul qui fût légal, sans contredit, c'étoit celui de la révolution. Si l'on ne l'a pas fait alors, c'est une preuve que la nation pensoit qu'on ne devoit jamais le faire en aucun autre tems. Il n'y a personne qui ignore notre histoire, au point de ne pas savoir que dans le parlement, le plus grand nombre dans chaque parti étoit si peu disposé à rien faire de conforme à ce principe, qu'en premier lieu ils étoient déterminés à placer la couronne vacante, non pas sur la tête du prince d'Orange, mais sur celle de sa femme Marie, fille du roi Jacques, aînée des enfans de ce roi, dont ils reconnoissoient indubitablement le droit. Ce seroit vous rappeler une histoire bien rebattue, que de réunir sous vos yeux toutes ces circonstances qui démontrent que l'avénement de Guillaume n'a pas été, à proprement parler, un choix, mais que, pour tous ceux qui ne souhaitoient pas en effet de rappeler le roi Jacques, ou ce qui seroit revenu au même, d'inonder le royaume de sang; exposer aux mêmes dangers auxquels on venoit d'échapper, la religion, les loix et la liberté; c'étoit véritablement une résolution de nécessité, dans toute l'étendue de signification morale que l'on peut donner à ce mot.

Au surplus, il est très-curieux d'observer dans

cet acte , comment , dans un cas très-particulier , où le parlement s'écartoit de l'ordre exact de la succession en faveur d'un prince , qui quoiqu'il ne fût pas le plus près , étoit cependant peu éloigné de la ligne qui avoit droit à la couronne avant lui , lord Somers se comporta dans la rédaction délicate de ce bill appelé déclaration de droit , dont il fut chargé. Il est curieux d'observer avec quelle adresse cette interruption accidentelle dans l'ordre de la succession est voilée à tous les regards. On s'attacha dans cet acte de nécessité à tout ce qui pouvoit maintenir l'idée d'une succession héréditaire ; et cet homme célèbre , et la législature qui l'a suivi , n'ont pas manqué de suivre la même marche , et de ramener tous les esprits à ce principe d'hérédité. Ce rédacteur habile , quittant le style sec et impératif d'un acte du parlement , entraîne les pairs et les communes dans un pieux élan législatif. C'est alors qu'ils déclarent qu'ils regardent « comme un effet merveilleux de la providence , comme un effet de la » bonté miséricordieuse de Dieu pour cette » nation , d'avoir conservé les personnes *royales* » de leurs majestés , de les avoir heureusement » fait régner sur le trône de leurs ancêtres ; que » pour ce bienfait ils adressent au ciel , du fond » de leur cœur , des prières et des remerciemens ».

Le parlement avoit évidemment en vue l'acte de reconnoissance de la reine Elisabeth, et celui de Jacques premier, tous deux si énergiquement déclaratoires sur la nature héréditaire de la couronne, et ils suivirent en grande partie, avec une précision presque littérale, les mots et même la forme d'action de grâces que l'on trouve dans ces vieux statuts déclaratoires.

Les deux chambres, dans cet acte du roi Guillaume, n'ont pas remercié Dieu de ce qu'il leur avoit fourni une si belle occasion de faire valoir le droit de choisir ceux qui nous gouvernent, et encore moins procéder à une élection, *ce seul titre légal* à la couronne. Elles ont regardé au contraire comme un effet de la providence, d'avoir échappé même à la seule apparence d'une chose semblable. Elles ont jeté un voile politique et adroitement tissu sur toutes les circonstances qui pouvoient affoiblir les droits qu'elles avoient en vue de perpétuer dans un meilleur ordre de succession, ou qui auroient pu servir d'un exemple pour s'écarter par la suite d'un plan qu'elles venoient de fixer à jamais. En conséquence les deux chambres, ne voulant relâcher aucun des nerfs de notre monarchie, voulant au contraire prescrire une conformité bien stricte aux usages pratiqués par nos ancêtres, ainsi qu'on le voit

dans les statuts déclaratoires de la reine Marie et de la reine Elisabeth ; dans la clause qui suit, ils reconnoissent leurs majestés revêtues de toutes les prérogatives légales de la couronne ; déclarant « qu'en elles, elles sont pleinement, à bon droit et » entièrement investies, incorporées unies et annexées ». Dans la clause qui suit celle-ci, pour prévenir toute demande qui pourroit émaner d'anciens prétendus titres à la couronne, il est déclaré (ayant aussi le soin de conserver le même style, la même politique traditionnelle, et de répéter comme une sorte de rubrique les expressions des précédens actes d'Elisabeth et de Jacques) « que » de la *stabilité* dans l'ordre de succession dépendent, sous la protection de Dieu, l'unité, » la paix et la tranquillité de cette nation ».

La législature a reconnu qu'un titre de succession douteux, ressembleroit trop à une élection, et qu'une élection seroit entièrement destructive de l'unité, de la paix et de la tranquillité de cette nation, choses qu'elle regardoit comme d'une considération de quelque importance; pour nous les procurer, et par conséquent pour écarter à jamais la doctrine du Old Jewry, « ce droit de choisir » ceux qui nous gouvernent, » elle ajoute une clause extraite du précédent acte de la reine Elisabeth, où l'on trouve le gage le plus solennel

solemnel qu'il soit possible de donner en faveur de la succession héréditaire , et la renonciation la plus formelle qu'il soit possible de faire aux principes que cependant cette société lui impute. « Les lords spirituels et » temporels et les communes , au nom de » tout le peuple susdit , se soumettent *eux-* » *mêmes* fidèlement et humblement , *eux , leurs* » *héritiers et leur postérité à jamais* , et promettent » fidèlement qu'ils soutiendront , maintiendront » et défendront leurs susdites majestés , et aussi » l'ordre de succession à la couronne , ainsi qu'ils » viennent de la spécifier et de la fixer de toute » la force de leur pouvoir etc. etc ».

Il est si loin d'être vrai que nous ayons acquis par la révolution le droit de choisir nos Rois , que , l'eussions-nous possédé auparavant , la nation Anglaise y a alors solennellement renoncé , et l'a abdiqué à jamais pour elle-même et pour sa postérité.

Ces messieurs peuvent être aussi fiers qu'il leur plaira de leurs principes Whigs ; quant à moi , je ne desire pas de passer pour un meilleur Whig que Lord Somers ; je ne desire pas de mieux entendre les principes de la révolution que ceux qui l'ont conduite et terminée , ou de lire dans

la déclaration des droits quelques mystères inconnus à ceux dont le style pénétrant a gravé dans nos réglemens et dans nos cœurs les mots et l'esprit de cette loi immortelle.

Il est vrai qu'à la faveur des pouvoirs qui dé-rivoient de la force et de l'occasion, la nation étoit en quelque sorte alors libre de prendre le parti qu'il lui plairoit pour remplir le trône; mais elle n'étoit libre d'agir ainsi que sur les mêmes fondemens, d'après lesquels elle auroit été libre de détruire la monarchie et toutes les autres parties de notre constitution. Cependant le législateur n'a pas pensé qu'un changement aussi hardi fût compris dans la compétence de ses pouvoirs. Il est en vérité bien difficile, et peut-être impossible, de donner des bornes à la compétence *abstraite* du pouvoir suprême, tel qu'il étoit exercé alors par le parlement. Mais quant à la compétence *morale*, celle qui, dans l'exercice même d'un pouvoir plus incontestablement souverain, soumet la volonté du moment à la raison permanente, aux maximes constantes de la fidélité, de la justice, et d'une politique fondamentale et invariable; ses limites sont parfaitement intelligibles et vraiment impératives pour ceux qui exercent quelque autorité dans

l'Etat , sous quelque nom , ou à quelque titre que ce soit. La chambre des pairs , par exemple , n'est pas compétente *morale*ment pour dissoudre la chambre des communes , pas davantage pour se dissoudre elle-même , ni pour abdiquer , si elle le vouloit , la part qui lui appartient dans la législation du Royaume. Quoiqu'un Roi puisse abdiquer pour sa personne , il ne peut abdiquer pour la monarchie. Par une raison aussi forte , ou plus forte encore , la chambre des communes ne peut renoncer à la portion d'autorité qui lui appartient. L'engagement et le pacte social , ce qu'on appelle généralement la constitution , défendent telle invasion ou tel abandon. Les parties constituantes d'un Etat sont obligées de conserver leur foi publique les unes à l'égard des autres , et à l'égard de tous ceux qui tirent de leur engagement quelque sérieux intérêt , autant que l'Etat tout entier doit tenir sa foi avec les communautés séparées ; autrement , la compétence et le pouvoir seroient bientôt confondus l'un avec l'autre , et il ne resteroit plus d'autre loi que la raison du plus fort. D'après ce principe , la succession à la couronne a toujours été ce qu'elle est aujourd'hui , une succession héréditaire par la loi. Dans l'ancienne ligne , elle étoit telle par la loi *commune* ; mais aujourd'hui c'est en

vertu d'une loi *établie*, d'un statut conforme aux principes de la loi commune, dont la substance n'est pas changée, mais dont on a réglé le mode, et d'un statut dans lequel on a défini les personnes (1). Ces deux espèces de loi sont de la même force, et dérivent d'une autorité semblable, puisqu'elles émanent du consentement général et du pacte de la convention sociale, *communi sponsione reipublica*, et comme telles, elles obligent également et réciproquement le Roi et le peuple, aussi long-tems que leurs dispositions sont observées, et c'est ainsi qu'elles perpétuent l'existence d'un corps politique de la même nature.

Si nous ne voulons pas souffrir que l'on nous égare dans toutes les subtilités d'une métaphysique sophistique, il est très-aisé de concilier avec l'existence d'une règle fixe, l'usage d'une dérogation occasionnelle ; de consacrer le principe sacré de l'hérédité de la couronne, avec le pouvoir de changer son application, quand il se présente un cas d'une nécessité impérieuse,

(1) Il est sans doute inutile de placer ici une note particulière, pour faire connoître la différence qui existe entre la loi *commune* en Angleterre, et la loi *établie*, ce qu'on appelle *Common-Law* et *Statute-Law*.

et même dans cette extrémité (si l'on veut évaluer l'étendue de nos droits d'après l'usage que nous en avons fait lors de la révolution), cette altération ne peut avoir lieu qu'à l'égard de la partie peccante seulement , qu'à l'égard de celle qui nécessite la déviation ; et même on doit alors l'effectuer , sans décomposer la masse entière du corps civil et politique , sous le prétexte de vouloir créer avec les premiers éléments de la société un ordre de choses tout-à-fait nouveau.

Un Etat qui seroit privé des moyens de faire quelques changemens , seroit privé , par cela seul , de ceux de se conserver ; s'il n'a pas ce pouvoir , il risque même de perdre la partie de sa constitution qu'il desiroit de conserver le plus religieusement. Ces deux principes de *conservation* et de *redressement* , opérèrent fortement à ces deux époques critiques de la restauration et de la révolution , lorsque l'Angleterre se trouva sans roi. A ces deux époques , la nation avoit perdu le lien d'union de son antique édifice ; elle ne détruisit pas pour cela sa composition toute entière : à ces deux époques , au contraire , elle régénéra seulement la partie défectueuse de cette ancienne constitution , en conservant les parties qui n'étoient pas altérées. Elle conserva ces an-

ciennes parties exactement comme elles étoient ; et elle fit ensorte que la partie renouvelée pût s'y adapter. Elle agit par le moyen des masses organisées de notre vieille forme d'organisation , et non pas par celui des molécules organiques d'un peuple tout décomposé. Dans aucun tems , peut-être , la souveraine législature n'a montré un intérêt plus tendre pour ce principe fondamental de la constitution Angloise , qu'à cette époque de la révolution où elle dévia de la ligne directe de la succession héréditaire. La couronne fut portée un peu au-delà de la ligne qu'elle avoit parcourue jusqu'alors ; mais cette nouvelle ligne partoît de la même souche ; c'étoit une branche encore appelée à hériter ; une branche du même sang , distinguée seulement par le titre de *la branche protestante*. Donc , lorsque la législature , en altérant la direction , eut soin de conserver le principe , elle prouva qu'elle le regardoit comme inviolable.

Le même principe , long-tems avant l'époque de la révolution et dans nos tems anciens , avoit servi de guide pour perfectionner cette loi de la succession. Quelque tems après la conquête , de grandes questions s'élevèrent sur le principe légal de l'hérédité. On mit en doute si l'héritage *per capita* ou celui *per stirpes* seroit

préfééré. Mais, soit que l'héritier par tête fût exclu pour faire place à l'héritier par souche, soit qu'au contraire l'héritier par souche fût exclu ; soit que l'héritier protestant fût préfééré au catholique, le principe de l'hérédité survécut toujours avec une sorte d'immortalité à toutes ces transmigrations. *Multosque per annos stat fortuna domûs et avi numerantur avorum.* Tel est l'esprit de notre constitution, non-seulement dans le cours ordinaire des choses, mais même dans toutes nos révolutions. De quelque manière qu'aucun prince soit monté sur le trône, soit qu'il ait dû sa couronne à la loi, soit qu'il l'ait conquise par la force, le principe de l'hérédité de la succession a toujours été continué ou adopté.

Les Messieurs de la société de la révolution n'ont vu dans celle de 1688 que la déviation de la constitution ; et ils ont pris la déviation du principe pour le principe lui-même. Ils prennent peu garde aux conséquences évidentes de leur doctrine, quoiqu'ils eussent dû appercevoir qu'elle ne laissoit aucune authenticité positive à un grand nombre des institutions positives de ce royaume. Quand on a une fois établi une maxime aussi insoutenable que celle-ci : que le trône n'est légalement occupé que par élection ;

aucuns des actes passés par les princes qui ont régné avant cette époque imaginaire d'une élection, ne peuvent être valides. Veulent-ils, ces théoristes, imiter quelques-uns de leurs prédécesseurs qui arrachèrent les corps de nos anciens souverains au repos de leurs tombes? Leur projet est-il de condamner et de frapper de nullité tous les souverains qui ont régné avant la révolution, et conséquemment de déshonorer et de souiller le trône d'Angleterre par cette tache infâme d'une usurpation continuelle? Leur projet est-il de rendre caducs, d'annuler ou de remettre en question de nouveau, tout ensemble avec tous les titres de tous nos rois, ce grand corps de nos *statuts* qui ont été passés en force de loi sous les règnes successifs de ceux qu'ils ne traitent que d'usurpateurs? De rendre nulles des loix d'une valeur inappréciable pour notre liberté; d'une valeur aussi grande au moins qu'aucune de celles qui ont été passées au tems de la révolution, ou depuis cette époque? Si les rois, qui ne devoient pas leur couronne au choix de leur peuples, n'avoient pas de titre pour faire des loix, que deviendra notre statut *de Tallagio non concedendo* (1)? Celui de *petition of Right* (2),

(1) Loi d'Edouard,

(2) De Charles I^{er}.

ou l'acte de *habeas corpus* (1) ? Tous ces nouveaux docteurs des droits de l'homme prétendent-ils assurer que Jacques second, qui fut roi comme étant le plus proche par le sang, conformément aux règles d'une succession qui n'étoit pas réglée alors comme elle l'a été depuis, ne fut pas dans le fait et dans la réalité très-légitimement roi d'Angleterre, avant qu'il eut fait aucun de ces actes qui ont été justement regardés comme une abdication de sa couronne ? s'il ne l'avoit pas été, combien de troubles qui ont eu lieu à cette époque dans le parlement auroient été évités ? Mais Jacques étoit un mauvais roi, revêtu d'un bon titre, et non pas un usurpateur. Les princes qui succédèrent en vertu de l'acte du parlement qui plaça la couronne sur la tête de l'Electrice-Sophie et de ses descendants furent rois, ainsi que lui, par le droit d'héritage. Jacques fut roi suivant la loi, comme cela fut confirmé à son avènement à la couronne ; et les princes de la maison de Brunswick furent appelés au trône, non pas par élection, mais par la loi, comme cela a été confirmé aux différens avénemens des princes protestans qui y sont parvenus

(1) De Charles II.

successivement , comme je me flatte de l'avoir assez complètement démontré.

La loi par laquelle cette famille royale est spécialement appelée à la succession , est l'acte de la 12^e. et de la 13^e. années du règne du roi Guillaume. Nous sommes liés par les expressions de cet acte , « nous et nos *héritiers* et » notre *postérité* , *envers eux* , leurs *héritiers* et » leur *postérité* ». Tant qu'ils seront protestans , indéfiniment. Les mots sont les mêmes que ceux qui , dans la déclaration de droits , nous lient aux héritiers de Guillaume et de Marie. Par-là on a rendu inviolable à-la-fois , et l'hérédité de la couronne et l'hérédité de la fidélité. Eh ! quel autre motif , si ce n'eût été celui de déterminer , conformément à l'esprit politique de notre constitution , une méthode qui fixât ce genre de succession , particulièrement destiné à exclure à jamais l'idée d'un choix du peuple , auroit fait dédaigner au parlement les choix brillans et nombreux qu'il pouvoit faire dans son propre pays , et chercher dans une terre étrangère une princesse d'où devoit sortir la race de nos rois , et à laquelle ils devoient le droit de gouverner des millions d'hommes pendant une longue suite de siècles !

La princesse Sophie a été déclarée dans l'acte de la 12^e. et de la 13^e. années du roi Guillaume, la *souche* et la tige d'où deriveroit l'ordre de l'hérédité pour nos rois ; et ce n'étoit pas pour ses mérites personnels dans l'administration d'un pouvoir qu'elle n'auroit pas pu exercer, et que, dans le fait, elle n'a jamais exercé. Elle a été adoptée par une raison et par une seule raison ; parce que, dit l'acte, « la très-excellente prin-
 » cesse Sophie, électrice et duchesse Douairière
 » d'Hanovre, est *fille* de la très-excellente prin-
 » cesse Elisabeth, de son vivant reine de
 » Bohême, laquelle étoit *fille* de feu notre sou-
 » verain et seigneur roi Jacques I^{er}., d'heureuse
 » mémoire, et est, par cette raison, déclarée
 » la plus proche en ordre de *succession* dans
 » la ligne protestante, etc. ; et la couronne pas-
 » sera à ses *héritiers* protestans ». Le parle-
 ment a non-seulement déterminé que la ligne
 future de nos rois dériveroit de la princesse
 Sophie, (ce qu'il a regardé comme un point
 très-important), mais de plus, remarquez quel
 soin il a eu de remonter par elle à l'ancienne
 souche de l'héritage, dans la personne du roi
 Jacques I^{er}., afin que la monarchie pût conserver
 dans tous les âges une unité sans interruption,
 et pût être maintenue (d'accord avec notre
 religion) dans cette antique manière de descen-

dance, dans laquelle, si nos libertés avoient une fois couru quelques dangers, elles avoient du moins été souvent préservées au milieu des orages et des troubles suscités à l'occasion de différentes prérogatives et de différens privilèges : le parlement fit bien.

L'expérience ne nous a point appris que dans aucune autre forme, ou dans aucune autre méthode que celle d'une succession *héréditaire* à la couronne, nos libertés et nos *droits héréditaires* eussent pu être perpétués et nous être transmis plus intacts. Une crise irrégulière et convulsive peut être nécessaire pour chasser une maladie irrégulière et convulsive ; mais l'ordre de succession est l'état de santé habituelle de la constitution Angloise. Croit - t - on que le parlement, lorsqu'il fixa la couronne dans la branche Hanovrienne qui dérhoit par les femmes de Jacques I^{er}., n'eût pas apperçu les inconvéniens qui pouvoient résulter du danger d'avoir deux, trois étrangers, et peut-être plus, appelés au trône de la Grande-Bretagne ? Non, ils sentoient tous les maux qui pouvoient en résulter, et ils faisoient peut-être plus que les sentir. Mais on ne peut pas donner une preuve plus forte de la conviction pleine où étoit la Grande-Bretagne, que les principes de la révolution ne l'autorisoient pas à élire des rois à

sa fantaisie , sans aucune considération pour les anciens principes fondamentaux de notre gouvernement , que de la voir , continuant à adopter un plan de succession héréditaire dans la ligne protestante , malgré les inconvéniens attachés à ce que cette ligne fût étrangère , malgré qu'elles les eût devant les yeux , et qu'ils agissent sur son esprit avec la plus grande force.

J'aurois été honteux , il y a quelques années , d'insister autant sur un sujet si évident par lui-même , et qui a si peu besoin de développemens : mais je l'ai fait , parce que , maintenant cette nouvelle doctrine séditiieuse et inconstitutionnelle est publiquement avouée , publiée , imprimée. L'aversion que je sens pour les révolutions , dont si souvent les premiers signaux ont été donnés dans la chaire ; l'esprit de changement qui se manifeste , le mépris total des anciennes institutions qui domine parmi vous , et qui pourroit bien dominer aussi parmi nous , dès qu'on les met en opposition avec la convenance du moment présent , ou avec l'attrait de l'inclination du jour ; toutes ces considérations , à mon avis , prouvent combien il est loin d'être imprudent de reporter notre attention en arrière , et de la fixer sur les vrais principes de nos propres loix domestiques , que

vous , mon cher François , vous devriez commencer à connoître ; et que nous nous devrions continuer à chérir. Nous ne devrions pas , ni sur l'une ni sur l'autre rives de la Manche , nous laisser duper avec les marchandises contrefaites que quelques personnes, doublement trompeuses, exportent d'abord chez vous avec un but illicite, comme des matières premières provenant de notre sol , quoiqu'elles y soient totalement étrangères , afin de les faire revenir ensuite en fraude dans leur propre patrie , fabriquées à la nouvelle mode de perfectionner la liberté à la parisienne.

Le peuple d'Angleterre ne singera pas des modes dont il n'a jamais essayé ; et il ne retournera pas à celles qu'il a trouvées malheureuses à l'épreuve. Il regarde l'hérédité légale de la succession au trône comme un des droits de la nation , et non pas comme un de ses griefs ; comme un avantage , et non pas comme un désavantage ; comme un soutien de sa liberté , et non pas comme un moyen de servitude. Il regarde l'ensemble de son gouvernement, *tel qu'il est*, comme d'une valeur inestimable ; et il est persuadé que la succession paisible à la couronne , est un des gages de la stabilité et de la perpétuité de toutes les parties de notre constitution.

Avant de passer à un autre article , je vous de-

menderai la permission de m'arrêter à un des misérables artifices que les fauteurs de la doctrine de l'élection à la couronne sont toujours prêts à employer pour répandre de la défaveur sur ceux qui soutiennent les vrais principes de notre constitution. Dès que vous soutenez la cause de l'hérédité de la couronne, ces sophistes supposent aussi-tôt et des causes et des intérêts particuliers, en faveur desquels ils supposent aussi que l'on agit. Rien de plus commun que de les voir traiter leurs disputes comme s'ils les soutenoient contre quelques-uns de ces fanatiques d'esclavage, tombés aujourd'hui dans le mépris, qui soutenoient autrefois que *la couronne étoit de droit divin héréditaire et inviolable*, chose que pas une créature ne voudroit soutenir aujourd'hui. Ces anciens fanatiques d'un seul pouvoir arbitraire dogmatisoient comme si la royauté héréditaire étoit le seul gouvernement légal qu'il y eût au monde; exactement de même que les fanatiques modernes du pouvoir arbitraire du peuple soutiennent que l'élection du peuple est le seul moyen de conférer une autorité légale. Ces vieux enthousiastes de la prérogative Royale, étoient fous et peut-être impies dans leur doctrine. Comme si la monarchie avoit reçu plus particulièrement qu'aucune espèce de gouvernement la sanction divine;

et comme si le droit de gouverner par héritage, étoit à la rigueur *irrévocable* dans chaque personne et dans toutes les circonstances l'irrévocabilité qui n'est dans l'essence d'aucun droit civil ou politique. Mais une opinion absurde sur le droit héréditaire du Roi à la couronne, ne peut pas porter préjudice à celle qui est raisonnable et fondée sur des principes solides de législation et de politique. Si tous les gens de loi et les théologiens corrompoient par leurs absurdes systèmes tous les sujets qu'ils traitent, il ne resteroit plus ni loi ni religion dans ce monde. Mais les systèmes absurdes que l'on peut établir sur une question, ne justifient pas ceux qui leur sont contraires dans l'extrémité opposée, et n'autorisent personne à controuver des faits, ni à publier des maximes dangereuses.

La seconde prétention de la société de la révolution, est « le droit de déposer ceux qui nous gouvernent, pour mauvaise conduite ». Peut-être que les craintes que nos ancêtres ont eues, d'offrir un tel exemple, « celui de déposer pour inconduite », a été cause que dans la déclaration de l'acte qui établit l'abdication du Roi Jacques, ils ont été trop sur leurs gardes, et même trop minutieux, si l'on peut dire que ce soit

à un tort (1). Mais toutes ces précautions et toutes ces réunions de circonstances , servent à faire voir l'esprit de prudence qui régnoit dans les conseils de la nation ; conseils dirigés cependant par des hommes que l'oppression qu'ils venoient de surmonter avoit irrités ; que leur triomphe avoit exaltés , et que leur situation dispoit naturellement à des partis extrêmes et violens ; elles servent à faire connoître avec quelle sollicitude ces grands hommes qui influoient sur la conduite des affaires à cette grande époque ; s'efforçoient à faire naître du sein de la révolution une paix durable , et non pas à en faire , pour l'avenir , une pépinière de beaucoup d'autres révolutions.

Il n'est pas un seul gouvernement qui pût subsister un seul instant , s'il étoit possible de les renverser pour une chose aussi vague et aussi indéfinie que l'idée qu'on a de *l'inconduite*. Ceux qui dirigeoient la révolution n'ont pas fondé

(1) « Que le Roi Jacques second , s'étant efforcé de
 » bouleverser la constitution du royaume en rompant
 » le pacte primordial entre le Roi et le peuple , et ,
 » qu'ayant par l'avis des Jésuites et d'autres personnes
 » corrompues , violé les loix fondamentales , que s'é-
 » tant retiré du royaume , il a abdiqué le gouvernement ,
 » et que par-là le trône est devenu vacant ».

l'abdication virtuelle du Roi Jacques sur un principe aussi léger et aussi incertain. Ils ne l'accusoient de rien moins que du projet constaté par une foule d'actes manifestes, de renverser l'église protestante et l'État, ses loix fondamentales et ses libertés incontestables, et d'avoir rompu le pacte primordial entre le Roi et le peuple. Ceci est plus qu'*inconduite*. Une nécessité des plus fortes et des plus supérieures à la loi les détermina à faire cette démarche ; et ils la firent avec cette sorte de répugnance qu'on éprouve quand on agit d'après la plus rigoureuse de toutes les loix. Ce n'étoit pas dans la perspective de nouvelles révolutions qu'ils plaçoient leur confiance pour la sûreté de la constitution. Le but politique de toutes leurs déterminations étoit au contraire de mettre tous les souverains futurs presque dans l'impossibilité de forcer de nouveau le royaume à la nécessité de recourir à des remèdes aussi violents. Ils ont laissé la couronne ce qu'elle a toujours été aux yeux et dans l'esprit de la loi, au-dessus de la responsabilité ; mais pour rendre la couronne encore plus indépendante, ils ont réuni tout le poids de la responsabilité sur les ministres d'Etat. Dans le statut du Roi Guillaume, appelé *acte déclaratif des droits et*

libertés des sujets , et pour fixer la succession de la couronne, ils ont établi que les ministres serviroient la couronne conformément aux termes de cet acte. Bientôt après , ils pourvurent aux *assemblées fréquentes du parlement* , par le moyen desquelles toute l'administration devoit être sous l'inspection constante et sous le contrôle vigilant des représentans du peuple et des magnats du royaume. Dans le grand acte constitutionnel qui suivit , je veux dire celui de la douzième et de la treizième années du règne de Guillaume , nos ancêtres ont établi , pour limiter encore plus la couronne , et pour mieux assurer les droits et liberté des sujets , « qu'aucun pardon scellé du » grand sceau d'Angleterre ne pourroit être » opposé , comme exception , contre une accusation intentée par les communes assemblées » en parlement (1). » Ainsi les règles d'administration consignées dans la déclaration des droits , l'inspection constante des parlemens , l'usage de traduire en justice , parurent des moyens beaucoup meilleurs , non-seulement pour assurer la constitution et la liberté , mais même

(1) On sait que si le Roi ne peut pas empêcher que l'on intente et que l'on poursuive le procès , il a le droit de pardonner , si par événement il y a lieu , lorsque le jugement a été rendu.

pour prévenir les vices d'administration , que cette réserve d'un droit si difficile dans la pratique , si incertain dans son emploi , et souvent si pernicieux dans ses conséquences que de « casser aux gages ceux qui nous gouvernent ».

Dans ce même sermon , le docteur Price prescrit l'usage de présenter aux Rois des adresses remplies d'une flatterie et d'une adulation révoltante ; et en cela il a raison. Au lieu d'employer ce style dégoutant , il propose pour les occasions où l'on va féliciter le Roi , de lui dire : « que sa majesté doit se regarder plutôt comme le serviteur que comme le souverain de son peuple ». Pour un compliment , cette nouvelle forme d'adresse ne paroît pas très-flatteuse. Ceux qui sont serviteurs de nom , aussi bien que d'effet , n'aiment pas qu'on leur rappelle ainsi leur situation , leur devoir et leurs obligations. L'esclave dit à son maître dans une ancienne comédie : (1) « *hæc commemoratio est quasi exprobatio* ». Cela n'est ni plaisant comme compliment , ni salutaire comme instruction. Après tout , si le Roi consentoit à faire écho (2) avec cette nouvelle

(1) Térence.

(2) Lorsque le Roi va au parlement , il prononce un discours , et l'orateur de la chambre des communes dans la réponse qu'il y fait , reprend très-régulièrement et

forme d'adresse, à l'adopter dans les mêmes termes, et même à choisir pour protocole de son style royal la dénomination de serviteur du peuple, je n'imagine pas comment lui ou nous nous pourrions y gagner quelque chose. J'ai vu des lettres très-fières, au bas desquelles on mettoit pourtant votre très-humble et très-obéissant serviteur. La domination la plus orgueilleuse qui ait jamais été supportée sur la terre, prenoit un titre bien plus humble encore que celui qui est maintenant proposé aux souverains par cet apôtre de la liberté. Des Rois et des nations ont été foulés sous le pied d'un être qui se faisoit appeler *le serviteur des serviteurs* ; et des bulles ont été envoyées pour déposer des Rois, au bas desquelles on voyoit pour grand sceau, le cachet d'un pêcheur

J'en aurois regardé tout ceci que comme une sorte de futile et vain discours, dans lequel, comme dans une fumée insipide, quelques personnes souffrent que l'esprit de la liberté s'évapore, si ce n'étoit pas sérieusement à l'appui

retourne au Roi les mêmes expressions dont sa majesté s'est servi. Ces discours sont communiqués d'avance, et c'est de-là que vient en Angleterre cette expression plutôt gaie que dérisoire : *l'orateur fait écho*. Ici M. Burke fait l'inverse.

de cette idée et de ce système de *casser aux gages les Rois pour inconduite*, que cela est dit. Sous ce rapport, cela mérite quelques observations.

Les Rois, dans un sens, sont sans contredit les serviteurs du peuple, parce que leur pouvoir n'a pas d'autre but que celui de l'avantage général. Mais il n'est pas vrai qu'ils aient, dans le sens ordinaire, (par notre constitution du moins) rien de semblable à ce que sont des serviteurs, dont la situation est par essence d'obéir aux ordres de quelqu'un et d'être changés à volonté. Mais le Roi de la Grande-Bretagne n'obéit à personne ; tous les individus, séparément où collectivement, sont sous lui et lui doivent une obéissance légale. La loi, qui ne sait ni flatter, ni insulter, n'appelle pas ce magistrat élevé, notre serviteur, comme le fait cet humble théologien ; mais « notre souverain seigneur Roi ». Et nous, dont le devoir est d'apprendre à ne parler que le langage primitif de la loi, et non pas ce jargon confus de leurs chaînes Babyloniennes, nous l'appelons ainsi.

Comme le Roi ne doit pas nous obéir, et que c'est à nous à obéir à la loi dans sa personne, notre constitution n'a pris aucunes mesures pour le rendre, ainsi qu'un serviteur, responsable en

aucune manière ; notre constitution n'a pas l'idée d'un magistrat , comme *le justicia* d'Arragon , ni d'aucune cour légalement commise , ni d'aucune formalité légalement établie , pour soumettre le Roi à la responsabilité qui convient à tous les serviteurs. En ceci , Sa Majesté n'est pas distinguée de la chambre des communes et de la chambre des pairs qui , chacune dans son caractère public et séparé , n'est tenue à rendre aucun compte de sa conduite ; quoiqu'il plaise à la société de la révolution d'affirmer directement , contre ce qu'il y a de plus sage et de plus beau dans notre constitution , « que le Roi n'est que » le serviteur du public , créé par lui , et responsable à lui ».

Ce seroit bien mal à propos que nos ancêtres , à l'époque de la révolution , auroient mérité leur réputation de sagesse , s'ils n'avoient pas trouvé d'autre sécurité pour leur liberté qu'en affaiblissant le gouvernement et en rendant son titre précaire ; s'ils n'avoient pas trouvé de meilleur remède contre le pouvoir arbitraire que la confusion de l'Etat. Au surplus , que ces Messieurs fassent connoître quel est *ce représentant* du public , devant lequel ils affirment que le Roi doit être responsable , comme un serviteur , il sera tems seulement alors que je leur produise la loi positive qui affirme qu'il ne l'est pas.

La cérémonie de casser aux gages les Rois dont ces Messieurs parlent si à leur aise, peut rarement, si même elle peut jamais l'être, être représentée sans le secours de la force. Cela devient alors un cas de guerre et non pas un point de constitution. Le bruit des armes commande aux loix et les réduit au silence ; les tribunaux sont anéantis en même tems que la paix qu'il n'est plus en leur pouvoir de maintenir.

La révolution de 1688 a été obtenue par une juste guerre, dans le seul cas où une guerre, et sur-tout une guerre civile, peut être juste, *justa bella quibus necessaria.*

La question de détrôner les Rois, ou si ces Messieurs aiment mieux leur façon de parler, de les casser aux gages, sera toujours ce qu'elle a toujours été, un cas très-extraordinaire et totalement hors de la loi ; une question qui, comme toutes les questions d'Etat, consiste plus sur certaines dispositions des esprits, sur certains moyens et sur des conséquences probables, que sur des droits positifs. De même que ces abus-là ne peuvent pas être d'un genre commun, ce ne doit pas être non plus à des esprits communs à les discuter. La ligne théorique de démarcation qui indique le moment où l'obéissance doit cesser, et celui où la résistance doit commencer, est en vérité bien douteuse, bien difficile à appercevoir, et plus

difficile encore à définir. Ce n'est pas un seul acte ou un seul évènement qui peut la déterminer. Il faut que l'on ait bien mésusé du pouvoir , et que le gouvernement soit dans une grande confusion ; il faut que la perspective de l'avenir soit aussi mauvaise que l'a été l'expérience du passé , avant même que cette idée puisse venir à l'esprit. Quand les choses sont arrivées à cette situation déplorable , la nature même du mal indique celle du remède à ces hommes que la nature a doués des qualités nécessaires pour administrer , dans ces momens extrêmes , cette potion critique , ambiguë et amère , à un Etat en désordre. Le tems , les occasions , les provocations , leur fourniront alors les leçons nécessaires. Le sage , se déterminera par la gravité du cas ; l'irritable , par sa sensibilité à l'oppression ; l'esprit élevé , par le dédain et par l'indignation qu'il éprouve en voyant le pouvoir confié à des mains qui en sont indignes ; le brave et le fougueux , par cet amour honorable des dangers dans une cause généreuse. Mais à bon droit ou à tort , une révolution paroîtra toujours la dernière ressource de celui qui pense et de celui qui sait sentir.

Le troisième point de droit établi dans la chaire du Old jewry , *le droit de fabriquer un gouvernement pour nous-mêmes* , a pour le moins aussi peu de rapport avec ce qui s'est passé au tems

de la révolution , soit en fait , soit en principe , que les deux premiers.

La révolution a eu pour objet de conserver nos *anciennes* et incontestables loix et libertés , et cette *ancienne* constitution , qui est leur seule sauve-garde. Si vous désirez de connoître l'esprit de notre constitution , la politique qui a régné à cette grande époque qui nous l'a conservé intacte jusqu'à ce jour , je vous en prie , consultez notre histoire , nos registres , nos actes de parlement et nos journaux , mais non pas les sermons du Old-jewry , ni les santés qui se portent aux dîners de la société de la révolution ; vous y trouverez d'autres idées et un langage tout différent. Ce droit de fabriquer un gouvernement pour nous-mêmes , est aussi dénué de fondement ou d'aucune apparence d'autorité , qu'il nous convient peu et qu'il nous paroît peu desirable.

La simple idée de la formation d'un nouveau gouvernement suffit pour nous inspirer le dégoût et l'horreur. Nous souhaitions à l'époque de la révolution , et nous souhaitons encore aujourd'hui , ne devoir tout ce que nous possédons qu'à *l'héritage de nos ancêtres*. Nous avons eu grand soin de ne greffer sur ce corps et sur cette souche d'héritage aucun rejet qui ne fût point de la nature de la plante originairé. Toutes

les réformes que nous avons faites jusqu'à ce jour ont été fondées sur le rapport qu'elles avoient avec l'antiquité ; et j'espère, je suis même persuadé, que tout ce qui pourra être fait par la suite sera soigneusement dirigé d'après les mêmes analogies, les mêmes autorités et les mêmes exemples.

Notre plus vieille réforme, est celle de la grande charte. Consultés sir Edward Coke, et vous verrez que ce grand oracle de nos loix, et que tous les grands hommes qui l'ont suivi jusqu'à Blackstone (1), ont réuni leurs efforts pour démontrer la généalogie de nos libertés ; ils se sont efforcés de prouver que la grande charte, celle du Roi Jean, étoit en connexion avec une autre charte d'Henri I^{er}, et que l'une et l'autre n'étoient rien moins que la réconfirmation d'une autre loi du Royaume, encore plus ancienne. Ces auteurs sont en général assez exacts sur les faits ; mais s'ils se trompent quelquefois sur quelques particularités, cela prouve plus fortement ce que je soutiens ; car cela démontre la prévention puissante en faveur de l'antiquité qui a toujours occupé les esprits de

(1) Voyez Blackstone sur la grande charte, imprimée à Oxfort en 1759.

nos législateurs , de nos jurisconsultes , et de tous ceux qu'ils dirigent par leur influence ; cela démontre la politique permanente de ce Royaume , qui est de regarder nos franchises et nos droits les plus sacrés comme un *héritage*.

Dans cette fameuse loi de la troisième année du règne de Charles I^{er} , appelé *the petition of rights* , le parlement dit au Roi : » Vos sujets ont *hérité* cette liberté ; ils ne fondoient pas leur réclamation sur des principes abstraits comme *les droits de l'homme* , mais sur les droits des Anglois , et ils réclamoient le patrimoine de leurs ancêtres. Selden , et les autres savans profonds qui ont rédigé cette requête de droit , connoissoient aussi bien toutes les théories générales concernant les droits de l'homme , qu'aucun des péroreurs de nos chaires ou de votre tribune ; aussi bien sûrement que le docteur Price , ou l'abbé Syeyes. Mais pour des raisons dignes de cette sagesse pratique , qui l'emportoient sur leur savoir théorique , ils ont préféré ce titre positif , authentique et *héréditaire* , à tout ce qui peut être cher à l'homme et au citoyen ; à ce droit vague et spéculatif , qui auroit exposé leur héritage certain au gaspillage et à la déprédation de tous les esprits extravagans et litigieux.

La même politique se remarque dans toutes les Loix qui ont été faites depuis pour la conservation de nos libertés. Dans le fameux statut de la première année de Guillaume & de Marie, appelé *the declaration of Right*, (la déclaration de droit) les deux Chambres n'ont pas proféré une seule parole » du droit de fabriquer un Gouvernement pour nous-mêmes » ; vous verrez que tout leur soin a été d'assurer la Religion, les Loix & la Liberté dont ils avoient été long-tems en possession , & auxquels on avoit fait dernièrement courir des risques : « prenant, est-il dit dans cet » acte de Guillaume & de Marie , dans la plus » sérieuse considération, les *meilleurs* moyens de » former un établissement qui puisse mettre leur » Religion, leurs Loix & leur Liberté à l'abri du » danger d'être encore renversés ». Ils s'assurent du succès de toutes leurs démarches en indiquant parmi ces *meilleurs* moyens, la nécessité de faire en premier lieu « comme leurs *ancêtres* avoient » accoutumé de faire en *cas semblables* pour re- » vendiquer leurs *anciens* Droits & leur Liberté, » de *déclarer.....* » & alors ils prient le Roi & la Reine « qu'il soit *déclaré* & ordonné que *tous* & » *chacuns* les Droits & Libertés affirmés & dé- » clarés , sont les véritables , *anciens* & indu-

» bitables droits & libertés du Peuple de ce
» Royaume (1) ».

Vous remarquerez que depuis l'époque de la grande Charte jusqu'à celle de la déclaration de droits, telle a été la politique constante de notre Constitution, de réclamer & d'affirmer nos libertés comme un héritage qui nous avoit été *substitué* par nos ayeux, & que nous devons transmettre à notre prospérité, comme un bien appartenant spécialement au Peuple de ce Royaume, sans aucune espèce de rapport avec aucun autre droit plus général ou plus ancien. Par ce moyen notre Constitution conserve de l'unité, malgré la grande diversité de ses parties. Nous avons une Couronne *héréditaire*, une pairie *héréditaire*, & une Chambre des Communes, & un Peuple, qui tiennent par *l'héritage* d'une longue suite d'ancêtres, leurs privilèges, leurs franchises & leur liberté.

Cette politique me paroît être l'effet d'une profonde réflexion, ou plutôt l'heureux effet de

(1) Il faut bien distinguer la différence qui existe entre la Loi *déclarative* & une Loi nouvelle. La première est la *déclaration* & la *reconnoissance* des Loix fondamentales, à l'observation desquelles le Roi lui-même est obligé de se soumettre. C'est pourquoi l'on voit dans la citation ci-dessus, que l'on insiste particulièrement sur ce point.

cette imitation de la nature , qui , bien au-dessus de la réflexion , est la sagesse par essence. L'esprit d'innovation est en général le résultat combiné de vues intéressées & de vues bornées. Ceux qui ne tiennent aucun compte de leurs ancêtres , en tiendront bien peu de leur postérité. En outre , le Peuple Anglois sait très - bien que l'idée de l'héritage procure un principe sûr de conservation , & un principe sûr de transmission , sans exclure cependant le principe d'amélioration. Il laisse la liberté d'acquérir , mais il *amortit* ce qui est acquis. Tous les avantages que procure à un Etat une conduite dirigée par de telles maximes , sont regardés comme le seroit dans une seule famille une substitution perpétuelle. C'est par la vertu d'une espece d'amortissement , qu'ils sont ainsi fixés à jamais. Par cette politique constitutionnelle qui agit d'après le modèle de la nature , nous recevons , nous possédons , nous transmettons notre gouvernement & nos privilèges , de la même manière dont nous recevons , dont nous possédons & dont nous transmettons nos propriétés & la vie. Les institutions de la politique , les biens de la fortune , les dons de la Providence nous sont transmis & sont transmis par nous de la même manière & dans le même ordre. Notre système politique est dans une symétrie & dans un accord

parfait avec l'ordre du monde , & avec cette manière d'exister qui convient à un Corps permanent , composé de parties qui ne le sont cependant pas elles-mêmes ; d'un Corps où par la disposition d'une sagesse merveilleuse , cette grande & mystérieuse incorporation de la race humaine est moulée toute ensemble , de sorte que le tout-à-la-fois n'est jamais vieux , n'est jamais jeune , jamais entre deux âges , mais dans la situation d'une constance interchangeable ; en sorte que l'existence de ce Corps se perpétue la même au milieu des dépérissemens , des chûtes , des renouvellemens & des progressions continuelles. Ainsi , en imitant cette marche de la nature dans la conduite de l'Etat , nous ne sommes jamais totalement neufs dans ce que nous acquérons ; jamais totalement vieux dans ce que nous conservons. En adhérant ainsi aux manières d'agir & aux principes de nos ancêtres , nous ne sommes pas guidés par la superstition des antiquaires , mais par l'esprit d'une analogie philosophique. En adoptant ce principe d'héritage , nous avons donné à notre Gouvernement une ressemblance avec les rapports de famille ; nous avons étroitement uni la Constitution de notre pays à nos liens domestiques les plus chers. Dans le sein de nos familles , nous avons adopté nos Loix fondamentales ; & nous avons rendu

rendu inséparables, & nous chérissions avec toute la chaleur que réfléchissent & que se procurent mutuellement tant d'objets d'amour réunis & combinés, notre état, nos foyers, nos tombeaux & nos autels.

En adoptant ainsi le plan de conformer nos institutions artificielles au modèle de la nature, & d'appeller à notre secours son instinct puissant & immuable, pour fortifier les entreprises foibles & faillibles de notre raison, & en considérant nos libertés sous le rapport de leur caractère héréditaire, nous avons trouvé plusieurs autres avantages & des plus importants. En canonisant ainsi nos ancêtres, & en agissant comme si nous étions sous leurs yeux, l'esprit de liberté, qui de lui-même tend aux excès & à s'écarter de la règle, est remplé par une gravité respectueuse. Cette idée d'une transmission glorieuse nous inspire le sentiment d'une dignité natale & habituelle qui garantit de cette basse arrogance si commune & si avilissante que l'on remarque chez les nouveaux parvenus. Par ce moyen, notre liberté devient noblesse; elle porte avec elle un caractère majestueux & imposant; elle a sa généalogie & ses ancêtres illustres; elle a ses supports & ses armoiries; elle a sa galerie de portraits; les inscriptions de ses monumens, ses archives, ses preuves, ses titres. Nous

avons pour nos institutions civiles, le respect que la nature nous indique pour les individus. C'est à raison de leur âge, c'est à raison des ancêtres qui leur ont donné le jour. Tous vos sophistes ne peuvent rien produire qui soit mieux adapté à la conservation d'une liberté raisonnable & généreuse, que la route que nous avons suivie en préférant la nature à nos spéculations; nos ames à nos inventions, pour être les dépositaires & les sauvegardes de nos droits & de nos privilèges.

Vous auriez pu, si vous aviez voulu, profiter de notre exemple; & en recouvrant votre liberté, lui donner un caractère digne d'elle. Vos privilèges, quoiqu'interrompus, n'étoient pas effacés de la mémoire. Votre Constitution, il est vrai, pendant que vous aviez cessé d'en jouir, avoit été bien endommagée & bien dilapidée; mais il vous restoit encore des pans de ses vieilles murailles, & vous possédiez en entier les fondations de ce château antique & vénérable. Vous auriez pu réparer ces murs & bâtir sur les vieilles fondations. Votre Constitution avoit été interrompue avant d'avoir été achevée; mais vous aviez les élémens d'une Constitution aussi bonne qu'on pouvoit la désirer. Vous possédiez dans vos vieux Etats cette variété de parties correspondantes aux différentes classes dont votre ensemble étoit heureusement

composé. Vous aviez cette combinaison & cette opposition d'intérêts, vous aviez cette action & cette réaction qui, dans le monde politique comme dans le monde naturel, fait sortir l'harmonie des débats réciproques de ces puissances opposées. Ces conflits d'intérêt que vous regardez comme un si grand désavantage dans votre ancienne Constitution, ainsi que dans la nôtre, opposent une barrière salutaire à toutes les résolutions précipitées. Ils font que les délibérations ne sont pas une affaire de choix, mais de nécessité; il en résulte que les changemens sont regardés comme étant de la même nature que les *compromis* qui requièrent de la modération, qui produisent des *tempéramens*, qui empêchent ces douleurs cuisantes que produisent des réformes non préparées, brusques & sans modification, & qui rendent les entreprises inconsidérées d'un pouvoir arbitraire pour jamais impraticable dans toute espèce de Gouvernement, soit dans celui d'un seul, soit dans celui de plusieurs. Au milieu de cette diversité d'intérêts & de membres, la liberté générale avoit autant de points de sécurité qu'il y avoit de vues séparés dans les différens Ordres; & en comprimant le tout sous le poids d'une Monarchie réelle, on auroit empêché toutes les parties séparées de se rassembler de se disjoindre & de s'écarter des places qui leur sont assignées.

Vous aviez tous ces avantages dans vos anciens États ; mais vous avez préféré d'agir comme si vous n'aviez jamais été civilisés , & comme si vous aviez tout à refaire à neuf. Vous avez mal commencé , parce que vous avez , dès le début , méprisé tout ce qui vous appartenait. Vous avez commencé votre commerce sans fonds. Si la dernière génération de votre pays vous paroissoit trop peu illustre , vous auriez pu , en vous dispensant d'en tenir compte , remonter à une génération plus reculée. A l'aide d'une pieuse prédilection pour vos ancêtres , vos imaginations auroient personnifié en eux un exemple de vertu & de sagesse supérieure à celle que l'on voit pratiquer aujourd'hui , & vous auriez débuté en annonçant l'exemple que vous vouliez imiter vous-même. En respectant vos ancêtres , vous auriez appris à vous respecter. Vous n'auriez pas préféré de regarder le peuple de France comme n'étant né que d'hier , comme une Nation de misérables qui auroient été plongés dans la servitude usqu'à l'an premier de la Liberté 1789. Vous n'auriez pas , en fournissant , aux dépens de votre nonneur , aux apologistes que vous avez ici , une excuse pour vos fréquentes & énormes fautes consenti à être regardés comme une bande d'esclaves marons , tout-à-coup échappés de la maison

de la servitude , & par conséquent excusables de ne pas faire un meilleur usage de la liberté , d'une chose nouvelle encore pour eux , & encore mal adaptée à tous leurs établissemens. N'auroit-il pas été bien plus sage, mon digne ami , d'avoir pensé ce que , quant à moi , j'ai toujours fait , que vous étiez une Nation généreuse & aimable longtemps égarée à votre désavantage par vos sentimens nobles & romantiques de fidélité , d'honneur & de loyauté ? Que les événemens vous avoient été défavorables , mais qu'au milieu de l'esclavage vous n'étiez serfs ni de cœur , ni d'ame ; que dans votre soumission aveugle vous étiez dirigés par un principe d'esprit public , & que c'était votre patrie que vous adoriés dans la personne de votre Roi. Si vous aviez donné à entendre que dans l'aveuglement de cette aimable erreur vous aviez été plus loin que vos sages ancêtres , que vous étiez résolus à reprendre la possession de vos anciens privilèges , tandis que vous conserviez toujours l'esprit de votre ancienne & récente loyauté , & celui de votre honneur ; ou si , ne vous faisant pas à vous-mêmes , & ne reconnoissant plus assez clairement la Constitution presque anéantie de vos ancêtres , vous aviez dirigé vos regards vers vos voisins qui ont conservé existantes toutes les anciennes formes & les anciens principes du droit com-

mun de l'Europe , & qui en ont amélioré l'usage pour leur Gouvernement. — En suivant des exemples sages, vous auriez donné au monde de nouvelles leçons de sagesse. Vous auriez rendu la cause de la Liberté respectable aux yeux des esprits qui en sont dignes, dans quelques Nations que ce soit. Le Despotisme auroit fui de honte sur toute la terre, lorsque vous auriez eu prouvé que la Liberté, quand elle est bien disciplinée, non-seulement s'accorde avec la Loi, mais même qu'elle la fortifie ; alors vous auriez eu un revenu qui ne vous auroit point été à charge, & qui n'auroit été que productif ; vous auriez eu, pour l'entretenir, un Commerce florissant ; vous auriez eu une Constitution libre, une Monarchie puissante, une armée disciplinée, un Clergé réformé & respecté, une Noblesse moins fière & tout aussi élevée, capable de vous donner des leçons de vertu & non pas de l'étouffer ; vous auriez eu un Ordre des Communes bien composé, dans lequel votre Noblesse se seroit recrutée ; vous auriez eu un Peuple protégé, content, laborieux, obéissant & enseigné à reconnoître que le bonheur qui est fondé sur la vertu existe dans tous les états de la vie ; que c'est en ceci que consiste la véritable égalité morale parmi tous les hommes, & non pas dans ces fictions monstrueuses qui, inspirant

des idées fausses & des espérances vaines à des hommes destinés à parcourir les sentiers obscurs d'une vie laborieuse, ne servent qu'à aggraver & à rendre plus amère cette inégalité réelle que l'on ne peut jamais détruire, inégalité que l'ordre de la vie civile établit autant pour l'avantage de ceux qui sont destinés à rester dans un état humble, que pour celui de ceux qui sont appelés à une condition plus brillante, sans que plus de bonheur leur soit offert. Une carrière de bonheur & de gloire plus facile & plus plane qu'aucune de celle dont l'histoire du monde nous offre le souvenir, étoit ouverte devant vous; mais vous nous avez démontré que la difficulté est bonne pour l'homme.

Calculez tous vos gains, voyez ce que vous avez acquis par ces spéculations extravagantes & présomptueuses, qui ont appris à vos chefs à mépriser tout ce qui les a précédés, à mépriser leurs contemporains, & à se mépriser eux-mêmes jusqu'au moment où ils sont devenus réellement méprisables. En suivant ces lumières trompeuses, il en a plus coûté à la France pour acquérir des calamités évidentes, qu'à aucune autre Nation pour se procurer des avantages certains. La France a acheté la pauvreté par le crime? La France n'a pas sacrifié ses intérêts à sa vertu; mais elle a abandonné ses intérêts afin de pouvoir

prostituer sa vertu. Toutes les autres Nations ont commencé la fabrique d'un nouveau Gouvernement, ou la réforme d'un Gouvernement ancien, en créant avant tout, ou en donnant une nouvelle force à un rite quelconque de Religion. Tous les autres Peuples ont posé les fondemens de la liberté civile sur des mœurs plus austères & sur un système de morale plus mâle & plus sévère; mais la France au même moment où elle relâchoit les rênes de l'autorité royale, a doublé la licence d'une dissolution féroce de mœurs, & d'une irréligion aussi insolente dans la pratique que dans les principes; elle a fait circuler dans tous les rangs de la vie, toutes les corruptions malheureuses, qui étoient communément le partage des grands & des riches, comme si elle appelloit tous les hommes au partage d'un grand bien long-temps séquestre, ou comme si elle donnoit l'essor à des richesses long-temps enfouies. — Voilà donc un des nouveaux principes de l'égalité en France.

La France, par la perfidie de ses Chefs, a dé-
 crédité dans le cabinets des Rois le ton des
 avis doux, elle en a banni les topicks les plus
 puissans; elle a sanctifié les maximes sombres &
 soupçonneuses d'une défiance tyrannique, & elle
 a appris aux Rois à trembler devant (ce qu'on

appellera par la suite) les plaufibilités trompeufes des politiques moraux. Les Souverains regarderont ceux qui leur confeillent de placer une confiance illimitée dans leur Peuple, comme des ennemis de leur Trône, comme des traîtres qui vifent à leur destruction, en abusant de leur naturel facile & bon, pour les amener fous de faux prétextes à admettre à la participation de leur pouvoir des confpirateurs impudens & perfides. Cela feul, n'y eut-il rien de plus, eft pour vous & pour tout le genre humain une calamité irréparable. Refsouvenez-vous que votre Parlement de Paris a dit à votre Roi, qu'en convoquant les Etats-Généraux, Sa Majesté n'auroit à craindre que la prodigalité exceffive de leur zèle pour le maintien de la dignité & de la puiffance du Trône. Il eft jufté que ceux qui ont ainfi parlé enveloppent leurs têtes de leurs manteaux ; il eft jufté qu'ils fupportent leur part dans la ruine où leur confeil a entraîné leur Souverain & leur pays : des déclarations fi chaudes ne tendent qu'à bercer & à endormir l'autorité, à l'encourager témérairement à s'engager dans les périlleufes aventures d'une politique dont on ne connoît pas l'effet ; à faire négliger ces mefures, ces difpofitions, & ces précautions préalables qui diftingnent la bienveillance de l'imbécilité ; dif-

positions sans lesquelles aussi aucun homme ne peut répondre des effets salutaires d'aucun plan abstrait de Gouvernement ou de liberté. Faute d'avoir pris de telles précautions, les Parlements ont vu cette médecine de l'Etat tournée en poison, ils ont vu les Français porter la rébellion contre un Roi modéré & légal, à un point de fureur, d'outrage & d'insulte dont aucun Peuple connu n'a donné l'exemple contre aucun usurpateur quelqu'injuste qu'il fut, ou contre le tyran le plus cruel. Les Français se sont roidis contre la condescendance, ils se sont révoltés contre la protection, & leurs coups ont été dirigés contre une main qui étoit ouverte pour leur offrir des grâces, des faveurs & des exemptions.

Rien n'étoit moins naturel ; ce qui est arrivé depuis est dans l'ordre. Ils ont trouvé leur punition dans leur succès. Les Loix renversées, les Tribunaux anéantis, l'Industrie sans vigueur, le Commerce expirant, les revenus non payés, & cependant le Peuple appauvri, l'Eglise pillée sans profit pour l'Etat, l'anarchie civile & militaire devenue la Constitution du Royaume, toute chose humaine & divine sacrifiée à l'idole du crédit public, & en conséquence Banqueroute Nationale. Enfin, pour couronner le

jour, arrive le Papier-monnaie, accablé par un pouvoir nouveau, précaire & chancelant; Papier-monnaie, d'une frande appauvrie & d'une rapine mandiante; il arrive comme un moyen de circulation pour le soutien d'un grand Empire, à la place de ces deux métaux précieux qui sont reconnus pour représenter le crédit permanent & conventionnel du genre humain, lesquels ont disparu dès que le principe de la propriété qu'ils représentent a été systématiquement détruit, & qui, perdant l'origine de leur valeur, retournent s'enfouir dans le sein de la terre d'où ils étoient sortis avec cette destination.

Toutes ces choses effrayantes étoient-elles nécessaires? Étoient-elles des résultats inévitables, des efforts furieux de Patriotes résolus, déterminés, courageux, & forcés à n'arriver au rivage paisible d'une liberté tranquille & prospère qu'après avoir traversé des flots de sang? Non, rien de semblable à cela: les désastres de la France qui émeuvent notre sensibilité, quelque part où nous portions nos regards, ne sont pas les dévastations d'une guerre civile; ce sont les tristes mais instructifs monumens d'un conseil téméraire & mal avisé donné dans le tems d'une profonde paix; ce sont les preuves parlantes d'une autorité qui a été inconsiderée & présomptueuse, parce que rien

ne lui a résisté, & que rien ne le pouvoit faire. Les personnes qui ont ainsi prodigué les précieux trésors de leurs crimes ; les personnes qui ont répandu avec une profusion si sauvage les malheurs publics, (malheurs qui , dans d'autres circonstances , sont les seules rançons par lesquels un Etat abîmé puisse se racheter) n'ont éprouvé que peu ou point de résistance dans leurs progrès. Toute leur marche a plutôt ressemblé à une procession triomphale qu'aux progrès d'une guerre. Leurs Pionniers ont marché devant eux ; ils ont tout démoli pour niveller leur passage. Ils n'ont pas versé une goutte de leur sang pour la cause du Pays qu'ils ont ruiné. Les plus grands sacrifices qu'ils aient faits pour l'exécution de leurs projets sont leurs boucles de souliers ; tandis qu'en même-tems ils emprisonnoient leur Roi , qu'ils assassinoient leurs Concitoyens paisibles , qu'ils plongeient dans les larmes , qu'ils vouoient à la pauvreté & à la détresse des milliers d'hommes & de familles respectables : leur cruauté n'a pas même été l'effet honteux de la peur ; mais celui de la certitude de la parfaite sécurité dont ils jouissoient en autorisant les trahisons , les vols , les rapines , les assassinats , les massacres & les incendies par toute cette contrée harassée. Mais dès le commencement on pouvoit prévoir la cause de tous ces événemens.

Ce choix purement volontaire du mal, & cette inclination déterminée pour le mal paroîtroient inconcevables, si nous ne considérons pas la composition de l'Assemblée Nationale. Je ne parle pas de la forme de sa constitution, qui telle qu'elle est mérite assez qu'on y trouve à redire ; mais des matériaux qui la composent pour la plus grande partie, ce qui est d'une conséquence dix mille fois plus grande que toutes les formes du monde. Si nous ne connoissons rien de cette Assemblée que par son titre & par ses fonctions, aucunes couleurs ne pourroient rien offrir d'aussi respectable à l'imagination. A ce seul aspect, un Observateur, subjugué par une image aussi imposante que celle de la vertu & de la sagesse de tout un Peuple réunis dans un seul foyer, hésiteroit & s'arrêteroît même avant de condamner les choses qui le seroient le plus au premier apperçu. Au lieu de leur paroître blâmables, elles leur sembleroient plutôt mystérieuses. Mais aucune dénomination, aucun pouvoir, aucune fonction, aucunes institutions humaines quelconques, ne peuvent rendre les hommes appelés à composer un système d'autorité, quelqu'il soit, différens de ce que Dieu, la nature, l'éducation & les habitudes de la vie les ont faits. Le Peuple ne peut donner aucuns pouvoirs qui aillent au-delà. La

vertu & la sagesse peuvent bien être l'objet de leur choix ; mais leur choix ne confere ni l'une ni l'autre à ceux sur lesquels se reposent leurs mains consacrant. Ils n'ont, pour de tels pouvoirs, ni les ressources de la nature, ni les dons de la révélation.

Après avoir lu en entier la liste des Personnes qui composent le Tiers-Etat, & leurs qualités, rien de ce qui est arrivé ne pouvoit me paroître étonnant ; parmi eux, en vérité, j'ai vu quelques personnes d'un rang distingué ; quelques-unes d'un talent brillant ; mais on n'auroit pas pu y trouver un homme qui eût aucune expérience pratique des affaires publiques. Les meilleurs étoient des hommes de théorie. Mais quelques distingués que fussent quelques-uns d'entr'eux, c'est la substance & la masse d'un Corps qui constitue son caractère & qui détermine à la fin la direction. Dans tous les Corps, il est reconnu que ceux qui veulent conduire sont en même-temps soumis à la nécessité de ne faire souvent que suivre eux-mêmes. Il faut qu'ils conforment leurs propositions au goût, au talent & à la disposition de ceux qu'ils ont le dessein de conduire. C'est pourquoi, dans une Assemblée vicieusement ou foiblement composée, dans la plus grande partie, il n'y a qu'un degré de vertu éminent, tel

qu'on en voit peu dans ce monde, & que par conséquent il ne faut jamais calculer, qui puisse empêcher les hommes de talens qui y sont clair-semés d'être autre chose que les instrumens habiles de projets absurdes !

Si, comme cela est plus que probable, au lieu de ce degré bien rare de vertu, ils devoient être animés par une ambition sinistre & par la soif d'une gloire trompeuse ; alors la partie foible & mal composée de l'Assemblée à laquelle ils s'étoient conformés d'abord, devient à son tour la dupe & l'instrument de leurs desseins. Dans ce trafic politique, ceux qui dirigent seront obligés de se ployer à l'ignorance de ceux par lesquels ils se font suivre, & ceux qui suivent seront subordonnés aux desseins coupables de ceux qui conduisent.

Dans les Assemblées publiques, si l'on vouloit pouvoir garantir jusqu'à un certain degré la sobriété des propositions de ceux qui les guident, il faudroit qu'ils respectassent, qu'ils craignissent peut-être même jusqu'à un certain point, ceux qu'ils conduisent ; il faudroit, pour que ceux-ci ne fussent pas même tout-à-fait conduits en aveugles ; que le plus grand nombre de la bande fût capable du moins d'être Juge, s'il ne l'est pas d'être Acteur. Il faudroit aussi que ces Juges eussent par eux-mêmes quelque poids & quelque autorité na-

turelles. Rien ne peut faire espérer de voir régner dans de telles Assemblées une conduite modérée, à moins que ceux qui les composent ne soient respectables sous les rapports de leur rang, de leur propriété, de leur éducation & de toutes les habitudes qui perfectionnent & qui élèvent l'entendement.

La première chose qui me frappa dans la convocation des Etats-Généraux, ce fut l'abandon de leur ancienne forme. Je trouvai la représentation du Tiers-Etat composée de six cens personnes : nombre égal à celui des deux autres Ordres. Si les Ordres avoient dû agir séparément, le nombre, à cela près de la dépense, n'auroit pas été d'une grande importance. Mais quand il devint probable que les trois Ordres seroient confondus en un seul, la politique & l'effet nécessaire de cette représentation nombreuse devinrent évidens. La moindre désertion de l'un ou de l'autre des deux Ordres devoit nécessairement réunir tout le pouvoir dans le Tiers. En effet, tout le pouvoir de l'Etat se trouva bientôt confondu dans ce Corps. Sa composition intrinsèque devint alors de la conséquence la plus grande & la plus infinie.

Jugez de ma surprise, Monsieur, lorsque je trouvai que cette très-grande proportion de l'Assemblée, (j'ose dire la majorité de ses Membres effectifs)

effectifs) étoit composée de Praticiens. On n'y a pas appelé ces Magistrats distingués qui avoient donné à leur Pays des gages publics de leur savoir, de leur prudence & de leur intégrité; de ces Avocats célèbres qui font la gloire du Barreau; de ces Professeurs renommés dans les Universités; mais, pour la plus grande partie, les membres les plus inférieurs & les plus ignorans de chaque classe, en un mot les mécaniciens de la profession. Il y avoit quelques exceptions dignes de remarque; mais la composition générale étoit formée d'obs-
 curs Avocats de Province, de Clercs de petites Juridictions locales, de Procureurs de Village, de Notaires, & de toute la bande de tous ces Officiers de la litige municipale, grands fomentateurs & directeurs des petites guerres des vexations de Village. Dès que j'eus jetté les yeux sur cette liste; je vis clairement, & presque comme si cela étoit fait, tout ce qui alloit arriver.

Le degré d'estime qu'on accorde généralement à une profession, est assez communément la mesure de celles que ceux qui l'exercent prennent d'eux-mêmes. Quelque mérite personnel qu'aient pu avoir beaucoup d'hommes de loi, & dans un grand nombre, il a été certainement très-consi-
 dérable, il faut avouer que dans cette Monar-

chie vouée à l'honneur des armes , la Magistrature n'étoit pas la profession la plus considérée ; si l'on excepte les plus élevés d'entre ceux qui se vouaient à cet état , lesquels réunissoient souvent à l'exercice de leurs fonctions l'éclat de la naissance , & qui furent revêtus de grands pouvoirs & d'une grande autorité. Ceux-ci furent indubitablement très-respectés , & même ils inspiroient une certaine vénération mêlée de crainte. Les rangs inférieurs étoient moins considérés ; & la partie mécanique ne jouissoit d'aucun renom.

Lorsqu'il arrive que l'autorité suprême , soit confiée à un corps composé comme on vient de le voir , cela doit évidemment produire les mêmes conséquences , que si on la remettoit dans les mains de cette classe où les hommes , n'ont jamais été dans le cas de contracter l'habitude de se respecter eux-mêmes , & de ces hommes qui , n'ayant à risquer aucune réputation acquise , ne peuvent pas faire espérer qu'on les voye soutenir avec modération , ou faire agir avec discrétion , un pouvoir , qu'ils doivent être encore plus surpris de sentir dans leurs mains , que les autres ne peuvent l'être de l'y voir. Qui pouvoit se flatter que des hommes , subitement & comme par enchantement arrachés du rang le plus subordonné , ne seroient pas enivrés par leur grandeur inattendue ? Qui

pouvoit concevoir que des hommes qui sont habituellement fureteurs, entreprenans, subtils, actifs, dont les penchans sont litigieux & l'esprit inquiet, consentissent aisément à retourner à cette condition, anciennement la leur, d'une contention obscure, & d'une chicanne laborieuse, basse & stérile. Qui pouvoit douter que, quoiqu'il en pût coûter à l'Etat, au gouvernement duquel ils n'entendoient rien, ils ne dûssent être principalement occupés de leurs intérêts, qu'ils n'entendent que trop bien ? Il n'y avoit à tous ces événemens ni hasard ni futur contingent ; ils étoient inévitables ; ils étoient nécessaires ; ils étoient enracinés dans la nature même des choses de tels êtres devoient se joindre (si leur talent ne leur permettoit pas de conduire) aux projets qui tendroient à leur procurer une *Constitution litigieuse*, une Constitution propre à leur offrir ce grand nombre de bons coups à faire, qui se présentent toujours à la suite des grandes convulsions ; dans les révolutions d'un Etat ; & particulièrement dans les grands & violens mouvemens des propriétés. Pouvoit-on s'attendre à voir concourir aux moyens de rendre les propriétés stables, ceux dont l'existence a toujours dépendu du talent de rendre la propriété douteuse, ambigue & incertaine ? Par leur élévation soudaine, ils ont été transportés, il est vrai,

au milieu d'une multitude d'objets, bien aggrandis pour leurs facultés ; mais leurs inclinations, leurs habitudes, leurs vues & leurs manières de procéder devoient rester les mêmes.

D'accord dirat-on, mais ces hommes devoient être contrebalancés & contenus par des hommes d'un autre ordre, par des hommes d'un esprit plus sobre, & d'une intelligence plus étendue. Etais-ce par l'autorité super-éminente, & par la dignité imposante d'une poignée de paylans qui avoient séance à l'Assemblée, quoique quelques-uns ne fussent, dit-on, ni lire, ni écrire, qu'il devoient être tenus en respect ? Etais-ce par un aussi petit nombre de négocians, qui quoiqu'un peu plus instruits & plus distingués dans l'ordre de la société, n'avoient cependant jamais rien connu que leur comptoirs ? Non ! ces deux classes étoient plutôt faites pour être subjuguées & dominées par les intrigues & par les artifices des gens de loi, que pour devenir leur contre-poids. Avec une telle disproportion, le tout ne pouvoit manquer d'être gouverné par les premiers. A la faculté de droit, étoit mêlé une part assez considérable de la faculté de médecine. Celle-ci, pas plus que l'autre, n'avoit pas été estimée en France autant qu'elle auroit pu l'être. Ses Docteurs par conséquent, devoient être classés avec les hom-

mes qui ne sont pas habitués à se sentir avec une certaine dignité ; mais en supposant qu'ils se fussent placés au rang qu'ils devoient occuper, ainsi que les nôtres le sont aujourd'hui ; encore faut-il convenir que les ruelles des malades ne sont pas des accadémies , ou l'on forme des hommes d'état , & des législateurs. Ensuite arrivent les Marchands d'argent & de lettres-de-change, qui certainement devoient être fort empressés , à quelque prix que ce fut, d'échanger la valeur idéale de leurs papiers, contre des fonds de terre, qui en ont un un peu plus solide. Enfin à tous ceux-ci se joignirent des hommes de différents états , dont on ne devoit pas attendre plus de lumières ou plus d'égard pour les intérêts d'un grand Royaume , & pas plus d'attachement à la stabilité d'aucune institution ; de ces hommes faits pour être des instrumens & non pas des contradicteurs. Tel étoit en général la composition du Tier-Etat de votre Assemblée Nationale , dans lequel on pouvoit à peine apercevoir la trace la plus légère , de ce que nous appellons (*the land interest*) l'intérêt naturel des propriétaires fonciers (1).

(1) A-peu-près sous le regne de Guillaume , on commença à distinguer dans ce pays les Propriétaires en deux classes , parce qu'alors commença l'usage de mettre sa fortune dans les fonds publics. L'on appella *lun landed interest* , & l'autre *monied interest*.

Nous savons que la Chambre des Communes, sans fermer ses portes à aucune espèce de mérite dans aucune classe, est par le concours certain de beaucoup de causes suffisantes & adéquates, composée de tout ce que la Nation peut produire d'illustre par le rang, par la naissance, par une opulence acquise ou héréditaire, par des talens cultivés; & aussi, de tout ce qui est distingué dans le Militaire, dans le Civil, dans la Marine & dans la Politique. Mais supposons, ce qui peut même à peine être le cas d'une supposition, que notre Chambre des Communes fut composée comme l'est votre Tiers-Etat en France : pourroit-on supporter avec patience cette domination de la chicane, ou même la concevoir sans horreur? A Dieu ne plaise que je veuille rien insinuer d'avilissant contre cette profession qui est une espèce de prêtrise, dont le Sacerdoce a pour objet les droits sacrés de la justice, mais quoique je révère les hommes, quelques soient leurs fonctions & quoique je desire autant qu'aucun autre puisse le faire, qu'ils ne soient exclus d'aucunes; je ne peux pas pour les flatter, donner un démenti à la nature. Ceux dont je parle sont bons dans la composition de l'ensemble; mais ils deviennent nécessairement pernicious s'ils acquièrent une prépondérance assez marquée pour

devenir à eux seuls l'équivalent du tout. S'ils sont doués d'une supériorité reconnue dans les fonctions qui leur sont propres, il est très-possible que dans d'autres ils soient très-loin de l'être. Je ne puis m'empêcher d'observer à cette occasion, que lorsque des hommes sont trop enfoncés dans les habitudes de leur profession, ils sont comme incrustés dans ce cercle étroit & toujours renaissant de leurs fonctions; mais quant à celles qui dépendent de la connoissance du genre humain, de l'expérience des affaires de différentes natures, du coup-d'œil qui embrasse & qui détaille à la fois tous ces grands objets variés & compliqués, soit à l'extérieur du Royaume, soit dans son intérieur, qui concourent à former cette machine à mouvemens infinis qu'on appelle Etat, je crois que loin de les y rendre propres en aucune manière, cela les en rend au contraire très-incapables.

Après tout, si la Chambre des Communes pouvoit n'être composée que de gens de profession & de métier, quel est le pouvoir de la Chambre des Communes circonscrit & borné comme il l'est par les barrières inébranlables de nos Loix, de nos usages, de nos regles positives & de celles de pure pratique; contrebalancée comme elle est par la Chambre des Pairs, & soumise à chaque

moment de son existence à la volonté du Roi qui peut la continuer, la proroger ou la dissoudre à son gré ? Le pouvoir direct & indirect de la Chambre des Communes est certainement très-grand, & puisse-t-il conserver long-tems en son entier cette grandeur & cet esprit qui appartient à la véritable grandeur ! (ce qui fera, aussi long-tems qu'il aura soin d'empêcher que les infracteurs des Loix dans l'Inde ne viennent en donner à l'Angleterre) Cependant le pouvoir de la Chambre des Communes n'est qu'une goutte d'eau dans l'Océan, en comparaison de cette majorité établie & inamovible de votre Assemblée Nationale. Cette Assemblée, depuis la destruction des Ordres, n'est plus soumise à aucune Loi fondamentale, à aucune convention stricte, ni à aucun usage respecté par lesquelles son pouvoir puisse être restreint. Tous ses Membres, au lieu de reconnoître la nécessité d'agir conformément à une Constitution déjà fixée, se sont revêtus du pouvoir de faire une Constitution qui put s'adapter à leurs desseins. Il n'est rien, ni au ciel ni sur la terre qui puisse leur servir de contrôle. Quelles têtes ne faudroit-il pas avoir, quels cœurs, quelles facultés pour être capables, ou même pour oser non-seulement faire des Loix dans une Constitution déjà établie, mais pour entreprendre de faire éclore d'un seul

coup & tout-à la-fois une Constitution neuve pour un grand Royaume ; & pour chacune des parties de ce Royaume , depuis le Monarque sur son trône , jusqu'aux moindres Assemblées de Paroisses ? Mais les insensés *se précipitent où les Anges craignent de poser le pied*. Dans une situation semblable où le pouvoir est sans borne , où les projets sont indéfinis & indéfinissables , le mal , résultant de l'inaptitude morale & presque physique des hommes qui exercent toute autorité , est le plus grand que nous puissions concevoir dans la conduite des affaires humaines ?

Ayant examiné votre Tiers-Etat tel qu'il est dans son véritable cadre , j'ai jeté un coup d'œil sur les Représentans du Clergé. Ici il m'a paru de même évident que l'on n'avoit pas pris plus de précaution pour assurer les propriétés , ni pour s'assurer de l'aptitude que les Députés pourroient apporter à leurs fonctions publiques , à en juger par la qualité du choix. Cette élection a été conduite de manière à envoyer une nombreuse légion de Curés de village , travailler à cette besogne ardue de refondre un Etat , eux qui connoissoient à peine en peinture ce que peut être un Etat , eux qui ne connoissent rien de ce monde au-delà des bornes de leur obscure paroisse ; qui plongés dans la médiocrité , sans espé-

rance de la voir finir , ne pouvoient regarder toutes les propriétés soit séculières , soit ecclésiastiques , qu'avec des yeux d'envie ; & parmi lesquels , certainement , un bon nombre , dans le foible espoir d'être appelé au partage d'un petit dividende dans le pillage , ne pouvoit pas manquer de se joindre bien vite à la première attaque , n'importe laquelle , que l'on voudroit donner au corps de la richesse publique , richesse à laquelle ils ne pouvoient jamais se flatter d'avoir part , à moins d'un pillage général. Au lieu de balancer le pouvoir des chicanneurs actifs du Tiers-Etat , les Curés ne pouvoient pas manquer de devenir les coadjuteurs , où pour le mieux , les instrumens passifs de ceux par qui ils étoient habituellement dirigés dans leurs petits intérêts de village ; pouvoient-ils être aussi les plus délicats de leur espèce , ces Curés incompetens & ignorans , devenus tout-à-coup assez présomptueux pour rechercher par l'intrigue une commission qui , en les enlevant à leurs relations naturelles , les envoyoit auprès de leurs embaucheurs , & qui en les plaçant hors de leur sphère d'activité , les destinoit à la régénération des royaumes. Cet autre poids prépondérant ajouté à la force active du corps de la chicanne dans le Tiers-Etat complétât ce *momentum* d'ignorance , de témérité , de présomption , & d'avidité du

pillage auquel rien n'a été capable de résister.

Tout observateur aura vu dès l'origine , que la majorité du Tiers-Etat ainsi réunie avec la majorité du Clergé ne pourroit pas manquer de devenir favorable aux projets & aux détestables desseins des individus , qui dans le premier ordre , poursuivirent la destruction de la Noblesse. Ces défer-teurs offroient un appas assez séduisant à tous leurs nouveaux profélytes , dans l'humiliation & dans la destruction de leurs propres corps. Pour de tels faux-frères , toutes les distinctions qui faisoient le bonheur de leurs égaux , n'étoient pas l'objet d'un sacrifice. Lorsque des hommes de naissance se laissent aller à des mécontentemens , & se livrent à la turbulence , ils méprisent leur propre ordre , en proportion du degré de bouffissure que leur donne l'idée de leur mérite personnel , & que leur arrogance leur suggère. Un des premiers symptômes qu'ils donnent de leur amour propre & de leur ambition pernicieuse , c'est le mépris avilissant d'une dignité qu'ils partagent en commun avec les autres. Le premier principe de toutes les affections publiques , on pourroit dire leur germe , c'est d'être attaché à la classe de la société dans laquelle on vit , c'est de chérir le peloton auquel on appartient. C'est-là le premier anneau dans l'enchaînement de toutes les affections qui nous ému-

vent , soit pour notre patrie , soit pour le genre humain tout entier. Les intérêts de chaque partie de cette subdivision sociale , sont un dépôt confié aux mains de chacun de ceux qui la composent , & comme il n'y auroit que de mauvais citoyens qui pussent en protéger les abus , il n'y a que des traîtres qui puissent , pour leur propre avantage , vouloir les abandonner.

Nous avons eu dans le temps de nos troubles civils en Angleterre (je ne fais si vous en avez aussi dans votre Assemblée) quelques personnes tel que le Comte d'Holland d'alors , qui par eux ou par leurs familles avoient fait naître des mécontentemens contre le trône , à cause des prodigalités dont une bonté infinie les avoit rendu l'objet ; elles se joignirent aux rébellions dont elles avoient été la cause originaire ; elles aidèrent à renverser ce même trône auquel elles avoient tant d'obligation , auquel quelques unes devoient leur existence , & d'autres , le pouvoir dont elles se servoient , pour perdre leur propre bienfaiteur. Veut-on mettre quelques bornes à la rapacité importune de ces sortes de gens , ou quelques autres font-ils admis au partage des objets qu'ils convoient , la vengeance & l'envie remplissent aussitôt le vuide insatiable qui reste dans leur avarice ; troublés par la complication de tant de passions

effrénées, leur raison s'égare, leurs vues s'étendent & s'embrouillent ; inexplicables aux yeux des autres, l'incertitude est dans leur ame. Dans un ordre de choses bien établi, leur ambition défordonnée ne rencontre que des obstacles ; mais dans les vapeurs & dans les brouillards de la confusion, le champ devient immense & les limites disparaissent.

Lorsque des hommes de rang sacrifient toutes idées d'élévation à une ambition sans objet distinct, & employent des instrumens vils pour parvenir à des fins basses, l'ensemble de leur ouvrage est vil & bas. Ne verroit-on pas quelque chose de ressemblant à cela maintenant en France ? N'y voit-on pas paroître quelque chose d'ignoble & de bas, quelque chose de chétif dans toute la politique dominante ? Une résistance, dans tout ce que l'on fait, à précipiter toute la dignité & toute l'importance de l'Etat vers ce niveau, au-dessous duquel sont tous les individus dont j'ai parlé ? D'autres révolutions dans le monde ont été conduites par des hommes, qui en même-temps qu'ils s'efforçoient & même qu'il réussisoient à opérer des changemens dans l'Etat, sanctifioient leur ambition en rehaussant la dignité du peuple dont ils troubloient la paix. Ils avoient de grandes vues ; ils se proposoient de gouverner & non pas de détruire leurs pays ; c'étoient des hommes qui

avoient de grands talens civils & militaires , & s'ils ont été la terreur de leur siècle , ils en ont été aussi l'ornement. Ils n'étoient pas , comme des Courtiers Juifs , se disputant l'un l'autre à qui auroit l'honneur de réparer le mieux la ruine & les malheurs d'un pays qui n'auroit été bouleversé que par leurs conseils , en proposant la circulation frauduleuse d'un papier discrédité. La flatterie adressée à un de ces grands méchants hommes du vieux coin (Cromwel) par un de ses parens , poète estimé de ce temps là , fait connoître quel étoit le but de son ambition , & il faut convenir qu'il a eu un assez grand succès :

» Still as you rise , the state , exalted too ,
 » Finds no distemper whilst 't is chang' d by you ,
 » Chang' d like the world's great scene when without
 noise
 » The rising sun night's vulgar lights destroys. «

» A mesure que vous vous élevez , l'Etat s'élève aussi ; ce n'est pas par l'effet d'un désordre qu'il est changé par vous ; il change comme la grande scène du monde , tandis que sans bruit le soleil levant détruit les lumières vulgaires de la nuit.

De tels perturbateurs ressemblent plutôt à des hommes qui se font jour pour parvenir au rang qui leur est indiqué par la nature , qu'à des usur-

pareurs. Leur élévation devoit éclairer & embellir le monde. La main même qui , comme celle d'un Ange exterminateur , frappa sur ces contrées , leur communiqua du même coup , la force & l'énergie sous lesquels elles souffroient. A Dieu ne plaise que je veuille dire que les grandes qualités de tels hommes dussent contrebalancer leurs crimes ; mais je dis seulement qu'ils étoient un correctif des effets qu'ils produisoient. Tel étoit , comme je l'ai dit , notre Cromwel ; tels étoient vos Guise , vos Condé & vos Coligny. Tels ont été les Richelieu qui , dans des temps plus calmes , ont agi dans l'esprit d'une guerre civile. Tels , dans une meilleure classe , & dans une cause moins douloureuse , ont été votre Henri IV & Sully , quoiqu'ils fussent nés au milieu des désordres civils & qu'ils en eussent une légère teinte. C'est une chose étonnante de voir avec quelle promptitude la France , aussitôt qu'elle a eu un moment pour respirer , s'est relevée des guerres civiles les plus cruelles & les plus longues qui aient été jamais connues dans aucune Nation. Pourquoi ? parce que dans tous leurs massacres , ils n'avoient pas compris celui de l'esprit de leur pays. On n'avoit pas éteint ce sentiment intérieur d'une certaine dignité ; cette noble fierté , cet instinct généreux de gloire & d'émulation ; au contraire on l'avoit

excité, on l'avoit enflammé. Les organes de l'Etat, quoiqu'endommagés, subsistoient encore, l'on avoit conservé toutes les récompenses & toutes les distinctions qui encouragent l'honneur & la vertu. Mais votre confusion actuelle, comme une sorte de paralysie, a attaqué la source de la vie elle-même. Tous ceux qui parmi vous étoient faits pour n'être guidés que par un principe d'honneur, sont disgraciés & dégradés. Ils sont morts au monde, excepté pour les tourmens, les mortifications & les humiliations qu'ils auront à y éprouver. Mais cette génération de la Noblesse sera bientôt éteinte. Celle qui la doit suivre ne pourra plus être distinguée des artisans, des payfans, des agioteurs, des usuriers & des juifs, qui seront à jamais leurs camarades, & très-souvent leurs maîtres. Croyez-moi, Monsieur, ceux qui prétendent niveller, n'égalisent jamais. Dans toutes les sociétés qui, nécessairement, sont composées de différentes classes de Citoyens, il faut qu'il y en ait une qui domine. C'est pourquoi les niveleurs ne font que changer & qu'intervertir l'ordre naturel des choses. Ils surchargent l'édifice de la société, en plaçant en l'air ce que la solidité de la construction devoit faire placer à la base. Les associations de tailleurs & de charpentiers, dont la république de Paris, par exemple,

est composée , ne pourront jamais s'élever à la hauteur des projets que vous avez fondés sur une usurpation qui est la pire de toutes , celle des prérogatives de la nature.

Le Chancelier de France , à l'ouverture des Etats-Généraux , a dit sur le ton d'une fleur de rhétorique , que toutes les occupations étoient honorables. S'il avoit envie de dire seulement qu'aucun emploi honnête n'étoit flétrissant , il n'auroit pas été au-delà de la vérité ; mais en disant que toute chose est honorable , nous sommes forcés d'admettre quelque distinction. L'occupation d'un perruquier ou d'un chandelier , pour ne pas parler de beaucoup d'autres emplois , ne peut être pour personne une source d'honneur. L'Etat ne doit exercer aucune oppression sur des hommes de cette classe ; mais l'Etat en auroit une très-grande à souffrir , si tels qu'ils sont collectivement , ou individuellement , on leur permettoit de le gouverner. Vous croyez qu'en faisant cela vous avez vaincu un préjugé , vous vous trompez : vous avez déclaré la guerre à la nature (1).

(1) Ecclesiaste , Chap. 38 , v. 24 , 25 , 27 , 33 & 34.

Le Docteur de la Loi deviendra sage au tems de so

Je ne vous conçois pas, mon cher Monsieur, Comment pouvez-vous avoir cet esprit sophistique & captieux, ou cette obtusion peu candide, qui vous fait demander sur chaque observation générale, ou sur chaque sentiment, un détail explicite de tous les correctifs, de toutes les exceptions tandis que la raison les fait présumer en faveur de toutes les propositions générales qui sont

repos; & celui qui s'agite peu, acquérera la sagesse.— Comment pourroit se remplir de sagesse un homme qui mène une charrue, qui prend plaisir à tenir à la main l'aiguillon dont il pique les bœufs, qui les fait travailler sans cesse, & qui ne s'entretient que de jeunes bœufs & de taureaux. — Ainsi le Charpentier & l'Architecte passe à son travail les jours & les nuits. = Il n'entreront pas dans les Assemblées = Ils ne seront pas assis sur les sièges des Juges, ils n'auront point l'intelligence des Loix sur lesquelles se font les jugemens, on ne les trouvera point occupés à proposer ou expliquer des paraboles, mais ils maintiendront seulement l'état de ce monde.....

Que ce livre soit canonique ou apocriphe, ce que je ne décide pas, ce passage, j'en suis certain, contient beaucoup de sens & de vérité.

avancées par des hommes raisonnables. J'espère que vous n'imaginez pas que mon desir soit de voir le pouvoir , l'autorité & les distinctions , accordées exclusivement à la naissance, aux noms & aux titres? Non, Monsieur; aux yeux du Gouvernement, les seuls titres admissifs, actuels ou présumés, sont la sagesse & la vertu. Quelque part qu'on les rencontre, dans quelque état, dans quelque condition, dans quelque profession, & dans quelque métier que ce soit, elles ont reçu le passe-port du Ciel pour le rang & pour l'honneur. Malheur au pays qui seroit assez fou, & assez impie pour dédaigner les services des talens & des vertus civiles militaires ou religieuses qui lui seroient offerts pour l'ornier & pour le servir. Malheur au pays qui condamneroit à l'obscurité tout ce qui est propre à illustrer un Etat & à l'environner de gloire. Malheur encore à ce pays, qui donnant dans un extrême opposé, regarderoit une éducation servile, une manière bornée d'envisager les choses, des occupations mercenaires & sordides, comme des titres préférables pour commander. Toutes les carrières doivent être ouvertes pour tous les hommes, mais non pas indifféremment. Rien n'est plus mauvais que l'usage d'accorder des commissions par tour ou par chance dans un gouvernement qui embrasse une grande mul-

plicité d'objets ; rien de plus mauvais que l'usage des élections qui opèrent dans cet esprit de scrutin & de rotation. Ces moyens n'ont aucune tendance directe ou indirecte pour fixer ou pour placer chaque homme dans l'emploi pour lequel il est propre. Je n'hésite nullement à dire que la route qui conduit d'une condition obscure aux dignités & au pouvoir , ne doit pas être rendue trop aisée. Si un rare mérite est la plus rare de toutes les choses rares , il devrait être mis à quelque épreuve. Le temple de l'honneur ne pouvoit être mieux placé que sur une élévation ; s'il est tout ouvert à la vertu , souvenez-vous aussi que la vertu n'est connue que par la difficulté des épreuves , & par la constance de ses efforts.

Pour que la représentation soit juste & adéquate dans un Etat , il faut qu'elle représente & ses talens (ability) & sa propriété , mais comme le premier a une espèce de chaleur vitale qui tient à un principe entreprenant & actif , & comme la propriété au contraire est par sa nature paresseuse , inerte & timide ; elle ne pourroit jamais être à l'abri des invasions de ce principe actif , si on ne lui accordoit pas dans la représentation un avantage au-delà de toute proportion. elle doit être représentée

aussi en grandes masses d'accumulation ; autrement elle ne seroit pas assez bien protégée. L'essence caractéristique de la propriété, essence qui dérive des principes combinés de son acquisition & de sa conservation, est d'être *inéga*le ; c'est pourquoi les grandes masses qui excitent l'envie & qui tentent la rapacité, doivent être mises hors de la crainte d'aucun danger. Alors ces grandes masses forment un rempart naturel qui met à l'abri toutes les propriétés moins grandes dans quelque proportion qu'elles décroissent. Une même masse de propriétés l'orsqu'elle est subdivisée par le cours ordinaire des choses entre un plus grand nombre d'individus, ne procure plus les mêmes avantages ; sa puissance défensive s'affoiblit à mesure qu'elle se subdivise par de tels partages ; la portion de chaque individu est moins grande que celle, que dans l'ardeur de ses desirs, il peut se flatter d'obtenir, en dissipant les grandes accumulations des autres. Si l'on faisoit une distribution générale du pillage de quelques unes de ces grandes masses, la position de chacun seroit d'une petitesse inconcevable ; Mais la multitude n'est pas capable de faire de tels calculs, & l'intention de ceux qui la mènent au pillage, n'est jamais non plus de faire cette distribution.

Le pouvoir de perpétuer nos propriétés dans nos familles , est une des circonstances les plus intéressantes & les plus importantes qui soient attachées à la propriété ; une de celles qui contribuent le plus à la perpétuité de la société elle-même ; elle fait tourner nos vices au profit de nos vertus : par ce moyen l'on peut hanter la générosité sur l'avarice même. Les possesseurs des richesses d'une famille & des distinctions qui sont attachées à leurs personnes en cette qualité héréditaire, (comme y étant les plus intéressés) sont les garans naturels de la transmission de toutes les propriétés. Chez nous , la Chambre des Pairs est établie sur ce principe ; elle est entièrement composée de propriétés & de distinctions héréditaires. C'est pourquoi elle forme le tiers de la législature , & qu'en dernier ressort , elle est le seul juge de toutes les propriétés, dans toutes ses subdivisions. La Chambre des Communes aussi , quoique ce ne soit pas ainsi nécessairement , est cependant par le fait composée en grande partie de la même manière. Laissez ces grands propriétaires devenir ce qu'ils voudront. Quelqu'ils soient , & ils ont leur chance d'être parmi les plus recommandables , ils n'en feront pas , moins pour leur pis aller , le lest du vaisseau de la chose publique. Car , quoique

la richesse héréditaire & le rang qui l'accompagne soient trop idolâtrés par des flatteurs rampans & par les admirateurs aveugles & abjectes du pouvoir, ils sont d'un autre côté trop ténérâirement méprisés dans les spéculations inconsiderées des faquins pétulans, présomptueux & à courte vue de la philosophie. Il n'est ni contre nature, ni injuste, ni impolitique d'accorder à la naissance quelques prééminences convenables & quelques préférences, pourvu toutes fois que ce ne soient pas des attributions exclusives.

On dit que 24 millions d'hommes doivent l'emporter sur deux cent mille. Cela est vrai, si la Constitution d'un Royaume est un problème d'arithmétique. Cette manière de parler n'est pas impropre, quand elle a le secours de la lanterne pour l'appuyer; mais elle est ridicule pour des hommes qui peuvent raisonner de sang froid. La volonté du grand nombre & les intérêts du grand nombre, sont rarement la même chose. Et la différence sera énorme, si en vertu de sa volonté, il fait un mauvais choix. Un Gouvernement de cinq cent Juges de villages & de Curés obscurs, ne seroit pas bon pour 24 millions d'hommes, eussent-ils été choisis par 48 millions. Il n'est pas meilleur d'être guidé par une douzaine d'hommes de qualité

qui n'ont obtenu le pouvoir dont ils jouissent, qu'en trahissant leurs commettans. Aujourd'hui, vous semblez être pour chaque chose, égarés de la grande route de la nature. La propriété de la France n'est plus ce qui la gouverne, & par suite de cela, la propriété est détruite & la liberté n'existe pas. Vous n'avez acquis jusqu'à ce moment qu'un Papier-Monnoie & une Constitution d'agiotage. Quant à l'avenir, dites-moi, croyez-vous sérieusement que le territoire de la France avec votre système républicain de 83 Municipalités indépendantes (pour ne rien dire de plus de la composition de chaque Municipalité) pourra jamais être gouverné comme un seul corps, ou mis en mouvement par l'impulsion d'un seul esprit ? Lorsque l'Assemblée aura achevé son ouvrage, elle aura achevé sa ruine. Toutes ces Républiques ne supporteront pas longtemps la suprématie de celle de Paris ; elles ne souffriront pas que celle-ci monopolise ainsi la captivité du Roi, & qu'elle gouverne l'Assemblée *soi-disant* Nationale. Chacune voudra s'approprier une portion des dépouilles de l'Eglise ; & aucune ne

souffrira que ni les productions de son industrie , ni celles de son sol soient envoyées à Paris , pour boursifier l'insolence ou pour alimenter le luxe de ses artisans. Elles ne reconnoîtront à tout ceci rien de semblable à cette égalité qui a servi de prétexte pour leur faire secouer les liens de fidélité qui les engageoient à leur Souverain & à l'ancienne Constitution de leur pays. Dans celles que vous venez de créer , il ne peut y avoir de villes capitales. Vous avez oublié qu'en formant un Gouvernement démocratique , vous aviez virtuellement démembré votre pays ; que vous n'avez pas laissé à la personne que vous continuez à appeller Roi, la centième partie du pouvoir nécessaire pour tenir ensemble cette collection de Républiques. Celle de Paris fera tous ses efforts pour compléter la corruption de l'armée , pour perpétuer illégalement l'Assemblée , indépendamment du concours de ses différens commettans ; comme un moyen de prolonger son despotisme. Cette même République de Paris fera tous ses efforts pour attirer tout à elle , en devenant comme le cœur d'une circulation illimitée

de papiers ; mais ce sera en vain. Toute cette politique finira par paroître aussi foible quelle est actuellement violente.

Si telle est votre situation actuelle , comparée à celle à laquelle vous étiez appelés comme par la voie de Dieu & des hommes , je ne puis rien trouver dans mon cœur qui me porte à vous féliciter sur le choix que vous avez fait , ou sur les succès qui ont couronné vos efforts. Je ne ferai pas plus porté à recommander à aucune autre Nation d'imiter une conduite dirigée sur de tels principes & susceptibles de semblables effets. J'abandonne cet avantage à ceux qui sont plus capables que je ne le suis de pénétrer plus avant dans vos affaires & qui savent mieux aussi *calculer leurs actions* d'après leurs desseins. Les Messieurs de la société de la révolution , qui ont été si empressés dans leurs congratulations , me semblent fortement persuadés que dans les échantillons de politique que vous avez fournis , il y en que lques-uns qui pourroient en quelque façon

être utiles à leur pays. Car votre Docteur Price qui semble s'être abandonné avec ferveur sur ce sujet à de profondes spéculations, adressa à son auditoire les paroles suivantes, qui sont très-remarquables : « Je ne puis finir ce discours sans rappeler *particulièrement* à votre attention une » considération que j'ai déjà fait pressentir plus » d'une fois , & sur laquelle toutes vos pensées » m'auront déjà prévenu ; une considération dont » *mon esprit est pénétré plus que je ne puis l'exprimer* ; je veux dire , *que le moment actuel » est des plus favorables pour les efforts de la » cause de la Liberté ».*

Il est clair que l'esprit de ce prédicateur politique étoit alors gros d'un dessein extraordinaire ; & il est très-probable que toutes les pensées de son auditoire, qui le comprit mieux que je ne puis le faire , coururent toutes au-devant de sa réflexion, & de toute la suite des conséquences qui devoient en dériver.

Avant d'avoir lu ce Sermon , j'avois véritablement cru que je vivois dans un pays libre ; & je

chériffois mon erreur parce que j'en aimois davantage ma Patrie. Je savois très-positivement qu'une vigilance active & surveillante pour défendre le trésor de notre liberté, la préservoit, non-seulement de toute invasion, mais même de tous les dépérissemens de la corruption, & que tel étoit notre premier devoir, & la meilleure de toutes nos sagesse : cependant je considérois ce trésor plutôt comme une possession à conserver saine & sauve, que comme une conquête à entreprendre. Je ne discernai pas comment le tems présent pouvoit être si favorable à tant d'efforts pour la cause de la liberté. Le tems présent ne diffère d'aucun autre que par la circonstance de ce qui arrive en France. Si c'est l'exemple de cette Nation qui doit influer sur la nôtre, je conçois aisément pourquoi quelques-uns de leurs procédés, qui ont un aspect assez désagréable, & que l'on ne peut pas trop concilier avec l'humanité, la générosité, la bonne foi & la justice, sont palliés avec une innocence si bénigne aux yeux de ceux à qui l'on propose de représenter les mêmes scènes, & offerts sous les couleurs d'une force héroïque à l'égard de ceux qui en sont les victimes. Il ne seroit nullement politique de décréditer l'autorité d'un exemple que l'on propose à imiter.

Mais en accordant tout cela , nous sommes conduits à une question toute naturelle ; = Quelle est la cause de la liberté , & quels sont les efforts en sa faveur que l'exemple de la France rendoit si opportuns. Est-ce notre Monarchie que l'on veut détruire ? Veut-on détruire aussi toutes nos Loix , tous nos Tribunaux & toutes les anciennes Corporations du Royaume ? Faut-il effacer aussi toutes les limites de nos Provinces , pour nous donner une Constitution géométrique & arithmétique ? Faut-il déclarer la Chambre des Pairs inutile ? Détruire l'Episcopat ? Faut-il vendre les biens du Clergé à des Juifs & à des Agioteurs ? ou les donner à ces Républiques Municipales de nouvelle invention , pour les déterminer à participer au sacrilège ? Toutes les Taxes doivent-elles être abolies comme des surcharges , & le Revenu Public réduit à une contribution , ou à des présens Patriotiques ? Doit-on aussi suppléer aux forces de la Marine de ce Royaume avec le produit des boucles de souliers , & substituer ce produit à celui de l'Impôt sur les terres & sur la drèche ? Devons-nous aussi confondre les ordres , les rangs , les distinctions , afin de faire sortir d'une anarchie générale , & d'une banqueroute nationale , trois ou quatre mille démocraties que l'on réduira à qua-

tre-vingt-trois, lesquelles, par la puissance d'une sorte de force attractive inconnue, finiront en suite par s'organiser en une seule ? Faut-il pour parvenir à ce grand tout, corrompre l'Armée, en anéantissant dans son sein tous principes de discipline & de fidélité, par des séductions de toutes espèces, & enfin par l'appas irrésistible d'une augmentation de paye ? Et les Curés, faut-il aussi les soustraire à la discipline de leurs Evêques, en leur offrant l'espérance illusoire d'une portion dans le pillage de leurs propres biens ? Faut-il corrompre la fidélité des Citoyens de Londres, & les nourrir aux dépens de leurs nouveaux sujets ? Ce qui restera du pillage des fonds publics doit-il être sacrifié à ce projet sauvage d'entretenir deux armées pour se surveiller mutuellement, & pour combattre l'une contre l'autre ? Si tels sont le but & les idées de la Société de la Révolution, je conviens qu'elles sont bien adaptées l'une à l'autre, & que la France peut lui fournir amplement des exemples.

Je vois que c'est pour nous faire honte que l'on nous expose tous les détails de votre conduite. Je sais que l'on nous suppose une race de paresseux & d'indolens ; que l'on suppose que nous sommes devenus neutres en trouvant notre situation tolérable ; & que la médiocrité

de la liberté dont nous jouissons , nous prive du pouvoir d'atteindre à la perfection de la liberté toute entière. Vos guides en France , commencerent par faire comme s'ils admiraient , presque même comme s'ils adoroient la constitution Anglaise ; mais à mesure qu'ils avancèrent , ils la regarderent avec un souverain mépris. Les amis de votre Assemblée Nationale que vous avez parmi nous , ont exactement la même opinion de ce que l'on regardoit autrefois comme la gloire de leur contrée. L'Angleterre n'est pas une nation libre : la Société de la Révolution a fait cette découverte : elle est convaincue que l'inégalité de notre représentation » est dans » notre Constitution , un vice *si énorme & si* » palpable , qu'elle est réduite à une pure *formalité & à une vaine théorie* (1) ». Que la représentation dans la législation d'un Royaume est non-seulement la base de toute la liberté constitutionnelle dont on y jouit , mais même » de tout gouvernement légitime. Que , sans » elle , un gouvernement n'est qu'une *usurpation*. » Que lorsque la représentation est *partielle* , le Royaume ne possède qu'une liberté

(1) Discourse on the love of our Country — 3 d. Ed.
p. 39 — ouvrage du Docteur Price —

» *partielle*, ou n'a qu'un simulacre de liberté,
 » & que si, bien plus que d'être partielle,
 » elle est le fruit de la corruption, cette li-
 » berté devient un fléau ». Le docteur Price
 considère notre représentation inadéquante, comme
 notre *lésion fondamentale* ; & quoiqu'il espère
 que cette corruption ne soit pas tout-à-fait à
 son comble, il craint cependant que » pour
 » parvenir à obtenir ce *bienfait essentiel* pour
 » nous, notre ressentiment ait besoin d'être
 » provoqué par quelque *nouvel abus de pouvoir*,
 » ou que quelque *grande calamité* renouvelle
 » nos alarmes, ou peut être que l'exemple
 » d'une autre Nation qui auroit acquis dans
 » toute sa pureté, l'égalité de la représenta-
 » tion, tandis que l'on nous amuse par son
 » ombre, enflamme notre amour-propre ». Il
 ajoute à cette occasion une note ainsi con-
 çue en parlant de nous. » Une représentation
 » choisie principalement par la trésorerie &
 » par quelques millions d'hommes de la lie du
 » peuple, qui sont communément payés pour
 » leurs vœux. ».

Je suis sûr que vous rirez ici en voyant cette
 inconséquence démocratique, & avec quel mé-
 pris, avec quelles expressions ces Messieurs,
 lorsqu'ils ne sont pas sur leurs gardes, traitent

cette dernière classe de la Société, tandis que dans le même moment ils prétendent la rendre dépositaire de tout pouvoir ; il faudroit un discours entier pour vous faire appercevoir toutes les ruses qui sont cachées sous ces expressions générales & équivoques d'une *représentation inadéquate* .. Je dirai seulement ici en faveur de cette Constitution d'une vieille mode sous laquelle nous avons long-temps prospéré, que notre représentation a été trouvée parfaitement adéquate pour remplir toutes les fins que l'on peut souhaiter ou rechercher par ce moyen. Je défie tous les ennemis de notre Constitution de me montrer le contraire. Il faudroit faire un traité entier sur notre constitution-pratique, pour pouvoir vous détailler les particularités dans lesquelles on l'a trouvée si propre à remplir ses vues. Je vous ai exposé ici la doctrine de nos révolutionnaires, seulement pour vous faire voir, ainsi qu'à tout le monde, quelle opinion ces Messieurs ont de la constitution de leur pays, & pourquoi ils semblent croire que quelque grand abus de pouvoir ou quelque grande calamité qui nous offriroit une belle occasion pour obtenir les bienfaits d'une Constitution analogue à leurs idées, seroit une circonstance moins alarmante que désirable ; vous voyez pour-

quoi ils sont si épris de votre belle & adéquate représentation , qui dès que nous l'aurions obtenue , ne manqueroit pas de produire les mêmes effets. Vous voyez qu'ils ne regardent notre Chambre des Communes que comme un *semblant* , une pure forme , une théorie , une ombre , une moquerie , peut-être un fléau.

Ces Messieurs se vantent d'être systématiques en tout , & ce n'est pas sans raison. C'est pourquoi il faut qu'ils regardent ce vice énorme & palpable dans notre représentation , ce grief fondamental , (c'est ainsi qu'ils l'appellent) non-seulement comme une chose vicieuse en elle-même , mais qui rend tout notre Gouvernement *illégitime* , & pas meilleur que si c'étoit une *usurpation complète*. En conséquence pour se débarrasser d'un Gouvernement illégitime & usurpé , une autre révolution viendrait fort à propos , si même elle n'étoit pas de nécessité absolue : en vérité leur principe , si vous l'observez avec quelque attention , va plus loin que les vices d'élection dans la Chambre des Communes ; car si la représentation , où le choix du peuple est absolument nécessaire pour la *légitimité* de tout Gouvernement , voilà d'un seul mot la Chambre des Pairs abâtardie & viciée jusques dans son sang. Cette Chambre n'est point du tout le représentant du

peuple , ni *en apparence* , ni dans *la forme*. Le cas de la couronne tout-à-la-fois n'est pas meilleur. C'est en vain que pour se défendre contre ces Messieurs , elle s'efforceroit de se mettre à couvert derriere tous les établissemens faits à l'époque de la révolution. La révolution à laquelle on a recours comme à une autorité, manque de titre elle-même dans leur systême. Selon leur théorie, cette révolution est construite sur une base qui n'est pas plus solide que nos formalités actuelles; puisque la Chambre des Pairs qui y a concouru, ne représentoit aucunement le peuple , & puisque la chambre des Communes étoit composée exactement sur le même principe qu'elle l'est aujourd'hui ; c'est-à-dire , selon eux , qu'elle n'étoit qu'une ombre & une moquerie de représentation.

Il faut absolument qu'ils détruissent quelque chose , ou ils croiroient leur existence sans objet. Les uns veulent arriver à la destruction du pouvoir civil, en attaquant d'abord l'Eglise; les autres veulent que ce soit la chute du Civil qui entraîne celle de l'Eglise. Ils sont bien avertis des funestes conséquences qui pourroient retomber sur le public , si cette destruction de l'Eglise & de l'Etat avoit lieu ; mais ils sont tellement exaltés dans leurs théories , qu'ils sont plus que de laisser entrevoir que sa ruine , même avec tous

les maux inévitables qu'elle entraînerait, ou qui en résulteroient immédiatement, maux dont la certitude leur est connue, que sa ruine, dis-je, ne leur seroit pas tout-à-fait désagréable, & même qu'ils ne sont point du tout éloignés de la souhaiter. Un homme qui a une grande autorité parmi eux, & qui a certainement aussi de grands talens, en parlant d'une alliance supposée avec l'Eglise & l'Etat, dit : *» Peut-être devons-nous at-*
» tendre pour la chute de ces Pouvoirs civils, que
» cette alliance monstrueuse soit rompue. Ce temps
» sera certainement très-calamiteux; mais quelle
» convulsion dans le monde politique peut être
» un sujet d'alarme, quand il en doit résulter un
» effet si désirable. » Vous voyez de quel œil tranquille ces Messieurs sont préparés à voir les plus grands malheurs qui puissent arriver à leur pays.

Il n'est pas étonnant, d'après cela, qu'avec de telles idées, que lorsque chaque chose dans leur propre constitution ou dans leur gouvernement, soit dans l'Eglise, soit dans l'Etat, leur paroît illégitime & usurpée, leur paroît, bien plus, une vaine moquerie, ils fixent chez vous leurs regards avec tout l'enthousiasme & toute l'ardeur de la passion. Tandis que leurs esprits sont ainsi préoccupés, c'est en vain qu'on leur parle de ce qui a été pratiqué par leurs ancêtres,

des loix fondamentales de leur pays, des formés établies de la Constitution, dont les avantages sont confirmés par le témoignage irrévocable d'une longue expérience, par le progrès de la fortune publique, & par celui de la prospérité nationale. Ils méprisent l'expérience, parce que, selon eux, elle n'est sagesse que pour les ignorans. Mais pour tout terminer, ils ont préparé sous terre une mine dont l'explosion fera sauter tout-à-la-fois les exemples de l'antiquité, les usages, les chartes, les actes du Parlement; tout : cette mine, ce sont *les droits de l'homme*. C'est contre de tels droits qu'il n'y a pas de prescription, que les adhésions ne sont pas des engagements, qu'il n'y a ni tempérament, ni modification. Tout ce qui est contraire à ce qu'ils renferment, n'est que fraude & injustice. Qu'aucun Gouvernement ne regarde comme un point de sécurité publique la longueur de sa durée, ni la douceur & la justice de son administration : cela est contraire aux droits de l'homme. Si les formés ne quadrent pas avec leur théorie, les objections que font ces spéculateurs contre un Gouvernement antique & bienfaisant, acquierent aussi-tôt toute la validité de celles que l'on feroit contre la tyrannie la plus violente, & contre l'usurpation la plus âpre. Ils sont toujours en contestation avec

les Gouvernemens , non pas à cause des abus qu'ils leur reprochent , mais parce qu'ils mettent toujours en question leur compétence & leur titre. — Je n'ai rien répondu aux grosses subtilités de leur politique métaphysique ; elles sont bonnes pour les passe-tems de leurs écoles. » *Illase jañu* » *in aula.* — *Æolus , & clauso ventorum carcere* » *regnet.* » Mais ne souffrons cependant pas qu'ils brisent leur prison ; qu'ils soufflent avec une colere éolienne , & que leurs ouragans viennent balayer la terre , & qu'ils fassent sortir de son sein des flots qui nous inondent.

S'agit-il des véritables droits de l'homme ? Oh ! alors je suis aussi loin d'en dénier la théorie , que mon cœur est rempli du desir d'en maintenir dans la pratique , tous les avantages. En déniaut les fausses prétentions des droits de l'homme , je n'ai nullement l'intention de faire tort à celles qui sont réelles , & qui sont telles , que même leurs prétendus droits leur sont absolument contraires. Si la société civile est faite pour l'avantage de l'homme , chaque homme a droit à tous les avantages pour lesquels elle est faite. C'est une institution de bienfaisance , & la loi elle-même n'est que la bienfaisance dirigée par une certaine règle. Tous les hommes ont le droit de vivre suivant cette règle. Ils ont droit à la

Justice, & ce droit leur appartient contre les plus forts de même que contre les plus foibles. Ils ont droit à tous les produits de leur industrie, & à tous les moyens de la faire fructifier. Ils ont droit d'appartenir à leurs pere & mere. Ils ont droit d'élever & de perfectionner leurs enfans. Ils ont droit aux instructions pour le tems de la vie, & aux consolations pour le moment de leur mort. Quelque chose qu'un homme puisse entreprendre séparément pour son propre avantage, sans empiéter sur l'avantage d'un autre, il a le droit de le faire; il a en commun avec toute la société un droit incontestable à prendre sa part dans tous les avantages combinés d'industrie & de force qu'elle procure. Mais quant au droit de partager le pouvoir, l'autorité ou la conduite des affaires de l'Etat, je nierai toujours très-formellement qu'il soit au nombre des droits directs & primitifs de l'homme en société civile; car je ne m'occupe que de l'homme civil & social, & pas d'un autre; c'est une chose dont il est nécessaire de convenir.

Si la société civile est un résultat de conventions, ces conventions doivent être ses loix; ces conventions doivent modifier & limiter toutes les espèces de constitution que l'on fait sous le terme de cette convention; il n'y a pas de Pou-

voir, soit Législatif, Judiciaire ou Exécutoire, qui ne soit leur résultat ; ils ne peuvent pas avoir d'existence dans tout autre état de choses ; & comment se fait-il qu'un homme réclame, au nom de la société civile, des droits qui ne supposent pas même son existence ; des droits qui lui répugnent absolument ? Un des premiers buts de la société civile, & qui devient une de ses règles fondamentales, c'est que *personne ne soit juge dans sa propre cause*. Par cela seul, chaque individu s'est dépouillé tout-d'un-coup du premier droit fondamental qui appartient à l'homme qui n'est lié par aucun contrat, celui de juger pour lui-même, & de soutenir son propre droit. Il abdique le droit de se gouverner lui-même ; il abandonne même, autant qu'il est possible, le droit de sa propre défense, cette première loi de la nature. Les hommes ne peuvent jouir à la fois des droits d'un état civilisé, & d'un état qui ne l'est pas. Ils abandonnent, afin d'obtenir justice, le droit de déterminer sur chaque chose ce qui leur importe le plus ; & afin de conserver quelque liberté, ils la résignent toute entière dans un dépôt commun.

Le Gouvernement n'est pas fait en vertu des droits naturels qui peuvent exister & qui existent en effet indépendamment de lui. Ils sont beau-

coup plus clairs, & beaucoup plus parfaits dans leur abstraction; mais cette perfection abstraite est leur défaut-pratique. En ayant droit à tout, on manque de tout. Le Gouvernement est une invention de la sagesse humaine pour pourvoir aux besoins des hommes. Les hommes ont droit à ce que leurs besoins leurs soient fournis par cette sagesse. Au nombre de tous ces besoins, on convient que hors de la société civile, celui qui se fait le plus sentir est de restreindre suffisamment les passions. La société n'exige pas seulement que les passions des individus soient réduites; mais même que collectivement & en masse, aussi-bien que séparément, les inclinations des hommes soient souvent barrées, leur volonté contrôlée, & leurs passions soumises à la contrainte. Cela ne peut certainement s'opérer que par *un Pouvoir qui soit hors d'eux-mêmes*, & qui ne soit pas, dans l'exercice de ses fonctions, soumis à cette même volonté & à ces mêmes passions, que son devoir est de dompter & de soumettre. Dans ce sens, la contrainte est, aussi-bien que la liberté, au nombre des droits des hommes. Mais comme la liberté & ses restrictions varient avec le tems & avec les circonstances, comme elles admettent l'une & l'autre des modifications jusqu'à l'infini, on ne peut les soumettre à aucune règle fixe, &

rien n'est si insensé que de les discuter comme si cela pouvoit être.

Du moment que vous altérez quelque chose de ses premiers droits de l'Homme, à celui de se gouverner soi-même, & que vous souffrez que l'on y apporte quelques limites positives & artificielles, aussi-tôt toute l'organisation du Gouvernement devient matiere de convenance. Ceci est ce qui rend la constitution d'un Etat, & la distribution équitable de ses pouvoirs, l'objet de la science la plus délicate & la plus compliquée. C'est-là ce qui exige une connoissance si profonde de la nature humaine & de ses besoins, de toutes les choses qui peuvent faciliter ou empêcher les différentes fins qu'on se propose par le mécanisme des institutions civiles. L'Etat a besoin de recrues pour ses forces, & de remedes pour ses maux. De quel usage pourroit être, pour alimenter ou pour guérir, une discussion abstraite sur les droits de l'Homme. Toute la question est de savoir procurer & administrer l'un & l'autre; &, en pareille circonstance, je conseillerois toujours plutôt d'avoir recours au Fermier & au Médecin, qu'aux Professeurs de Métaphysique. La science de composer un Etat, de le renouveler, de le réformer, de même que toutes les autres sciences fondées sur l'expérience, ne

s'apprend pas *à priori* ; & l'expérience de cette science-pratique ne s'acquiert pas en un jour , parce que les effets réels produits par des causes morales ne sont pas toujours immédiates ; mais parce que , ce qui paroît préjudiciable au premier abord , peut être excellent dans ses opérations éloignées ; & parce que cette bonté même ne dérive peut-être que des mauvais effets produits du commencement. On voit arriver aussi le contraire , & des plans très-plausibles , après avoir eu les commencemens les plus flatteurs , ont fini par donner des regrets & de la honte. Dans les Etats il y a souvent de ces causes obscures & presque cachées , de ces choses qui au premier aspect paroissent mériter à peine l'attention , & qui par la suite deviennent de la plus grande conséquence pour leur prospérité & pour leur malheur. La science du Gouvernement étant donc si pratique en elle-même , & dirigée vers tant d'objets-pratiques , cette science exigeant une si grande étendue d'expérience , plus même qu'il n'est donné à personne d'en acquérir dans le cours de sa vie , quelque sagacité qu'il ait & quelque bon observateur qu'il soit , ce n'est qu'avec des précautions infinies qu'aucun homme peut s'exposer à renverser un édifice qui pendant des siècles a rempli d'une ma-

niere supportable , toutes les fins générales de la société , ou à en élever un autre sans avoir sous les yeux aucuns modeles ni aucuns exemples qui donnent l'idée d'une utilité déjà éprouvée.

Ces droits métaphysiques introduits dans la vie commune, sont semblables à des rayons de lumiere qui percent dans un milieu dense , & qui par les Loix de la nature sont réfléchis dans leur même direction. En vérité, dans cette masse énorme & compliquée des passions & des intérêts humains, les droits de l'homme sont réfractés & réfléchis dans un si grand nombre de directions croisées & différentes , qu'il est absurde d'en parler encore comme s'il leur restoit quelque ressemblance avec leur simplicité primitive. La nature de l'homme est embrouillée, les objets de la société sont aussi complexes qu'il soit possible de l'être ; c'est pourquoi un pouvoir simple dans sa disposition ou dans sa direction, ne peut plus convenir ni à la nature de l'homme ni à la qualité de ses affaires. Lorsque j'entends vanter la simplicité d'invention à laquelle on prétend arriver dans de nouvelles constitutions politiques, je ne puis m'empêcher de conclure que ceux qui y travaillent ne savent pas leur métier, ou qu'ils sont très-négligens pour leur

devoir. Les Gouvernemens simples sont fondamentalement défectueux, pour n'en rien dire de pire. Si vous deviez & si vous pouviez considérer la société sous un seul point de vue, tous ces modes simples de politique seroient très-séduisans. En effet, chacun séparément répondroit à sa fin séparée, beaucoup mieux que les plus complexes ne peuvent répondre à leurs fins complexes; mais il est meilleur que ces rapports soient imparfaits & inégaux dans tout l'ensemble, que de courir le risque de voir que tandis que quelques objets seroient réglés avec la plus parfaite exactitude, d'autres seroient totalement négligés, peut-être même matériellement attaqués, par le soin exclusif accordé à la partie favorisée.

Tous les droits prétendus de ces Théoristes sont extrêmes, & autant ils sont vrais métaphysiquement, autant ils sont faux moralement & politiquement. Les droits des hommes sont dans une sorte de *milieu* qu'il est impossible de définir, mais qu'il n'est pas impossible d'appréhender. Les droits de l'homme dans les Gouvernemens, — ce sont tous les avantages qu'il peut désirer, & ces avantages sont souvent en balance entre deux différences de bien; quelquefois en compromis entre un bien & un mal,

& quelquefois entre deux maux. *La raison politique* est un principe de supputation ; il ajoute, il soustrait, il multiplie, il divise moralement & non pas métaphysiquement ni mathématiquement les véritables dénominations morales.

Ces Théoristes confondent presque toujours dans leurs sophismes le droit du peuple avec son pouvoir. Si le corps de la société entière peut jamais trouver à agir en masse, il est impossible que rien lui résiste ; mais en continuant à confondre le droit & le pouvoir, ce corps de la société ne peut pas avoir un droit incompatible avec la vertu, & avec la première de toutes les vertus, la prudence. Les hommes n'ont aucun droit à ce qui n'est pas raisonnable & à ce qui n'est pas calculé pour leur avantage ; car quoiqu'un écrivain plaisant ait dit : *liceat perire poetis*, lorsque l'un d'eux, dit-on, se jeta de sang-froid au milieu des flammes d'une révolution volcanique, *ardentem frigidus Ætnam insiluit*, je regarde cette boutade plutôt comme une licence poétique que comme un des privilèges du Parnasse, & quant à celui qui a exercé cette sorte de droit, fût-il poète, rhéologien ou politique, j'aurois trouvé beaucoup plus sage, parce que ç'auroit été plus raisonnable, de sauver l'homme, que de conserver ses pantoufles d'airain comme un monument de sa folie.

Si la honte (1) ne rompt pas cette Société de la révolution , l'espece de sermon annuel que l'on y débite pour célébrer l'époque de notre révolution , sermon auquel se rapporte la plus grande partie de ce que j'écris, parviendra peut-être à force de subtilité à effacer de l'esprit des hommes qui la composent , les véritables principes de notre révolution , & à les priver même des avantages qu'elle nous a procurés. Je vous avoue , Monsieur , que je n'ai jamais aimé ces entretiens perpétuels sur la résistance & sur les révolutions , ni cette maniere de faire son pain quotidien de ces remedes extrêmes de la Conf-

(1) Cet Ouvrage a paru à Londres le premier Novembre; il étoit imprimé en partie quelques mois avant sa distribution. Chacun sait aujourd'hui que quatre jours après, un grand événement a justifié cette sorte de prédiction; que Lord Stanhope & d'autres Personnes de marques ont rayé leurs noms de dessus les Registres; que le Docteur Rees, qui avoit été désigné pour faire le Sermon, a refusé au dernier moment de remplir son engagement, en sorte qu'il a fallu s'en passer, & qu'à la taverne de Londres le sort de cette Assemblée semble avoir reçu le coup le plus funeste; le Docteur Price étoit seul à en faire les honneurs, (le toast master), & le yacarme a été si grand que quelques papiers Anglois ont dit, qu'à force de communiquer avec leurs correspondans, ils en avoient pris les manieres.

stitution ; cela rend la complexion de la Société dangereusement valétudinaire ; c'est comme si l'on prenoit périodiquement des doses de sublimé corrosif , & comme si l'on avaloit de fréquens breuvages de cantharides , pour se provoquer à l'amour de la liberté.

Cette maladie de remèdes , par l'usage vulgaire & habituel que l'on en fait , finit par relâcher & par détruire les ressorts de cet esprit qui ne doit agir que dans les grandes occasions. C'étoit à l'époque la plus soumise de la servitude de Rome , que l'on donnoit aux enfans dans les écoles pour leurs exercices journaliers , des thèmes sur le droit de tuer les tyrans : *„ cum „ perimit sævos classis numerosa tyrannos „* (*Juvenal.*) Dans un état ordinaire de choses , & dans une contrée comme la nôtre , cela produit les plus mauvais effets , même pour la cause de la liberté , que cela trahit , par le dérèglement & par l'extravagance des spéculations. Presque tous les républicains les plus outrés que j'ai connus , sont devenus en fort peu de tems les courtisans les plus décidés & les plus accomplis ; ils laisserent bientôt cette besogne ennuyeuse d'une résistance modérée , mais journalière , à ceux d'entre nous , que dans l'ivresse & dans l'orgueil de leurs théories , ils avoient

traités

traités avec autant de mépris que si nous eussions été des Torys. Il faut dire aussi que l'hypocrisie se plaît dans les spéculations sublimes ; car n'ayant jamais le projet d'aller plus loin que la spéculation , il n'en coûte rien de les faire magnifiques. Mais même dans le cas où il falloit encore plus se défier de la légèreté que de la ruse de leurs spéculations , leur résultat a été le même ; car quand ces Professeurs ne trouvent pas leurs principes extrêmes applicables aux cas qui exigent une résistance appropriée , je peux même dire civile & légale , ils n'en font pas du tout. Avec eux il faut la guerre, une révolution, ou rien. Leurs systèmes politiques n'étant point adaptés à la forme du monde dans lequel ils vivent , il arrive souvent qu'ils ont une idée trop légère de tous les principes publics , & qu'ils sont prêts à sacrifier pour un intérêt très-trivial , ce qu'ils trouvent n'avoir qu'une valeur triviale. Quelques-uns à la vérité sont d'un caractère plus ferme & plus persévérant ; mais hors du Parlement , les politiques les plus ardens sont ceux que la moindre chose décideroit à abandonner leurs projets favoris. Ils ont toujours en vue quelques changemens dans l'Eglise, ou dans l'Etat, ou dans tous les deux. Ceux qui pensent ainsi , sont toujours de mauvais Citoyens, & l'on ne peut for-

mer avec eux aucune sorte de liaisons sur lesquelles on puisse compter ; car n'attachant de valeur qu'à leurs projets spéculatifs , & n'en accordant aucune à l'arrangement actuel de l'État , ce qu'ils font de mieux est de n'apporter que de l'indifférence dans la bonne conduite des affaires publiques ; ils ne savent ni apprécier le mérite ni blâmer les fautes ; ils seroient cependant portés de préférence pour les dernières , comme favorisant une révolution. Ils ne jugent en bien ou en mal , ni les hommes , ni les actions , ni aucuns principes politiques , qu'autant qu'ils y trouvent quelques rapports avec l'avancement ou le retard de leurs projets de changemens. C'est par cette raison qu'on les voit s'attacher un jour à la prérogative la plus violente & la plus étendue ; changer dans un autre temps pour les idées les plus sauvages & les plus démocrates sur la liberté ; passer enfin de l'une à l'autre sans aucune espèce de considération , ni pour la cause , ni pour les personnes , ni pour aucun parti.

En France, vous êtes maintenant dans la crise d'une révolution & du changement d'un Gouvernement dans un autre ; vous ne pouvez pas discerner ce caractère d'hommes , exactement dans la même position où nous le voyons dans ce pays. Chez nous il est guerroyant , chez vous il est

trionphant , & vous savez maintenant comme il est capable d'agir quand on lui laisse prendre un pouvoir proportionné à ses volontés. Je serois très-fâché que l'on supposât que j'adresse ces observations particulièrement à une certaine espèce d'hommes , ou que je les confondisse toutes ensemble. Bien loin de-là ! Je suis aussi incapable de cette injustice , que je le suis de vouloir me mesurer avec des hommes qui professent des principes extrêmes , & qui , sous le voile de la Religion , enseignent une politique dangereuse & sauvage. Ce qui révolte dans cette politique révolutionnaire , c'est qu'on diroit que son principal effet est de tremper & d'endurcir les poitrines , afin de les rendre en état de mieux supporter les coups terribles que l'on porte quelquefois dans ces occasions extrêmes ; mais comme ces occasions peuvent n'arriver jamais , l'esprit en reçoit une aliénation gratuite , & les sentimens moraux souffrent pour le moins autant , sans que leur dépravation tourne au profit d'aucunes vues politiques. Cette sorte de gens est tellement entichée de sa théorie sur les droits de l'Homme , qu'elle en a tout-à-fait oublié la nature. Loin d'ouvrir une nouvelle route à l'esprit humain , ils ont fermé toutes celles qui condui-

soient au cœur ; ils ont corrompus dans leurs propres ames & dans celles de ceux qui les suivent, tous les liens attrayants & consolateurs d'une sympathie universelle.

Voilà cependant le fruit des inspirations de ce fameux Sermon du old Jewry. Quel esprit respire dans sa partie politique ! Les complots, les massacres, les assassinats, semblent être des bagatelles au prix d'une révolution, rien ne paraît plat & insipide à leur goût, comme une réforme qui n'est acquise ni par les déprédations, ni par l'effusion du sang. Rien d'insipide comme une liberté sans crimes ; il leur faut de grands changemens de scène, des coups de théâtre ; il leur faut un grand spectacle pour réveiller leur imagination que la jouissance indolente de soixante années de paix a trop engourdi, & pour donner du mouvement à ce calme inanimé de la prospérité publique. Le Prédicateur a trouvé tout cela dans la révolution de la France, elle a inspiré le *juvenilis ardor* à tout son sujet ; on voit que son enthousiasme s'allume à mesure qu'il s'avance, & lorsqu'il arrive à la péroraison, c'est un véritable brasier enflammé. C'est alors qu'il découvrant du haut de sa chaire l'Etat libre, moral, heureux, florissant & glorieux de la France

re, comme dans le point de vue d'un paysage de la Terre promise, son style s'élance avec extase; vous allez en juger vous-même.

» Quelle période féconde en événemens! Que je suis reconnoissant d'avoir vécu dans une telle époque! Je pourrois presque dire : *Nunc dimittis servum tuum, Domine, secundum verbum tuum in pace, quia viderunt oculi mei salutare tuum*. J'ai vécu pour voir une expansion de connoissance qui a miné la superstition & l'erreur; j'ai vécu pour voir les droits de l'Homme mieux connus qu'ils ne l'avoient jamais été, & les Nations haletant pour la liberté dont ils sembloient avoir perdu l'idée; j'ai vécu pour voir trente millions d'hommes, tous indignés, & comme des déterminés, foulant aux pieds l'esclavage, & demandant la liberté avec une voix irrésistible; j'ai vu leur Roi conduit en triomphe, & un Monarque arbitraire se livrant lui-même à ses sujets » (1).
Avant d'aller plus loin, j'ai à remarquer que

(1) Un autre de ces révérends Messieurs, qui a été témoin de quelques-unes des scènes qui ont été représentées dernièrement à Paris, s'exprime ainsi : » *Un Roi soumis, traîné en triomphe par ses Sujets victorieux!* C'est-là une de ces marques de grandeur que l'on rencontre rarement dans le cours des affaires humaines, & qui pen-

le Docteur Price semble préférer à toutes les autres , pour l'acquisition des lumieres , l'époque à laquelle il en a tant recueilli , tant répandu. Il me semble que le dernier siècle étoit au moins aussi éclairé; il a eu, quoique dans un lieu différent , un triomphe aussi mémorable que celui que vante le Docteur Price , & quelques-uns des grands Prédicateurs de cette époque , y ont pris part avec autant d'ardeur qu'il en prend lui-même à celui de la France. Dans le procès pour haute trahison que l'on a intenté au Révérend Hugues Peters , quelqu'un a dit dans sa déposition , que le Roi Charles fut amené à Londres pour subir son procès, que l'Apôtre de la Liberté conduisoit ce jour-là le triomphe. « J'ai vu , » dit le témoin, Sa Majesté dans une voiture à six chevaux & Peters triomphant , allant à cheval » devant le Roi ». Lorsque le Docteur Price a l'air de se livrer à l'impulsion de son génie, il ne fait que suivre un exemple; car après le commencement du Procès du Roi , son précurseur , ce même Docteur Peters , finissant une longue prière à la Chapelle Royale à Whitehall (il

« dant le cours de ma vie ne cessera d'exciter mon étonnement & de me gratifier ». On voit par-là que les sentimens de ces Messieurs sont dans un accord parfait.

avait bien véritablement choisi sa place en triomphateur) dit : *j'ai prié & prêché depuis vingt ans, & maintenant je puis m'écrier avec le vieux Simeon : Nunc dimittis servum tuum, &c. &c.* Peters ne recueillit pas le fruit de sa prière, car il n'a quitté la vie ni aussi-tôt qu'il le souhaitoit, ni tout-à-fait aussi en paix. Il devint (ce que j'espere de tout mon cœur qu'aucun de ses imitateurs ne deviendra), il devint lui-même un holocauste du triomphe qu'il avait conduit comme souverain pontife. On agit peut-être trop durement à l'égard de ce pauvre cher homme à l'époque de la restauration; mais nous devons à sa mémoire & à ses souffrances, de dire qu'il a été aussi illuminé, qu'il a eu autant de zèle, & qu'il a aussi efficacement miné toutes les superstitions & les erreurs qui pouvoient retarder la grande besogne dans laquelle il s'étoit engagé, que telle personne qui le suit & qui l'imité dans ce siècle, & qui voudroit s'approprier à elle seule un titre exclusif à la connoissance des droits de l'Homme, & à toutes les conséquences glorieuses qui en dérivent.

Je reviens à la faillie de notre prédicateur du old Jewry, qui diffère seulement de lieu & de tems; mais qui est très-conforme à l'esprit & à la lettre du *Nunc dimittis* de 1648: c'est après

cette faillie , que la Société de la Révolution , ces faiseurs de Gouvernemens , cette bande héroïque de casseurs de Monarques , ces électeurs de Souverains , ces conducteurs de Rois en triomphe , se pavanant , & tout enorgueillis du sentiment intime d'une si grande expansion de lumieres , au partage desquelles chaque membre avoit été traité avec largesse ; c'est alors , dis-je , que toute cette Société étoit dans une grande impatience de faire elle-même une expansion généreuse de toutes les lumieres qu'elle venoit de recevoir si gratuitement ; c'est pour consommer cette communication bienveillante , que l'on s'ajourna de la Chapelle du old Jewry à la Taverne de Londres , où le même docteur Price , encore environné des fumées de son trépied Delphique , qui n'étoient pas entièrement évaporées , proposa & porta la motion ou l'adresse de congratulation qui a été transmise à l'Assemblée Nationale de France par Lord Stanhope.

Quoi ! c'est un prédicateur du saint Evangile qui profane cette sublime & prophétique extase , appelée communément *le Nunc dimittis* , qui a été imprimée à la premiere Présentation de notre Seigneur au Temple , & qu'il applique avec un enthousiasme dénaturé & inhumain , au spectacle le plus horrible , le plus atroce & le plus affli-

geant qui ait peut-être jamais été offert à la pitié & à l'indignation du genre humain ! Cette marche de triomphe , cet événement pour le moins infâme & impie qui remplit cependant l'ame de notre prédicateur d'un transport si profane, doit au contraire plus révolter tous les esprits bien nés. Plusieurs Anglois ont été stupéfaits & indignés de ce spectacle. Il devoit , ou je suis bien trompé , ressembler à une procession de Sauvages Américains entrant dans Onondaga après quelques-uns des massacres qu'ils appellent leurs victoires , & conduisant dans leurs cabanes , entourées de crânes suspendus , leurs captifs , à l'infortune desquels les railleries & les insultes de femmes aussi féroces qu'eux-mêmes , ajoutaient encore , plutôt qu'à la pompe triomphale d'une Nation guerrière & civilisée..... si toutefois une Nation civilisée , ou aucun homme ayant quelque idée de générosité , peut être capable de faire un triomphe personnel , de l'accablement & de la douleur.

Ce n'étoit pas-là , mon cher Monsieur , un triomphe pour la France ; j'ai besoin de croire que comme Nation , vous en avez été accablé de honte & d'horreur. J'ai besoin de croire que votre Assemblée Nationale s'est trouvée dans le plus grand degré d'humiliation , en voyant qu'elle n'étoit pas capable de punir les auteurs ou les ac-

teurs de ce triomphe , ni même parmi toutes les recherches du Comité de l'Inquisition , de rien découvrir qui la concernât. La justification de l'Assemblée est dans sa situation. Cependant lorsque nous approuvons ce que les autres sont forcés de supporter , cela devient en quelque façon en nous comme le choix dégénéré d'un esprit vicieux.

Avec les fausses apparences du pouvoir de déli-
 bérer , votre Assemblée vote sous la domination
 d'une nécessité févere. Elle siège dans le sein d'une
 République que l'on peut dire étrangère : elle a
 sa résidence dans une ville dont la constitution
 n'est émanée ni d'aucune charte du Roi , ni
 d'aucun pouvoir législatif ; elle est environnée
 d'une armée qui n'a été levée ni par l'autorité
 du Roi , ni par aucun ordre , & qui , si elle vou-
 loit la discorde , ne manqueroit pas de la dissou-
 dre elle-même. Elle siège encore , après qu'une
 bande d'assassins a forcé de sortir de son sein tous
 les hommes qui y apportent un esprit & des vues
 modérées , en laissant ceux qui restent , comme
 une lie & un rebut , pour être sous la conduite
 apparente de ceux dans lesquels ils n'ont pas tant
 de confiance qu'ils paroissent en avoir. Leur Séance
 est une dérision de la législation , car ils em-
 ploient dans leurs décrets les mêmes mots dont

se servoient ceux qu'ils méprisent & qu'ils dé-
testent. Captifs eux-mêmes , ils reçoivent de
leurs cafés les plus licencieux & les plus tumultueux, des absurdités qu'ils forcent ensuite un Monarque captif à publier comme des Edits Royaux, lorsqu'il ne les reçoit ainsi souillés que de la troisième main. Il est notoire que toutes leurs mesures sont arrêtées avant qu'elles soient débattues. Il est indubitable que sous la terreur de la bayonnette & de la lanterne , & de la torche qui menace leurs maisons , ils sont obligés d'adopter toutes les mesures furieuses & indigestes suggérées par des Clubs où l'on trouve un mélange monstrueux de tous les états , de toutes les langues & de toutes les nations. C'est parmi les êtres qui les composent , que l'on trouve des gens auprès desquels Catilina auroit passé, pour scrupuleux , & Cethegus pour un homme sobre & modéré. Et ce n'est pas seulement dans ces Clubs que les mesures publiques reçoivent ces tournures monstrueuses ; elles subissent un premier degré de difformité dans les Académies , qui sont destinées comme autant de Séminaires pour ces Clubs que l'on a soin d'établir dans tous les endroits où il y a une certaine affluence. C'est dans les rendez-vous de toute espèce , que tout ce qui est téméraire , violent & perfide , est marqué au coin du

génie; que l'humanité & la compassion sont ridiculisées comme les fruits de la superstition & de l'ignorance, & que la sensibilité que les individus font naître, est regardée comme une trahison à l'égard du Public entier. C'est-là que la liberté devient plus parfaite à mesure que les prospérités deviennent plus incertaines; qu'au milieu des massacres, des assassinats, des confiscations exécutés, ou médités, on forme des plans pour le bon ordre de la Société future; & tandis que, sous les fausses couleurs de la loi, les gens qu'on a fait Juges, sont des meilleurs assassins que les *Bravos* eux-mêmes, on esquisse des Tribunaux pour la race des Citoyens à venir. On embrasse avec respect les cadavres des plus vils criminels, & en faisant de leurs offenses un titre pour la promotion de leurs parens, on excite cent personnes vertueuses aux mêmes désordres, en les réduisant à ne pouvoir vivre que de pillage & de crimes.

L'Assemblée, organe de ces Clubs, représente devant eux la farce de ses délibérations avec aussi peu de décence que de liberté; on croiroit voir une troupe de Comédiens de foires jouant devant un assemblage de ribauds; c'est au milieu des cris tumultueux d'une canaille mélangée d'hommes féroces & de femmes per-

dues pour toute espece de honte , qui selon le caprice de leur imagination insolente , dirigent , contrôlent , applaudissent ou rejettent même les membres de cette Assemblée ; on les a vu quelquefois s'asseoir parmi les membres même de l'Assemblée , & exercer leur empire avec le mélange singulier d'une pétulance servile & de l'orgueil d'une autorité présomptueuse. Comme l'Assemblée a renversé tout espece d'ordre en toutes choses , la galerie occupe la place de la chambre. Cette Assemblée qui détrône les Rois & bouleverse les Empires , n'a pas même la physionomie ni l'aspect imposant d'un corps législatif *nec color imperii , nec frons erat ulla senatus*. Le pouvoir dont elle jouissoit est semblable au principe du mal ; c'est le pouvoir de tout renverser & de tout détruire ; mais elle n'en a aucun pour reconstruire , si l'on en excepte cependant certaines machines inventées pour prolonger & pour étendre son œuvre de destruction.

Quiconque est attaché dans le fond de son cœur aux Assemblées qui représentent de grandes Nations , & est habitué à les admirer , doit fuir avec horreur & avec dégoût la parodie abominable , burlesque , perverse & profane d'une institution aussi sacrée. Elle fait

horreur également aux partisans de la monarchie & aux républicains ; les membres eux-mêmes de votre Assemblée doivent gémir sous une tyrannie dont ils ont toute la honte ; tyrannie qui ne leur laisse aucun pouvoir , & qui leur procure peu de profit. Je suis persuadé qu'un grand nombre de ceux qui composent même la majorité , dans ce corps , doivent éprouver les mêmes sentimens que moi , malgré les applaudissemens de la Société de la révolution. Roi misérable ! Misérable Assemblée ! Comment cette Assemblée a-t-elle pu supporter en silence , le scandale d'entendre quelques-uns de ses membres qualifier une journée qui sembloit chasser le soleil de l'empire des cieux ; un beau jour ! Comment a-t-elle pu renfermer son indignation , lorsqu'elle en a entendu d'autres qui ont trouvé convenable à la circonstance de dire , que le vaisseau de l'Etat voleroit d'une course plus rapide que jamais vers la régénération. . . On auroit dû ajouter , avec le secours du vent frais & soutenu de la trahison & du meurtre , qui précédoit ce triomphe célébré par notre Prédicateur. Que n'a-t-elle pas dû souffrir , cette Assemblée , lorsqu'elle a entendu avec une patience immobile & une indignation si contrainte , ces autres ex-

pressions dites à l'occasion d'autres meurtres aussi féroces ! » Ce sang qui a coulé étoit-il donc bien » pur ! » Combien ne devoit-elle pas souffrir, lorsqu'assiégée par les plaintes de tous les désordres qui ébranlent son propre pays jusques dans ses fondemens , elle fut forcée de répondre froidement aux malheureux qui venoient se plaindre, qu'ils étoient sous la protection de la Loi, & qu'ils eussent à s'adresser au Roi (à ce Roi captif) pour qu'il mît en vigueur les Loix qui devoient les protéger ; tandis que les Ministres enchaînés de ce Roi prisonnier avoient précédemment notifié à cette Assemblée qu'il ne restoit plus ni loix , ni autorité , ni pouvoir pour protéger personne ! Que n'a-t-elle pas dû éprouver lorsqu'elle a été obligée , pour un compliment de nouvelle année , de supplier son Roi prisonnier, d'oublier l'époque orageuse de l'année précédente, en faveur du grand bien qu'il devoit procurer à son peuple ; & pour contribuer à compléter ce grand bien, elle fit, suivant l'usage, des protestations de pure forme sur sa fidélité, en assurant le Roi de son obéissance, au moment où il ne lui restoit plus aucune autorité pour commander.

Ce compliment a été fait avec ame & affection ; je n'en doute pas. Mais , parmi tout

ce qui a subi quelque révolution en France, il faut avouer qu'il s'en fait une grande dans leurs idées de bienfaisance. On nous dit en Angleterre que nous ne tenons nos bonnes manières que de la seconde main ; que c'est vous qui nous les enseignez , & que nos formes ne sont drapées que par la friperie de la France. Si cela est ainsi , nous avons encore la vieille coupe , & nous n'avons pas encore été assez loin dans nos imitations de mode Parisienne & de belles manières , pour croire qu'il soit dans le genre d'un compliment fin & délicat (ou même d'un compliment de condoléance) de dire à la créature la plus humiliée qui rampe sur la terre , que des grands bienfaits publics dérivent du massacre de ses fideles serviteurs , de l'attentat fait à ses jours & à ceux de son auguste épouse , & enfin , des mortifications , des disgrâces & des dégradations qu'on lui avoit fait personnellement éprouver. Ce topique de consolation est dans un genre , tel que le Ministre de Newgate seroit trop humain pour en faire usage vis-à-vis des criminels au pied de la potence. J'avois pensé que le bourreau de Paris même , qui est maintenant réhabilité par le décret de l'Assemblée , & qui reprend son rang & ses armes dans le College héraldique des droits

droits de l'homme , feroit trop généreux , trop galant homme & trop rempli de sentiment de sa nouvelle dignité , pour avoir recours à cette consolation déchirante vis-à-vis d'aucunes des personnes que le crime de leze-Nation pourroit amener sous l'administration de son pouvoir exécutif.

La chute est bien grande en vérité , quand c'est dans ce genre qu'on adresse des flatteries à un homme. Des gouttes anodynes d'oubli ainsi composées , sont parfaitement combinées pour maintenir une insomnie cuisante , & pour nourrir le vivant ulcère d'un souvenir corrosif. Administrer ainsi des potions d'amnistie , soupoudrées avec tous les ingrédiens du dédain & du mépris , c'étoit présenter à ses lèvres , au lieu du baume des esprits affligés , la coupe amère des miseres humaines remplie jusqu'au bord , & le forcer à la boire jusqu'à la lie.

Le Roi de France déterminé par des motifs aussi puissans que ceux qui ont été si délicatement exprimés dans le compliment de la nouvelle année , fera vraisemblablement ses efforts pour oublier tous ces événemens , & le compliment lui-même. Mais l'histoire qui tient un compte ineffaçable de toutes nos actions , & qui exerce sa censure menaçante sur les démarches de tous les souverains , quels qu'ils soient , n'oubliera jamais

ni ces événemens, ni l'époque de ces raffinemens généreux dans le commerce des hommes. Il sera gravé dans l'histoire que dans la matinée du six Octobre 1789, le Roi & la Reine de France, après un jour de confusion, d'alarme, d'épouvante & de meurtres, sous la garantie d'une sécurité qui leur avoit été promise, s'étoient retirés dans leurs appartemens pour accorder à la nature quelques heures de repos, & à leur profonde douleur un répit de quelques instans; que la voix de la Sentinelle qui étoit à la porte de la Reine interrompit en sursaut son sommeil; qu'il lui cria de se sauver; que c'étoit la dernière preuve de fidélité qu'il pût lui donner... Qu'on arrivoit à lui, qu'il alloit périr, & qu'à l'instant il fut massacré. Qu'une bande de scélérats & d'assassins tout couverts de son sang se précipiterent dans la chambre de la Reine, & que ne trouvant plus cette illustre infortunée qui venoit d'échapper à leurs coups en fuyant par des dégagemens qui leur étoient inconnus, pour chercher un asyle auprès d'un époux & d'un Roi dont la vie n'étoit gueres plus assurée, avoient percé son lit de cent coups de poignard.

Que ce Roi, pour ne rien dire de plus de lui, que cette Reine, que leurs jeunes enfans (qui d'un seul coup pouvoient devenir la gloire

& l'espérance d'un Peuple nombreux & généreux) furent forcés d'abandonner le sanctuaire qui les retenoit dans le palais du monde le plus splendide , & de fuir un séjour dégoûtant de sang , souillé de meurtres , & jonché des membres de tous les corps qu'on avoit mutilés. Que de-là ils furent conduits dans la Capitale de leur Royaume ; que dans le carnage confus & sans motifs des gentilshommes qui composoient la garde du Roi , on en avoit choisi deux pour être décapités au milieu de la cour de ce palais , avec toute la pompe d'une exécution juridique ; que leurs têtes portées sur des piques servirent de guides ; qu'elles ouvrirent , qu'elles dirigèrent la marche ; que le Roi & sa Famille la terminoient en captifs ; qu'on traînoit lentement Leurs Majestés au milieu des hurlemens horribles , des cris perçans , des danses frénétiques , des propos infâmes , & de toutes les horreurs inexprimables des furies de l'enfer , sous la forme des femmes les plus viles. Qu'après avoir été forcés de goûter ainsi goutte à goutte une amertume plus cruelle que la mort , à endurer un semblable supplice pendant un trajet de douze milles , qui a duré plus de six heures , elles ont été confiées à la garde de ces mêmes soldats qui les avoient amenées au milieu d'un tel triomphe , & confinées dans

une des anciennes Maisons royales de Paris, que l'on a convertie aujourd'hui en bastille pour les Rois.

Est-ce-là un triomphe à consacrer sur les autels ? à éterniser par de solennelles actions de grâces , & que l'on doive offrir à la source divine de toute humanité par des prières ferventes & par des éjaculations enthousiastes ? Ces orgies Thébaines & Thraciennes représentées en France, & applaudies seulement au old Jewry , ont allumé dans très-peu d'esprits de ce royaume le feu de ce prophétique enthousiasme ; quoiqu'un saint Apôtre , qui peut-être a des révélations pour lui seul , & qui a si long-temps surmonté toutes les vaines superstitions de la sensibilité, soit incliné à penser qu'il est pieux & convenable de les comparer avec cette entrée du Prince de la paix dans le monde , proclamée dans le Temple saint par un sage vénérable , & annoncée quelque temps auparavant d'une manière encore plus majestueuse à la paisible innocence des Bergers par la voix des Anges.

Je ne savais d'abord comment expliquer ce *transport immodéré* ; je savais très-bien que les souffrances d'un Monarque sont pour quelques palais un mets délicieux ; il y avoit cependant à faire dans cette occasion bien des réflexions qui

auroient pu contenir cet appétit dans quelques
 termes de tempérance. Mais lorsque je pris en
 considération une circonstance particulière, je fus
 obligé de convenir qu'il falloit bien accorder
 beaucoup plus à la Société de la révolution, &
 que la tentative étoit trop au-dessus d'une dis-
 crétion ordinaire; je veux dire la circonstance du
Iopæan du triomphe, de ces cris si perçans qui
 appelloient tous les "EVÊQUES à la lanterne":
 il n'en falloit pas davantage pour faire naître cet
 éclat d'enthousiasme, par la perspective des con-
 séquences d'un si beau jour. Je pardonne à un
 si grand enthousiasme quelques écarts de pru-
 dence; je pardonne à ce Prophète de s'échapper
 en actions de grâces & en témoignages de joie
 à l'occasion d'un événement qui est comme le
 précurseur du *millenium* & de la cinquième Mo-
 narchie projetée pour la destruction de tous les
 établissemens de l'Eglise. Il y avoit cependant,
 comme il arrive dans toutes les affaires humaines,
 au milieu de cette joie, quelque chose qui pou-
 voit exercer la patience de ces dignes Messieurs,
 & mettre à l'épreuve les longues attentes de leur
 foi. Le meurtre *effectif* du Roi, de la Reine & de
 leurs Enfans manqua à toutes les autres circon-
 stances heureuses de ce *beau jour*. Le meurtre
 des Evêques, quoiqu'invoqué par tant de saintes

éjaculations , y manqua de même. On avoit tracé l'esquisse d'un beau groupe de carnage régicide & sacrilège , mais ce ne fut qu'une esquisse ; par malheur elle n'a point été terminée , & ce grand morceau d'histoire manque au massacre des Innocens. Quel sera le pinceau hardi d'un grand maître de l'école des droits de l'homme qui achèvera cet ouvrage ? C'est ce qui se verra par la suite. Le siècle n'a pas encore reçu complètement le bienfait de cette expansion de connoissances qui a miné la superstition & l'erreur ; & le roi de France auroit pu avoir à oublier de plus , un ou deux autres objets qui auroient mis le comble au bien que ses souffrances & que les crimes patriotiques d'un siècle éclairé procurent à son peuple (1).

(1) Il est à-propos de rapporter ici le passage d'une lettre qui a été écrite sur ce sujet par un témoin oculaire. Ce témoin étoit un des membres les plus honnêtes , les plus éclairés & les plus éloquens de l'assemblée ; c'étoit un des plus actifs parmi ceux qui désiroient avec zèle la réforme de l'état. Il a été obligé de se retirer de l'assemblée , & de finir par s'exiler lui-même du royaume à l'occasion de ce pieux triomphe & des dispositions de certains hommes , qui , s'ils ne sont pas eux-mêmes coupables des crimes , en reti-

Quoique cette production de nos nouvelles lumières & de nos nouvelles connoissances

rent le profit , & qui se sont mis à la tête des affaires publiques.

EXTRAIT de la seconde lettre de M. de Lalli Tolendal à un ami.

» Parlons du parti que j'ai pris ; il est bien justifié dans ma conscience. --- Ni cette ville coupable , ni cette assemblée plus coupable encore , ne méritoient pas que je me justifie ; mais j'ai à cœur que vous , & les personnes qui pensent comme vous , ne me condamnent pas. --- Ma santé , je vous jure , me rendoit mes fonctions impossibles ; mais même en les mettant de côté il a été au dessus de mes forces de supporter plus long-temps l'horreur que me causoit ce sang , --- ces têtes , --- cette reine *presque égorgée* , -- ce roi , -- amené *esclave* , --- entrant à Paris , au milieu de ses assassins , & précédé des têtes de ses malheureux gardes. --- Ces perfides jannissaires , ces assassins , ces femmes cannibales , ce cri de , TOUS LES EVEQUES A LA LANTERNE , dans le moment où le roi entre dans sa capitale avec deux évêques de son conseil dans sa voiture. Un *coup de fusil* , que j'ai vu tirer dans un *des carrosses de la reine*. M. Bailly appelant cela un *beau jour*. L'assemblée ayant déclaré froidement le matin , qu'il n'étoit pas de sa dignité d'aller toute enière envi-

n'ait pas été terminée en entier , selon le projet qu'on en avoit formé , je ne puis cependant

ronner le roi. M. Mirabeau disant impunément dans cette assemblée , que le vaisseau de l'état , loin d'être arrêté dans sa course , s'élanceroit avec plus de rapidité que jamais vers sa régénération. M. Barnave , riant avec lui , quand des flots de sang couloient autour de nous. Le vertueux Mounier échappant par miracle à vingt assassins , qui avoient voulu faire de sa tête un trophée de plus.

Voilà ce qui me fit jurer de ne plus mettre le pied dans cette caverne d'Antropophages [the National Assembly] où je n'avois plus de force d'élever la voix , où depuis six semaines je l'avois élevée en vain , Moi , Mounier , & tous les honnêtes gens. Le dernier effort à faire pour le bien étoit d'en sortir. Aucune idée de crainte ne s'est approchée de moi. Je rougirois de m'en défendre. J'avois encore reçu sur la route de la part de ce peuple , moins coupable que ceux qui l'ont enivré de fureur , des acclamations , & des applaudissemens , dont d'autres auroient été flattés , & qui m'ont fait frémir. C'est à l'indignation , c'est à l'horreur , c'est aux convulsions physiques , que le seul aspect du sang me fait éprouver que j'ai cédé. On brave une seule mort ; on la brave plusieurs fois , quand elle peut être utile. Mais aucune puissance sous le Ciel , mais aucune opinion publique ou privée n'ont le droit de me con-

m'empêcher de croire qu'un tel traitement exercé envers des créatures humaines, doit être révoltant pour tout le monde, excepté pour ceux qui sont destinés à accomplir des révolutions; mais je vais encore plus loin, monsieur, & comme je ne suis guidé que par les sentimens naturels qui sont nés en moi, & qu'aucuns de ces rayons modernes d'une lumière nouvellement créée n'est venu m'illuminer, je vous avoue que le rang élevé des personnes que je vois souffrir, que le sexe particulièrement, que la beauté, que les qualités aimables d'un rejetton de tant de rois, de tant d'empereurs; que joint à cela, l'âge tendre de ces illustres enfans, que leur bas âge & leur in-

damner à souffrir inutilement mille supplices par minute, & à périr de désespoir, de rage, au milieu des *triumphes* du crime que je n'ai pu arrêter. Ils me proscrireont, ils confisqueront mes biens. Je labourerai la terre, & je ne les verrai plus. --- Voilà ma justification. Vous pourrez la lire, la montrer, la laisser copier; tant pis pour ceux qui ne la comprendront pas; ce sera alors moi qui aurai eu tort de la leur donner ».

Ce militaire n'a pas les nerfs aussi bons que les pacifiques messieurs du Old Jewry. --- Voyez encore les récits de M. Mounier sur le même sujet. --- Il est homme d'honneur, de probité & de talens, & conséquemment il est fugitif.

nocence seuls pouvoient rendre insensibles aux outrages barbares auxquels leurs parens étoient exposés, loin d'être pour moi un sujet de ressalement de joie, ajoutent beaucoup à ma sensibilité dans ces occasions les plus mélancoliques de toutes.

J'ai entendu dire que l'auguste personne qui étoit le principal objet du triomphe de notre prédicateur, parut très-affectée dans cette occasion honteuse, quoiqu'elle supportât avec courage ce qui lui étoit personnel. Comme homme, il étoit naturel que le roi éprouvât des sentimens douloureux pour sa femme, pour ses enfans, & pour les fidèles gardes de sa personne qu'on avoit massacrés de sang-froid autour de lui; comme prince, il avoit à s'étonner de cette transformation étrange & effrayante de ses sujets autrefois civilisés, & il devoit être plus peiné pour eux que pour lui-même. Sa conduite prouve-t-elle en faveur de son humanité sans déroger à son courage. Je suis bien fâché de le dire, bien fâché en vérité, mais ces *personnages sont dans une telle situation que l'on n'est pas suspect en louant leurs vertus.*

J'ai appris aussi, & je me suis réjoui de l'entendre, que l'illustre dame, l'autre objet du triomphe, avoit supporté ce jour (on aime

à savoir que des êtres destinés à souffrir sachent bien souffrir), & qu'elle supporte encore tous les jours qui le suivent, qu'elle supporte l'emprisonnement de son mari, sa propre captivité, l'exil de ses amis, les flatteries insultantes qu'on lui adresse, & tout le poids de ses infortunes accumulées, avec une patience sereine, d'une manière qui convient à son rang & à sa naissance, digne de la fille d'une souveraine distinguée par sa piété & par son courage; on dit que l'on voit en elle la dignité d'une marrone romaine; que jusqu'au dernier moment elle sera supérieure à ses infortunes; & que s'il faut qu'elle succombe, elle ne succombera pas sous une main ignoble.

Il y a actuellement seize ou dix-sept ans que je n'ai vu la reine de France, alors dauphine, à Versailles; & sûrement, jamais une vision plus céleste n'apparut dans cet orbite qu'elle sembloit à peine toucher: je la vis au moment où elle paroissoit sur l'horizon, l'ornement & les délices de la sphère dans laquelle elle commençoit à se mouvoir; elle étoit ainsi que l'étoile du matin, brillante de santé, de bonheur & de gloire. O quelle révolution!!! quel cœur seroit donc le mien, si le souvenir d'une si juste élé-

variation, rapproché du spectacle trop affreux de sa chute, ne faisoit pas naître en moi les plus fortes émotions ? Que j'étois loin d'imaginer, lorsque je la voyois réunir aux titres de la vénération, ceux que donne l'enthousiasme d'un amour distant & respectueux, qu'elle dût jamais être obligée de porter & de cacher dans son sein cet antidote aigu que le courage fait employer contre les plus grands maux ! J'étois encore plus éloigné d'imaginer que je dusse voir de mon vivant de tels désastres l'accabler tout-à-coup. Dans une nation de galanterie, dans une nation composée d'hommes d'honneur & de chevaliers, je croyois que dix mille épées seroient sorties de leurs fourreaux pour la venger même d'un regard qui l'auroit menacée d'une insulte ! — Mais le siècle de la chevalerie est passé. — Celui des sophistes, des économistes & des calculateurs lui a succédé ; & la gloire de l'Europe est à jamais éteinte. Jamais, non jamais davantage, nous ne reverrons plus cette loyauté envers le rang & envers le sexe, cette soumission fière, cette obéissance dignifiée, & cette subordination du cœur, qui, dans la servitude même, conservoient tout entier cet esprit animé d'une liberté exaltée ! Cet ornement généreux de la vie, cette défense gratuite

des nations , cette pépinière de tous les sentimens courageux & des entreprises héroïques..... tout est détruit. Elle est perdue cette sensibilité de principes , cette chasteté de l'honneur pour laquelle une légère tache étoit comme une large blessure ; qui inspiroit le courage en adoucissant la férocité ; qui ennoblissoit tout ce qu'elle touchoit ; & qui diminueoit de moitié tout l'odieux du vice , en lui faisant perdre toute sa grossièreté.

Ce système mélangé d'opinions & de sentimens avoit son origine dans l'ancienne chevalerie ; & ce principe, quoique varié en apparence par l'état variant des choses humaines , a conservé son influence & a toujours existé pendant une longue suite de générations , même jusqu'au temps où nous vivons. S'il devoit jamais totalement s'éteindre , la perte , je le crains , seroit énorme. C'est lui qui a donné son caractère à l'Europe moderne ; c'est lui qui lui a donné son lustre dans toute espèce de gouvernement , depuis le temps des empires de l'Asie , & peut-être depuis ceux qui ont fleuri dans les périodes les plus brillantes de l'antiquité. C'étoit ce même principe qui , sans confondre les rangs , produisoit une noble égalité qui parcourroit toutes les gradations de la vie

sociale. C'étoit cette opinion qui mitigeoit les rois en compagnons , & qui élevoit des hommes privés à l'honneur de devenir le leur. Sans force & sans résistance , elle subjuguoit la fierté de l'orgueil & celle du pouvoir ; elle obligeoit les souverains à porter en commun ce doux collier de l'estime sociale ; elle forçoit l'autorité sévère à se soumettre à l'élégance , & elle faisoit connoître un empire supérieur aux loix , celui des manières.

Mais maintenant , tout va changer , toutes les illusions séduisantes qui rendoient le pouvoir aimable & l'obéissance libérale , qui donnoient de l'harmonie aux différentes ombres de la vie , & qui par une fiction pleine de douceur , faisoient tourner au profit de la politique , tous les sentimens qui embellissent & adoucissent la vie privée qui toutes allèrent s'évanouir devant cet empire irrésistible des lumières & de la raison. On arrache avec cruauté toutes les draperies qui faisoient l'ornement de la vie ; on va rejeter pour jamais , comme une morale ridicule , absurde & antique toutes ces idées que l'imagination nous représente comme le luxe mobilier de la morale ; idées que le cœur avoue & que l'entendement rarifie , parce qu'ils sont nécessaires pour couvrir les défauts,

pour masquer la nudité de notre pauvre nature , & pour l'élever dans notre propre estime à la hauteur de sa dignité.

Dans ce nouvel ordre de choses , un roi n'est qu'un homme comme un autre , & la reine qu'une femme ; une femme n'est qu'un animal , & encore n'est-il pas du premier ordre. On va traiter de romanesques & d'extravagans tous les hommages que l'on rendoit au beau sexe en général , comme sexe & sans distinction d'objets. Le régicide , le parricide , le sacrilège ne seront plus que des fictions superstitieuses propres à corrompre la jurisprudence en lui faisant perdre sa simplicité. Le meurtre d'un roi , d'une reine , d'un évêque , ou d'un père ne seront que des homicides simples ; & si par événement on en commettoit qui pussent tourner au profit du peuple d'une manière quelconque , de tels homicides doivent être très-pardonnables , & l'on ne devrait jamais , à cet égard , faire de recherches trop sévères.

D'après le système de cette philosophie barbare , qui n'a pu naître que dans des cœurs glacés & des esprits avilis ; système aussi dénué de sagesse que de toute espèce de goût & d'élégance , les loix n'auront plus d'autres gardiens que la terreur qui leur est propre , & elles

n'existeront que pour exercer les spéculations de ceux qui auront à les consulter pour leur vengeance, ou à les éluder pour leurs intérêts. On ne verra dans les bosquets de leurs académies, & dans les lointains de tous leurs points de vue que des potences. La chose publique est désormais dépouillée de toutes ses ressources pour engager l'affection. D'après les principes de cette philosophie mécanique, aucunes de nos institutions ne peuvent jamais être personnifiées, si je puis m'exprimer ainsi, de manière à faire naître en nous l'amour, la vénération, l'admiration ou l'attachement. Mais cette sorte de raison qui bannit ainsi toutes les affections, est incapable de les remplacer; les affections publiques combinées avec les mœurs, sont quelquefois nécessaires comme supplémens, quelquefois comme correctifs, & toujours comme soutiens de la loi. Ce précepte donné par un homme aussi sage qu'il étoit critique judicieux, pour la construction des poëmes, peut s'appliquer aussi bien aux états : *non satis est pulchra esse poemata, dulcia sunt.* Chaque nation devrait avoir un système de mœurs que tout esprit bien né pût être disposé à goûter. Pour nous faire aimer notre patrie, rendez-nous-là aimable.

Mais le pouvoir d'une nature ou d'une autre,
survivra

survivra au choc qui a anéanti les mœurs & les opinions , & il trouvera d'autres moyens plus fâcheux pour se soutenir. L'usurpation qui , afin de renverser les anciennes institutions a détruit les anciens principes , soutiendra son pouvoir par des manœuvres semblables à celle qui le lui a procuré. Lorsqu'il sera détruit , ce vieux , ce féal & ce chevaleresque esprit de loyauté , qui , en affermissant le pouvoir des rois , affranchissoit à la fois les rois & les sujets des précautions de la tyrannie , alors les complots & les assassinats seront prévenus par des meurtres & par des confiscations anticipées , & par l'usage de cet énorme rouleau de maximes atroces & sanguinaires qui renferme tout le code politique de tout pouvoir qui ne repose ni sur son propre honneur , ni sur celui de ceux qui doivent lui obéir. Les rois deviendront tyrans par politique , lorsque leurs sujets seront rebelles par principes.

Lorsque l'on bannit toutes les anciennes opinions & toutes les anciennes règles de la vie , c'est une perte qu'il est impossible d'évaluer. Dès ce moment nous n'avons plus de boussole pour nous gouverner , & nous ne savons jamais distinctement vers quel port nous voguons. L'Europe prise en masse étoit sans contredit , dans une position florissante le jour où vous avez

consommé votre révolution. Il n'est pas aisé de dire jusqu'à quel degré nos anciennes mœurs & nos vieilles opinions influoient sur cette prospérité ; mais comme de telles causes ne peuvent pas être indifférentes dans leur action, nous devons présumer que, dans l'ensemble, leur effet étoit avantageux.

Nous ne sommes que trop disposés à n'envisager les choses que dans l'état où nous les trouvons, sans donner une attention suffisante aux causes qui les ont produites & qui peut-être les maintiennent encore dans ce même état. Rien n'est plus certain que nos mœurs & notre civilisation, & toutes les bonnes choses qui sont inséparables des mœurs & de la civilisation, dans cette partie de l'Europe, dépendoient depuis des siècles de deux principes, & étoient certainement le résultat des deux combinés ensemble. Je veux dire : l'esprit de gentilhomme & celui de la religion. La noblesse & le clergé, l'un par sa profession, l'autre par sa protection, ont perpétué l'existence du savoir, même au milieu des armes & de la confusion, & tandis que les gouvernemens existoient plutôt dans leurs élémens que dans leur véritable forme. Le savoir paya en retour à la noblesse & au clergé ce qu'il leur devoit, & il le fit avec usure en

étendant leurs idées , & en ornant leurs esprits. Qu'il eût été heureux qu'ils continuassent à connoître leur union indissoluble , & à conserver la place qui leur est propre. Qu'il eût été heureux que le savoir ne se laissât point égarer par l'ambition , & qu'il se contentât d'instruire , sans prétendre gouverner ! Il suivra le sort de ses protecteurs naturels & de ses gardiens ; avec eux il sera mis dans la boue & foulé aux pieds sous les sabots d'une multitude grossière.

Si , comme je le soupçonne , la littérature moderne doit beaucoup plus qu'elle n'a jamais voulu en convenir , aux mœurs anciennes , il en est de même des autres intérêts , que nous estimons pour le moins autant qu'ils valent. Le commerce même , le négoce , & les manufactures , (les dieux de nos politiques économistes) , ne sont peut-être eux-mêmes que des causes secondes , que des effets que nous aimons mieux adorer comme s'ils étoient des causes premières ; ils ont certainement acquis une grande extension sous le même abri qui a fait fleurir le savoir ; ils peuvent aussi décheoir en même-temps que leurs causes protectrices & naturelles. Il paroît , quant à présent , que le tout est menacé de disparaître à-la-fois chez vous.

Lorsqu'un peuple n'a ni commerce , ni manufactures , & que l'esprit de noblesse & de religion lui reste , le sentiment y supplée , & il ne remplit pas toujours mal leur place ; mais si les arts & le commerce venoient à se perdre dans une expérience qui seroit faite pour éprouver comment un état peut subsister sans noblesse & sans religion , ces deux antiques principes fondamentaux ; quelle espèce de chose seroit alors une nation , composée de barbares grossiers , stupides , féroces , & en même temps pauvres & sordides ; privées en même-temps de religion , d'honneur , de cette fierté qui convient à l'homme , & dénuée de tout pour le présent , sans avoir rien à espérer pour l'avenir ?

Je souhaite qu'il vous soit possible de ne pas arriver bien vite & par le chemin le plus court à cette horrible & dégoûtante situation. On reconnoît déjà dans tous les procédés de l'assemblée & de tous ceux qui l'endoctrinent , que la conception en est pauvre , grossière & vulgaire. Leur liberté est une tyrannie , leur savoir une présomptueuse ignorance , & leur humanité une brutalité sauvage.

Il n'est pas bien décidé si en Angleterre nous avons reçu de vous ces deux grands & honorables principes , & ces mœurs dont nous

conservons encore des traces fort considérables, ou si vous les avez empruntés de nous ; mais je crois que c'est de vous que nous les tenons. Il me semble que vous êtes *gentis incunabula nostra*. La France a toujours influé plus ou moins sur les mœurs de l'Angleterre ; & quand cette source sera arrêtée & corrompue , le cours de son onde sera bientôt interrompu , ou bien elle ne nous arrivera que troublée , & il en sera peut-être de même à l'égard des autres nations. De cette circonstance , il résulte, selon moi , que l'Europe entière n'a que trop de raisons pour considérer tout ce qui se passe en France sous le rapport de son intérêt prochain & immédiat. C'est pourquoi vous m'excuserez sans doute de m'être arrêté aussi long-temps sur le spectacle atroce du 6 octobre 1789 , ou d'avoir donné trop de carrière aux réflexions qui me sont venues à l'esprit , à l'occasion de la plus importante de toutes les révolutions , de celle que l'on peut dater de ce jour ; je veux dire une révolution dans les sentimens de l'ame , dans les mœurs & dans les opinions morales.

Pourquoi suis-je affecté si différemment que ne l'est le révérend docteur Price & tout son troupeau laïque à qui il plaît d'adopter les sen-

timens de ses discours ? Par une raison toute simple ; parce qu'il est naturel que je le sois ainsi ; parce qu'il est dans notre nature d'éprouver une mélancolie profonde , quand on a sous les yeux un spectacle qui rappelle l'instabilité d'un bonheur périssable , & l'incertitude effrayante de la grandeur humaine ; parce que dans ces émotions naturelles , nous recevons de grandes leçons ; parce que dans des événemens comme ceux-là , nos passions instruisent notre raison ; parce que lorsque des rois sont ainsi précipités du haut de leur trône par le directeur suprême de ce grand théâtre du monde ; lorsqu'on les expose ainsi à devenir l'objet des dédains des méchans , & de la pitié des bons , cela fait au moral la même impression que les miracles dans l'ordre physique des choses. Ces alarmes nous conduisent à réfléchir ; nos esprits , comme on l'a observé depuis long-temps , sont purifiés par la terreur & par la pitié ; notre foible & vain orgueil est humilié à la vue des dispensations d'une sagesse mystérieuse. Si un tel spectacle eût été donné au théâtre , des larmes n'auroient-elles pas coulé de mes yeux ? Je serois en vérité bien honteux de découvrir en moi ces émotions superficielles & théatrales pour des

malheurs imaginaires, tandis que je pourrois me réjouir de ceux qui ne sont que trop réels. Si j'avois un esprit aussi pervers, je ne voudrois jamais me risquer à montrer mon visage à aucune tragédie. On pourroit croire que les larmes que Garrick m'a fait verser autrefois, ou que celles que Mme. Siddons m'a fait verser depuis, n'éroient que les larmes de l'hypocrisie. Quant à moi, je les croirois les larmes de la folie.

En vérité, le théâtre est une meilleure école de sentimens moraux que les églises où l'on outrage ainsi l'humanité. Les poètes qui ont affaire à un auditoire qui n'a pas encore reçu ses grades dans l'école des droits de l'homme, & qui sont obligés de se conformer à la constitution morale du cœur, n'oseroient pas produire au théâtre un tel triomphe comme un sujet de ravissement. Dans ces lieux où les hommes suivent leurs impressions naturelles, ils ne supporteroient pas les maximes odieuses d'une politique machiavéliste, soit qu'on les appliquât aux entreprises d'une tyrannie monarchique, ou à celles d'une tyrannie démocratique. Ils les rejeteroient du théâtre moderne, comme ils le firent une fois dans l'antiquité, où ils ne purent pas supporter la proposition même hypothétique, d'une telle scélératesse,

quoiqu'elle fût dans la bouche d'un tyran personifié, & qu'elle convînt au rôle dans lequel il étoit représenté. L'amphithéâtre à Athènes n'auroit pas supporté ce qui cependant l'a été au milieu de la véritable tragédie de ce jour de triomphe : un acteur principal pesant, comme si c'étoit à des balances suspendues dans une boutique d'horreur, tant de crimes effectifs contre tant d'avantages à espérer, & ensuite ajoutant ou retirant des poids, prononcer que la balance est du côté des avantages : il n'auroit pas supporté de voir les crimes de la nouvelle démocratie enregistrés comme dans un livre de compte avec les crimes de l'ancien despotisme; & le teneur du livre politique trouvant la démocratie encore en débet, mais nullement dépourvue de vouloirs ni de moyens pour acquitter la balance. Au théâtre, le premier aperçu d'une semblable méthode feroit voir sans aucun effort de raisonnement, que de telles computations politiques justifieroient le crime dans toutes ses extensions; il feroit voir qu'avec de tels principes, si les choses les plus affreuses ne s'exécutent pas, c'est plutôt l'effet du hasard pour ces conspirateurs, que celui de leur parolimonie en fait de sang & de trahison : il feroit voir aussi que lorsqu'une fois les moyens

criminels sont tolérés, ils sont bientôt préférés; ils vont plus droit à leur objet que la grande route des vertus morales. Si l'on justifie la perfidie & le meurtre par la considération du bien public, le bien public en devient bientôt le prétexte; & la perfidie & le meurtre deviennent le véritable but; jusqu'à ce que la rapacité, la méchanceté, la vengeance, & la crainte, plus épouvantable que la vengeance, puissent assouvir leurs appétits insatiables. Telles seront les conséquences nécessaires de ces splendeurs du triomphe des droits de l'homme, qui nous font perdre toutes les idées naturelles du bien & du mal.

Mais le révérend pasteur s'enthousiasme de ce triomphe dans lequel on traînoit un monarque arbitraire, (parce qu'en effet, à son sens, Louis XVI en étoit un), ce qui signifie purement & simplement en d'autres mots, qu'il étoit tel, parce qu'il étoit né Louis XVI, parce qu'il avoit eu le malheur de naître Roi de France, avec des prérogatives qu'une longue suite d'ancêtres & un consentement permanent de son peuple lui avoient transmises sans aucun acte de sa part, & sans qu'il ait rien fait pour les obtenir: ça été pour lui un grand malheur d'être né roi de France, & en effet bien tourné

contre lui ; mais un malheur n'est pas un crime ; & une indiscretion n'est pas toujours la plus grande de toutes les fautes. Je ne croirai jamais qu'un prince dont le règne n'offre dans tout son cours qu'une suite de concessions faites à ses sujets ; qui a consenti à relâcher de son autorité , à abandonner ses prérogatives , à accorder à son peuple une étendue de liberté que leurs pères ne connoissoient & ne desiroient peut-être pas ; qu'un tel prince , eût-il été sujet aux foiblesses communes à l'humanité , & aux princes ; eût-il une seule fois jugé qu'il étoit nécessaire de réprimer par la force les projets furieux manifestement dirigés contre sa personne , & contre les restes de son autorité ; quoique toutes ses choses méritent d'être prises en considération , ce ne sera , dis-je , jamais qu'avec la plus grande difficulté que l'on pourra me faire croire qu'il mérite ce triomphe insultant & cruel de Paris , ni celui du docteur Price. Je tremble pour la cause de la liberté , quand je vois produire aux rois un tel exemple. Je tremble pour la cause de l'humanité , quand je vois rester impunis les outrages des hommes les plus pervers. Mais telle est la tournure d'esprit basse & dégénérée de certaines gens , qu'ils regardent avec soumission , & qu'ils admirent en

même temps des rois qui savent se tenir fermes à leurs places , étendre une main rigide sur leurs sujets , maintenir leurs prérogatives , & par la vigilance active d'un despotisme sévère se tenir en garde contre les premières approches de la liberté. Ce n'est pas contre de tels rois qu'ils élèvent jamais la voix. Déserteurs de tout principe , enrôlés sous l'étendart de la fortune , ils ne discernent ni aucun mérite dans la vertu souffrante , ni aucun crime dans l'usurpation heureuse.

Si l'on avoit pu parvenir à me démontrer clairement que le roi & la reine de France (je veux dire ceux qui l'étoient avant le triomphe) étoient des tyrans cruels & inexorables , qu'ils avoient concerté un plan pour massacrer l'assemblée nationale (& je crois avoir vu quelques insinuations de ce genre dans certains ouvrages) , je trouverois que leur captivité est juste. Si cela est vrai , on auroit dû encore aller plus loin , mais en s'y prenant d'une autre manière. Le châtiment des vrais tyrans est un acte de justice noble & imposant , & c'est avec vérité qu'on a dit de plus qu'il étoit consolant pour l'esprit humain. Mais si j'avois à punir un roi méchant , j'aurois attention à la dignité , en vengeant le crime. La justice est grave & bien-

féante , & dans ses arrêts elle paroît se soumettre à une nécessité , & elle est bien loin de paroître faire un choix. Que Néron ou Agrippine ou Louis XI ou Charles IX eût été l'objet de cette justice. — Si Charles XII , roi de Suède , après le meurtre de Patkul ; ou si son prédécesseur Christine , après le meurtre de Monaldeschi , étoit tombé dans vos mains , monsieur , ou dans les miennes , je suis certain que votre conduite auroit été fort différente.

Si le roi françois , ou le roi des François (ou tel autre nom sous lequel il est connu dans le nouveau vocabulaire de votre constitution) avoit réellement attiré contre sa personne & contre celle de la reine , ces entreprises meurtrières (que personne n'avoue , que personne ne venge) , & toutes les indignités subséquentes , plus cruelles encore que le meurtre , un tel personnage ne feroit pas digne d'être choisi pour exercer même le pouvoir exécutif subordonné , qui , à ce que j'entends dire , doit lui être confié ; il n'est pas plus propre à être nommé le chef d'une nation qu'il a outragée & opprimée. On ne pouvoit pas faire un plus mauvais choix que celui d'un tyran déposé , pour lui confier une telle charge dans un nouvel état. Mais dégrader & insulter un homme ,

comme le plus vil des criminels , & le revêtir ensuite du soin de vos intérêts les plus précieux, comme un fidèle , honnête & zélé serviteur , ce n'est ni conséquent en bonne logique , ni prudent en politique , ni sûr dans la pratique. Ceux qui conféreroient un tel pouvoir à une telle personne seroient coupables d'un abus de confiance bien plus grand qu'aucun de ceux qu'on a jamais commis envers le peuple. Comme ce crime seroit le seul dans lequel vos guides politiques auroient agi inconséquemment, j'en conclus qu'il n'y a aucun fondement à toutes ces horribles insinuations. Je n'ai pas meilleure opinion de toutes les autres calomnies.

En angleterre ; nous ne donnons pas de vogue à la calomnie ; nous sommes ennemis généreux ; nous sommes alliés fidèles. Nous rejetons loin de nous avec dégoût & avec indignation les propos de ceux qui nous apportent leurs anecdotes avec l'attestation de la fleur-de-lis sur leurs épaules. Nous tenons Lord George Gordon enfermé à Newgate : & quoiqu'il soit publiquement profésiste du Judaïsme ; quoique dans son zèle contre les prêtres catholiques & contre toute espèce d'ecclésiastiques , il ait levé une armée de canaille, pardonnez-moi le terme , (il est encore en usage ici) , pour abattre toutes nos prisons , il n'a pas pu conserver une

liberté dont il se rendoit indigne, en n'en faisant point un vertueux usage. Nous avons rebâti Newgate, & nous y envoyons de certaines personnes (1). Nous avons des prisons presqu'aussi fortes que la Bastille, pour ceux qui osent faire des libelles contre les reines de France. Laissez le noble libelliste dans sa spirituelle retraite. Laissez-le là méditer sur son thalmud, jusqu'à ce qu'il apprenne à se conduire d'une manière plus convenable à sa naissance & à ses talens, & plus digne de l'ancienne religion dont il est devenu un prosélyte; ou jusqu'à ce que quelques personnes de votre côté de l'eau, pour plaire à vos nouveaux frères hébraïques, ne paient sa rançon. Il sera alors en état d'acheter avec les vieux lingots de la synagogue, & à un très-foible denier sur les intérêts long-temps accumulés des trente pièces d'argent (le docteur Price nous a montré quels miracles produisent des intérêts accumulés pendant 1790 ans) (2), les terres qui avoient été usurpées par l'église gallicane, d'après vos nouvelles découvertes. Envoyez-nous votre archevêque papiste de Paris, & nous vous enverrons notre rabbin protestant. Nous traiterons le personnage que vous nous enverrez en échange,

(1) Lord George Gordon lui-même, qui y est depuis plusieurs années.

(2) Allusion à un Ouvrage du D. Price.

d'après ses mérites, en gentilhomme & en honnête homme. Mais je vous prie, laissez-le apporter avec lui le fonds de son hospitalité, de sa bonté & de sa charité; & vous pouvez compter que nous ne confisquerons jamais un shelling de ce fonds honorable & pieux; & que nous ne croirons pas enrichir le trésor public avec les dépouilles de la boîte des pauvres.

Pour vous dire la vérité, mon cher monsieur, je crois que l'honneur de votre nation est intéressé, en quelque façon, à désavouer les procédés de cette société du Old Jewry & de la taverne de Londres. Je n'ai reçu procuration de personne; je parle de moi-même, lorsque je désavoue, avec toute la chaleur dont je suis capable, toute espèce de relation avec les acteurs de ce triomphe, ou avec ceux qui l'admirent. Lorsque je soutiens quelque chose de plus, comme intéressant la nation angloise, je parle d'après l'observation, & non pas avec aucune autorité; mais je parle d'après une expérience que j'ai acquise dans les relations étendues & variées que j'ai eues avec les habitans de ce royaume, dans tous les rangs & dans tous les états; & d'après une suite d'observations attentives, que j'ai commencées de bonne heure, & continuées pendant près de 40 ans. J'ai été souvent étonné, en considérant le

petit intervalle de 24 milles qui nous sépare ; & les communications mutuelles & fréquentes de nos deux nations , depuis bien des années ; j'ai été étonné , dis-je , que vous nous connaissiez si peu. Je soupçonne que cela vient de ce que vous formez vos jugemens sur cette nation d'après certaines publications qui donnent l'idée la plus erronée , si même elles en donnent aucune , des opinions & des dispositions qui dominent en Angleterre. La vanité , l'agitation , la pétulance & l'esprit d'intrigue de différentes petites cabales , qui s'efforcent de suppléer par le bruit , & par le soin de se faire valoir mutuellement , à leur défaut d'importance , vous font croire que parce que nous gardons un silence de mépris sur leur habileté , nous acquiesçons à leurs opinions. Il n'en est rien , je vous assure. Parce qu'une demi-douzaine de sauterelles , cachées sous la fougère , fait retentir la prairie de ses criailleries importunes , tandis que des milliers de beaux bestiaux reposent à l'ombre du chêne britannique , & ruminent en silence ; je vous en prie , n' imaginez pas que ceux qui font du bruit soient les seuls habitans de la prairie , n'allez pas croire aussi qu'ils y soient fort nombreux ; ni qu'après tout ils soient autre chose , malgré leur

leur bruit & leur importunité que les chétifs & misérables infectes qui ne doivent durer qu'un moment.

Je puis aller jusqu'à vous affirmer que parmi nous il n'y a pas une personne sur cent, qui participe au *triomphe* de la société de la révolution. Si le Roi, la Reine de France, & leurs enfans devoient tomber en nos mains par un événement de guerre, au milieu des hostilités les plus ardentes (j'invoque le ciel pour qu'un tel évènement, pour que de tels hostilités n'arrivent jamais), on leur accorderoit une autre sorte d'entrée triomphale dans Londres. Nous avons eu autrefois un roi de France dans cette situation; vous avez lu comment il avoit été traité par le vainqueur sur le champ de bataille, & de quelle manière il avoit été ensuite reçu en Angleterre. Quatre cents ans se sont écoulés depuis, mais je crois que nous ne sommes pas matériellement changés depuis cette époque. Grâces à notre résistance obstinée que nous apportons à l'innovation, & grâces à la paresse froide de notre caractère national, nous portons encore l'empreinte de nos ancêtres. Nous n'avons pas encore perdu, à ce que je vois, la façon de penser généreuse & élevée du quatorzième siècle; & nous ne sommes pas encore, à force

de subtilités, devenus sauvages. Nous ne sommes pas les adeptes de Rousseau, ni les disciples de Voltaire; Hévétius n'a pas fait fortune parmi nous; des athées ne sont pas nos prédicateurs, ni des fous nos législateurs. Nous savons que nous n'avons pas fait de découvertes; & nous croyons qu'il n'y a pas de découvertes à faire en moralité; ni beaucoup dans les grands principes de gouvernement, ni dans les idées sur la liberté qui, long-temps avant que nous fussions au monde, étoient aussi bien connus qu'ils le seront lorsque la terre aura élevé son moule sur notre présomption, & que la tombe silencieuse aura appesanti sa loi sur notre babil inconsideré. En Angleterre, nous n'avons pas encore été dépouillés de nos entrailles naturelles; nous sentons encore au-dedans de nous, nous chérissions & nous cultivons ces sentimens innés, qui sont les gardiens fidèles, les surveillans actifs de nos devoirs, & les vrais soutiens de toute morale noble & virile. Nous n'avons pas encore été vidés & recousus, pour être remplis, comme les oiseaux d'un musée, avec de la paille, avec des chiffons, & avec de méchantes & sales hâchures de papiers sur les droits de l'homme. Nous conservons la totalité de nos sentimens dans leur pureté native & en

entier ; ils ne sont sophystiqués ni par le pédantisme, ni par l'infidélité. Nous avons de véritables cœurs de chair & de sang qui battent dans nos seins ; nous craignons Dieu ; nous élevons avec crainte nos regards vers les rois, avec affection vers les parlemens, avec déférence vers les magistrats, avec révérence vers les prêtres (1) ; & avec respect vers la noblesse, Pourquoi ? parce que quand de telles idées sont présentées à nos yeux, il est naturel d'être ainsi affecté ; parce que tous les autres sentimens sont faux & factices, parce qu'ils tendent à corrompre nos esprits, à vicier les bases de

(1) Je crois pouvoir dire que l'on donne une très-fausse idée des Anglois dans une lettre publiée dans un papier public, par un homme que l'on croit être un ministre dissident ---, lorsqu'écrivant au docteur Price au sujet de l'esprit qui domine à Paris, il dit, » l'esprit » du peuple dans ce lieu a anéanti ces distinctions » orgueilleuses que le roi & les nobles avoient usurpées » dans son esprit. Soit qu'il parle du roi, des nobles, » éclairés & du plus généreux parmi les Anglois ». Sice monsieur a voulu confiner les expressions d'éclairés & de généreux dans une seule classe d'hommes en Angleterre, tels que les dissidents cela peut être vrai ; mais ce n'est pas généralement ainsi.

notre morale , pour nous rendre incapables de jouir d'une liberté éclairée ; & en nous donnant des leçons d'une insolence servile , licencieuse & dissolue , pour faire le vil amusement de quelques jours de fêtes , de nous façonner parfaitement pour l'esclavage , & de nous en rendre justement & à jamais dignes.

Vous voyez , monsieur , que dans ce siècle de lumières , je suis assez courageux pour avouer que nous sommes généralement les hommes de la nature ; qu'au lieu de secouer tous les vieux préjugés , nous les aimons au contraire beaucoup ; & pour nous attirer encore plus de honte , je vous dirai que nous les aimons , parce qu'ils sont des préjugés ; que plus ils ont régné , que plus leur influence a été générale , plus nous les aimons encore. Nous avons peur d'exposer les hommes à ne vivre & à ne commercer qu'avec le fond particulier de raison qui appartient à chacun ; parce que nous soupçonnons que ce capital est faible dans chaque individu , & qu'ils feroient beaucoup mieux tous ensemble de tirer avantage de la banque générale & des fonds publics des nations & des siècles. Beaucoup de nos penseurs , au lieu de bannir les préjugés généraux , emploient toute

leur sagacité à découvrir la sagesse cachée qui domine dans chacun. S'ils parviennent à leur but, & rarement ils le manquent, ils pensent qu'il est bien plus sage de conserver le préjugé avec le fond de raison qu'il renferme, que de se dépouiller de ce qu'ils n'en regardent que comme le vêtement, pour laisser ensuite la raison toute à nud; parce qu'ils pensent qu'un préjugé, y compris sa raison, a un motif qui donne de l'action à cette raison, & un attrait qui y donne de la permanence. Le préjugé est d'une application soudaine dans l'occasion; il détermine, avant tout, l'esprit à suivre avec constance la route de la sagesse & de la vertu, & il ne laisse pas les hommes hésitant au moment de la décision; il ne les abandonne pas aux dangers du scepticisme, du doute & de l'irrésolution. Le préjugé fait de la vertu, une habitude pour les hommes, & non pas une suite d'actions incohérentes; par le moyen des bons préjugés enfin, le devoir fait partie de notre propre nature.

Vos hommes de lettres & vos politiques diffèrent essentiellement d'opinion à cet égard; & la même chose existe ici, à cet égard, parmi nos sectaires illuminés. Ils n'ont aucun respect pour la sagesse des autres; mais en revan-

che ils ont pour la leur une confiance sans bornes. Avec eux , pour détruire un ancien ordre de choses , le motif suffisant de le faire , ne gît que dans l'ancienneté même de la chose. Quant à ce qui est nouveau , ils n'ont aucune sorte d'inquiétude sur la durée d'un bâtiment construit à la hâte ; parce que la durée n'est d'aucune conséquence pour ceux qui mettent si peu de prix , ou qui n'en mettent pas du tout , à ce qui a été fait avant leur temps , & qui placent toutes leurs espérances dans les découvertes. Ils pensent très-systématiquement que toutes les choses qui portent le caractère de la durée sont nuisibles ; en conséquence , ils ont déclaré une guerre interminable à tous les établissemens. Ils croient que les gouvernemens peuvent varier comme la mode , & sans que cela tire plus à conséquence , & que l'on n'a pas besoin d'avoir d'autre principe d'attachement à la constitution quelconque d'un pays , que la convenance du moment. Ils parlent sans cesse comme si leur opinion étoit que le pacte passé entre eux & leurs magistrats , est d'une nature simple ; qu'il n'engage que leurs magistrats ; mais qu'il n'a rien de réciproque , & que la majesté du peuple peut le changer , sans autre motif que celui de sa volonté. Leur attache-

ment pour leur patrie même , n'existe qu'autant qu'il se rencontre avec leurs projets flottans. Il commence & il finit avec tel ou tel plan de politique qui est en faveur pour le moment dans leur opinion.

Ces doctrines , ou plutôt ces idées , semblent être celles qui prévalent auprès de vos nouveaux hommes d'Etat ; mais elles sont totalement différentes de celles que nous avons toujours suivies dans ce pays.

J'entends dire que l'on prétend quelquefois en France que ce qui s'y passe actuellement est fait d'après l'exemple de l'Angleterre. Je demande la permission d'affirmer que l'on ne peut découvrir l'origine d'aucunes des choses qui ont été faites chez vous , ni dans la conduite , ni dans les opinions dominantes de notre nation , soit que vous les compariez aux faits , soit que vous les compariez à la manière d'agir. J'ajouterai même avec certitude que nous sommes aussi éloignés de vouloir recevoir de France aucunes leçons , que nous sommes assurés de ne lui en avoir donné aucunes. Les cabales qui prennent ici quelque part à vos opérations , ne sont composées que d'une poignée de monde. Si malheureusement, par leurs intrigues , par leurs sermons , par leurs

productions, & par une suffisance qu'ils empruntent de l'union qu'ils ont contractée à dessein avec les conseils & les forces de la France, ils devoient entraîner dans leur faction un nombre de gens plus considérable ; & si, en conséquence, ils devoient sérieusement former quelque entreprise, à l'imitation des vôtres, tout ce qui en résultera, j'ose vous le prédire, sera, qu'en excitant quelque trouble dans leur patrie, ils en accompliront plutôt leur propre destruction. Cette nation, dans des temps plus reculés, fit prévaloir la stabilité de ses loix, sur l'idée respectueuse de l'infailibilité des papes ; & aujourd'hui, elle ne souffrira pas qu'on les altère par l'effet de sa confiance candide & implicite dans les dogmes des philosophes : elle résista aux premiers, quoiqu'ils fussent armés d'anathèmes & de croisades, & elle résistera aux seconds malgré tous leurs libelles & le secours de la lanterne.

Dans les premiers momens, vos affaires n'étoient intéressantes que pour vous seuls ; nous en fûmes touchés comme hommes, mais nous les observions seulement au large, parce que nous n'étions pas citoyens de la France. Aujourd'hui que nous nous appercevons qu'on nous les propose pour modèles, nous devons

rappeler nos sentimens d'Anglois, & nous les rappelant, nous devons agir en Anglois. Vos affaires, en dépit de nous, font aujourd'hui partie de nos propres intérêts, assez du moins pour que nous devions tenir à bonne distance de nous votre panacée ou votre peste. Si c'est une panacée, nous n'en avons pas besoin; nous connoissons les dangers d'un remède superflu. Si c'est une peste, elle est de telle nature, que pour s'en préserver, on devoit établir la quarantaine la plus sévère.

J'entends dire de tous côtés qu'une cabale, qui se nomme elle-même philosophique, recueille la gloire d'un grand nombre de vos procédés; & que leurs opinions & leurs systèmes sont le véritable esprit qui les dirige tous. Je n'ai entendu parler en aucun temps en Angleterre d'aucun parti littéraire ou politique, qui fût connu sous une telle dénomination. En auriez-vous un qui seroit composé d'une espèce d'hommes que le vulgaire, dans son langage naïf & brut, appelle communément athées & impies? Si cela étoit, je conviens que nous avons eu aussi des écrivains de cette espèce, qui ont fait quelque bruit dans leur temps: ils reposent actuellement dans un oubli éternel. Quel homme, parmi ceux qui ne sont nés que

depuis quarante ans , a lu un seul mot de Collins , de Tolland , de Tindal , de Chubb , de Morgan , & de toute cette race qui se désignoit elle-même par le nom d'esprits forts ? Qui lit aujourd'hui Bolinbroke ? qui l'a jamais lu tout entier ? Demandez aux libraires de Londres quelle est la destinée de toutes ces lumières du monde ? Dans un aussi petit nombre d'années le nombre aussi petit de leurs successeurs ira les rejoindre au caveau de famille » de tous les *Capulets* (1) » ; mais quels qu'ils aient été , ou quels qu'ils soient (parmi nous) , ils étoient & ils sont encore des individus isolés les uns des autres. Ils y conservèrent la nature propre à leur espèce ; & tels que sont les oiseaux de proie , on ne les vit jamais par bandes. Ils n'ont jamais agi en corps ; ils n'ont jamais été connus dans l'Etat par leurs factions ; & on n'a jamais présumé que , soit à raison de ce titre , ou de ce caractère , ou que pour servir les vues de telle ou telle faction , ils aient joui d'aucune influence dans aucuns de nos intérêts publics. Comme de telles cabales n'ont jamais existé en Angleterre , il en résulte que leur esprit n'a jamais influé sur la formation originaire du plan de

(1) Voyez *Romeo & Juliette*.

notre constitution , ou dans aucune des réparations & des améliorations qu'elle a éprouvées. Le tout a été fait sous les auspices de la religion & de la piété , & confirmé par leur sanction. Le tout est émané de cette simplicité de notre caractère national , & d'une sorte de droiture & d'ingénuité native d'entendement , qui ont depuis long-temps caractérisé tous les hommes qui ont obtenu successivement quelque autorité parmi nous. Cette disposition subsiste encore , du moins dans le grand corps de la nation.

Nous savons , & qui mieux est , nous sentons intérieurement , que la religion est la base de la société civile , & la source de tous les biens & de toutes les consolations (1) ; nous sommes tellement convaincus de cette vérité en Angleterre , que vous y rencontreriez quatre-vingt-dix-neuf personnes sur cent , qui pré-

(1) *Sit igitur hoc ab initio persuasum civibus , dominos esse omnium rerum ac moderatores , deos ; eaque , quæ gerantur , eorum geri vi , ditione , ac numine ; eosdemque optime de genere hominum mereri , & qualis quisque sit , quid agat , quid in se admittat , qua mente , qua pietate colat religiones intueri : piorum & impiorum habere rationem. His enim rebus imbuta mentes haud sane abhorrebunt ab utili & à verâ sententiâ.*
Cic. de legibus. L. 2.

fêreroient la superstition à l'impiété ; quoique la
 rouille , composée de toutes les absurdités de
 l'esprit humain , en s'attachant à la religion,
 eût pu l'avoir détruite pendant le cours de
 plusieurs siècles. Nous ne serons jamais assez
 foux , lorsque nous aurons à retrancher quelque
 corruption , à suppléer quelques défauts , ou à
 perfectionner la substance d'un système quel-
 conque , pour appeler à notre aide sa substance
 ennemie : si nos opinions religieuses de-
 voient quelque jour exiger de plus amples
 explications , ce ne seroit pas l'athéisme
 que nous appellerions pour nous les donner.
 Jamais nous ne brûlerons dans nos temples
 un feu si profané. Nous y faisons briller
 d'autres flammes ; nous les parfumerons avec
 un autre encens que les ramassis infectes qui
 nous sont importés par les contrebandiers d'une
 métaphysique sophistique. Si l'établissement
 de notre église avoit besoin d'une révision , ce
 ne seroit ni l'avarice ni la rapacité publique ou
 privée que nous emploierons pour entendre ses
 comptes , pour faire la recette , ou pour dé-
 terminer l'application de ses revenus sacrés.
 Sans condamner avec violence ni le rit grec
 ni le rit arménien , ni depuis que les animo-
 sités sont calmées , le rit catholique romain.

nous préférons le protestantisme ; ce n'est pas parce que nous croyons qu'il renferme moins de la religion chrétienne , mais parce que nous sommes persuadés qu'il en renferme davantage. Nous sommes protestans , non pas par indifférence , mais par zèle.

Nous savons & nous mettons notre orgueil à le savoir , que l'homme par sa constitution est un animal religieux ; que l'athéisme est non-seulement contraire à notre raison ; mais qu'il est même à notre instinct , & qu'il ne peut pas le surmonter long-temps ; mais si dans un moment de débauche , si dans le délire d'une ivresse causée par cet esprit de feu distillé à l'alambic de l'enfer , qui est en ce moment dans une si furieuse ébullition en France , nous devions mettre à découvert notre nudité en secouant la religion chrétienne qui a fait jusqu'à présent notre gloire & notre consolation , qui a été une grande source de civilisation parmi nous , ainsi qu'elle l'est parmi tant d'autres nations , nous craindrions (étant bien avertis que l'esprit ne supporte pas le vuide) que quelque superstition grossière , pernicieuse & dégradante ne vînt en prendre la place.

Par cette raison , avant d'enlever à nos établissemens la considération qui leur est propre ,

& de les abandonner au mépris , comme vous avez fait , (ce qui vous a attiré les peines que vous méritez bien de souffrir) , nous voudrions que quelqu'autre chose nous fût présentée à la place. Alors nous formerions notre choix.

En suivant ces idées , au lieu de chicanner les établissemens , comme ont usage de le faire quelques personnes qui ont fait de ces hostilités contre de telles institutions , une philosophie & une religion , nous nous y attachons aussi étroitement que nous le pouvons. Nous sommes résolus à maintenir un établissement de l'église , un établissement de la monarchie , un établissement de l'aristocratie , & un établissement de la démocratie , chacun tel qu'il existe & sans y rien ajouter : je vous ferai voir présentement jusqu'à quel point nous possédons un peu de chacun de ces établissemens.

Le malheur de ce siècle a été (je ne dirai pas la gloire , comme le pensent ces messieurs) , que l'on a été obligé de mettre chaque chose en discussion , comme si la constitution de notre pays devoit être toujours un sujet d'altercation , plutôt qu'un objet de jouissance. Par cette raison , & aussi pour satisfaire ceux qui parmi vous pourroient souhaiter de mettre à profit des exemples , (s'il en est aucun qui y

soit disposé), je vais risquer de vous importuner en vous communiquant quelques pensées sur chacun de ces établissemens. Je ne crois pas que l'ancienne Rome regardât les exemples comme superflus, elle qui envoya des députés aux républiques voisines pour connoître leurs meilleures loix, lorsqu'elle voulut réformer les siennes.

Et d'abord, je vous demande la permission de parler de l'établissement de notre église, qui est le premier de nos préjugés; non pas un préjugé dénué de raison, mais qui renferme une sagesse profonde & étendue; j'en parle premièrement, parce que c'est dans nos esprits le commencement, la fin & le milieu; car, en nous fondant sur le système religieux que nous possédons actuellement, nous continuons à agir d'après le sentiment admis bien anciennement par le genre humain, & transmis uniformément jusqu'à nous. Ce sentiment, non-seulement comme un sage architecte, a donné A L'ÉTAT la forme d'un auguste édifice; mais en propriétaire prévoyant, pour préserver son ouvrage de la profanation & de la destruction, il l'a, comme un temple sacré, purgé de toutes les impuretés de la fraude, de la violence, de l'injustice & de la tyrannie; il a solennelle-

ment & pour jamais consacré l'Etat, & tout ce qui agit en lui : cette consécration est faite, afin que tous ceux qui administrent dans le gouvernement des hommes, dans lequel ils représentent la personne de Dieu même, prennent de leurs fonctions & de leur destination des idées élevées & qui en soient dignes ; afin que leur espérance ne soit nourrie que d'immortalité ; afin qu'ils ne considèrent pas le moment qui périt, & qu'ils ne mettent aucun prix aux louanges passagères du vulgaire, mais seulement à une existence solide & permanente, dans la partie permanente de leur nature ; & à une réputation de gloire durable dans l'exemple qu'ils laissent comme un riche héritage au monde.

Des principes aussi sublimes devraient être inculqués dans l'esprit de toutes les personnes qui sont dans une situation élevée, & les établissements religieux devraient être pourvus de manière à pouvoir les faire revivre sans cesse, & à leur donner une nouvelle vigueur ; toute institution morale, toute institution civile ou politique, fortifiant ces liens naturels & fondés en raison qui rendent les affections & les idées humaines inséparables de l'idée de la divinité, elles sont pour le moins nécessaires, afin de donner la dernière main

à cette structure étonnante, l'homme. L'homme dont la prérogative est d'être en grande partie son propre ouvrage, & qui, lorsque cet ouvrage est achevé, comme il doit l'être, est destiné à occuper une place supérieure dans l'ordre de la création. Mais toute les fois qu'un homme est élevé au-dessus des autres, comme cette prééminence ne devroit jamais être l'apanage que d'une nature plus épurée, il faudroit plus particulièrement encore dans cette circonstance, qu'un tel homme approchât de la perfection autant qu'il est possible de le faire.

Conservet l'état par le moyen de l'établissement de l'église, est une chose qui est en même-temps nécessaire pour inspirer une crainte respectueuse & salutaire à des citoyens libres; parce que pour défendre leur liberté il faut qu'ils jouissent d'une portion quelconque de pouvoir. C'est pourquoi il est plus particulièrement nécessaire pour eux qu'ils aient une religion qui fasse partie du gouvernement, & qui soit la source de l'accomplissement de leurs devoirs, que cela ne peut l'être dans d'autres sociétés civiles, où le peuple, par les conditions différentes de son contrat, est restreint à n'agir que d'après des sentimens privés, & à ne diriger que des intérêts particuliers de famille. Toutes les personnes qui jouissent d'une

portion quelconque de pouvoir , devraient être fortement pénétrées de l'idée imposante qu'elles n'agissent que par délégation , & que c'est à ce titre qu'elles doivent rendre compte de leur conduite au seul maître suprême , auteur & fondateur de toute société.

Cette idée imposante , ce principe devrait même être plus profondément inculqué dans les esprits de ceux qui composent une souveraineté collective , que dans celui des princes qui gouvernent seuls. Sans instrumens pour agir , les princes ne peuvent rien faire ; quiconque emploie des instrumens , s'il en tire du secours y rencontre aussi des obstacles : le pouvoir des princes n'est donc jamais complètement entier ; bien moins encore peuvent-ils en abuser excessivement avec sécurité. De tels peuplages , quoiqu'égarés par la flatterie , par l'arrogance & par la suffisance , ne devraient jamais perdre de vue que soit qu'ils soient , ou non à l'abri d'une loi positive , ils sont , de manière ou d'autre , comptables , même ici bas de l'abus d'un dépôt qui repose sur eux seuls. S'ils ne sont pas fauchés sur pied , par la rébellion de leurs sujets , ils peuvent être égarés par les jannissaires mêmes qu'ils soudoient pour les mettre en sûreté contre toutes les

rebellions. C'est ainsi que nous avons vu le roi de France vendu par ses soldats, pour l'attrait d'une plus haute paie. Mais lorsque l'autorité populaire est absolue & sans bornes, le peuple a une confiance infiniment plus grande dans son propre pouvoir, & cette confiance est beaucoup mieux fondée. Le peuple trouve en lui-même ses propres instrumens; il agit plus près de son objet. Outre cela, il ne peut être responsable, en aucune manière, au pouvoir qui exerce sur la terre le contrôle le plus redouté, l'idée de la réputation & de l'estime. La part d'infamie, qui doit retomber sur chaque individu dans des actes publics, n'est en vérité qu'un lot bien imperceptible; les opérations de l'opinion étant en raison inverse du nombre de ceux qui abusent du pouvoir. L'approbation du peuple pour ses propres opérations a pour lui toute l'apparence d'un jugement public en sa faveur : une démocratie parfaite en est donc la chose du monde où la privation de la honte est la plus complète. Comme étant à l'abri de la honte, elle est aussi à l'abri de la crainte. Pas un seul individu ne peut craindre d'y devenir, dans sa personne, l'objet d'aucune punition. Certainement le peuple entier ne peut jamais l'être; car, comme les punitions

n'ont d'autre objet que de faire des exemples pour la sûreté du peuple entier, le peuple entier ne peut jamais se servir d'exemple à lui-même, ni être puni par aucune main humaine (1). C'est pourquoi il est d'une importance infinie qu'on ne souffre jamais qu'il puisse s'imaginer que sa volonté soit davantage que celle du roi, la mesure de ce qui est bien ou de ce qui est mal. Il devrait être bien persuadé qu'il n'est pas plus autorisé à exercer aucun pouvoir arbitraire quelconque, que cela ne peut être avantageux à sa propre sûreté; que par conséquent il ne doit pas, sous une fausse apparence de la liberté, mais dans la vérité, exercer aucune domination contraire à l'ordre de la nature; qu'il ne doit pas exiger tyranniquement de ceux qui agissent comme officiers publics en son nom, je ne dis pas un dévouement absolu à ses intérêts, ce qui est son droit, mais une soumission abjecte à sa volonté du moment; parce que par-là il étoufferoit, dans tous ceux qui le servent, tout principe de morale, tout sentiment de dignité, tout usage de jugement, & toute solidité de caract

(1) *Quicquid multis peccatur, inultum.*

rière ; & parce qu'en même temps il se rendroit lui-même , par une telle conduite , la juste & méprisable proie de l'ambition servile de sycophantes populaires & de flatteurs complaisans.

Lorsque le peuple se sera purgé de toute passion & de tout vouloir intéressé , ce qu'il est impossible qu'il puisse jamais faire sans le secours de la religion ; lorsqu'il sera intérieurement convaincu que lorsqu'il exerce le pouvoir , ce qu'il fait alors dans le plus haut degré peut être dans l'ordre de délégation , pouvoir qui pour être légitime , doit être conforme à cette loi éternelle & immuable dans laquelle le vouloir & la raison ne sont qu'une seule & même chose , il sera alors bien plus soigneux à éviter d'en placer l'exercice dans des mains viles & incapables. Lorsqu'il procédera à la nomination aux charges , il ne revêtera personne de l'exercice de l'autorité avec autant d'indifférence que s'il confioit une misérable besogne , mais il saura qu'il confère une fonction sainte. Il ne prescrira pas pour règle de conduite son intérêt sordide & personnel , son caprice inconsidéré , ni sa volonté arbitraire , mais en commettant l'exercice d'un pouvoir qui est tel qu'il n'est pas d'homme qui puisse le donner ni le recevoir sans trem-

bler , il n'arrêtera sa vue que sur ceux dans lesquels il pourra discerner une proportion prédominante d'une vertu & d'une sagesse active, réunies & appropriées à la nature de l'emploi, autant du moins que cela peut se rencontrer dans cette masse énorme & inévitable de toutes les imperfections humaines.

Lorsque le peuple sera habituellement convaincu qu'aucun mal ne peut être agréable à celui qui est la bonté par essence , il sera plus capable de déraciner de l'esprit de ses officiers civils, ecclésiastiques ou militaires , tout ce qui pourroit offrir la plus légère ressemblance avec une domination orgueilleuse & arbitraire.

Mais un des premiers principes , un des plus importants , sur lequel la chose publique & les loix sont consacrées , c'est le soin d'éviter que ces possesseurs temporaires , que ceux dont les jouissances sont à vie , insoucians de ce qu'ils ont reçu de leurs ancêtres , & sur ce qu'ils doivent à leur postérité , n'agissent comme s'ils étoient des maîtres absolus ; d'éviter qu'ils puissent s'imaginer qu'avec tous leurs autres droits , ils jouissent de celui de trancher le cours des substitutions , ou de commettre des dégâts dans les héritages ; en détruisant à loisir la fabrique originaires de la société dans laquelle ils vivent , en

risquant de ne laisser à ceux qui viennent après eux que des ruines au lieu d'habitations, & enseignant ainsi à leurs successeurs à avoir aussi peu de respect pour leurs inventions, qu'ils en ont eu pour les institutions de leurs ancêtres, avec une telle facilité, facilité dénuée de tous principes, pour changer les gouvernemens autant & aussi souvent, & d'autant de manières, qu'il y a de fluctuations dans les modes & dans les imaginations, toute la chaîne & toute la continuité de la chose publique seroit rompue: il n'y auroit pas une seule génération qui fît chaînon avec une autre; les hommes ne vaudroient plus guères mieux que les mouches d'un été.

Et la jurisprudence!.... la première de toutes les sciences, celle dont l'intelligence humaine s'honore tant, cette science qui avec tous ses défauts, ses redondances & ses erreurs, est le recueil de la raison de tous les siècles, qui combine les principes de la justice originaire avec la variété infinie des intérêts humains; on ne le regardera plus que comme un fatras amoncelé de vieilles erreurs, & on en abandonnera l'étude. La suffisance & l'arrogance, (compagnes inséparables de ceux qui n'ont jamais fait usage d'une sagesse supérieure à la leur propre), usurperont les tribunaux. De-là, plus

de ces loix certaines qui présentoient à l'espérance ou à la crainte une base invariable; de ces loix qui contenoient dans de certaines limites les actions des hommes, & qui les dirigeoient vers un but déterminé; plus rien de stable dans la manière de conserver les propriétés, ou d'exercer aucune fonction qui puisse offrir à des pères un point d'appui quelconque, d'après lequel ils aient à diriger l'éducation de leurs enfans, ou d'après lequel ils puissent préparer un choix pour leur établissement futur dans le monde. Il n'est donc plus possible d'ourdir ensemble dès le plus jeune âge, & les principes, & les habitudes. Aussi-tôt que l'instituteur le plus habile aura terminé la pénible entreprise d'une éducation, au lieu de pouvoir présenter un pupille accompli dans la discipline de la vertu, capable en tout de capriver l'attention & le respect dans la place à laquelle il seroit appelé dans la société; il trouvera que tout est changé, & qu'il n'aura lancé dans le monde qu'une pauvre créature destinée au mépris & à la dérision, qu'un être tout-à-fait étranger aux véritables idées de l'estime. Qui voudroit assurer dans un jeune cœur les sentimens tendres & délicats de l'honneur, & les y fixer avec ses premiers battemens, lorsque pas un seul homme ne pourroit con-

notre quelle seroit l'épreuve de l'honneur, dans une nation qui altèreroit à chaque instant le titre de cette monnoie ? Rien dans la vie ne pourroit, en se perpétuant, s'enrichir encore de ces nouvelles acquisitions. Ce manque absolu d'éducation, & cette instabilité de principes produiroient des succès infaillibles, & l'on ne tarderoit pas à voir le barbarisme succéder aux sciences & à la littérature; & l'inexpérience redevenir le lot des arts & des manufactures. Et ainsi la chose publique elle-même, après bien peu de générations, finiroit par se dissoudre, & par se réduire à l'état de poussière & de cendre de l'individualité, pour être bientôt après dispersée par les vents.

C'est pourquoi, pour éviter tous les dangers de l'inconstance & de la versatilité, qui sont dix mille fois pires que ceux de l'obstination & des préjugés les plus aveugles, nous avons consacré l'état. Nous l'avons consacré pour qu'aucun homme n'ait la témérité d'en approcher & de rechercher ses défauts ou ses corruptions, sans y apporter toutes les précautions suffisantes; afin qu'aucun songe ne vienne jamais persuader à aucun individu qu'il peut commencer ses réformes par un bouleversement général; afin que l'on ne s'approche des défauts de l'état, que

comme on approche des blessures d'un père, avec un respect attentif & une sollicitude craintive; ce préjugé si sage nous apprend à regarder avec horreur tous ces enfans d'une même patrie, si téméraires dans leur empressement à hâcher leur vieux père en morceaux, & à le jeter dans la chaudière des magiciennes, dans l'espérance que par les suc de leurs poisons, & que par leurs enchantemens barbares, elles pourront régénérer la constitution paternelle, & renouveler l'existence de leur père.

Oui sans doute la société est un contrat, mais un contrat d'un ordre bien supérieur. Tous ceux que l'on passe dans le cours de la vie pour des intérêts particuliers, ou pour des objets momentanés & que l'occasion fait naître, on peut les dissoudre à plaisir. Mais faudra-t-il considérer l'état sous les mêmes rapports qu'un traité de société pour un commerce de poivre ou de café; pour de la mousseline, du tabac, ou pour tout autre objet d'un intérêt vulgaire, qui n'a que la durée d'une spéculation momentanée, & que l'on peut dissoudre à la fantaisie des parties? C'est avec un autre sentiment de respect que l'on doit envisager l'état; parce que ce genre d'association n'a pas pour objet ces choses qui ne servent qu'à l'existence animale & grossière

d'une nature périssable & fugitive. C'est la société de toutes les sciences , la société de tous les arts , la société de toutes les vertus & de toutes les perfections ; & comme les gains d'une telle société ne peuvent pas s'obtenir dans le cours de plusieurs générations , cette société devient celle non seulement de ceux qui existent , mais elle est un contrat entre ceux qui vivent , entre ceux qui sont à naître & entre ceux qui sont morts. Je vais plus loin : chaque contrat , dans chaque état particulier , n'est qu'une clause dans le grand contrat primitif d'une société éternelle qui compose une seule chaîne de tous les anneaux des différentes natures ; qui met en connection le monde visible avec le monde invisible , conformément à un pacte fixé , sanctionné par le serment inviolable qui maintient toutes les natures physiques & morales , chacune dans les places qui leur ont été assignées ; une loi si sublime ne peut pas être soumise à la volonté de ceux qui sont par une obligation qui est au-dessus d'eux & qui leur est infiniment supérieure , forcés eux-mêmes à y soumettre leur volonté. Les corporations municipales de ce royaume universel n'ont ni la liberté ni le loisir , en se livrant aux apperçus d'une amélioration fortuite , de séparer & de

déchirer les liens de subordination de chaque communauté qui leur est subordonnée, & de la réduire au cahos anti-social, anti-civil & confus de tous les principes élémentaires. Il n'y a que la nécessité par essence, une nécessité qui n'est pas choisie, mais qui commande ; une nécessité suzeraine de toute délibération, une nécessité qui n'admet ni discussion ni preuve, il n'y a qu'une telle nécessité, dis-je, qui puisse justifier le recours à l'anarchie ; une nécessité de cet ordre n'est pas une exception à la règle, parce qu'elle est elle-même aussi une partie de cette disposition morale & physique de choses, à laquelle l'homme doit obéir de gré ou de force. Mais si ce qui ne peut être que l'effet de la soumission à une telle nécessité, devenoit un objet de choix, la loi générale seroit rompue, la nature défobéie, & les rebelles seroient aussitôt proscrits, dispersés ; ils seroient exilés de ce monde de raison, d'ordre, de vertu, de paix & d'indulgence, dans le monde opposé de folie, de discorde, de vice, de confusion & de désespoir.

Ces sentimens, mon cher monsieur, sont, ont été & seront encore long-temps, j'espère, ceux des hommes les plus éclairés & les plus réfléchis de ce royaume. Ceux qui sont compris

dans cette classe puisent leurs opinions dans les sources où des hommes de cet ordre doivent le faire ; mais il existe une autre classe , qui n'est pas douée d'une aussi grande aptitude ; ceux-ci , qui semblent être condamnés par la providence à ne vivre que de confiance , les reçoivent par l'autorité des premiers , & ils ne rougissent pas de ne les tenir qu'à ce titre. Ces deux classes d'hommes se meuvent dans la même direction , quoique dans des positions différentes ; toutes deux se meuvent conformément à l'ordre de l'univers ; elles connoissent ou elles sentent toute cette grande & ancienne vérité. *Quod illi principi præpotenti deo qui omnem hunc mundum regit , nihil eorum quæ quidem fiunt in terris acceptius quam concilia & cætus hominum jure sociati quæ civitates appellantur.* Elles conservent ce dogme dans leur mémoire & dans leur cœur ; non pas à cause du grand nom de son auteur , non pas même par respect pour l'autorité plus supérieure encore d'où cette vérité dérive , mais à cause de ce qui peut seul donner à une opinion savante , son véritable poids & sa sanction , à cause de la nature & des relations qui sont communes entre tous les hommes , lorsqu'ils sont bien persuadés que toute chose doit être faite dans la vue

d'être reportée à la divinité : toutes leurs actions en effet devroient être dirigées vers ce centre commun ; c'est alors qu'ils éprouvent la nécessité impérieuse , non seulement comme individus , dans le sanctuaire même de leurs cœurs , ou bien comme une congrégation en leur capacité personnelle , de rappeler en tout le souvenir de leur noble origine & de leur caste ; mais encore en leur caractère de corps politique d'offrir leur hommage national , à l'instituteur , à l'auteur , au protecteur de la société civile ; société civile sans laquelle l'homme seroit privé de la possibilité d'arriver à la perfection dont sa nature est susceptible , ni bien plus , de s'en approcher même en aucune manière. Ils conçoivent que celui qui a voulu que notre nature fût douée de l'attribut de pouvoir se perfectionner par sa propre vertu , voulut en même-temps les moyens nécessaires qui peuvent la conduire à cette perfection. — Il voulut donc l'état , & il voulut aussi sa connexion avec la source & le premier modèle de toute perfection. Ceux qui sont bien convaincus que tel est la volonté suprême de celui qui est la loi des loix , & le souverain des souverains , ne peuvent pas désapprouver que lorsque nous prêtons en corps notre serment de foi & d'hommage , que lorsque nous passons reconnois-

sance à cette suzeraineté dominante , j'allois dire , lorsque nous offrons l'état lui-même en oblation , comme une offrande digne de l'autel de la gloire universelle , nous y procédions avec toute la solemnité publique qui appartient à tous les actes solennels & religieux ; que nous consacrons tous ces actes par des édifices , par des chants mélodieux , par de la décoration , par des discours , par la dignité des personnes , suivant les usages du genre humain , usages enseignés par leur nature ; c'est à-dire , en conciliant la modestie & la splendeur , la convenance & l'éclat , la douceur & la majesté , la mesure & la pompe. Pour remplir ces fins , ils pensent qu'une partie de la richesse de la nation est employée aussi bien qu'elle peut l'être en fomentant ce luxe que son objet sanctifie ; il est l'ornement public , il est la consolation publique , il est la source de l'espérance publique. L'homme le plus pauvre y peut trouver son importance & sa dignité ; tandis que la richesse & l'orgueil des individus font sentir à chaque moment à l'homme d'un rang & d'une fortune médiocre , son infériorité , & dégrade & avilit sa condition. C'est en faveur de l'homme qui vit dans l'obscurité , c'est pour élever sa nature & pour lui présenter sans cesse à l'esprit une situation

dans laquelle les privilèges & l'opulence cessent lorsqu'il sera égal par nature , & peut-être plus qu'égal par la vertu , que cette portion de la richesse générale de sa patrie est ainsi employée & sanctifiée.

Je vous assure que je ne vise pas à la singularité , je vous communique des opinions qui ont été reçues parmi nous depuis long-temps , & jusqu'à ce moment avec une approbation générale & soutenue , & qui sont tellement imprégnées dans mon esprit , que je ne saurois distinguer ce que j'ai appris des autres , de ce qui est le résultat de mes propres méditations.

C'est d'après de tels principes que la majorité du peuple en Angleterre , loin de regarder comme illégal un établissement religieux national , croit au contraire , que légalement on ne peut pas s'en passer. Vous êtes dans une grande erreur en France , si vous ne pensez pas que nous y soyons attachés par-dessus tout , & même plus qu'aucune autre nation ; lorsque ce peuple a agi inconsidérément à cet égard , & d'une manière injustifiable , (ce qu'il a certainement fait en quelques occasions) , vous reconnoîtrez du moins son zèle jusques dans ses erreurs mêmes.

Ce principe se représente dans toutes les parties du système de notre politique : le peuple
Anglois

anglais ne regarde pas l'établissement de son église comme une chose seulement convenable, mais il le considère comme essentiel à l'état, non pas comme une chose hétérogène & séparable, non pas comme quelque chose d'ajouté pour un simple arrangement, comme quelque chose qu'il puisse prendre ou laisser suivant que cela convient aux idées du moment : il considère son établissement religieux, comme le fondement de toute sa constitution, avec laquelle & avec chaque partie de laquelle il maintient une union indissoluble. L'église & l'état (1) sont des idées inséparables dans son esprit; & il y a bien peu d'exemples où l'on fasse mention de l'un sans faire mention de l'autre.

Le genre de notre éducation confirme & renforce encore cette impression. Notre éducation est en quelque sorte toute entière confiée aux ecclésiastiques, & dans tous ses périodes depuis l'enfance jusqu'à l'âge viril. Lors même que notre jeunesse, au sortir des écoles & des universités, entre dans ce période si important de la vie, qui commence à enchaîner l'expérience

(1) C'est une expression généralement usitée en Angleterre, & toutes les fois qu'il y a lieu de parler de l'Etat, on dit : *Church and state*.

avec l'étude, & lorsque, pour y mieux réussir, elle va voyager dans des pays étrangers, au lieu de la faire accompagner par des vieux domestiques, comme nous en avons vu donner pour gouverneurs à des hommes de marque qui nous arrivoient des autres contrées, les trois quarts de ceux qui vont à l'étranger avec notre jeune noblesse & nos gentilhommes sont des ecclésiastiques. Ce n'est pas en qualité de maîtres austères ou de simples suivans, mais comme des amis & des compagnons d'un caractère plus grave : ils sont communément aussi bien nés que leurs pupilles; ils entretiennent ensuite le plus ordinairement des liaisons étroites pendant toute leur vie; l'effet de ces liaisons produit un attachement naturel pour notre église elle-même : en sorte que nous lui donnons un nouvel éclat par cette correspondance habituelle que nous lui faisons entretenir avec ceux qui sont appelés par leur position à prendre part au gouvernement de leur patrie.

Nous sommes si tenaces dans nos vieilles maximes ecclésiastiques d'institution, qu'on y a fait très-peu d'altération depuis le quatorzième ou le quinzième siècle. Suivant en cela, comme dans les autres choses, notre maxime si anciennement établie, de ne jamais nous

écarter de l'antiquité , ni entièrement , ni tout à la fois , nous trouvâmes que ces vieilles institutions étoient , dans leur ensemble , favorables à la morale & à la discipline , & nous pensâmes qu'elles étoient susceptibles d'amélioration , sans qu'il fût nécessaire d'en altérer le fond. Nous pensâmes qu'elles étoient capables de recevoir , d'améliorer , & , par-dessus tout , de conserver toutes les acquisitions de la science & de la littérature , à mesure & dans le même ordre où elles sont successivement produites par la providence ; & après tout , avec cette gothique & monacale éducation (car , au fond , elle n'est pas autre chose) , nous pouvons avouer les prétentions que nous avons à prendre une part aussi considérable & aussi ancienne qu'aucune autre nation de l'Europe dans les progrès des sciences , des arts & de la littérature , qui ont éclairé & orné le monde moderne. Nous pensons qu'une cause principale de ce grand avancement est que nous n'avons pas dédaigné le patrimoine de connoissances qui nous a été transmis par nos ancêtres.

C'est par suite de notre attachement à l'établissement de notre église , que la nation n'a pas cru qu'il fût sage de faire , à l'égard de ce grand intérêt fondamental du tour , ce qu'elle

ne feroit pas à l'égard d'une partie séparée, soit militaire, soit civile ; c'est-à-dire , de n'en assurer le service public, que sur le produit incertain & précaire de la contribution des individus. Elle va plus loin ; car , certainement elle n'auroit jamais souffert , & elle ne souffrira jamais que la dotation fixe de l'église soit convertie en pensions, qu'elle dépende de la trésorerie, & qu'elle soit soumise à des délais , à des longueurs , ou peut être anéantie par des difficultés fiscales , difficultés qui pourroient quelquefois être suscitées par des vues politiques ; & qui , dans le fait , ne naissent souvent que de l'extravagance , de la négligence & de la rapacité des politiques. Le peuple d'Angleterre pense qu'il a des motifs constitutionnels, & des motifs religieux tous à la fois, pour s'opposer à aucun projet, qui transformeroit son clergé indépendant en ecclésiastiques pensionnaires d'Etat. L'influence d'un clergé qui seroit dans la dépendance de la couronne , le feroit trembler pour sa liberté ; & s'il devoit dépendre d'autre chose que de la couronne , il trembleroit pour la tranquillité publique , parce qu'alors il auroit à craindre les dangers d'un clergé factieux : c'est pourquoi il a voulu que son église fût aussi indépendante que son roi & que sa noblesse.

De cette union inséparable des considérations de la religion & de celles de la politique constitutionnelle ; de cette opinion d'un devoir, qui procure d'amples consolations au foible, & des lumieres à l'ignorant, il est résulté que la nation a aussi uni, incorporé & identifié la richesse de l'église avec la masse des propriétés particulières dont l'état n'est pas propriétaire, dont il ne peut jouir ni disposer, mais dont il est seulement le gardien & le régulateur. Elle a ordonné & voulu que les revenus de son église fussent aussi stables que la terre sur laquelle elle repose, & qu'ils ne fussent pas dans une fluctuation inconstante, semblable à l'Europe des fonds publics & des actions.

Nos hommes en Angleterre, je veux dire les hommes éclairés & faits pour diriger les autres, dont la sagesse, si vous leur en accordez aucune, est ouverte & droite, seroient honteux, comme d'une fourberie balourde, de professer en paroles une religion, que par leurs actions ils paroistroient mépriser. Si par leur conduite (ce seul langage qui trompe rarement) ils sembloient envisager ce grand principe de conduite du monde moral & du monde naturel, comme une pure invention destinée à tenir en respect le vulgaire ils craindroient, par une telle conduite, d'aller

contre le but politique qu'ils auroient en vue. Ils trouveroient de grandes difficultés à faire croire aux autres un système auquel ils n'accorderoient eux-mêmes manifestement aucune confiance. Les chrétiens hommes d'état de ce pays, voudroient, avant tout, pourvoir à ce qui intéresse la *multitude* ; ils le voudroient par cela seul qu'elle est la *multitude*, & qu'en cette qualité elle est le premier objet des institutions ecclésiastiques ; comme aussi le premier de toutes les institutions. Ils ont appris dès-long-temps qu'une des circonstances qui prouve le plus en faveur de la vérité de la mission évangélique, étoit que sa parole fût prêchée au pauvre ; ils pensent donc que ceux-là n'y croient pas, qui ne s'occupent pas du soin de la leur faire prêcher. Mais comme ils savent que la charité ne se restreint pas dans ses œuvres à une seule classe d'hommes, & qu'elle doit aller au secours de tous ceux qui en ont besoin, les grands dans le malheur & dans la détresse ne sont pas moins à leurs yeux l'objet d'une compassion inquiète & légitime.

Ces médecins de l'ame surmontent la susceptible aversion qui repousse à l'approche de leur arrogance & de leur présomption, & leurs attentions salutaires vont porter dans leur esprit corrompu le remède convenable à leurs maux.

leur est démontré que les instructions religieuses sont pour eux d'une conséquence plus grande que pour aucuns autres , d'après le danger des tentations qui les environnent ; d'après les conséquences importantes attachées à leurs fautes ; d'après la contagion des mauvais exemples donnés par eux ; d'après la nécessité de courber leur tête rétive , vaine & ambitieuse , sous le joug de la modération & de la vertu ; d'après la considération de la stupidité suffisante & de l'ignorance grossière , sur tout ce qu'il importe le plus aux hommes de connoître , qui domine dans les cours , à la tête des armées & dans les sénats , autant que dans les ateliers & que dans les champs.

Le peuple , en Angleterre , voit avec satisfaction que les grands ont besoin des instructions & des consolations de la religion. Eux aussi , ils sont au nombre des malheureux , ils éprouvent des peines personnelles & des chagrins domestiques. Dans tout cela ils n'ont point de privilèges , & ils fournissent leur part toute entière dans les contributions imposées sur tout le genre humain. Ils ont besoin de ce baume salulaire pour leurs soins dévorans & pour leurs anxiétés ; ce genre de souffrance ayant moins de rapports avec les besoins limités de la vie animale , il en est plus illimité dans ses épreuves , & il se multiplie

sous des combinaisons infinies dans les régions effrayantes & sans bornes de l'imagination. Ils ont besoin, ces êtres souvent bien malheureux, d'un genre particulier de rétribution charitable, pour remplir le vuide obscur qui régne dans l'esprit de ceux qui n'ont rien à espérer ni rien à craindre sur la terre ; de quelque chose qui ranime la langueur mortelle & la lassitude accablante de ceux qui n'ont rien à faire ; de quelque chose qui puisse créer un attrait à l'existence, lorsqu'une satiété insipide accompagne tous les plaisirs que l'on peut acheter ; lorsque les impulsions de la nature sont étouffées ; lorsque le desir même est prévenu , & que par conséquent la jouissance est détruite par des projets & des plans de plaisir médités d'avance ; lorsqu'enfin chaque desir est satisfait aussi-tôt que formé.

Le peuple d'Angleterre connoît combien, selon toute apparence , seroit foible l'influence des ministres de la religion vis-à-vis des hommes qui auroient hérité d'une opulence & d'une considération fort ancienne ; combien moindre elle seroit encore vis-à-vis des nouveaux parvenus, s'ils se présentoient d'une manière qui ne fût nullement assortie à celle des personnes avec qui ils doivent s'affocier, & même sur lesquelles ils doivent, en quelques circonstances, exe

forte d'autorié. Quelle idée de telles personnes auroient-elles de ce corps d'instituteurs, si elles voyoient qu'il ne fût gueres placé au-dessus de l'état domestique ? Si la pauvreté étoit volontaire, ce seroit une grande différence. De fortes preuves de l'oubli de soi-même, operent puissamment sur nos esprits ; & un homme qui est au-dessus des besoins, a acquis par là une grande liberté, une grande fermeté & même une grande dignité. Mais comme l'ensemble de chaque classe, quelle qu'elle soit, n'est composé que d'hommes, & que leur pauvreté ne peut pas être volontaire, cette inconsideration, qui est attachée à la pauvreté laïque, fera aussi sans distinction le partage de la pauvreté ecclésiastique. C'est pourquoi notre prévoyante constitution a pourvu avec grand soin à ce que ceux qui sont chargés d'instruire la présomptueuse ignorance ; à ce que ceux qui doivent exercer leur censure sur l'insolence du vice, ne fussent jamais exposés à encourir leurs dédains, ou à ne vivre que de leurs aumônes, & à ce que les riches n'eussent aucun prétexte pour négliger cette véritable médecine de leurs ames. D'après toutes ces raisons, en même temps que nous nous occupons d'abord, & avec une sollicitude paternelle de la consolation du pauvre, nous n'avons pas relégué la

religion (comme quelque chose que l'on auroit honte de montrer,) dans des municipalités obscures, ou dans des rustres villages. Non! nous voulons qu'elle élève à la cour & au parlement l'honneur de son front mitré; nous voulons rencontrer son alliance à chaque pas dans le cours de la vie, & qu'elle s'unisse à toutes les classes de la société. La nation anglaise montrera à tous les fiers potentats de ce monde, & à leurs verbeux sophistes, qu'une nation libre, généreuse & savante, honore les premiers magistrats de son église; qu'elle ne permettra jamais à l'insolence des richesses & des titres, ou à celle de toute autre espèce de prétentions, de regarder avec mépris ce que nous considérons avec vénération; d'être assez osée pour fouler aux pieds, cette noblesse personnelle acquise, qui selon eux devroit être toujours, mais qui souvent est le fruit, & non pas la récompense (car quelle chose pourroit l'être) du savoir, de la piété & de la vertu. Parmi nous on voit sans peine & sans envie un archevêque avoir le pas sur un duc, un évêque de Durham, ou un évêque de Winchester jouir de dix mille livres sterling par an, & l'on ne conçoit pas pourquoi l'on trouveroit que cette somme seroit plus déplacée dans leurs mains, que ne le seroit dans celles d'un comte

ou d'un gentilhomme le produit d'une fortune semblable; quoiqu'il puisse être vrai que le premier n'auroit pas autant de chevaux & de chiens, & ne les entretiendrait pas avec l'argent destiné aux enfans du peuple. Il faut convenir que tout le revenu de l'église n'est pas toujours employé avec une scrupuleuse exactitude à répandre des charités; & peut-être n'est-ce pas absolument nécessaire; mais une partie en est employée ainsi. Il vaut bien mieux, au risque même de ne pas remplir en entier son objet, laisser à la volonté sa liberté toute entière, que de travailler à réduire les hommes à n'être que de pures machines, que des instrumens d'une bienfaisance politique. On en chérit davantage la vertu & l'humanité. Le monde en tout y gagnera, parce que sans la liberté, il ne peut point exister de vertu.

Dès qu'une fois la nation a établi que les biens de l'église étoient une propriété, on ne peut pas sans inconséquence se permettre d'entrer en examen sur le trop ou trop peu. C'est trahir la propriété, que de prononcer sur son étendue par trop ou trop peu. Quel mal peut-il résulter de la qualité dans aucunes mains, quand l'autorité suprême a la sur-inspection pleine & souveraine sur les unes & sur les autres

propriétés, pour empêcher toute espèce d'abus, & pour faire rentrer dans la ligne de leur destination, toutes les fois que l'on paroît trop s'écarter dans ses dépenses du but de leur institution.

Beaucoup de personnes en Angleterre conçoivent que c'est par ce genre d'envie & de malignité qui existe à l'égard de ceux qui sont souvent les auteurs de leur propre fortune, & non pas par l'amour de la mortification & de cet oubli de soi-même, loué dans l'ancienne église, que quelques personnes regardent avec un œil jaloux ces distinctions, ces honneurs & ces revenus, qui, sans faire tort à personne, sont réservés & destinés pour la vertu : l'oreille dans ce pays-ci a du discernement. On reconnoît ces hommes à leur ton; leur langage les trahit; c'est un pâtois de fraude, un accent & un jargon d'hypocrisie. Pourroit-on penser autrement, quand on voit ces parleurs affecter de reporter l'état du clergé à cette pauvreté évangélique du premier âge, qui, dans leur esprit, devroit toujours exister (& dans le nôtre aussi, quelque peu que cela nous plaise) mais qui, dans la réalité doit éprouver un très-grand changement, puisque les rapports sont totalement changés entre ce corps & celui de l'état; puisque les mœurs; puisque la manière de vivre; puis-

qu'enfin tout l'ensemble des choses de ce monde a subi une révolution totale. Nous regarderons ces messieurs comme d'aussi honnêtes enthousiastes que nous les croyons aujourd'hui de bons fourbes & de bons trompeurs, lorsque nous les verrons remettre en communauté leurs propres fortunes, & soumettre leurs personnes à cette discipline austère de la primitive église.

Toutes ces idées étant bien enracinées dans nos esprits, vous ne verrez jamais les communes de la grande Bretagne, dans aucune occasion d'un besoin nationale, adopter pour ressource la confiscation des biens de l'église & des pauvres. Le sacrilège & la proscription ne sont pas au nombre des ressources que l'on employe dans notre comité de finances. Les Juifs de notre allée du change n'ont pas encore osé lorgner, comme une hypothèque à espérer, les revenus du siège de Cantorbery. Je ne crains pas d'être désavoué, lorsque je vous assure qu'il n'y a pas un homme public dans ce royaume, je veux dire, aucun de ceux que l'on peut citer sans rougir, dans quelque parti, ou dans quelque classe que ce soit, qui ne désapprouve & ne reprouve comme mal-honnête, perfide & cruelle, cette confiscation ordonnée par l'Assemblée nationale d'une propriété que son devoir étoit de protéger.

Il me sera bien permis d'avoir un peu d'orgueil en vous apprenant que ceux qui parmi nous ont souhaité de boire à la coupe des abominations de vos sociétés de Paris, ont été bien trompés dans leurs vues. Le pillage de votre église a ajouté à la sécurité de la nôtre pour ses possessions ; il a réveillé le peuple ; il ne voit qu'avec horreur & allarme cet acte monstrueux & honteux qui a ordonné ce pillage ; il a ouvert & il ouvrira de plus en plus les yeux sur le véritable intérêt personnel, déguisé sous la pompe de cet agrandissement d'esprit & de cette libéralité de sentimens que professent ces hommes infidieux, qui passent avec impudence de l'hypocrisie & de la fraude à tout l'éclat de la violence & du pillage. Nous appercevons ici quelques commencemens de ce genre ; mais nous sommes sur nos gardes contre les mêmes conclusions.

J'espère que nous ne serons jamais assez totalement dénués du sentiment des devoirs qui nous sont imposés par la loi de l'union sociale, pour confisquer, sous aucun prétexte d'aucun bien public, la fortune d'un seul citoyen paisible. Quel autre, si ce n'est un tyran, (nom qui exprime tout ce qui peut corrompre & dégrader la nature humaine), pourroit s'imaginer de s'emparer de la propriété des hommes, sans accusation préa-

table , sans les entendre , sans les juger , & cela par centaines , par milliers , par classes entieres. Ne faut-il pas avoir perdu jusqu'aux traces de l'humanité pour entreprendre de précipiter dans l'humiliation des hommes élevés par leur rang & par le ministère sacré de leurs fonctions , parmi lesquels le grand âge de plusieurs , imploreroit seul tout à la fois la vénération & la compassion ; de les précipiter ainsi de la plus haute élévation connue dans l'état , élévation dans laquelle ils étoient maintenus par leur propre propriété fonciere , à un état d'indigence d'abaissement & de mépris ?

Il est vrai que ces grands confiscateurs ont permis à leurs victimes de conserver quelques espérances sur les miettes & sur les débris de leur propre table , dont-ils les ont chassés avec tant de cruauté , pour donner un festin aux harpies de l'usure. Mais arracher les hommes à leur indépendance , pour les réduire à ne vivre que de charités , c'est en soi-même une grande cruauté. Ce qui pourroit être une condition supportable pour une certaine classe d'hommes qui ne seroit pas accoutumée à autre chose , devient une révolution effreuse pour ceux qui ne sont pas à beaucoup près dans le même cas , & une révolution telle , qu'à moins d'une offense qui mériterait la mort , ce genre de peine exciteroit une vive commiséra-

tion dans une ame vertueuse qui auroit à la prononcer contre un coupable. Cette peine, au surplus, de la *dégradation* & de l'*infamie*, est pour bien des cœurs plus insupportable que la mort. N'est-ce pas en vérité une aggravation extrême, dans cette souffrance cruelle, pour des hommes qui ont, en faveur de la religion, le double préjugé de leur éducation, & des fonctions qu'ils administroient dans son ministère, de ne devoir plus recevoir les débris de leur propriété qu'à titre d'aumône, & encore de ces mêmes mains impies & profânes qui les ont dépouillés de la totalité; de les recevoir, non pas par les contributions charitables des fidèles, mais de ne devoir qu'à l'insolente pitié d'un athéisme connu & avoué, les frais du culte, calculés & proportionnés sur l'échelle du mépris dans lequel il est relegué, dans l'intention trop évidente de rendre ceux qui les reçoivent tout aussi vils & tout aussi méprisables aux yeux du genre humain.

Mais cet envahissement des propriétés, à ce que prétendent ces Messieurs, est un jugement légal, & non pas une confiscation; il paraît qu'on a découvert dans les clubs du Palais-royal & des *Jacobins*, que certains hommes ne peuvent pas avoir de droits à ce qu'ils possèdent sous l'empire de la loi, de l'usage, des jugemens des tribunaux.

tribunaux, & des prescriptions accumulées dans des milliers d'années; ces Messieurs disent que les ecclésiastiques sont des personnes fictives; des créatures de l'état; qu'ils peuvent les détruire à plaisir, & *à fortiori*; qu'ils peuvent les limiter & les modifier en tous points; que les biens qu'ils possèdent ne sont pas proprement les leurs, mais qu'ils appartiennent à l'état qui a créé la fiction; & que par conséquent nous ne devons pas nous inquiéter de ce qu'ils peuvent souffrir dans leurs personnes naturelles, à l'occasion de ce qui ne frappe que sur leur caractère fictif. Et qu'importe le nom sous lequel vous injuriez & vous dépouillez des justes émolumens de leur profession, des hommes qui s'y sont engagés à jamais, non pas seulement par une simple permission, mais même par un encouragement de l'état! Vous entraînez dans leur ruine, en les privant ainsi des émolumens qu'ils devoient croire assurés & sur le produit desquels ils avoient formé le plan de leur vie, des hommes qui étoient constitués leurs créanciers, & tous ceux qui vivoient dans leur dépendance absolue.

J'espère que vous n'imaginerez pas, Monsieur, que je me dispose à honorer d'une longue discussion cette misérable découverte de distinction de personnes. Les argumens de la tyrannie

sont aussi méprisables que sa force est effrayante : Si vos confiscateurs ne s'étoient pas emparés d'avance , par leurs crimes , de la totalité du pouvoir qui depuis leur a assuré l'impunité pour tous ceux qu'ils ont commis & qu'ils pourront commettre , ce n'auroit pas été aux syllogismes du logicien qu'il auroit appartenu de répondre à leurs sophismes complices de vols & de meurtres ; mais à la verge du bourreau. Les sophistes tyrans de Paris déclament bien haut contre les rois tyrans qui dans les siècles précédens ont tourmenté le monde. Ils ne sont si fiers que parce qu'ils sont à l'abri des donjons & des cages de fer de leurs anciens maîtres. Faisons-nous plus de grace aux tyrans du moment, quand nous les voyons représenter sous nos yeux des tragédies plus affreuses que les leurs ? Ne prendrons-nous pas la même liberté qu'eux , nous qui pouvons le faire avec la même sûreté , lorsque , pour exprimer l'honnête vérité , nous n'avons qu'à mépriser les opinions de ceux dont nous abhorrons les actions.

Si on considère attentivement tout de système bien suivi , adopté par l'assemblée , rien ne doit paroître plus étonnant que le prétexte sous lequel on a masqué d'abord cet outrage à tous les droits de la propriété—L'intérêt &

la foi nationale—Quoi ! c'étoient donc les ennemis de la propriété qui affectoient ainsi cette anxiété si scrupuleuse, si délicate & si sensible pour tenir les engagemens du roi avec les créanciers publics. Ces professeurs des droits de l'homme sont si occupés à enseigner les autres, qu'ils n'ont pas le loisir de rien apprendre eux-mêmes; autrement ils auroient su que c'est à la propriété du citoyen, & non pas aux réclamations des créanciers de l'état que la foi première & originaire de la société civile est engagée. Le droit du citoyen a la priorité du temps, la primauté du titre & la supériorité en équité. Les fortunes des individus, soit qu'elles fussent possédées à titre d'acquisition, à titre d'héritage, ou en vertu d'un droit partiel dans des biens appartenans à quelque communauté, ne faisoient partie ni explicitement ni implicitement du cautionnement donné aux créanciers de l'état : ceux-ci étoient loin d'en avoir l'idée, lorsqu'ils firent leurs traités. Ils savoient très-bien que le public, soit qu'il soit représenté par un monarque ou par un sénat, ne peut hypothéquer que le revenu public, & qu'il ne existe de revenu public que par la levée d'une imposition juste & proportionnelle, répartie sur la masse des citoyens. Cela seul

étoit le gage, & rien autre chose ne pouvoit l'être, du créancier public.

Il est impossible de se refuser quelques observations sur les contradictions auxquelles ont donné lieu la rigueur extrême & le relâchement extrême de cette nouvelle foi publique qui a influé sur cette opération, & qui y a influé, non pas d'après la nature de l'obligation; mais d'après les personnes qui y étoient intéressées. Parmi tous les actes de l'ancien gouvernement des rois de France, l'Assemblée nationale ne regarde comme valides que ces engagements pécuniaires, actes dont l'égalité étoit la plus douteuse. Quant à toutes les autres décisions de ce gouvernement royal, elles sont envisagées sous un jour si odieux, que c'est presque une espèce de crime que d'avoir à réclamer quelques droits fondés sur leur autorité. Une pension accordée comme une récompense, pour des services rendus à l'état, est certainement un fondement de propriété aussi bon que celui des sûretés accordées pour de l'argent avancé à l'état; c'en est même un meilleur; car, puisque l'on paie pour obtenir ces services, & puisque l'argent des emprunts n'est en partie destiné qu'à les payer, il en résulte que les services sont préférables à l'argent. Nous avons cependant vu un grand nom

bre de personnes , que les ministres les plus arbitraires , dans les temps les plus arbitraires , avoient laissé jouir en paix des graces de cette nature qui leur avoient été accordées , volées sans pitié par l'Assemblée nationale. Elles ont réclamé le pain qu'elles avoient acheté au prix de leurs sang ! On leur a répondu que leurs services n'avoient pas été rendus à la nation qui existe aujourd'hui.

Ce relâchement de la foi publique ne porte pas seulement sur ces infortunés.

L'Assemblée nationale parfaitement conséquente avec elle-même , il faut l'avouer , est engagée dans une délibération tout-à-fait respectable , pour savoir jusqu'à quel point elle est liée par les traités publics passés avec les nations étrangères sous l'ancien gouvernement , & le comité doit déterminer dans son rapport quels sont ceux qu'elle doit ratifier , quels sont ceux quelle doit rompre. Par ce moyen , voilà la foi publique de cet état vierge , dans un parfait équilibre au dehors , avec ce qu'elle est au dedans.

Il n'est pas aisé de concevoir quel est le principe raisonnable d'après lequel le roi de France n'auroit pas aussi justement joui du pouvoir de récompenser les services & de passer les traités

en vertu de sa prérogative, que de celui d'engager aux créanciers de l'état son revenu actuel & possible. La disposition du trésor public est la moindre de toutes les prérogatives qui aient été accordées aux rois de France & à tous les rois de l'Europe. Rien ne suppose d'une manière moins équivoque le droit d'exercer l'autorité souveraine dans sa plénitude sur le trésor public, que celui d'hypothéquer les revenus publics. Ce droit est bien plus étendu dans ses conséquences, que celui d'imposer une taxation momentanée & fixe dans sa durée : cependant ces actes d'un pouvoir dangereux (la marque distinctive d'un pouvoir sans bornes) sont les seuls que l'on ait regardés comme sacrés. D'où vient cette préférence accordée par une assemblée démocrate, à une nature de propriété qui tient son titre de l'usage le plus critique & le plus nuisible de l'autorité monarchique ? La raison n'a rien à faire dans les œuvres de l'inconséquence, ni les principes de la justice dans celles de la faveur & de la partialité ; mais la contradiction & la partialité, quoique rien ne puisse les justifier, n'en ont pas moins leurs causes adéquates, & je crois que dans cette occasion il n'est pas difficile d'en découvrir une.

La dette énorme de la France, en s'accroîs-

sant insensiblement , avoit accru aussi *le monied intérêt* , & avec lui avoit fait naître un grand pouvoir. D'après les anciens usages de ce royaume , la circulation générale de la propriété , & en particulier l'échange réciproque des terres & de l'argent , de l'argent & des terres , avoit toujours été sujet à de grandes difficultés. Les substitutions dans les familles étoient plus générales & plus strictes qu'elles ne le sont en Angleterre ; le droit de *retrait* , l'étendue des domaines de la couronne inaliénables par une maxime du droit français ; les grandes propriétés du clergé ; toutes ces choses rendoient en France les propriétaires fonciers plus qu'étrangers aux capitalistes , moins propres à se mélanger ensemble , & moins bien disposés en faveur l'un de l'autre , qu'ils ne le sont dans ce pays.

Le peuple a regardé long-temps d'un mauvais œil les capitalistes. La nature de leur propriété lui sembloit avoir un rapport plus immédiat avec la nature de sa détresse ; il sembloit même y voir la cause de son accroissement. Ce genre de propriété n'étoit pas moins envié par les très-anciens propriétaires de terre , en partie pour les raisons ci-dessus ; mais bien plus encore parce qu'il éclipsoit par le faste d'un

luxe plein d'ostentation , les généalogies toutes
 sèches & les titres tous nuds d'un grand nombre
 de très-bonne noblesse ; & même lorsque la no-
 blesse , qui représentoit le corps de propriétaires
 fonciers les plus permanens , s'unissoit par des
 mariages (ce qui arrivoit quelquefois) avec
 l'autre classe de propriétaires , à peine faisoit-
 on grace d'un certain mépris à cette source de
 richesses , en faveur du service qu'elles rendoient
 à des familles dont elles préservoient la ruine.
 Ainsi les animosités & les inimitiés de ces deux
 partis s'augmentoient même par les moyens or-
 dinaires qui terminent toutes les discordes &
 qui appaisent toutes les querelles dans le sein
 de l'amitié. La fierté des hommes à argent , non
 nobles ou nouvellement annoblis s'augmentoient
 par la même raison , & s'accroissoit avec la cause.
 Cette classe d'hommes ne supportoit qu'avec
 ressentiment une infériorité dont elle ne recon-
 noissoit pas les fondemens. Il n'y avoit pas de me-
 sures auxquelles elle ne fût disposée à se prêter
 pour se venger des outrages qu'elle avoit re-
 çus d'une fierté rivale , & pour placer les ri-
 chesses au degré d'élévation qu'elle lui assignoit
 comme lui appartenant naturellement. C'est
 cette classe d'hommes qui a frappé sur la no-
 blesse en attaquant la couronne & l'église. Elle

a porté particulièrement ses coups aux endroits où les blessures devoient être les plus mortelles ; c'est-à-dire en s'adressant aux propriétés de l'église qui , au moyen du patronage du roi , étoient communément réparties parmi la noblesse ; car les évêchés & les grandes abbayes commendataires étoient , à bien peu d'exceptions près , occupés par des personnes de cet ordre.

Dans cet état subsistant d'une guerre très-réelle, quoique pas toujours apparente , entre l'ancien propriétaire foncier & les nouveaux capitalistes , la force prépondérante étoit en faveur des derniers comme étant par sa nature plus applicable à toutes. Les capitaux sont en effet plutôt disponibles pour tous les événemens , & leurs propriétaires plus disposés aussi aux nouvelles entreprises de toute espèce ; étant d'une acquisition nouvelle , ils se prêtent aussi beaucoup mieux aux nouveautés. C'est par conséquent l'espèce de richesses à laquelle doivent s'adresser tous ceux qui souhaitent des changemens.

D'un autre côté , s'étoit élevée , aussi dans le même temps , une nouvelle classe d'hommes qui ne tarda pas à former avec les capitalistes une coalition intime & remarquable ; je veux dire les hommes de lettres politiques. Les hommes de lettres préoccupés sans cesse du besoin de pri-

mer, sont rarement ennemis des innovations. Depuis le déclin des jours de la grandeur de Louis XIV, ils avoient cessé d'être aussi recherchés, soit par lui-même, soit par le régent, soit par leurs successeurs à la couronne ; ils n'étoient plus attirés à la cour par les mêmes faveurs ni par les mêmes largesses ; & la cour, en changeant ce système qui avoit été suivi pendant ce période brillant, d'un règne d'ostentation, règne qui n'étoit tout-à-fait impolitique, perdit aussi de ses attraits. Ils tachèrent de se dédommager de ce qu'ils avoient perdu dans la protection de l'ancienne cour, en se réunissant pour former entr'eux une association puissante. L'union des deux académies de France, & ensuite la vaste entreprise de l'Encyclopédie dirigée par ces messieurs, ne contribuèrent pas peu au succès de leurs projets.

La cabale philosophique ou littéraire avoit formé il y a quelques années quelque chose de très-ressemblant à un plan régulier pour la destruction de la religion chrétienne ; ils poursuivoient leur objet avec un degré de zèle qui jusqu'ici n'avoit été découvert que dans les propagateurs d'un système quelconque de piété. Ils étoient possédés jusqu'au degré le plus fanatique de l'esprit du prosélitisme ; & delà, par un pro-

grès bien facile ; ils possédoient aussi un esprit de persécution conforme à leurs pouvoirs : ce qu'on ne pouvoit pas faire directement & tout d'un coup ; pour arriver à ses fins , on le tra-
 moit par des procédés plus lents & en travail-
 lant sur l'opinion. Pour commander à l'opinion ,
 le premier pas nécessaire est de s'arroger un
 empire sur ceux qui la dirigent. Leurs premiers
 soins furent de s'emparer avec méthode et avec
 persévérance de toutes les avenues qui conduisent
 à la gloire littéraire ; beaucoup d'entr'eux as-
 surément ont occupé un rang bien élevé dans
 la littérature & dans les sciences. Le monde
 entier leur a rendu justice , & en faveur de leurs
 autres talens , on leur a fait grâce sur le but dan-
 gereux de leurs principes particuliers ; c'étoit
 générosité pure ; ils y ont répondu en faisant
 tous leurs efforts pour accaparer entr'eux seuls &
 leurs adeptes toute réputation d'esprit , de savoir
 & de goût : j'oserais dire même que cet esprit
 exclusif et circonscrit, n'a pas été moins préju-
 diciable à la littérature & au goût, qu'à la mo-
 rale & à la véritable philosophie. Ces pères
 théistes ont une bigotterie à eux , & ils
 ont appris à se servir de la manière des moi-
 nes pour déclamer contre les moines : Mais
 plusieurs choses ils sont hommes du monde.

Les ressources de l'intrigue sont mises en jeu, pour suppléer au défaut du raisonnement & de l'esprit. A ce système de monopole littéraire étoit jointe une industrie sans pitié, pour noircir & pour décréditer de toutes les manières & par toutes sortes de moyens, tous ceux qui ne tenoient pas au parti. Il étoit évident depuis long-temps aux yeux de ceux qui avoient observé l'esprit de leur conduite, que le pouvoir seul leur manquoit pour transformer l'intolérance de leur langue & de leur plume dans des persécutions qui frapperoient les propriétés, la liberté & la vie.

Les persécutions foibles & passagères qui ont eu lieu contre eux, plutôt par égard pour la forme, & pour la décence que par l'effet d'un ressentiment sérieux, n'ont ni diminué leurs forces, ni ralenti leurs efforts. Tout ce qui en est résulté, c'est que cette opposition & que leurs succès ont fait naître un zèle violent & atroce d'une espece inconnue jusqu'ici dans le monde que ce zèle qui s'est emparé de leurs esprits rendit toutes leurs conversations, qui autrement auroient été agréables & instructives, tout à fait dégoûtantes. Un esprit de cabale, d'intrigue & de prosélytisme dominoit dans toutes leurs pensées, dans leurs moindres paroles, dans leurs

moindres actions ; & , comme le zèle de la contro-
 verse tourne bientôt ses idées vers la force, ils com-
 mencerent à s'introduire près des princes étran-
 gers, en établissant des correspondances avec
 eux ; ils espéroient que par le moyen de leur au-
 torité, qu'ils flatterent d'abord, ils pourroient
 venir à bout de produire les changemens qu'ils
 avoient en vue. Il étoit indifférent pour eux
 que ces changemens fussent opérés par la foudre
 du despotisme, ou par le tremblement de terre
 d'une commotion populaire. La correspondance
 que cette cabale a entretenue avec le feu roi
 de Prusse, ne répandra pas une foible lumière
 sur tous leurs procédés. Dans le même dessein
 qui les faisoit intriguer avec les princes, ils cul-
 tivoient d'une manière distinguée les capitalistes
 de la France ; & enfin, mettant à profit les dis-
 positions de quelques personnes, qui, par leurs
 charges particulières, avoient des moyens d'ex-
 pansion plus certains & plus étendus, ils s'em-
 parerent avec grand soin de toutes les avenues
 de l'opinion.

Les écrivains, sur-tout lorsqu'ils agissent en
 corps, & dans une seule & même direction,
 obtiennent une grande influence sur l'esprit pu-
 blic ; c'est pourquoi l'alliance de ces écrivains
 avec les capitalistes, a produit un grand effet,

en affoiblissant la haine & l'envie du peuple contre cette espece de richesses. Ces écrivains, de même que tous ceux qui propagent des nouveautés, affecterent un grand zele pour le pauvre, & pour la classe la plus basse de la société; en même temps que dans leurs satyres, ils attirerent à force d'exagération la haine la plus forte, sur les fautes de la cour, de la noblesse & des prêtres ! ils devinrent des démagogues d'une certaine espece. Ils servirent d'anneau pour joindre, en faveur d'un seul objet, les dispositions hostiles de la richesse & le désespoir turbulent de la pauvreté.

Comme ces deux especes d'hommes paroissent être les principaux guides de toutes les dernières opérations, leur union & leur politique serviront à expliquer, non pas d'après aucun principe de loi ou de politique, mais, comme cause, la fureur universelle avec laquelle on a attaqué toutes les propriétés territoriales & les établissements ecclésiastiques; & d'un autre côté, le soin extrême que l'on a pris des capitaux: ce qui est contraire à leurs prétendus principes, puisque leur existence originaire n'est fondée que sur l'autorité de la couronne. L'envie qui poursuit la richesse & le pouvoir, a été détournée adroitement & dirigée vers les autres na-

tures de richesses. Quels autres principes que
 ceux que je viens d'établir, pourroient servir
 à expliquer ce choix si extraordinaire & si peu-
 naturel que l'on a fait des biens ecclésiastiques,
 pour les employer au paiement de la dette pu-
 blique; de ces propriétés qui avoient survécu
 pendant des siècles aux agitations & aux vio-
 lences civiles, tandis que cette dette ne pouvoit
 être considérée que comme l'ouvrage récent, &
 odieux d'un gouvernement décrié & en désordre.
 Le revenu public étoit-il un gage suffisant
 pour la dette publique? Supposez qu'il ne le
 fût pas, & qu'il dût nécessairement y avoir une
 perte quelque part. — Lorsque le seul revenu
 existant légalement, le seul que les parties con-
 tractantes eussent en vue au moment où l'une
 & l'autre ont fait leur marché, vint à manquer,
 qui devoit en souffrir d'après les principes de
 la loi & même de l'équité naturelle? Certaine-
 ment cela devoit être ou le prêteur, ou celui
 qui avoit engagé à prêter, ou tous les deux, &
 non pas un tiers qui n'avoit pris aucune part
 au traité. En cas d'insolvabilité, la perte devoit
 tomber ou sur celui qui avoit été assez foible
 pour prêter sur une mauvaise hypothèque; ou
 sur celui qui, frauduleusement, en avoit offert une
 sans valeur. Les loix ne connoissent pas d'autres

regles de décision; mais d'après les nouveaux instituts des droits de l'homme, les seules personnes qui, selon l'équité, devoient supporter la perte, sont les seules qui se retireront indemnes: ceux-là payeront la dette, qui n'étoient ni les prêteurs, ni les emprunteurs, qui n'avoient reçu ni donné aucune hypothèque.

Qu'avoit à faire le clergé avec toutes ces opérations? qu'avoit-il de commun avec aucun engagement public, au-delà de l'étendue de sa propre dette? quant à celle-ci, certainement, leurs terres étoient engagées jusqu'au dernier arpent. Rien ne peut mieux mettre sur la trace du véritable esprit de l'assemblée, qui siège pour exercer des confiscations publiques, d'après la nouvelle équité & sa nouvelle morale, qu'en donnant un peu d'attention à la conduite qu'elle a tenue à l'égard de cette dette du clergé. Le corps confiscant, fidèle aux capitalistes pour lesquels il étoit infidèle à tous les autres, trouva le clergé compétent pour contracter légalement une dette; conséquemment, c'étoit reconnoître en lui la possession pleine & légale des biens qu'il n'auroit pas eu le pouvoir d'engager & d'hypothéquer, s'il n'eût pas été réellement propriétaire. Ainsi dans le même acte qui dépouille ces malheureux citoyens, on consacre à la foi

& la légitimité de leurs droits, & la violation imprudente que l'on en fait.

Si, comme je l'ai dit, quelques personnes, mettant a part le public en général, devoient faire raison du déficit aux créanciers de l'état, ce devoit être ceux par les mains desquels avoit passé l'agrément de ces créances. En conséquence, pourquoi n'a-t-on confisqué tous les biens de tous les contrôleurs généraux? pourquoi n'a-t-on pas confisqué ceux de cette longue succession de ministres, de financiers & de banquiers qui se sont enfichis, pendant que la nation se ruinoit par leurs manœuvres & par leurs conseils? Pourquoi les biens de M. de la Borde n'ont-ils pas été confisqués, plutôt que ceux de l'archevêque de Paris, qui n'avoit jamais rien eu de commun avec les fonds publics, soit pour leur création, soit pour leur émission; ou, si vous vouliez absolument confisquer d'anciennes possessions territoriales, en faveur de ceux qui font commerce d'argent, pourquoi avez vous fait porter ce châtement sur une seule classe d'hommes? Je ne fais pas si, d'après le goût excessif pour les dépenses qu'avoit le duc de Choiseuil, il aura laissé après lui quelque chose des sommes énormes qu'il avoit obtenues des bontés de son maître, pendant le cours d'un règne qui, par ses pro-

digalités en tout genre pendant la guerre & pendant la paix , a amplement contribué à la dette actuelle de la France. S'il en existe des restes, pourquoi ne sont-ils pas confisqués ? J'ai été à Paris, au temps de l'ancien gouvernement; je me rappelle que c'étoit immédiatement après l'époque où le duc d'Aiguillon venoit de sauver sa tête du billot , par le secours heureux de la main du despotisme , (du moins , tout le monde le pensoit ainsi). Il a été ministre , & il a été pour quelque chose dans toutes les affaires de ce période de prodigalité. Pourquoi ne vois-je pas ses possessions territoriales abandonnées aux municipalités dans lesquelles elles sont situées ? La famille illustre des Noailles , qui a long-temps servi (& servi avec honneur) la couronne de France , a eu aussi une certaine part à ses bontés. Pourquoi n'entends-je parler d'aucune application de leurs biens , à la réduction de la dette publique ? Pourquoi les biens du duc de la Rochefoucault sont-ils plus sacrés que ceux du cardinal de la Rochefoucault ? Le premier, je n'en doute pas , est une personne respectable ; & (ce n'étoit pas une sorte d'impiété , de parler de l'emploi que l'on fait des richesses , comme s'il pouvoit influer sur le titre de leur possession) il fait un bon usage de ses revenus ; mais j'espère

que, sans lui manquer d'égard, je peux répéter ce qui m'a été garanti par des personnes très-bien informées, lesquelles m'ont dit que son frère, l'archevêque de Rouen, dispoſoit d'une manière beaucoup plus louable & bien plus conforme à l'esprit public, du produit d'une propriété, tout aussi légitime. Peut-on, sans horreur & sans indignation, entendre parler de la proscription de telles personnes, & de la confiscation de leurs biens ? Il faut n'être pas homme, pour ne pas éprouver ces émotions en de telles occurrences, & ce seroit être indigne du titre d'homme libre, que de ne pas les exprimer.

Peu de conquérans barbares ont jamais fait une révolution si terrible dans les propriétés. Aucunes factions romaines, lorsqu'elles établirent « *crudelem illam hastam* » dans les enchères de tous leurs butins, n'ont jamais porté la vente des biens des citoyens qu'ils avoient conquis à un taux si considérable. On doit dire en faveur de ces tyrans de l'antiquité, que tout ce qu'ils ont fait, ils ne le faisoient pas de sang-froid. Leurs passions étoient allumées ; leurs caractères aigris, leurs esprits bouleversés par l'esprit de vengeance, & par toutes les représailles innombrables & réciproques de sang & de rapine. Ils étoient entraînés au-delà de toutes les bornes

de la modération , dans la crainte où ils étoient , que toutes les familles qu'ils avoient trop outragées pour espérer aucun pardon , en rentrant dans la possession de leurs biens , ne reprissent en même-temps leur pouvoir.

Ces romains confiscants , qui n'étoient encore qu'aux élémens de la tyrannie , & à qui les droits de l'homme n'avoient pas encore enseigné à exercer toutes sortes de cruautés sur les uns & sur les autres , sans y être aucunement provoqués , crurent cependant nécessaire de donner une sorte de couleur à routes leurs injustices. Ils regarderent le parti vaincu , comme des traîtres qui avoient porté les armes ou qui avoient agi d'une maniere quelconque dans un esprit d'hostilité contre les choses publiques. Ils les traiterent comme des gens qui avoient encouru par leurs crimes la confiscation de leurs biens. Quant à vous , au point de perfection de l'esprit humain dont vous jouissez , vous n'avez pas eu recours à tant de formes. Vous avez fait main-basse sur cinq millions sterling de revenu annuel , & chassé de leurs maisons quarante ou cinquante mille créatures humaines , parce que » tel étoit votre bon plaisir ». Le tyran de l'Angleterre , Henry VIII , qui n'étoit pas plus éclairé que ne l'étoient à Rome leur Marius &

leur Sylla , (& aucun d'eux n'avoient étudié dans vos nouvelles écoles) , Henri VIII , dis-je , ne connoissoit pas cet iustement invincible de despotisme que l'on pouvoit trouver dans ce grand arsenal d'armes offensives , les droits de l'homme. Lorsqu'il eût résolu de piller les abbayes , comme le club des jacobins a pillé tous les biens ecclésiastiques , il commença par établir une commission pour entrer dans l'examen des crimes & des abus qui régnoient dans ces communautés. Cette commission , comme on pouvoit bien s'y attendre , mit dans son rapport des vérités , des exagérations & des mensonges ; mais à tort où à vrai , elle rendit un compte d'abus & de crimes. Cependant , quoique les abus puissent être corrigés ; quoique les crimes de quelques individus ne doivent pas entraîner la forfaiture d'une communauté entière d'hommes ; & comme , dans ce siècle de ténèbres on n'avoit pas encore découvert que la propriété n'étoit que le fruit d'un préjugé , tous ces abus , (& il y en avoit un assez grand nombre) ne furent pas regardés comme un fondement suffisant pour prononcer la confiscation qui étoit le but où l'on vouloit arriver. En conséquence , Henry trouva moyen de se procurer une résignation formelle de tous ces biens. Toutes ces manœuvres

pénibles furent employées , par un des tyrans les plus décidés dont l'histoire ait jamais fait mention comme des préliminaires nécessaires , avant qu'il voulût risquer , (en corrompant les membres de ses deux chambres serviles , par l'espérance d'une part dans les dépouilles , & par la promesse d'une exemption éternelle de taxes) de demander une confirmation de ses procédés iniques , par un acte du Parlement. Si le hasard eût réservé ce tyran pour nos jours , quatre mots techniques auroient fait tout l'ouvrage , & lui auroient épargné tous ces soins ; il n'auroit eu besoin d'autre chose que d'une courte formule d'enchantement -- « Philosophie-lumière-liberté-les droits de l'homme ».

Je ne puis rien dire à la louange de ces actes de tyrannie qui , malgré leurs fausses couleurs , n'ont été célébrés par aucunes voix ; cependant , ces fausses couleurs elles-mêmes étoient un hommage que le despotisme rendoit à la justice. Le pouvoir qui étoit au-dessus de la crainte & du remords , n'étoit cependant pas au-dessus ; lorsque la honte n'a pas perdu son action , le cœur qui en ressent l'atteinte , n'a pas perdu toute sa vertu ; & le tyran qui la craint n'est pas dénué sans ressource de tout esprit de modération.

Je crois que tout homme honnête sympathisera

avec notre poète politique, en lisant les réflexions que cette circonstance de notre histoire lui inspira, & que si jamais des actes d'un despotisme aussi avide devoient se présenter à sa vue ou même à son imagination, il feroit des vœux pour en écarter le présage.

« Puissions-nous ne plus revoir une pareille
 » tempête, ni la réforme s'opérer par la ruine.
 » Dis-moi (ma muse) quelle monstrueuse &
 » cruelle offense, quels crimes ont pu porter
 » un roi chrétien à un tel excès de rage ? Etoit-ce
 » ceux du luxe ou de la convoitise ? Etoit-il
 » lui-même si sobre, si chaste, si juste ? Etoit-ce
 » là leurs crimes ? N'étoient-il pas bien plus les
 » siens ? Mais la richesse est un assez grand
 » crime aux yeux de celui qui n'a rien ».

(*) The rest of the passage is this —

» Who having spent the treasures of his crown,
 » Condemns their luxury to feed his own.
 » And yet this act, to varnish o'er the shame
 » Of sacrilege, must bear devotion's name.
 » No crime so bold, but would be understood
 » A real, or at least a seeming good.
 » Who fears not to do ill, yet fears the name;
 » And, free from conscience, is a slave to fame.
 » Thus he the church at once protects, and spoils:
 » But princes' swords are sharper than their styles.

C'est encore cette richesse qui, dans tous les temps & sous toutes les formes de politique, a paru comme une trahison ou comme un crime de lèse-nation aux yeux d'un despotisme in-

-
- » And thus to th' ages past he makes amends,
 » Their charity destroys, their faith defends.
 » Then did religion in a lazy celt,
 » In empty aëry contemplations dwell;
 » And, like the block, unmoved lay: but ours,
 » As much too active, like the stork devours.
 » Is there no temp'rate region can be known,
 » Betwixt their frigid, and our torrid zone?
 » Could we not wake from that lethargic dream,
 » But to be restless in a worse extreme?
 » And for that lethargy was there no cure,
 » But to be cast into a calenture?
 » Can knowledge have no bound, but must advance
 » So far, to make us wiser for ignorance?
 » And rather in the dark to grope our way,
 » Than, led by a false guide, to err by day?
 » Who sees these dismal heaps, but would demand,
 » What barbarous invade & sack'd the land?
 » But when he hears, no Goth, no Turk did bring
 » This desolation, but a Christian king;
 » When nothing, but the name of zeal, appears
 » 'Twixt our best actions, and the worst of theirs,
 » What does he think our sacrilege would spare,
 » When such th' effects of our devotion are? «

COOPER'S HILL, by Sir JOHN DENHAM.

digent & avide, qui vous a décidés à violer à la fois, & dans un seul objet, la propriété, la loi & la religion. Mais, l'état de la France étoit-il si déplorable & si perdu qu'il ne restât d'autre ressource que le pillage pour préserver son existence? Je souhaite, à cet égard, de recevoir quelques informations. Lorsque les états s'assemblèrent, les finances de la France étoient-elles dans un délabrement si grand qu'après avoir fait des économies dans tous les départemens, en suivant les principes de la justice & de la commisération, il ne fût pas possible de les rétablir en répartissant également les charges sur tous les ordres? Si une imposition de cette nature, également répartie, avoit pu suffire, vous savez que cela auroit pu s'exécuter aisément. M. Necker, dans le rapport qu'il a fait aux trois ordres assemblés à Versailles le 5 mai 1789, a donné un détail expositif de l'état de situation de la nation françoise.

Si nous devons l'en croire, il n'étoit pas nécessaire d'avoir recours à une imposition nouvelle d'aucune espece pour mettre les dépenses de la France en équilibre avec ses recettes; il établit les dépenses fixes de toute espece, y compris l'intérêt d'un nouvel emprunt de quatre cens millions, à 531,444,000 liv.; il établit le

revenu fixe à 475,294,000 liv. ; partant le déficit étoit de 56,150,000 liv. ou 2,200,000 liv. sterling ; pour le remplir il fit un long énoncé d'épargnes & d'augmentations de revenu (qu'il regardoit comme entièrement infaillibles) lesquelles se montoient bien au-delà de ce même déficit ; & il conclut par ces mots emphatiques, (p. 39) « quel pays, messieurs, que celui où, » *sans impôts*, & avec de simples objets *inap-* » *perçus*, on peut faire disparaître un déficit » qui a tant fait de bruit en Europe ». Quant au remboursement & à l'extinction de la dette, & à tous les autres grands objets intéressans pour le crédit public, & les arrangemens politiques indiqués dans le discours de M. Necker, personne ne pouvoit douter que, par le moyen d'une cotisation modérée, proportionnelle & répartie sur tous les citoyens sans distinction, il n'y fût pourvu avec toute l'étendue qui pouvoit être désirable.

Si cet exposé de M. Necker étoit faux, l'assemblée est coupable au plus haut degré pour avoir forcé le roi à accepter pour ministre, & depuis qu'elle a déposé le roi, pour avoir employé comme *son* ministre, un homme qui avoit été capable d'abuser d'une manière aussi notoire de la confiance de son maître, & de la leur ;

sur-tout sur un sujet de la plus grande importance, & dans le ressort direct de son emploi particulier ; mais, si l'exposé étoit exact, (& , comme j'ai toujours conçu , ainsi que vous, le plus haut degré de respect pour M. Necker, je ne doute pas qu'il ne le fût) que peut-on dire pour justifier ceux qui, au lieu d'une contribution modérée, raisonnable & générale, ont de sang-froid & sans y être forcés par aucune nécessité, eu recours à une confiscation cruelle & partielle ?

Le clergé ou la noblesse avoit-il réclamé aucun de ses privilèges pour se soustraire à cette contribution ? Ils ne l'avoient point fait. Le clergé même avoit prévenu les desirs du tiers-état. Avant la réunion des états-généraux il avoit dans toutes ses instructions, chargé expressément ses députés de renoncer à toutes les exemptions qui mettoient les ecclésiastiques sur un pied différent de leurs concitoyens. Le clergé même s'explique sur cet article d'une manière plus explicite que ne l'avoit fait la noblesse.

Mais supposons que le déficit fût fixé à 56 millions, (ou 2,200,000 liv. sterling) comme cela fut d'abord dit par M. Necker. Accordons que toutes les ressources qu'il employoit pour combler fussent des fictions impudentes & sans fondement ; accordons même que l'assemblée,

(ou que les lords de l'article aux Jacobins *)
 fût par-là justifiée d'avoir fait porter toute la
 charge du déficit sur le clergé. En accordant
 tout cela , un besoin de 2,200,000 liv. sterling
 ne peut pas justifier une confiscation qui se monte
 à cinq millions. Une imposition de 2,200,000 l.
 sterling sur le clergé seul auroit été oppressive
 & injuste , mais elle n'auroit été totalement rui-
 neuse pour lui , & c'est pour cela même qu'elle
 n'auroit pas répondu au véritable dessein des
 conducteurs de l'entreprise.

Les personnes qui ne sont point familiarisées
 avec les affaires de France , pourront peut-être
 croire , en entendant dire que le clergé & la
 noblesse étoient privilégiés à l'égard des impôts ,
 que ces deux corps , avant la révolution , ne
 contribuoient en rien aux charges de l'état : ce
 seroit une grande erreur. Certainement ils ne
 contribuoient pas également l'un & l'autre , &
 aucune des deux ne contribuoit également avec
 le tiers-état , mais cependant ils supportoient
 tous deux beaucoup de charges. Le clergé ni la

(*) Dans la constitution de l'Ecosse , pendant le règne
 des Stuard , un comité se forma pour préparer tous les
 bills , & aucun ne passoit qu'il n'eût d'avance été ap-
 prouvé par lui. Ce comité étoit appelé Lords of articles

noblesse ne jouissoient d'aucune exemption sur les droits prélevés sur les consommations, sur les droits de douane ni sur une infinité d'autres impôts *indirects*, qui, en France ainsi qu'ici, sont pour le public une partie si considérable de tous les paiemens. La noblesse payoit la capitation. Elle payoit aussi un *Land tax* appelé *vingtieme*. Ces vingtiemes ont été quelquefois jusqu'à trois & quelquefois jusqu'à quatre schellings par livres sterling; ces deux impositions directes ne sont pas légères de leur nature, & le produit n'en est pas indifférent. Le clergé des pays conquis (dont la proportion avec tout le royaume est d'un huitieme pour l'étendue, & plus forte sous le rapport des richesses) payoit la capitation & les vingtiemes au même taux que la noblesse. Le clergé dans les anciennes provinces ne payoit pas de capitation, mais il l'avoit rachetée par une somme d'environ vingt-quatre millions, ou un peu moins qu'un million sterling. Il étoit exempt des vingtiemes, mais il faisoit des dons gratuits; il contractoit des dettes pour l'état, & il étoit soumis à quelques autres charges; en sorte qu'en réunissant tout, il payoit environ un treizieme de son revenu net. Il auroit dû payer environ quarante mille livres sterling de plus par an, pour se trouver au pair avec les contributions de la noblesse.

Lorsque les terreurs de cette proscription effrayante mirent le clergé aux abois , M. l'Archevêque d'Aix offrit en son nom une contribution qui n'auroit pas dû être acceptée tant elle paroïssoit extravagante. Mais elle étoit évidemment & au premier coup-d'œil , beaucoup plus avantageuse aux créanciers de l'état , que tout ce que l'on pouvoit raisonnablement espérer d'une confiscation. Pourquoi n'a-t-elle pas été acceptée ? La raison en est simple. L'intention n'étoit pas d'engager l'église à servir l'état. On a employé le prétexte de l'avantage de l'état pour détruire l'église. C'auroit été déconcerter tout le projet dans son but le plus direct , que d'adopter le plan d'une extorsion , au lieu de celui de la confiscation ; ç'auroit été perdre la possibilité de créer un nouveau système de propriété foncière , lié à celui d'une nouvelle république , & nécessaire à son existence. Telle est la raison pour laquelle cette rançon extravagante n'a pas été acceptée.

On s'aperçut promptement de la folie du projet de confiscation , tel qu'on l'avoit formé d'abord. Mettre ainsi en vente tout à la fois cette masse énorme de terres , augmentée encore par la confiscation de tous les domaines de la couronne , c'étoit évidemment détruire les profits que l'on espéroit de cette confiscation , en anéan-

tissant la valeur de ces terres , & certainement celle de toutes les terres dans toute l'étendue de la France : en outre , ce devoit être un autre surcroît de maux , que de divertir si subitement de la circulation nécessaire au commerce tout le numéraire de la France , en faveur de l'acquisition des terres. Quel parti prit-on alors ? L'assemblée , convaincue de la réalité des mauvais effets que cette vente projetée rendoit inévitables , revint-elle sur les offres du clergé ? Aucun malheur ne pouvoit l'obliger à prendre une route qui avoit à ses yeux la défaveur d'une apparence de justice : abandonnant toutes les espérances qu'avoit d'abord offertes une vente générale & subite , un autre projet a succédé. Elle proposa d'échanger les biens ecclésiastiques contre les fonds publics. Dans ce nouveau projet il s'éleva de grandes difficultés pour régler également les objets à échanger ; il en survint en outre quelques autres qui la forcèrent à retourner encore à quelque projet de vente. Les municipalités s'étoient allarmées ; elles ne vouloient pas entendre parler du projet de réunir à Paris , dans les mains des propriétaires de fonds , le produit du pillage de tout le royaume. Beaucoup de ces municipalités avoient été réduites (par système) à l'indigence la plus déplorable.

Nulle part on ne pouvoit appercevoir aucun argent. L'assemblée fut donc amenée au point où elle desiroit si ardemment d'arriver. Elle soupironne après une circulation quelconque qui pût revivifier son industrie expirante. Alors les municipalités devoient être admises au partage des dépouilles, ce qui rendoit le premier plan (si jamais il avoit sérieusement existé), aussi évidemment impraticable. Les besoins publics se faisoient sentir de tous côtés. Le ministre des finances réitéroit sans cesse ses demandes de secours avec la voix la plus urgente, la plus troublée & la plus alarmante. Dans cette situation, pressée de tous les côtés, au lieu de suivre son premier plan de transformer les banquiers en évêques & en abbés, au lieu de payer l'ancienne dette, elle en contracta une nouvelle à trois pour cent, en créant un nouveau papier-monnoie hypothéqué sur la vente éventuelle des terres de l'église. Elle fit sortir ce papier-monnoie en premier lieu, pour satisfaire aux demandes de *la caisse d'escompte*, cette grande machine, ce grand moulin à papier de la richesse fictive de Paris.

La dépouille de l'église est devenue la seule ressource de toutes les opérations de la finance; c'est dans l'assemblée, le principal vital de toute la politique du jour; c'est la seule garantie de

la durée de son pouvoir. Il étoit devenu nécessaire, quelque chose qu'il en pût coûter, d'amener tous les individus au même point, & d'entraîner la nation entière par l'attrait d'un intérêt coupable, à la nécessité de maintenir cet acte, & par-là l'autorité de ceux qui l'avoient fait, afin de forcer ceux qui répugnoient le plus à participer au pillage, elle a déclaré que dans tous les paiemens, l'acceptation de son papier-monnaie seroit forcée. Ceux qui considèrent que cet objet étoit le centre vers lequel se dirigeoient toutes ses tentatives, & que de ce centre devoient ensuite diverger toutes ses mesures, ne trouveront pas que je m'arrête trop long-temps sur cette partie des opérations de l'assemblée nationale.

Pour trancher au vif toute apparence de rapport entre la commune & la justice publique, & pour tout ramener sous la dépendance implicite des dictateurs de Paris, on a enfin aboli les corps de judicature antiques & indépendans, les parlemens, avec tout leur mérite, & avec toutes leurs fautes. Tant que les parlemens existoient, il étoit évident que le peuple auroit, dans un temps ou dans un autre, recouru à eux & se rallier sous l'étendard de leurs anciennes loix. Cependant il fallut prendre en

considération que les magistrats & les officiers des cours que l'on abolissoit, *avoient acheté leurs offices*, à un prix très-haut, & que, soit pour l'intérêt de leur finance, soit pour la valeur de leurs services, ils recevoient en retour de l'un & de l'autre un foible intérêt de leur argent. Une confiscation toute simple étoit faveur pour le clergé; c'étoit leur faire beaucoup d'honneur. — Mais à l'égard des hommes de loi, il falloit observer quelques formes d'équité, & la compensation qu'on leur d'estinoit devoit monter à une somme considérable. Cette compensation fait partie de la dette nationale, pour la liquidation de laquelle on a un fonds si inépuisable. Ces remboursemens de la magistrature se feront avec ces nouveaux papiers de l'église, qui doivent marcher de pair avec les nouveaux principes de judicature & de législation. Les magistrats congédiés auront à choisir entre le martyr spoliatif des ecclésiastiques, ou la nécessité de ne recevoir leur propriété que dans une nature de fonds & dans une forme, qu'eux & tous ceux qui ont été nourris dans les anciens principes de la jurisprudence, & qui étoient par leur serment les gardiens de la propriété, ne peuvent envisager qu'avec horreur. Le clergé même ne sera payé de la misérable rétribution

qui lui est allouée qu'avec ce même papier dont l'estampe offre le caractère indélébile du sacrilège & de sa propre ruine, ou bien il mourra de faim. Non certainement, dans aucun temps & dans aucune nation, une telle alliance de la banqueroute & de la tyrannie, n'a offert l'exemple d'un outrage aussi violent au crédit, à la propriété & à la liberté, que la circulation de ce papier forcé.

Dans le cours de toutes ces opérations se découvre à la fin le grand *arcanum*. — C'est que, dans le fait, & dans le sens le plus clair, les terres de l'église (autant du moins que quelque chose de certain peut être recueilli de toutes ces manœuvres) ne doivent pas être vendues d'outout. D'après les dernières résolutions de l'Assemblée, elles doivent être abandonnées au plus offrant. Mais il faut observer qu'on accorde la facilité *de ne payer qu'une certaine partie du prix de l'acquisition*. On donne douze ans pour payer le surplus. Ces acquéreurs philosophiques, en payant une espèce de denier d'entrée seront immédiatement mis en possession des biens. Cela devient en quelque sorte une espèce d'investiture féodale qui leur est accordé à la charge de foi & hommage au nouvel œuvre. Ce projet est évident vis-à-vis d'un corps d'acheteurs qui n'a pas d'ar-

gent. La conséquence de ceci est que les acheteurs, ou plutôt que les tenanciers payeront non seulement sur les augmentations faciles de revenu (dont l'état auroit pu tout aussi bien profiter), mais encore sur les débris des matériaux des édifices, sur le dégât qu'ils feront dans les bois, & avec tout l'argent que des mains accoutumées aux rapines de l'usure pourront extorquer de celles du malheureux paysan. Le voilà, le malheureux, livré à la discrétion mercénaire & arbitraire d'hommes qui seront excités aux extorsions de toute espèce, par les demandes qui s'accroîtront à proportion des profits qu'ils feront, sur des biens dont la jouissance pécuniaire dépend de l'existence d'un nouveau système politique.

En même temps que toutes les fraudes, les impostures, les violences, les rapines, les incendies, les meurtres, les confiscations, les circulations de papier forcé, & toutes les espèces de tyrannie & de cruauté qui sont employées pour terminer cette révolution & pour la maintenir, produisent tous les effets qui leur sont naturels; c'est-à-dire, tandis qu'elles irritent tous les sentimens moraux de tous esprits vertueux & modérés, les fauteurs de ce système philosophique ne manquent pas en même temps une

seule occasion de faire retentir leurs déclamations
 contre l'ancien gouvernement de la France.
 Après être parvenus à noircir autant que possible
 cet ancien pouvoir déposé, leur manière favorite
 est d'argumenter contre tous ceux qui n'approu-
 vent pas leurs nouveaux abus, comme si, par
 cela seul, ils étoient partisans de tous les anciens;
 afin que ceux qui réprouvent tous leurs plans
 violens & absurdes de liberté, soient traités
 comme les avocats de la servitude. Je conviens
 que leur situation fait pour eux une nécessité de
 cette vile & méprisable ruse. Rien n'est propre
 à encrever les hommes dans leurs démarches &
 dans leurs projets, comme cette supposition
 qu'il n'y a pas de milieu entre ce qu'ils pensent
 & une tyrannie aussi odieuse qu'aucunes de
 celles dont les fastes de l'histoire, ou les imagi-
 nations des poètes nous ont laissé des modèles.
 Tous ces propos de leur clique ne méritent pas
 même d'être regardés comme des sophismes;
 ce n'est rien autre chose qu'une grande impu-
 dence. Tous ces messieurs n'auroient-ils jamais
 entendu parler dans les orbites de tous leurs
 mondes de théorie & de pratique, d'aucune
 chose mitoyenne entre le despotisme d'un mo-
 narque & le despotisme de la multitude? N'ont-
 ils jamais entendu parler d'une monarchie gou-

vernée par les lois , contrôlée par la masse héréditaire de richesses & par la dignité héréditaire d'une nation , & soumise en outre l'une & l'autre à encore un autre échec judicieux , venant de la raison & de l'ame du peuple agissant en corps par l'organe d'un représentant permanent & convenable ? Est-il donc impossible de rencontrer un homme qui , sans intentions méchantes & criminelles , ou sans une absurdité pitoyable , préfère un tel gouvernement mixte & tempéré , à l'un des deux autres extrêmes ? qui puisse aussi regarder comme dénuée de toute sagesse & de toute vertu , une nation qui , n'ayant qu'à vouloir pour obtenir sans peine un semblable gouvernement , *ou plutôt pour consolider une telle possession qu'elle avoit déjà* , auroit pensé qu'il étoit préférable de commettre des milliers de crimes , & d'attirer sur son territoire des milliers de maux , précisément afin de l'éviter ? Est-ce donc une vérité si généralement reconnue , que la démocratie pure est la seule forme convenable de gouvernement , pour qu'il ne soit permis à aucun homme d'hésiter sur ses avantages sans qu'aussitôt il soit soupçonné d'être l'ami de la tyrannie ; c'est-à-dire d'être l'ennemi du genre humain.

Je ne fais quel nom donner à l'autorité qu

gouverne actuellement en France: elle voudroit ne paroître qu'une démocratie pure, mais je pense qu'elle précipite sa marche vers une ignoble & funeste oligarchie. Cependant j'admets, quant à présent, qu'elle soit en réalité & dans ses effets, ce qu'elle prétend être. Ce n'est pas simplement sur un principe abstrait, que je réproouve aucune forme de gouvernement. Il peut exister telle situation dans laquelle une démocratie pure seroit un gouvernement nécessaire. Il y en a quelques-unes (mais bien peu & dans des circonstances bien particulières) qui pourroient même rendre cette forme desirable; mais je suis loin de croire que ceci puisse s'appliquer à la France, ni jamais l'être à aucune nation étendue. Jusqu'à présent nous n'avons pas vu d'exemples de démocraties considérables; les anciens la connoissoient bien mieux que nous: comme je ne suis pas tout à fait sans avoir pris quelque lecture des bons auteurs qui ont le mieux observé ces constitutions, & qui ont écrit sur ce sujet, je ne puis m'empêcher d'adopter leur opinion, qui étoit qu'une démocratie absolue ne devoit pas plus être classée qu'une monarchie absolue parmi les formes légitimes de gouvernement. Ils pensent que la démocratie, loin d'avoir quelque ressemblance avec une parfaite

république, en est plutôt la dégénération & la corruption : si je m'en souviens bien, Aristote observe que la démocratie a beaucoup de points de ressemblance frappans avec la tyrannie (*); ce dont je suis certain, c'est que dans une démocratie, la majorité des citoyens est capable d'exercer sur la minorité les oppressions les plus cruelles, lorsque quelque division forte domine (ce qui doit souvent avoir lieu dans un tel

(*) Lorsque j'ai écrit ceci, j'ai fait la citation de mémoire, & beaucoup d'années s'étoient écoulées depuis que j'avois lu ce passage. Un de mes amis, homme fort instruit, l'a trouvé dans l'original, & le voici :

Τὸ ἦθος τοῦ αὐτοῦ καὶ ἀμφὶ δεσποτικά τῶν Βελητιῶν καὶ τὰ φιφισμάτα ὡς ὅτι ἐκεῖ ταῦτα καὶ οἱ δὲ μαγῶν καὶ οἱ κολαῖ οἱ αὐτὰ καὶ ἀναλογον καὶ μαλιστα ἐκατέροι παρ' ἐκατέροις ἐκχυουσιν, οἱ μὲν κολαχες παρὰ Τυραννοῦς, οἱ δὲ δὲ μαγῶν παρὰ τοῖς δημοῖς τοῖς τοῖς τοῖς . . .

» Le caractère des mœurs est le même ; tous deux
 » exercent le despotisme sur la meilleure classe de citoyens,
 » & les décrets sont pour l'un ce que les ordonnances
 » & les arrêts sont pour l'autre : le démagogue aussi,
 » & l'homme de cour, sont souvent semblables & iden-
 » tiques ; & toujours ils ont ensemble une étroite ana-
 » logie, & tous deux dans les gouvernemens différens
 » où ils sont, s'attachent au principal pouvoir : le favori
 » au monarque absolu, & le démagogue au peuple, tel
 » que je l'ai décrit ». *Aristote, politique ; liv. 4, chap. 4.*

ordre de choses) ; & que cette oppression sur la minorité sera bien plus multipliée , sera bien plus outrée dans ses fureurs , que ne pourroit jamais l'être celle qui dériveroit de la cruauté d'un seul sceptre. Ce qui est à remarquer sous une telle persécution populaire , c'est que les victimes y sont dans une situation bien plus déplorable que dans toute autre. Sous un prince cruel , elles ont , pour calmer le feu cuisant de leurs blessures , ce baume de la compassion que leur offre l'humanité ; elles ont tous les regards du peuple dont la bienveillance universelle encourage leur constance ; cet encouragement les aide à supporter plus patiemment leurs maux ; mais ceux qui ont à gémir sous les férociétés de la multitude , sont privés de toutes ces consolations extérieures. C'est le genre humain tout entier qui semble les abandonner , c'est la conspiration de tous leurs semblables réunis , qui semble les accabler à la fois.

Mais en admettant que la démocratie n'ait pas dans chaque parti dominant , cette tendance inévitable à la tyrannie , que je suppose qu'elle a ; & en admettant qu'elle possède autant d'avantages lorsqu'elle est pure , que je suis sûr qu'elle en a lorsqu'elle entre comme mélange dans une autre forme de gouvernement , n'y

a-t-il absolument rien à dire en faveur de la monarchie ? Je ne cite pas souvent Bolingbroke, & en général ses ouvrages n'ont pas laissé des traces bien profondes dans mon esprit. C'étoit un écrivain présomptueux & superficiel ; mais il a fait une observation qui , à mon avis , n'est dénuée ni de profondeur ni de solidité. Il dit qu'il préfère la monarchie aux autres gouvernemens , parce que vous pouvez mieux entrer sur une monarchie , une forme quelconque de république , que vous ne pouvez entrer sur une république rien de monarchique. Je crois qu'il a parfaitement raison. L'histoire prouve la vérité du fait , & il est vrai aussi en théorie.

Je fais combien il est aisé , lorsqu'une puissance est anéantie , de fabriquer des topiques pour les fautes qu'elle a commises précédemment. Qu'il arrive une révolution dans l'état , le vil flatteur de la veille devient le critique le plus sévère du moment. Mais les bons esprits , ceux qui ne changent pas avec les circonstances , lorsqu'ils ont à méditer sur un objet aussi important pour l'humanité , que l'est celui du gouvernement , dédaignent de choisir le rôle de satyriques , & de déclamateurs. Ils ne jugent les institutions humaines , que comme ils jugent les caractères des hommes. Leur unique but est de

séparer ce mélange de bien & de mal, qui appartient à tout ce qui est mortel ; & les institutions publiques le sont autant que les individus.

Quoique votre gouvernement en France fût communément, & avec justice regardé comme une des meilleures monarchies, non tempérées, ou mal tempérées, elle étoit cependant remplie d'abus. Ces abus s'étoient accumulés avec le temps, & cela devoit arriver dans une monarchie qui n'étoit pas soumise à l'inspection constante des représentans du peuple. Je ne suis pas totalement étranger aux fautes & aux imperfections qui existoient dans le gouvernement de la France, avant sa destruction, & je crois que je ne suis pas porté, ni par nature, ni par politique à faire aucun éloge d'une chose qui mérite une juste & légitime censure. Mais il n'est pas question actuellement des vices de cette monarchie, mais de son existence elle-même. Est-il donc vrai que le gouvernement de la France fût dans une telle situation, qu'il ne fût ni digne ni susceptible d'aucune réforme ? Etoit-ce une telle situation, qu'il fut d'une nécessité absolue de renverser de fond en comble tout l'édifice, & d'en balayer tous les décombres, pour exécuter sur le même sol les plans théori-

ques d'un édifice expérimental ? Toute la France étoit d'une opinion différente au commencement de l'année 1789. Les instructions données aux représentans des états généraux dans tous les bailliages de ce royaume, étoient remplies de projets de réforme pour le gouvernement ; mais on n'y trouve pas l'apparence d'une idée tendante à sa destruction. Il y a mieux , si elle eût été suggérée , il ne se seroit formé qu'une seule voix , & cette voix auroit été pour la rejeter avec horreur & mépris. On a quelquefois conduit par degrés les hommes , quelquefois précipités dans des situations telles que , si d'avance ils avoient pu en appercevoir l'ensemble , ils n'auroient jamais voulu en permettre l'idée même la plus éloignée : lorsque l'on donna ces instructions , il ne fut question d'autre chose que des abus qui existoient , & de la réforme qu'ils exigeoient. De même encore aujourd'hui , dans l'intervalle qui s'est écoulé , entre les instructions & la révolution , les choses ont changé de forme ; & , en conséquence de ce changement , la véritable question aujourd'hui est de savoir si la raison est du côté de ceux qui n'auroient voulu que des réformes , ou de ceux qui ont tout détruit.

A entendre quelques personnes parler de la feue monarchie française , on auroit dit qu'elles

parloient de la Perse toute fûmante du sang répandu par les armes féroces de Thomas Kouly-Kan, ou, au moins qu'elles faisoient la description du despotisme anarchique & barbare de la Turquie, où les plus belles contrées, dans le climat le plus enchanteur du monde, ont plus à souffrir des langueurs de la paix, que d'autres provinces ravagées par la guerre, n'ont à gémir de ses désastres; de ce pays où les arts sont inconnus; où les manufactures sont languissantes, où les sciences sont perdues, où l'agriculture est abandonnée, où la race humaine se fond & s'anéantit sous les yeux même de l'observateur. Etoit-ce là la situation de la France? Je n'ai d'autre manière pour décider la question, que de recourir aux faits, & les faits y sont contraires. Parmi beaucoup de mal, il y a quelque chose de bon dans la monarchie en elle-même, & la monarchie française doit avoir trouvé bien des correctifs à ce mal dans la religion, dans les lois, dans les mœurs, & dans les opinions. D'où il résulteroit, (quoiqu'elle ne fût aucunement libre, &, par conséquent, quoiqu'elle ne fût pas une bonne constitution) qu'elle avoit plutôt les apparences que la réalité du despotisme.

Parmi toutes les règles qui peuvent indiquer,

qu'elle est l'influence du gouvernement sur une nation , l'état de sa population ne doit pas être regardée comme une des moins certaines. Tout pays où la population fleurit, & même où elle s'accroît , ne peut pas être regardé comme gémissant sous un gouvernement très-mal faisant. Il y a environ soixante ans que tous les intendants de la France firent des mémoires détaillés sur chacune de leurs généralités, & la population étoit un des objets de ces rapports. Je n'ai pas au près de moi tous ces livres, vraiment volumineux, & je ne fais même où je pourrois me les procurer (par conséquent je ne parle que de mémoire, & je ne suis pas aussi affirmatif); mais je crois que la population de la France étoit alors, selon eux mêmes à cette époque, de 22 millions d'ames. A la fin du dernier siècle elle avoit été généralement calculée à 18 millions. A juger d'après l'une & d'après-l'autre de ces estimations, la France n'étoit pas mal peuplée. M. Necker, qui pour son temps est une autorité au moins égale à celle des intendants, a porté la population de la France en 1780, & cela sur des principes qui paroissent sûrs, à 24,670,000 mille. Mais étoit-ce là le dernier terme probable de la progression sous l'ancien établissement ? Le docteur

Price pensoit qu'en cette année le progrès de la population en France étoit parvenu à son *acmé*. Je me soumets bien plus volontiers à l'autorité du docteur Price, dans ces sortes de spéculations, que je ne le fais dans celles de la politique générale. Cet auteur, en parlant des données de Monsieur Necker, est très-convaincu que, depuis l'époque où ce ministre a fait ses calculs, la population de la France est augmentée rapidement, si rapidement même, que rien ne pourroit le faire consentir à fixer le taux où étoit la population de la France en 1789, au-dessous de 30,000,000. En rabattant beaucoup (& je crois qu'on doit le faire) des calculs bien chauds du docteur Price, je ne doute aucunement que la population de la France n'ait augmentée considérablement pendant le dernier période. Mais, en supposant que cet accroissement, ne soit que la différence de 24,670,000 à 25 millions, & cela dans une progression croissante, sous un sol qui a environ vingt-sept mille lieues carrées, ce n'en est pas moins immense. C'est, par exemple, beaucoup plus que la population comparée de cette île, où même que celle de l'Angleterre, qui est la partie la plus peuplée des deux royaumes réunis.

Il n'est pas universellement vrai que la France

soit un pays fertile. Elle a des espaces considérables, qui sont stériles & qui sont exposées à d'autres désavantages naturels. Dans les parties les plus favorisées de ce territoire, le nombre de la population est en rapport, autant que je puis voir, avec les largesses de la nature (*). La généralité de l'Isle (je conviens que c'est l'exemple le plus fort), sur une étendue de 404 lieues carrées, renfermoit il y a dix ans 734,600 ames, ce qui revient à 1772 habitans par lieue carrée. Le moyen terme pour le reste de la France, est environ de 900 habitans par lieue carrée.

Je n'attribue pas cette population au gouvernement déposé, parce que je n'aime point à attribuer aux efforts des hommes des succès qu'ils ne devoient en grande partie qu'aux bontés de la providence; mais ce gouvernement si décrié n'avoit pas été un obstacle, il avoit même plutôt favorisé les causes (quelque'elles soient, soit la nature du sol, soit les ressources de l'industrie du peuple) qui ont produit dans toute l'étendue de ce royaume un nombre si considérable d'habitans, & qui dans quelques-uns même l'ont

(*) De l'administration des finances de la France par M. Necker, volume prem. page 288.

rendu prodigieux. Je ne supposerai jamais que l'ensemble d'un état soit la plus mauvaise de toutes les institutions politiques, lorsque par l'expérience il se trouvera qu'il renferme un principe favorable à l'accroissement de la population, (quelque caché que ce principe puisse être.)

Tout considéré, la richesse d'un pays est une autre règle qui n'est point à dédaigner, d'après laquelle nous pouvons juger si, dans tout son ensemble, un gouvernement est oppressif ou favorable. La France excède considérablement l'Angleterre par sa population comparée; mais je soupçonne, que sous le rapport de la richesse, elle nous est inférieure de beaucoup; qu'elle n'est pas aussi également distribuée, ni si active dans sa circulation. Je crois que la différence du gouvernement est une des causes qui donne à cet égard de l'avantage à l'Angleterre. Je parle de l'Angleterre, & non pas de tout l'empire britannique, ce qui seroit alors, à le comparer avec celui de la France, affaiblir à un certain point de notre côté la proportion comparée des richesses: mais cette richesse, qui ne supporte pas la comparaison vis-à-vis de celle de l'Angleterre, suffit encore pour constituer un degré d'opulence fort considérable. Le livre de

M. Necker publié en 1785, renferme une collection soignée & intéressante de faits relatifs à l'économie publique & à l'arithmétique politique, & ses spéculations sur ce sujet sont généralement sages & bien vues. Dans ce livre l'idée qu'il donne de la France, n'est pas du tout celle d'un pays dont le gouvernement soit une source de malheurs, un mal en lui-même, & un mal qui ne puisse être réformé que par ce remède violent & douteux d'une révolution générale. Il affirme que, depuis l'année 1726 jusqu'en 1784, on a frappé en France, tant en espèce d'or que d'argent, la quantité de cent millions sterling (*).

Il est impossible que M. Necker se soit trompé sur la quantité de lingots qui ont été frappés à la monnaie; c'est l'affaire d'un simple relevé de bureaux. Les raisonnemens de cet habile financier, sur la quantité d'or & d'argent qui restoit en circulation, lorsqu'il écrivit en 1785, c'est-à-dire, avant l'emprisonnement & la déposition du roi de France, ne sont pas également certains; mais ils sont appuyés sur des bases qui sont si solides en apparence, qu'il est difficile de refuser à ses calculs un grand degré de

(*) Vol. 3, chap. 8 & 9.

confiance. Il suppose que le numéraire , ou ce que nous appellons l'espece , existant réellement alors en France , étoit de 88 millions de notre monnoie anglaise , masse énorme de richesse , en vérité , même pour un pays aussi étendu que celui-là ! M. Necker étoit si éloigné de regarder cet accroissement de numéraire comme prêt à s'arrêter , qu'il présuinoit que l'augmentation successive & annuelle se monteroit à deux pour cent de la valeur de la totalité importée en France depuis l'époque de tout son calcul. Quelques causes adéquates doivent avoir introduit dans l'origine toute la monnoie fabriquée dans l'étendue de ce royaume ; & quelques causes particulièrement agissantes doivent avoir contribué à concentrer & à attirer dans son sein les flots d'un trésor aussi immense que celui que M. Necker assigne à la circulation intérieure. Supposez que l'on pût faire quelques déductions raisonnables sur les computations de M. Necker , le reste se monteroit encore à des sommes immenses. Des causes aussi puissantes , pour acquiescir & pour conserver , ne peuvent pas exister dans une industrie découragée , dans des propriétés incertaines & dans un gouvernement destructif par essence. En vérité quand je considère tout le royaume de France , la multitude & l'opu-

lence de ses villes , la magnificence utile de ses routes spacieuses & de ses ponts , l'avantage de ses canaux artificiels de navigation , qui établissent des communications si faciles entre les mers & les points les plus distans d'un continent immense dans son étendue ; lorsque je jette mes regards sur les merveilleux ouvrages de ses ports & de ses bassins , & sur tout l'appareil de sa marine , soit militaire , soit marchande ; lorsque je passe en revue le nombre de fortifications construites sur des plans si hardis & si savans , si dispendieuses dans leur construction & dans leur entretien , qui présentent de tous côtés à ses ennemis , des fronts armés & des barrières impénétrables ; quand je me rappelle combien est petite l'étendue de ses terres incultes , proportionnellement à celle du royaume entier , & à quel degré de perfection a été portée la culture d'un grand nombre des meilleures productions de la terre ; lorsque je réfléchis sur l'excellence de ses fabriques & de ses manufactures qui ne le cèdent qu'aux nôtres , & qui même ne leur cèdent pas sur certains articles ; lorsque je contemple ses grandes fondations de charité publique & particulière ; lorsque je m'arrête à la vue des beaux arts qui procurent l'adoucissement & l'embellissement de la vie ; lorsque

j'énumère les hommes fameux qu'elle a produits, soit pour la gloire de ses armes, soit pour l'honneur de ses conseils, le grand nombre de ses législateurs & de ses théologiens fameux, de ses philosophes, de ses critiques, de ses historiens, de ses antiquaires, des ses poètes, de ses orateurs sacrés & profanes, j'éprouve, à l'aspect d'un spectacle si imposant, quelque chose qui interdit à l'esprit une censure trop générale & trop inconsiderée, & qui exige que nous entrons dans une recherche bien sérieuse avant de prononcer sur les vices cachés qui pourroient nous autoriser à raser tout-d'un-coup jusques à ses fondemens une composition dont tout l'aspect est si imposant. Rien dans ce tableau brillant ne me rappelle le despotisme de la Turquie. Je n'y découvre rien non plus qui caractérise un gouvernement qui auroit été en tout si oppressif, si corrompu ou si négligent, qu'il ne fût absolument susceptible d'aucune *espèce de réforme*. Ah ! je crois bien plutôt qu'un tel gouvernement méritoit que la constitution anglaise relevât encore ce qu'il avoit déjà d'excellent, qu'elle corrigeât ses fautes, & qu'elle accrût ses facultés naturelles.

Quiconque aura porté ses regards sur la conduite que ce gouvernement a tenue pendant un

certain nombre d'années qui ont précédé l'époque de sa ruine , aura certainement observé , au milieu des contradictions & des fluctuations naturelles aux cours , un empressement marqué vers la prospérité & l'amélioration de ce pays. Il ne pourra disconvenir que , pendant long temps , il a été occupé , soit à faire disparoître entièrement , soit à corriger considérablement les pratiques & les usages abusifs qui s'étoient introduits dans l'état ; & même que ce pouvoir illimité que le roi avoit sur ses sujets , pouvoir si étranger à la liberté & aux lois , s'adoucissoit tous les jours , & perdoit de sa rigueur. Loin de se refuser aux réformes , le gouvernement étoit ouvert , même avec une facilité blâmable , à tous les donneurs de projets , & à toutes les propositions possibles à cet égard. On accordoit même trop à l'esprit d'innovation , esprit qui a bientôt tourné contre ceux qui l'entretenoient , & qui a causé leur ruine. Ce n'est que justice , & une justice froide & peu flatteuse que de dire , en parlant de cette monarchie anéantie , que depuis bien des années elle avoit plutôt échoué par manque de jugement dans ses projets , que par aucun défaut de vigilance ou d'esprit public. Ce n'est point en agir noblement que de choisir les cinquante ou soixante années précédentes du

gouvernement de la France , pour le comparer avec les établissemens sages & bien constitués qui existoient dans le même temps , ou dans aucun autre. Mais si on veut le comparer avec aucun des autres régnes précédens sous le rapport des prodigalités & des profusions d'argent , je crois que des juges impartiaux accorderont bien peu de confiance aux bonnes intentions de ces hommes qui se fondent sans cesse sur les largesses faites aux favoris , ou sur les dépenses de la cour , ou sur les rigueurs de la Bastille pendant le règne de Louis XVI (*).

Il est très-douteux qu'en suivant le système (si toutes fois cela mérite d'être appelé ainsi ,) que l'on établit aujourd'hui sur les ruines de cette ancienne monarchie , on puisse rendre de ses richesses & de sa population un compte plus favorable que celui du passé. Au lieu d'avoir gagné quelque chose à ce changement , je crains bien qu'il ne s'écoule beaucoup d'années avant que la France se récupere des effets de

(*) On doit être bien reconnoissant des peines que M. de Calonne s'est données pour réfuter les exagérations scandaleuses relatives à quelques dépenses royales ; & pour dévoiler les faussetés introduites dans le rapport des pensions , dans le dessein pervers de provoquer la populace à toutes sortes de crimes.

cette révolution philosophique , & qu'elle se remette sur son ancien pied. Si le docteur Price juge à propos , dans quelques années d'ici , de nous favoriser avec de nouveaux calculs sur la population de la France , il aura de la peine à retrouver encore son compte de trente millions , comme en 1789 , ou même l'estimation de vingt-huit millions faite cette année par l'assemblée , ou même les vingt-cinq millions de M. Necker en 1790. J'entends dire qu'il s'est fait des émigrations considérables de la France ; & qu'un grand nombre de familles , sourdes aux enchantemens de ces circées de la liberté , abandonnant ces contrées voluptueuses , ont été se réfugier dans les parties du Nord , & sous le despotisme britannique du Canada.

Ne diroit-on pas à cette disparition totale de numéraire , que ce n'est plus le même pays dans lequel le ministre actuel des finances a pu découvrir quatre-vingt millions sterling d'espèces ; à la voir aujourd'hui , qui ne croiroit qu'elle a été pendant quelque temps sous la direction immédiate des savans académiciens de Laputa & de Balnibardi (*). La population de Paris est

(*) Voyez les Voyages de Gulliver , pour avoir l'idée d'un pays gouverné par des philosophes.

tellement diminuée que M. Necker a exposé sous les yeux de l'assemblée, qu'il falloit déjà compter sur un cinquieme de moins pour son approvisionnement (*). On dit, (& je ne l'ai pas entendu contredire ,) que cent mille personnes sont dépouillées de tout emploi dans cette ville, quoiqu'elle soit devenue le séjour d'une cour prisonniere & de l'Assemblée nationale, qui l'est aussi. Rien ne peut être comparé au spectacle choquant & dégoûtant de la mendicité qui y regne, & je puis croire à mes informations. Assurément, les décrets de l'Assemblée ne laissent pas même en doute sur le fait. Elle a dernièrement établi un comité de mendicité ; elle fait tout d'un coup une vigoureuse police sur cet objet, & elle impose pour la premiere fois une taxe des pauvres, dont les secours actuels composent une somme considérable dans les comptes de cette année(**).

(*) M. de Calonne porte beaucoup plus loin le décroissement de la population dans Paris ; & cela peut être vrai depuis l'époque des calculs de M. Necker.

(**) Travaux de charité pour subvenir au manque de travail, à Paris & dans les provinces

C'est au milieu de tout cela que les chefs des clubs & des cafés législatifs sont enivrés d'admiration, pour leur propre sagesse & pour leur propre habileté. Ils parlent avec le plus souverain mépris du reste du monde. Ils disent au peuple, pour lui donner du cœur, sous les vêtemens déguenillés auxquels ils l'ont réduit, qu'il est un peuple philosophe; & de tems en tems ils emploient les parades du charlatanisme, l'éclat, le bruit & le tumulte, quelque fois l'alarme des complots & des invasions, pour étouffer les cris de l'indigence, & pour écarter les yeux de l'observateur de dessus la ruine & la

Destruction de vagabondage & de la mendicité, . .	1671417	69242 l. 7 f. 6 d.
Primes pour l'importation des grains.	5671906	236326 l. 9 f. 2 d.
Dépenses relatives aux subsistances, déduction faite des recouvrements qui ont eu lieu,	39871790	1661324 l. 11 f. 8 d.
TOTAL. . .	51082034 l.	2128418 l. 1 f. 8 d. fig.

Lorsque je fis imprimer ce livre, j'avois quelques doutes sur la nature & sur l'étendue du dernier article

misère de l'état. Un peuple brave préférera certainement la liberté, accompagnée d'une pauvreté vertueuse, aux richesses d'une servitude dépravée ; mais avant de donner en paiement son bien être & son opulence, il faut être bien sûr que c'est une véritable liberté qu'on achète & qu'on ne peut pas l'acheter à meilleur marché. J'avoue, au surplus, que je regarderai toujours comme d'une bien douteuse apparence toute liberté qui n'aura pas pour compagnes la sagesse

porté dans les sommes ci-dessus, lequel n'a qu'une énonciation générale, & ne présente aucun détail. J'ai vu depuis l'ouvrage de M. de Calonne. J'ai perdu beaucoup à ne pas avoir plutôt l'avantage de le connoître. M. de Calonne pense que la dépense de cet article est pour les subsistances générales : mais comme il ne peut pas concevoir comment une perte aussi énorme de plus de 1661000 *fig.* peut avoir été faite sur la différence seule entre le prix de la vente & celui de l'achat des grains, il semble attribuer ce chapitre énorme des charges, aux dépenses secrètes de la révolution. Je ne puis rien dire de positif sur ce sujet ; mais le lecteur est en état de juger par la réunion de ces charges immenses, de l'état & de la situation de la France & de son système d'économie publique. Ces articles, au surplus, n'ont été dans l'assemblée l'objet d'aucune recherche, ni d'aucune discussion,

& la justice, & qui n'aura pas à sa suite l'abondance & la prospérité.

Les avocats de cette révolution, n'étant point assez satisfaits de leur exagération sur les vices de leur ancien gouvernement, portent leurs coups sur l'honneur même de leur pays, en présentant ce qui avoit attiré presque toute l'attention des étrangers, je veux dire la noblesse & le clergé, comme des objets d'horreur. Si ce n'eût été que des pour libelles, ç'auroit été peu de choses. Mais les conséquences en sont trop réelles. Si votre noblesse & vos gentilshommes, qui composoient le corps considérable de vos propriétaires fonciers, & tous les officiers de votre armée, se fussent conduits comme ceux de l'Allemagne, à cette époque où les villes anseatiques étoient obligées de se confédérer contre les nobles, pour défendre leurs propriétés; s'ils eussent ressemblé aux *Orfini*, aux *Vitelli* qui avoient usage en Italie de sortir de leurs cavernes fortifiées, pour fondre sur les voyageurs & sur les marchands, afin de les voler, eussent-ils été même tels que les *Mameloucks* en Egypte, ou les *Nayrs* sur la côte de Malabard : j'accorde qu'une critique trop scrupuleuse auroit été déplacée sur les moyens qu'on auroit employés pour purger le monde

d'une telle peste. On auroit pu , pour un moment , couvrir d'un voile les statues de la justice & de la clémence. Les ames les plus tendres , amenées à ces extrémités si effrayantes , où la morale elle même se soumet pour un temps à la suspension de ses règles , en faveur de la conservation de ses principes ; ces ames , dis-je , auroient pu se tenir à l'écart à la vue des fraudes & des violences qui auroient été exercées pour parvenir à la destruction d'une prétendue noblesse qui déshonorait le genre humain , en même temps quelle le persécutait. Les êtres qui ressentent le plus d'horreur pour le sang , pour les trahisons , & pour les confiscations arbitraires , auroient pu demeurer spectateurs tranquilles de cette guerre civile entre les vices.

Mais cette noblesse privilégiée qui se réunit à Versailles en 1789 , en vertu des ordres du roi ; mais la noblesse , qui lui avoit communiqué ses pouvoirs , méritoit - elle d'être regardée comme les *Nayrs* ou comme les *Mameloukes* de ce siècle , ou comme les *Orfini* & les *Vitelli* des temps anciens ? On m'auroit regardé comme fou , si j'en eusse fait alors la question. Quel crime a-t-il donc commis depuis , cet ordre , pour que ceux qui le composent aient encouru des exils , des poursuites féroces , des supplices , des tortures ;

pour que des familles entières aient été dispersées , leurs maisons incendiées , l'ordre même anéanti , & , s'il étoit possible , effacé à jamais de la mémoire , par la nécessité où l'on a réduit les individus qui le composent , de changer les noms sous lesquels ils étoient connus ?

Lisez les instructions que cette Noblesse avoit données à ses Représentans : l'esprit de la liberté s'y montre avec autant de chaleur , les injonctions pour les réformes y sont aussi impératives que dans celles d'aucun des deux autres Ordres. Les privilèges relatifs aux contributions publiques y sont abandonnés volontairement ; de même que le Roi , dès l'origine , avoit abandonné toute prétention au droit d'imposer ses sujets sans leur consentement. Il n'y avoit qu'une seule opinion en France pour obtenir une Constitution libre. La Monarchie absolue n'existoit plus , & son dernier soupir n'avoit été accompagné d'aucuns gémissemens , d'aucunes secousses & d'aucunes convulsions. Toutes ces secousses & toutes ces dissensions ne sont venues qu'après coup , à l'occasion de la préférence qu'il s'agit de donner à une Démocratie despotique , sur un Gouvernement où le Contrôle est réciproque. Le triomphe du parti victorieux a été remporté sur tous les principes de la Constitution Angloise.

J'ai observé, depuis un certain nombre d'années, l'affectation presque enfantine avec laquelle vous vous accoutumez à idolâtrer la mémoire de votre Henri IV. Si quelque chose pouvoit faire prendre de l'humeur contre cet homme, fait pour être l'ornement d'un caractère royal, ce seroit ce style outré d'un panégyrique insidieux. Les personnes qui ont manœuvré avec le plus d'ardeur dans cet œuvre d'enthousiasme, sont les mêmes qui ont conclu leur panégyrique en détrônant son successeur & son descendant, un Prince d'un aussi bon naturel au moins qu'Henri IV, aussi attaché à son peuple, & qui a fait infiniment davantage pour corriger les anciens vices de l'État, que ce grand Monarque ne le fit, ou que nous sommes sûrs qu'il eût jamais intention de le faire (1). Il

(1) L'impression de cette édition se fait avec tant de précipitation, qu'il a été impossible d'ajouter en note une lettre particulière de l'Auteur sur ce passage. On l'insérera dans une seconde, qui sera sans doute plus correcte & plus adaptée à la tournure du langage François. On verra que cette lettre est un fragment de dissertation qui justifie l'opinion de l'Auteur. Elle est juste, sans doute, quant au caractère public de ce Prince; mais sur le fait particulier relatif aux vices de l'Etat, dont il parle ici, il paroît que l'on peut recommander au Lecteur la page 33 de l'opinion de M. l'Abbé Maury, & le prier de se la rappeler.

est heureux pour son panégyrique que ces Messieurs n'aient point eu affaire avec lui ; car Henri de Navarre étoit un Prince ferme , actif & politique : il avoit certainement beaucoup d'humanité & de douceur ; mais une humanité & une douceur qui ne se présenterent jamais sur la route de ses intérêts. Avant de songer à se faire aimer , il savoit se mettre en position d'être craint ; il avoit un doux langage , & il se conduisoit en déterminé. S'agissoit-il de son autorité , il la maintenoit & il l'établissoit dans toute sa plénitude : ce n'étoit que dans le détail qu'il en relâchoit quelque chose. Il fut jouir noblement du produit de tout ce qu'on peut appeler le revenu de ses prérogatives ; mais c'étoit un fonds qu'il eut bien soin de ne jamais entamer. Jamais il n'abandonna un seul instant aucun des droits qu'il fit valoir sous la protection des loix fondamentales ; jamais il n'épargna le sang de ceux qui s'opposoient à lui , souvent dans les combats , quelquefois sur l'échafaud. Parce qu'il a su faire respecter ses vertus par les ingrats , il a mérité les louanges de ceux qu'il auroit fait enfermer à la Bastille ou pendre de compagnie avec tous les régicides qui l'ont été après la famine qui a déterminé la reddition de Paris , s'ils eussent vécu de son temps.

Si ces Panégyristes sont conséquens dans leur admiration pour Henri IV , il faut qu'ils se souviennent qu'ils ne peuvent pas avoir de lui une opinion plus élevée que celle qu'il avoit lui-même de la Noblesse de France , dont la vertu , l'honneur , le courage , le patriotisme & la loyauté étoient sans cesse l'objet de ses éloges.

Mais la Noblesse de France est dégénérée depuis les jours d'Henri IV. Cela est possible ; mais il m'est impossible de croire que cela soit vrai , jusqu'à un certain degré. Je ne prétends pas connaître la France aussi parfaitement que d'autres peuvent le faire ; mais j'ai travaillé toute ma vie pour parvenir à la connoissance de la nature humaine ; autrement , je me croirois incapable d'offrir aucun service au genre humain , quelques nobles que puissent être les miens. Dans cette étude , je ne pouvois pas négliger une si vaste portion de notre nature , réunie dans un pays qui est distant des bords de notre isle que de vingt-quatre milles seulement. D'après les meilleures observations que j'aie pu faire , observations comparées avec le résultat des informations les plus soignées , il m'a paru que votre Noblesse est composée , pour la plus grande partie , d'hommes d'un esprit élevé , d'un sentiment délicat sur l'honneur , tant pour eux-mêmes , que pour celui

du Corps entier , sur lequel ils exercent une censure scrupuleuse, allant même, à cet égard, au delà de ce qui se pratique dans les autres Nations. J'ai vu tous vos Gentilshommes passablement polis, très-prévenans, humains, hospitaliers, francs & ouverts dans leurs conversations : ils ont un bon ton militaire, & autant de littérature qu'on en peut désirer, particulièrement de celle de leur propre Langue. Il en est beaucoup dans le nombre qui ont de justes droits à être beaucoup plus distingués; mais je parle seulement de ce qu'ils sont en général, tels qu'on les rencontre communément.

Quant à leur conduite vis-à-vis des classes de la Société qui leur sont inférieures, ils m'ont paru agir avec le meilleur naturel, & même avec plus de familiarité que nous n'en remarquons dans ce pays-ci entre les rangs supérieurs & les inférieurs. Frapper un homme, même dans la condition la plus abjecte, étoit une chose inconnue, & elle auroit été très-mal vue; rien n'étoit plus rare que d'entendre parler de mauvais traitemens exercés sur la partie la plus humble de cette grande famille; & quant aux atteintes portées à la propriété ou à la liberté des Communes, ce n'est jamais la Noblesse que j'en ai entendu accuser en aucune manière; & il faut

dire aussi, que tandis que les Loix étoient en vi-
 gueur, sous l'ancien Gouvernement, pareille ty-
 rannie sur les sujets n'auroit jamais été permise.
 Comme grands propriétaires fonciers, je ne
 sache pas qu'on ait encore eu aucun tort à leur
 reprocher, car on ne peut pas appeler ainsi des
 changemens qui étoient à désirer & à faire dans
 cet antique Régime féodal. Affermoient-ils leurs
 terres, ils n'exerçoient aucune oppression sur leurs
 Fermiers; fixoient-ils des taux de partages avec des
 Méayers, je n'ai jamais entendu dire qu'aucun
 eût pris pour lui la part du lion : tout se faisoit
 d'après l'équité. Il pouvoit y avoir des exceptions,
 mais ce n'étoit seulement que des exceptions. Sous
 tous ces rapports, je n'ai aucune raison de croire
 que la Noblesse, propriétaire de la France, ne
 valût pas autant que celle de notre pays; &
 certainement, sous aucun rapport, on ne pou-
 voit pas plus lui reprocher de vexations qu'à aucun
 autre franc Tenancier, ou à aucun autre non Noble,
 dans sa propre Patrie. Dans les villes, la Noblesse
 n'avoit aucune espèce de pouvoir; dans les terres,
 elle en avoit fort peu. Vous savez, M., que la
 plus grande partie du Gouvernement Civil, &
 que le maintien de la Police dans tout ce qu'elle a
 d'essentiel n'étoit pas dans les mains de cette partie
 de la Noblesse qui se présente d'abord à notre con-

sidération. Les revenus , cette partie vraiment onéreuse du Gouvernement François , soit dans leur assiette , soit dans leur recette , ne passaient jamais par les mains d'un homme d'épée ; & ce n'étoit jamais eux qui avoient à répondre des vexations ni des exactions à cet égard , lorsqu'on s'en plaignoit quelque part.

Après avoir disculpé la Noblesse de France , autant que les meilleures autorités me conduisoient à le faire , des oppressions de la nature de celles dont le peuple pouvoit gémir , je suis prêt à avouer qu'elle n'étoit pas exempte de fautes & d'erreurs considérables. Une imitation insensée de la plus mauvaise partie des manieres angloises qui altéroit son caractère naturel , sans y substituer à la place ce qu'elle espiroit peut-être acquérir , l'a certainement fait dégénérer de ce qu'elle étoit auparavant. Il étoit plus commun parmi la vôtre que parmi la nôtre , de voir des hommes livrés encore à une vie débauchée , au delà d'une certaine époque de la vie où cela est moins impardonnable : on y avoit moins l'espérance de pouvoir les en corriger ; mais du moins ils en pallioient un peu le scandale par une sorte de réserve extérieure. Votre Noblesse affichoit beaucoup trop cette philosophie licencieuse , qui a été un des plus grands agens de

sa ruine. Une autre erreur, plus fatale encore, régnoit parmi elle. Les hommes des Communes, qui, par leurs richesses, l'emportoient sur beaucoup de Nobles, ou qui les égaloient, n'étoient pas admis assez entièrement au rang & à la considération que la richesse, en bonne politique & en raison, devoit mériter dans tous les pays; quoique je pense que jamais cela ne devoit être porté jusqu'au point qui ne peut convenir qu'à la Noblesse. Ces deux natures d'Aristocratie étoient trop pointilleusement séparées & distantes l'une de l'autre, moins cependant qu'en Allemagne & que dans quelques autres Nations.

Cette séparation, j'ai déjà pris la liberté de vous le suggérer, est une des causes qui me paroissent avoir influé le plus sur la destruction de l'ancienne Noblesse. L'état militaire, particulièrement, étoit trop exclusivement réservé aux hommes de naissance. Mais après tout, c'étoit une erreur d'opinions qu'une opinion contraire auroit pu rectifier. Une Assemblée permanente, dans laquelle les Communes auroient été appelées à l'exercice de cette portion du pouvoir, auroit eu bientôt aboli ces distinctions, sources de jalousie & d'insultes, & même les défauts dans le caractère moral de la Noblesse auroient été probablement corrigés par la plus grana

variété d'occupations & d'affaires à laquelle une Constitution par Ordre auroit donné lieu.

Je regarde donc tous ces cris violens contre la Noblesse, comme un pur ouvrage de l'Art. En effet, les honneurs & les privilèges que la Loi, que l'opinion & que les usages invétérés d'un pays transmettent, & ont transmis par les préjugés d'une longue suite de siècles, ne sont pas de nature à provoquer l'horreur & l'indignation dans l'ame d'aucun homme ; & même ce n'est pas absolument un crime que de tenir avec force à de tels préjugés. Ces efforts vigoureux dans chaque individu pour défendre la possession des propriétés & des distinctions qui lui ont été transmises, sont un des moyens dont la Nature nous a doués, pour repousser l'injustice & le despotisme ; c'est comme une espèce d'instinct qui devient la garantie naturelle des propriétés & du maintien des Sociétés dans la forme de leur établissement. Qu'y a-t-il en cela de choquant ? La Noblesse est un ornement majestueux dans l'ordre civil, c'est le chapiteau Corinathien dans une Société perfectionnée. *Omnes boni nobilitati semper favemus*, étoit le propos d'un sage & d'un excellent homme. C'est à coup sûr la preuve d'un esprit généreux & bienveillant que d'éprouver ce penchant, même

avec une sorte de partialité. Il faut n'avoir dans l'ame aucun principe d'anoblissement , pour souhaiter de réduire au même niveau toutes ces institutions artificielles qui ont été adoptées pour personnifier l'opinion & pour donner de la stabilité à l'estime fugitive. Il n'y a qu'une disposition aigre , maligne & envieuse , dépourvue de toute espece de goût pour la vertu , & même pour ce qui n'est que sa représentation ou son image , qui puisse voir avec joie cette chute , non méritée , de tout ce qui avoit si long-temps fleuri au milieu de la splendeur & des honneurs. Je n'aime rien de ce qui donne l'idée de la destruction ; je ne puis supporter l'idée d'aucun vuide dans la société , ni d'aucune ruine sur la surface de la terre. Ce ne fut donc ni avec peine , ni avec mécontentement que j'ai découvert , par mes recherches & par mes observations , qu'il n'y avoit aucuns vices incorrigibles dans votre Noblesse de France , ni aucuns abus qui ne fussent de nature à pouvoir être traités par ce procédé court en fait de réforme , qui est d'abolir. Votre Noblesse ne méritoit donc aucune punition ; & dégrader , c'est punir.

Ce fut avec une satisfaction égale que mes recherches me conduisirent au même résultat , à l'égard de votre Clergé. Mes oreilles ne font

nullement flattées , lorsque j'entends dire que la corruption est incurable dans les corporations nombreuses. Je n'accorde pas non plus une confiance bien particulière aux gens qui disent beaucoup de mal de ceux qu'ils vont piller. Je suis plutôt porté à croire que l'on invente des vices , ou que l'on exagère ceux qui peuvent exister , lorsque le résultat de la punition qu'on inflige tourne au profit de celui qui punit. Un ennemi est toujours un mauvais témoin ; & un voleur en est un bien pire encore. Il existoit donc , sans doute , des abus & des vices dans cet Ordre , & cela devoit être. C'étoit un ancien établissement , & il avoit été rarement recherché à fond ; mais je n'ai pas vu qu'aucuns des individus qui le composent , fussent coupables des crimes qui méritassent ni la confiscation de la chose entière , ni les insultes , ni les dégradations cruelles , ni les persécutions féroces que l'on a préférées aux procédés réguliers d'une amélioration désirable.

Si le moindre fondement avoit pu justifier cette nouvelle persécution religieuse les libellistes Athées , qui font l'office de trompettes pour exciter le Peuple au pillage , ne sont pas tellement susceptibles d'aucune espèce d'attachement , qu'ils n'eussent trouvé un vrai délice à

glofer sur les vices du Clergé existant. Mais ils ne l'ont pas fait : ils ont été réduits à la nécessité de fureter dans l'histoire des siècles passés (& même l'ont-ils fait dans l'esprit le plus méchant & le plus corrompu), pour trouver des exemples de l'oppression & des persécutions exercés par ce Corps, ou bien en sa faveur, à l'effet de pouvoir appuyer sur quelque principe de représaille, représaille vraiment inique & absolument contraire à la saine logique, leurs propres persécutions & leurs propres cruautés. Après avoir anéanti pour les familles toutes les distinctions & toutes les généalogies; ils semblent n'avoir voulu en conserver une que pour les crimes. Ce n'est pas un grand acte de justice que de punir les hommes pour les fautes de leurs ancêtres naturels; mais regarder cette descendance, qui n'est qu'une fiction à l'égard des corporations, comme un fondement suffisant pour faire supporter à quelques individus la punition de fautes avec lesquelles ils n'ont aucun rapport, si ce n'est par le nom qui désigne le Corps entier, c'est une sorte de raffinement & d'injustice qui n'appartient qu'à la philosophie de ce siècle éclairé. L'Assemblée punit donc des hommes parmi lesquels il en est beaucoup, si ce n'est tous, qui ont pour cette conduite violente des Ecclésiastiques des siècles passés, autant d'aversion que

peuvent en avoir ceux mêmes qui les persécutent aujourd'hui, & qui exprimeroient, à cet égard, aussi haut qu'eux leurs sentimens, s'ils n'étoient pas bien avertis du véritable but qu'on se propose d'atteindre avec toutes ces déclamations.

C'est pour le bien des individus qui les composent, & non pas pour leur châtement que les Corps collectifs sont immortels. Les Nations elles-mêmes sont des corporations de cette nature. Nous pourrions donc aussi bien en Angleterre déclarer une guerre impitoyable à tous les François, en mémoire des maux qu'ils nous ont faits, aux différentes époques de nos hostilités mutuelles. Vous pourriez aussi en France fondre sur tous les Anglois, en souvenir des maux beaucoup plus grands qui ont accablé la Nation Française, lors des invasions de nos Henrys & de nos Edouards. En vérité nous aurions mutuellement tout autant de motifs de justification, au milieu de ces guerres destructives & réciproques, que vous en avez dans les persécutions toutes gratuites que vos concitoyens actuels exercent aujourd'hui contre une classe d'hommes qui n'a d'autre relation avec les torts dont on les punit, que celle d'un nom semblable qui lui a été conservé,

Nous ne puisons pas dans l'Histoire toutes les leçons de morale que nous en pourrions retirer. Au contraire, si l'on n'y prend garde, on peut s'en servir pour corrompre nos esprits & pour détruire notre bonheur. L'Histoire est un grand livre ouvert pour notre instruction; c'est dans toutes les erreurs passées, c'est dans tous les maux qui ont accablé le genre humain, qu'elle puise pour l'avenir les leçons de sa sagesse. Mais, dans un sens tout opposé, ne peut-elle pas aussi servir la perversité, fournir des armes offensives & défensives aux différens partis qui se forment dans l'Eglise & dans l'Etat, leur procurer des moyens de perpétuer, ou de ranimer leurs dissensions, leurs animosités, & de nourrir le feu de toutes les fureurs civiles? L'Histoire, pour la grande partie, est un composé de tous les malheurs occasionnés dans ce monde par l'orgueil, par l'ambition, par l'avarice, par la vengeance, par la concupiscence, par la sédition, par l'hypocrisie, par un zèle inconsidéré, & par toute la suite des passions défordonnées qui ébranlent le Public par

— » ces tempêtes furieuses, qui secouent l'Etat privé, & qui privent la vie de toute sa douceur.

Ce sont ces vices qui sont les véritables causes

de ces tempêtes. La Religion , la Morale , les Loix , les prérogatives , les privilèges , la liberté , les droits de l'homme , tout cela n'est que *prétexe*. Les prétextes sont toujours présentés sous une apparence spécieuse d'un bien réel. Déraciner & arracher de l'esprit des hommes tous les *principes* auxquels ces prétextes frauduleux s'adressent , ce ne seroit pas les mettre à l'abri de la tyrannie & de la sédition. Si vous le faisiez , vous les priveriez de tout ce qui a quelque valeur dans les sentimens humains. Comme ce sont-là toutes les choses qui servent de prétexte , de même aussi les acteurs ordinaires & les instrumens de ces grandes calamités publiques , sont des Rois , des Pâtres , des Magistrats , des Sénats , des Parlemens , des Assemblées Nationales , des Juges , des Chefs militaires. Ce ne seroit pas remédier au mal que de décider qu'il n'y auroit plus de Monarque , plus de Ministres d'Etat , plus de Ministres du Saint Evangile , plus d'Interpretes des Loix , plus d'Officiers généraux , plus de Conseils publics. Vous pourriez changer toutes ces dénominations ; mais les choses subsisteroient encore sous quelques autres formes. Un certain *quantum* de pouvoir doit toujours résider dans les Etats , soit dans de certaines mains , soit sous une dénomina-

tion quelconque. Des hommes sages appliquent leurs remèdes aux vices, & non pas aux noms des choses ; aux causes du mal, qui sont permanentes, & non pas aux organes momentanés, par lesquels il s'opère, ni aux formes fugitives sous lesquelles il se montre. Faire autrement, c'est être historiquement sage & insensé dans la pratique : il est rare de trouver dans deux siècles qui se suivent, le même caractère dans les prétextes, & les mêmes formes dans les malheurs. Le germe de la méchanceté est bien autrement inventif. Êtes-vous à discuter sur sa forme?... elle en a déjà changé. Le vice à son costume ; & chaque jour il change cette enveloppe extérieure : son esprit seul se transmet sans cesse ; & loin de perdre de son activité par ces transformations perpétuelles, on diroit qu'il se renouvelle, qu'il se rajeunit à chaque changement, & qu'il acquiert des forces plus redoutables. Tandis que vous vous arrêtez à supplicier ce cadavre qu'il vient d'abandonner, ou à fouiller la tombe où vous croyez le trouver, tombe où il n'est déjà plus, il jouit de toute sa liberté, il continue ses ravages, & déjà il a cessé d'être où vous occupez à le chercher. Des apparitions, des fantômes sont l'objet de toutes vos terreurs, tandis que votre maison même est en réalité le

repaire des voleurs. C'est-là ce qui arrive à tous ceux qui , ne pénétrant jamais plus avant que l'écorce & l'enveloppe extérieure de l'Histoire s'imaginent qu'ils déclarent la guerre à l'intolérance , à l'orgueil & à la cruauté ; tandis qu'en croyant abhorrer tous les principes dangereux des anciennes factions , ils autorisent , ils renouvellent & ils nourrissent eux-mêmes les mêmes vices odieux sous des formes différentes , & peut-être plus détestables encore.

Vos Bourgeois de Paris se sont prêtés autrefois à être les instrumens barbares du massacre de tous les Sectateurs de Calvin , dans cette nuit infame de la Saint-Barthélemy. Que dirions-nous à ceux qui pourroient avoir aujourd'hui l'idée de faire éprouver aux Parisiens , par voie de représailles , les abominations & les horreurs de ce temps-là ? Ils sont assurément bien portés à abhorrer ce massacre. Tous féroces qu'ils sont , n'est pas difficile de le leur faire détester , parce que les endoctrineurs politiques du jour n'ont pas d'intérêt pour donner à leurs passions une direction tout-à-fait semblable. Mais toutefois leur intérêt n'est pas d'éloigner de leur cœur ces dispositions sauvages. Il y a quelque temps qu'ils ont fait représenter au Théâtre toutes les scènes de ce même massacre pour le divertissement de

descendans de ceux qui l'avoient commis. Dans
cette farce tragique ils ont produit le Cardinal
de Lorraine, dans tous ses habits pontificaux,
ordonnant un carnage général. Ce spectacle étoit
fait pour inspirer aux Parisiens de l'horreur pour
la persécution, & du dégoût pour l'effusion du
sang ? Non, c'étoit pour leur enseigner à per-
secuter leurs propres Pasteurs ; c'étoit pour les
exerciter, en inspirant contre le Clergé l'aversion &
l'horreur, à poursuivre avec plus d'ardeur & d'a-
nimosité la destruction de cet Ordre, qui, s'il est
nécessaire qu'il existe, ne devoit pas seulement
exister avec sûreté, mais être l'objet de la véné-
ration. C'étoit pour aiguïser leurs cannibales ap-
pétits (qu'on auroit dû croire bien suffisamment
satisfaites), qu'on leur offroit l'attrait de la variété ;
c'étoit pour les rendre plus experts à la pre-
mière alerte de meurtre & de massacre qu'il pour-
roit être avantageux aux Guises de ce jour de
vouloir faire donner. Une Assemblée dans laquelle
siégeoit une multitude de Prélats & de Prêtres à
été obligé de supporter une telle indignité à ses
propres mêmes ! L'Auteur n'en a point été envoyé
aux galères, ni les Acteurs à la maison de cor-
rection ! C'est au contraire peu de temps après
cette représentation que les Comédiens se pré-
senterent à l'Assemblée pour réclamer les

droits de cette même Religion qu'ils avoient osé ridiculiser ainsi , & qu'ils produisirent dans le Sénat leurs visages prostitués ; tandis que l'Archevêque de Paris, ce Prélat qui n'est connu du peuple de la Capitale que par ses prières & par ses bénédictions publiques , ce Prélat, dont on ne pouvoit apprécier le revenu que par l'étendue de ses aumônes , est obligé d'abandonner son palais & de fuir loin de son troupeau , troupeau (transformé en loups ravisseurs), & cela parce qu'au seizième siècle le Cardinal de Lorraine étoit un meurtrier & un rebelle.

Tel est l'emploi perfide des leçons , de l'histoire que savent faire , pour le succès de leurs projets criminels , ces mêmes hommes qui ont perverti tout autre espèce de savoir. Mais ceux qui ont le pouvoir de s'élever jusqu'à ces hauteurs où regne la raison , dont le regard domine sur tous les siècles ; de la raison qui n'envisage les choses que sous leur véritable point de vue , comparé ces hauteurs où les noms disparaissent , où les couleurs des différens partis se confondent , jusqu'où rien ne peut parvenir que le seul esprit & le seul caractère moral de toutes les actions humaines ; ceux-là diront à tous ces Professeurs du Palais Royal : Le Cardinal de Lorraine étoit un meurtrier du seizième siècle ; & vous, vous avez

la gloire d'être les meurtriers du dix-huitième ; voilà toute la différence. Mais l'Histoire, dans le dix-neuvième siècle, l'Histoire mieux comprise, l'Histoire dirigée vers un meilleur usage, enseignera, je l'espère, à la Postérité civilisée, à abhorrer les iniquités de ces deux siècles barbares. Elle enseignera aux Prêtres & aux Magistrats à venir à ne point exercer alors, par voie de représailles, sur les Athées spéculatifs & paisibles des temps futurs, toutes les énormités que commettent aujourd'hui les zélateurs & les fanatiques, furieux de ces funestes erreurs qui, dans leur état même de calme, sont plus que punis aussitôt qu'ils les ont embrassées. Elle enseignera à la Postérité à ne déclarer la guerre ni à la Religion, ni à la Philosophie, sous le prétexte des abus que des hypocrites ont pu faire des deux plus estimables bienfaits qu'ait jamais pu nous accorder dans sa bonté le Protecteur universel qui, en toutes choses, favorise & protège si éminemment la race humaine.

Si votre Clergé, ou aucun Clergé, outre-passoit dans ses foiblesses les bornes qui sont accordées à l'infirmité humaine ; si dans ses fautes pratiques il alloit au delà de celles qui sont presque inséparables de la vertu pratique ; alors je concevrois, quoique rien ne puisse justifier l'exercice de l'op-

pression, je concevrois néanmoins que cela diminuât tout naturellement notre indignation contre des tyrans qui s'écarteroient dans leurs châtimens de toutes les mesures de la justice. Quant à moi j'accorde aux hommes d'église, dans quelques Sectes qu'ils soient, quelque tenacité à leurs propres opinions, quelques écarts de zèle pour leur propagation, quelque prédilection pour leur état & pour leurs fonctions, quelque attachement aux intérêts de leur Corps, quelques préférences, pour ceux qui suivent avec docilité leur doctrine, au préjudice de ceux qui les méprisent & qui les tournent en dérision. Je leur accorde tout cela parce que je suis homme, & que je n'ai à traiter qu'avec des hommes, & parce que je ne voudrois pas, par l'excès même de la tolérance, devenir le plus intolérant de tous les êtres. Jusqu'à ce que les imperfections dégénèrent en crimes, il faut que je sache les supporter.

Très-certainement le progrès naturel des passions, & ce passage de la fragilité au vice devroient être prévenu par une surveillance active, & réprimée par une main sévère. Mais est-il vrai que le Corps de votre Clergé eut outrepassé les justes limites d'indulgences dont je parle ? Si l'on devoit s'en rapporter & à vos dernières publications de toute espèce, & à leur style général, on seroit

induit à penser que votre Clergé en France étoit
 une sorte de monstre , un composé horrible de su-
 perstition , d'ignorance , de fainéantise , de fraude ,
 d'avarice & de tyrannie. Mais cela est-il vrai ?
 Est-il vrai que le laps des années , que la cessation
 des intérêts opposés , & que l'expérience mal-
 heureuse des maux qui résultent des fureurs de
 l'esprit de parti , n'eussent eu graduellement au-
 cune espece d'influence sur l'amélioration de son
 esprit ? Est-il vrai qu'il renouvelle sans cesse ses
 invasions sur le pouvoir civil , qu'il trouble sa
 patrie dans l'intérieur , & qu'il rende foibles &
 incertaines toutes les opérations de son Gouverne-
 ment ? Est-il vrai que le Clergé de nos jours ait
 imposé une main de fer sur les Laïques , &
 qu'il ait été de place en place allumer tous les
 feux d'une persécution sauvage ? A-t-il inventé
 des fraudes pour augmenter ses possessions , &
 s'il jamais exigé plus qu'il ne le devoit sur leur
 produit légitime ? En dénaturant le droit en in-
 justice , a-t-il perverti une réclamation légitime com-
 me une concussion vexatoire ? Lorsqu'il étoit sans
 pouvoir , l'a-t-on vu séditieux & agité par les
 passions qui caractérisent la jalouse envie du pouvoir ?
 Est-il enflammé d'un esprit de controverse vio-
 lente & litigieux ? aiguillonné par l'ambition d'une
 souveraineté intellectuelle ? Etoit-il prêt à se sou-

lever contre la Magistrature ? à incendier les églises , à massacrer les Prêtres d'une opinion différente , à renverser les autels , & à se faire jour à un Empire de doctrine , au travers des ruines d'un Gouvernement bouleversé ? L'a-t-on vu employant quelquefois la flatterie , quelquefois la force , pour contraindre les consciences à se soumettre à la juridiction des Institutions publiques pour se soumettre à leurs décisions personnelles & enfin , débutant avec des invocations pour la liberté , finir par des abus de pouvoir ?....

Je viens de passer en revue tous les vices , & du moins une grande partie de tous ceux qu'on reprochoit , & non pas sans quelque espérance de fondement , dans les anciens temps , au Clergé de toute secte dont les haines ont divisé & déchiré si long-temps toute l'Europe.

S'il y avoit lieu à remarquer en France , au lieu évidemment qu'on le fait dans les autres contrées , que tous ces vices , bien loin de s'accroître , sont plutôt sur le point d'être oubliés ; au lieu de charger le Clergé actuel des crimes de tous les hommes qui ont existé autrefois , & de lui attribuer un caractère qui ne convenoit qu'à un temps qui n'existe plus , on devroit en toute équité l'encourager & le seconder dans cet abandon total d'un esprit si défavorable à ses progrès.

seurs , & le louer d'avoir adopté des dispositions d'esprit & de cœur bien plus conformes à la sainteté de ses fonctions.

Lorsque j'eus occasion d'aller en France , étoit presque à la fin du dernier regne ; le Clergé , sous toutes ses formes , attira une grande partie de ma curiosité. Bien loin de recueillir contre ce Corps des plaintes & des mécontentemens , comme j'avois lieu de m'y attendre , après quelques ouvrages que j'avois lus ; je n'entendis aucune déclamation , ni publique ni privée , si ce n'est cependant parmi une certaine classe d'hommes , peu nombreuse , mais bien active. Allant plus loin dans mes recherches , j'ai trouvé , en général , le Clergé composé d'hommes d'un esprit modéré , & de mœurs décentes ; j'y comprends les Réguliers & les Séculiers des deux sexes. Je ne fus pas assez heureux pour avoir des relations avec un grand nombre de Curés ; mais en général , je reçus les meilleures informations sur leurs principes de morale , & sur leur zèle à remplir leurs fonctions. J'ai été lié avec quelques personnes du haut Clergé ; & j'ai eu sur le reste de cette classe les meilleures sortes d'informations. Presque tous ceux qui le composent , sont des hommes de naissance ; ils ressembloient à tous

tous de leur rang ; & lorsque j'y ai remarqué
 quelques différences , je les ai trouvées en leur
 faveur : leur éducation étoit plus accomplie que
 celle de la Noblesse militaire ; en sorte qu'il s'en
 falloit de beaucoup qu'ils ternissent l'éclat de
 leur profession par leur ignorance , ou par au-
 cun manque d'aptitude dans l'exercice de leur
 autorité. J'ai vu en eux , en outre du caractère
 clérical , noblesse & franchise : ils avoient les
 sentimens du Gentilhomme & de l'homme d'hon-
 neur ; rien de servile , rien d'insolent dans leurs
 manières & dans leur conduite. Je les ai réel-
 lement considérés comme composant une classe
 tout-à-fait supérieure , comme un choix d'hommes
 parmi lesquels vous n'auriez pas été surpris de
 retrouver un *Fénélon*. J'ai vu dans le Clergé de
 France (& nulle part on ne peut en rencontrer
 beaucoup de cette sorte) des hommes d'un grand
 savoir & d'une parfaite candeur ; j'ai même été
 fondé à croire que cet avantage n'étoit pas ex-
 clusif à la Capitale. Les rencontres que j'ai faites
 dans d'autres endroits de ce Royaume , ayant
 été un effet du hasard , on peut regarder
 l'exemple que j'en puis citer , comme une preuve
 favorable à l'Ordre tout entier. Je passai quel-
 ques jours dans une ville de province , où , en
 l'absence de l'Evêque , je passois mes soirées

avec trois Ecclésiastiques , ses Grands-Vicaires ;
 hommes dont toute Eglise se feroit honorée.
 Tous trois étoient fort instruits. Deux d'entre
 eux possédoient une érudition profonde, géné-
 rale, étendue, soit dans l'antiquité, soit dans
 les temps modernes, soit dans les Sciences crien-
 tales, soit dans celles de toutes les contrées oc-
 cidentales, & plus particulièrement encore dans
 tout ce qui est relatif à leur profession. Ils avoient
 une connoissance beaucoup plus étendue de nos
 Théologiens Anglois, que je ne m'y étois ar-
 rendu ; & ils entrèrent, avec un grand esprit de
 sagacité & de discernement critique, dans le
 génie de ces Ecrivains. Un de ces Messieurs est
 mort depuis. C'étoit l'Abbé de Monrangies. J'offre
 avec plaisir ce tribut d'hommage à la mémoire
 de cette noble, savante, respectable & excellente
 personne ; & j'éprouverois autant de satisfaction
 à rendre au mérite des deux autres, qui, je
 crois, existent encore, une semblable justice, si
 je ne craignois pas de nuire, en les nommant,
 à des êtres malheureux auxquels je n'ai pas la
 consolation de pouvoir être utile.

Quelques-uns de ces Ecclésiastiques de rang,
 réunissent toutes sortes de titres à un respect
 général. Ils ont des droits à ma reconnoissance,
 & à celle de beaucoup d'Anglois. Si jamais cette

lettre tombe dans leurs mains , j'espère qu'ils
 feront bien persuadés qu'il existe dans notre Na-
 tion , des hommes qui partagent avec une
 sensibilité peu commune , la douleur que doit
 inspirer leur destruction injuste , & la confisca-
 tion cruelle de leurs fortunes. Ma voix en ce
 moment , autant qu'une foible voix peut se faire
 entendre , rend témoignage à la vérité. Je le
 renouvellerai sans cesse , toutes les fois que
 j'entendrai parler de cette persécution monstrueuse.
 -Non, rien ne pourra m'empêcher jamais d'être
 reconnoissant & juste. Le moment actuel réclame
 ce devoir ; & c'est alors que ceux qui ont bien
 mérité du genre humain & de nous , sont en
 souffrance , sous les calomnies du peuple , &
 sous les persécutions d'un pouvoir oppressif , qu'il
 nous convient le mieux de faire éclater notre
 justice & notre gratitude.

Vous aviez , avant votre Révolution , cent vingt
 Evêques environ. Un certain nombre parmi eux
 étoit remarquable par un savoir éminent , &
 par une charité sans bornes. Tout le monde
 fait que , lorsqu'on parle d'une vertu héroïque ,
 c'est en même temps parler d'une vertu rare.
 Je crois que quelques exemples d'une déprava-
 tion éminente , étoient aussi rares parmi eux
 que ceux d'une perfection transcendante. On

peut citer des exemples d'avarice & de déré-
 glement ; c'est un point que je ne dispute pas
 à ceux qui trouvent quelque charme à ce genre
 de découvertes. Aucun homme de l'âge auquel
 je suis parvenu , ne fera étonné de remarquer
 dans chaque classe de la Société , qu'il existe
 quelques hommes qui ne pratiquent point cette
 abnégation pour les richesses & pour les plai-
 sirs, que tout le monde souhaiteroit qu'ils eussent ;
 que quelques personnes espèrent , mais qu'au-
 cunes ne commandent avec plus de rigueur ,
 que celles qui sont les plus vigilantes sur leurs
 propres intérêts , & les plus indulgentes à elles-
 mêmes. Lorsque j'étois en France , je suis certain
 que le nombre des Prélats répréhensibles n'étoit
 pas considérable. Quelques individus parmi eux ,
 s'ils étoient moins réguliers dans leurs mœurs ,
 rachetoient , par des qualités nobles , ce qui man-
 quoit à la sévérité de leur vertu. Ils avoient ces
 grands talens qui rendent les hommes utiles à
 l'Eglise & à l'Etat. J'ai entendu dire , qu'à bien
 peu d'exception près , Louis XVI avoit été plus
 attentif que son prédécesseur immédiat , à choisir
 les caracteres avant de les élever à cette dignité ;
 & je croirois assez , d'après l'esprit de réforme
 qui a dominé dans tout ce regne , que cela doit
 être vrai. Mais le pouvoir qui gouverne aujour-

d'hui , ne fait tourner toutes ses vûes que vers le pillage de l'Eglise. Il a puni tous les Prélats ce qui , en fait de réputation , est une grâce que l'on a fait à ceux qui en méritoient une mauvaise. Il a fait une disposition avilissante de salaires , qui empêchera tout homme d'un esprit élevé , ou d'une condition noble , de destiner ses enfans à cet état. Il est désormais relégué à la classe inférieure du peuple. Comme votre bas Clergé n'est pas assez nombreux pour les devoirs qu'il a à remplir ; comme ses devoirs sont excessivement détaillés & pénibles ; comme vous ne laissez aucune aisance à la classe moyenne , il en résulte que , pour l'avenir , toute science & toute érudition seront bannies de l'Eglise Gallicane. Pour mettre la dernière main à l'exécution du projet , on a , sans aucun égard pour les droits des Seigneurs Patrons , décidé que dorénavant toutes les nominations seroient faites par des élections ; disposition qui éloignera tous les hommes tempérés , de l'exercice de la cléricature ; qui en éloignera de même tous ceux qui peuvent prétendre à conserver de l'indépendance dans leurs fonctions & dans leur conduite ; & qui reléguera tout le soin de la direction de l'esprit public , dans les mains d'une bande de misérables licenciés , entreprenans , rusés , fac-

& adulateurs ; tels par leur condition &
 par leur genre de vie , qu'ils n'auront aucune
 honte de se faire un but infame de l'obtention
 de ce méprisable salaire qui leur sera accordé ;
 salaires auprès desquels les gages d'un Commis
 de barriere paroîtront lucratifs & honorables.
 Ces Officiers , qu'ils appellent encore Evêques ,
 seront élus par des procédés qui , relativement
 à eux , sont tous aussi bas. Les mêmes artifices ,
 ceux des élections , seront mis en jeu par des
 hommes de toutes les croyances connues , ou
 qui sont encore à inventer. Vos nouveaux Lé-
 gislateurs n'ont encore rien statué sur les fonc-
 tions qu'ils auront à remplir , relativement à la
 nature de la doctrine ou de la morale ; ils ne
 ont pas fait davantage à l'égard du Clergé en
 sous-ordre ; ce qui apparôit seulement à l'égard
 des deux classes du Clergé , c'est que l'une &
 l'autre peuvent , à discrétion , pratiquer ou prêcher
 tout ce qu'il leur plaira , en fait de Religion , ou
 d'irreligion. Je ne vois pas encore quelle jurif-
 diction les Evêques exerceront sur ceux qui leur
 sont subordonnés , ou s'ils doivent avoir aucune
 espece de juridiction.

Pour vous dire tout en un seul mot , Mon-
 sieur , on diroit que cette nouvelle Constitution
 Ecclésiastique n'est que momentanée , & qu'elle

est seulement préparatoire, pour opérer une destruction à venir & totale de la Religion Chrétienne, de quelque nature qu'elle soit ; lorsque les esprits des hommes étant assez préparés, il sera temps de lui porter ce dernier coup ; & certainement le mépris universel auquel on voit ses Ministres, est un gage assuré du succès. Ceux qui se refuseroient à croire que les fanatiques Philosophes, qui conduisent toutes ces menées en eussent long-temps d'avance formé le dessein, connoîtroient donc bien peu leur caractère & leur manière d'agir : ces Enthousiastes ne se font point un scrupule d'avouer qu'ils pensent qu'un Etat peut bien mieux subsister sans aucune Religion, qu'avec une seule Religion & qu'ils sont capables de remplacer le vice de tout le bien qu'elle peut procurer, par un projet de leur invention : savoir par une espèce d'éducation qu'ils ont imaginée, laquelle est fondée sur la connoissance qu'ils ont des besoins physiques des hommes, ces besoins conduisant par degrés à un intérêt personnel, qui, étant bien entendu, s'identifie avec un intérêt plus étendu avec l'intérêt public, en un mot. Le plan de cette éducation a été connu depuis long-temps mais depuis peu il a reparu sous un nom nouveau (parce que ces Messieurs ont adopté un

nomenclature entière de termes techniques), sous le nom d'*Education civique*.

J'espère que leurs partisans en Angleterre (partisans que j'accuse plutôt d'inconsidération dans leur conduite, que je ne les soupçonne de vouloir les imiter dans leurs desseins détestables) ne réussiront ni dans le pillage de l'Eglise, ni dans l'idée d'introduire les principes d'une élection populaire pour remplir nos Sièges épiscopaux & les Chaires de nos Paroisses. Ce seroit dans l'état actuel où sont les choses, le dernier terme de la corruption de l'Eglise, le dernier degré de la ruine du caractère ecclésiastique ; & ce choc seroit plus dangereux pour l'Etat, que ne l'ont été aucuns de ceux qu'il a reçus jusqu'à présent par les dissensions occasionnées par la Religion. Je fais très-bien que sous le Patronage du Roi, ou sous celui des Seigneurs, tels qu'ils existent l'un & l'autre en Angleterre, & tels qu'ils existoient dernièrement en France, on a vu quelquefois obtenir des Evêchés & des Cures, par des moyens qui n'en étoient pas dignes ; mais l'autre manière de briguer les emplois de l'Eglise est infiniment plus sujette à toutes les menées obscures d'une vile ambition, laquelle tourmentant un bien plus grand nombre d'indi-

vidus, produit dans la même proportion un bien plus grand nombre de désordres.

Ceux d'entre vous qui ont volé le Clergé s'imaginent que leur conduite sera aisément approuvée dans toutes les Nations Protestantes parce que le Clergé, qu'ils ont ainsi pillé, dégradé & livré au mépris & à la dérision, est Romain Catholique ; c'est-à-dire, de leur propre prétendue croyance. Je ne doute pas qu'il ne se rencontre ici, aussi bien qu'ailleurs, quelques misérables bigots qui haïssent les Sectes & les Parris, qui diffèrent de la leur, bien plus qu'ils chérissent la substance même de la Religion & qui sont bien plus animés contre ceux qui diffèrent d'eux dans leurs plans & dans leurs systèmes particuliers, qu'ils n'ont d'aversion pour ceux qui attaquent la base même de nos espérances communes. De tels hommes écriront & parleront sur ce sujet de la manière dont on doit s'y attendre d'après leur humeur & d'après leur caractère. Burnet dit, que lorsqu'il étoit en France, en 1683, » le moyen qui fit ranger du » côté du Papisme les hommes du plus grand mérite, » fut celui-ci : ils prirent le parti de douter de » la totalité de la Religion Chrétienne ; cela » une fois fait, rien ne leur paroissoit plus in- » différent, que le côté qu'ils choisiroient, ou le

parti qu'ils suivroient dans leur profession extérieure. Si telle étoit alors la politique de la France, elle n'a aujourd'hui que trop de raison de s'en repentir; elle a préféré l'Athéisme à une forme de Religion qui n'agréoit pas à ses idées; elle a réussi à détruire cette forme; & l'Athéisme, à son tour, est venu la détruire. Je suis assez disposé à croire l'autorité de Burnet, en sorte que, parmi nous-mêmes, j'ai remarqué qu'il existoit trop de ce même esprit (car en avoir un peu, c'est en avoir beaucoup trop); cette humeur au surplus n'est pas générale.

Ceux qui étoient à la tête de la réforme de la Religion en Angleterre, n'avoient aucune ressemblance avec vos Docteurs réformateurs de Paris; peut-être (& en cela ils ressembloient à ceux qui étoient dans le parti opposé) étoient-ils, plus qu'on ne devoit le désirer, soumis à l'influence de l'esprit de parti; mais ils avoient une croyance sincère. C'étoient des hommes d'une ferveur & exaltée; ils étoient prêts à mourir (en effet plusieurs d'eux moururent) pour défendre avec héroïsme leurs idées particulières sur le Christianisme; & ils l'auroient fait avec un courage égal, & avec plus d'hilarité encore, pour le maintien même de cette vérité universelle, pour les principes de laquelle ils combattoient au prix de

leur sang. Ils auroient désavoué avec horreur tous ces gens qui auroient voulu s'associer à eux sans y apporter d'autres titres , que d'avoir pillé les personnes , avec lesquelles ils avoient une controverse établie ; que d'avoir méprisé la Religion pour la pureté de laquelle tous leurs efforts affichent un zèle qui faisoit connoître , d'une manière non équivoque , avec quel respect ils révéroient la substance elle-même d'un système dont ils ne souhairoient que la réforme. Beaucoup de leurs descendans ont conservé le même zèle ; mais comme il a moins à combattre , il est plus modéré : ils n'oublient pas que la pitié & la justice sont des parties integrantes de la Religion. Les impies ne rendent la cause ni plus favorable , ni plus attrayante par les iniquités & par les cruautés qu'ils commettent envers quelque classe de leurs Concitoyens que ce puisse être.

Nous entendons ces nouveaux Instituteurs vanter sans cesse de leur esprit de tolérance. Tolérer toutes les opinions , n'est assurément pas un mérite à remarquer , lorsqu'on pense qu'il n'y a aucune qui soit digne d'estime. Un abandon général n'est une preuve ni de bonté , ni d'impartialité. L'espece de bienveillance qui ne vient que du mépris , n'est point une véritable charité.

nous avons en Angleterre beaucoup de per-
 sonnes qui ont le véritable esprit de tolé-
 rance. Elles croient que tous les dogmes de
 Religion ont chacun leur importance, quoi-
 qu'ils soient dans des degrés différens ; & que parmi
 eux, il en existe, comme parmi toutes les choses
 estimables, qui ont de justes bases de préféren-
 ce : elles favorisent donc, & elles tolèrent. Elles
 tolèrent, non pas d'après un esprit de mépris
 pour d'autres opinions, mais parce qu'elles res-
 pectent la justice. Elles protègent avec respect
 & avec affection toutes les Religions, parce
 qu'elles chérissent & qu'elles respectent le
 grand principe auquel elles se rapportent toutes,
 & le grand objet vers lequel elles sont toutes diri-
 gées. Ces vrais tolérans commencent à décou-
 vrir de plus en plus, d'une manière évidente,
 que tous, comme si nous avions un commun
 ennemi, nous devons avoir une cause commune.
 Il n'est pas aisé de les égarer par l'esprit de fac-
 tion, au point de les empêcher de discerner ce
 qui n'est fait qu'en faveur de leur propre croyance,
 de ces actes d'hostilités, qui ne paroissant di-
 rigés que contre une classe particulière, le
 sont cependant en effet contre la totalité du
 corps de l'Eglise, dans lequel ils sont compris
 sous une dénomination quelconque. Il m'est

impossible de dire ce que peut être le caractère de chaque espèce d'hommes parmi nous. Mais je parle de la plus grande partie; & en leur nom il faut que je vous dise que le sacrilège ne fait pas partie de la doctrine de leurs bonnes œuvres; que bien loin de vous appeler à leur croyance, à un tel titre, si vos Professeurs étoient admis à la partager, il faudroit qu'ils cachassent avec soin cette doctrine, qu'ils établissent en point d'équité la proscription d'hommes bien innocens, & qu'ils fissent la restitution des biens de toute espèce qu'ils ont volés. Jusque-là ils ne seront jamais des nôtres.

Vous pouvez supposer que nous n'approuvons pas la confiscation que vous avez faite des revenus de vos Evêques, de vos Doyens, de vos Chapitres & de vos Curés, qui possédoient seulement le produit des terres des revenus indépendans, parce que nous avons en Angleterre la même nature d'établissmens. Mais vous supposerez aussi que la même objection ne peut pas avoir lieu à l'égard de la confiscation des biens des Moines & des Religieuses, ainsi que de l'abolition de leur Ordre. Il est vrai que cette partie de votre confiscation générale, n'affecte pas l'Angleterre sous le rapport de l'exemple: mais le principe est applicable à l'espèce, & il va assez loin. Le long Parlement confisqua les terres des

Doyennés & des Chapitres en Angleterre ,
 après les mêmes idées qui ont fait mettre en
 vente les biens des Ordres Religieux. Mais ici
 le danger réside principalement dans le principe de
 l'injustice , & non pas dans la qualité des per-
 sonnes sur lesquelles on l'exerce. Je vois dans une con-
 trée toute voisine de la nôtre , suivre une marche
 de politique qui attaque en tous points la justi-
 ce, cet intérêt universel pour tout le genre hu-
 main. Aux yeux de l'Assemblée Nationale , la
 possession n'est rien ; la Loi & l'usage ne sont
 rien. Je vois qu'elle réproouve absolument la doc-
 trine de la prescription, que , d'après l'autorité
 d'un de vos propres Jurisconsultes, Domat, nous
 avons appris à regarder comme une partie de
 la Loi de Nature. Cet Auteur nous apprend que
 la fixation certaine de ses limites , & sa sécurité
 contre l'invasion , étoient une des principales
 causes pour lesquelles la Société civile elle-même
 avoit été établie. Si vous ébranlez une fois la pres-
 cription , il n'est plus aucune espèce de propriété
 qui puisse être assurée dès qu'elle devient assez
 considérable pour exciter la cupidité d'un pou-
 voir indigent. La conduite que l'on tient en
 France , correspond parfaitement avec le mé-
 pris qu'a l'Assemblée pour cette portion in-
 tégrante de la Loi de Nature. Je vois que les

confiscations ont commencé par les Evêques par les Chapitres , par les Monasteres ; mais je ne les vois pas s'arrêter là. Je vois les Princes du Sang , qui , par les plus anciens usages de ce Royaume , tenoient de grands apanages , privés de leurs possessions (à peine avec les honneurs d'un débat) , & réduits , au lieu de jouir de leurs propriétés indépendantes , à l'espérance d'une pension précaire & charitable , sous le bon plaisir d'une Assemblée , qui pourroit bien encore ne pas avoir beaucoup d'égard pour les droits de ces pensionnaires , lorsqu'elle méprise ceux des propriétaires légaux : tous échauffés par l'insolence de leur première & humiliante victoire ; excités par les malheurs mêmes occasionnés par leur avidité pour un lucre impie ; trompés dans leur attente , mais non pas découragés , vos Législateurs se sont à la fin entièrement abandonnés à la subversion de toutes les propriétés de tous les genres dans toute l'étendue d'un grand Royaume. Ils ont forcé tous les hommes , dans toutes les opérations de leur commerce , dans la disposition des terres , dans les traités civils , & dans toutes les relations de la vie , à accepter , comme un parfait paiement & comme une offre bonne & légale , les symboles de leurs spéculations sur le

ente projetée de leur pillage. Quelles traces de
 liberté ou de propriété ont-ils laissées ? L'ombre
 même de la propriété, dans les choses les plus
 viles, est traitée avec plus de cérémonie dans
 notre Parlement, que vous n'en faites chez vous
 pour les possessions les plus importantes & les plus
 anciennes dans les mains des personnages les plus
 respectables, ou pour tous les intérêts réunis de
 vos Capitalistes & de vos Négocians. Nous main-
 tenons une haute opinion de l'autorité législative;
 mais nous n'avons jamais rêvé que les Parlemens
 eussent un droit quelconque de violer la propriété,
 de détruire la prescription, ou de substituer le cours
 forcé d'une monnoie de leur invention à celle qui
 est réelle & reconnue par la Loi des Nations.
 Quant à vous, qui commençâtes par refuser de
 vous soumettre à la contrainte la plus modérée,
 vous avez fini par établir un despotisme inoui. J'ai
 découvert la base sur laquelle se fondent tous vos
 Confiscateurs; il n'est assurément aucune Cour de
 Justice qui puisse approuver leurs procédés; mais
 ils disent que les regles de la prescription ne peu-
 vent pas enchaîner une Assemblée législative (1).
 Ainsi donc cette Assemblée législative d'une Na-

(1) Discours de M. Camus, imprimé par ordre de
 l'Assemblée.

tion libre ne siège pas pour la sûreté , mais pour la destruction des propriétés ; & non seulement de la propriété , mais même de toute espece de regle & de maxime propre à lui donner de la stabilité & de cet instrument qui peut seul en maintenir la circulation (l'espece monnoyée).

Lorsque les Anabatistes de Munster , dans le seizieme siecle , eurent , par leurs opinions sauvages , & par leurs systêmes d'égalité dans les propriétés , porté la confusion dans toute l'Allemagne , quelle contrée de l'Europe ne fut pas justement alarmée par la crainte des progrès de leur fureur systématique ? Il n'existe rien qui inspire à la sagesse une plus grande terreur que le fanatisme épidémique , parce que , de tous les ennemis , c'est celui contre lequel elle est le moins capable d'employer aucune espece de ressources. Nous ne pouvons pas ignorer l'esprit fanatique d'athéisme qui est inspiré par une multitude d'écrits que l'on disperse avec une profusion de dépense & une assiduité incroyable , même par le moyen des sermons , dans toutes les rues & dans toutes les places les plus fréquentées de Paris. Tous ces écrits & ces sermons ont donné à la populace une atrocité d'esprit noire & farouche , qui domine en eux les sentimens inspirés par la Nature , aussi bien que

tous ceux de la Morale & de la Religion. C'est au point que l'on a amené ces malheureux à se soumettre avec une patience opiniâtre aux infortunes insupportables qu'ont attiré sur eux ces convulsions & ces bouleversemens dans les propriétés (1). L'esprit de prosélytisme marche tou-

(1) Je ne fais si le récit suivant est vrai ou non ; mais ceux qui l'ont publié désirent qu'on le croye tel, afin d'exciter tout le monde aux mêmes choses. On voit dans une Lettre de Toul , publiée dans les Papiers , le passage suivant relatif à ce District. « Dans la Révolution » actuelle ils ont résisté à toutes les séductions du bigottisme , » aux persécutions & aux tracasseries des ennemis de la Ré- » volution. Oubliant leurs plus grands intérêts pour rendre » hommage aux vues d'ordre général qui ont déterminé » l'Assemblée Nationale , ils voyent , sans se plaindre , » supprimer cette foule d'établissmens ecclésiastiques par » lesquels ils subsistoient ; & même en perdant leur siège » épiscopal , la seule de toutes ces ressources qui pouvoit , » ou plutôt qui devoit en toute équité leur être conservée ; » condamnés à la plus effrayante misère , sans avoir été » ni pu être entendus , ils ne murmurent point , ils restent » fideles aux principes du plus pur patriotisme : ils sont encore » prêts à verser leur sang pour le maintien de la Constitution , » qui va réduire leur ville à la plus déplorable nullité ». Ce Peup'e n'est pas supposé avoir eu à supporter ces souffrances & ces injustices pour la défense de la cause de la liberté , car dans la même Lettre on établit qu'il avoit toujours été véritablement libre. Sa patience dans la men-

jours à côté de cet esprit de fanatisme ; aussi ces Messieurs ont-ils des Sociétés établies pour cabales & pour correspondre , tant chez eux qu'à l'Etranger , en faveur de la propagation de leurs principes. La République de Berne , une des contrées sur la terre qui soit la plus heureuse , la plus florissante & la mieux gouvernée , est un des principaux objets à la destruction desquels ils visent. On m'a dit même qu'ils étoient parvenus , jusqu'à un certain point , à y semer des germes de mécontentement : ils sont fort occupés dans toute l'étendue de l'Allemagne ; on n'en est pas à éprouver l'Espagne & l'Italie.

L'Angleterre même n'est point mise à l'écart dans les plans d'exécution que forme leur charité maligne & corruptrice ; & en Angleterre , ceux qui étendent les bras vers eux , qui du haut de plus d'une chaire , recommandent leurs exemples , qui ont pour agréable , dans plus d'une de leurs Assemblées périodiques , de correspondre publiquement avec eux , de les applaudir , & de les exalter , comme des objets dignes d'imi-

dicité & dans la ruine , son silence au milieu de l'injustice la plus ouverte & la plus avérée , si tout cela est exact , ne peut être que l'effet de ce fanatisme inhumain. La France entière est couverte de malheureux aussi à plaindre & aussi séduits.

tion, ceux qui reçoivent d'eux des gages de confraternité, & des drapeaux consacrés au milieu de leurs rites & de leurs mystères (1), qui leur suggèrent des lignes d'une perpétuelle amitié; tous tant qu'ils sont enfin, ils choisissent pour le moment de faire toutes ces choses; celui même où le pouvoir, qui, d'après notre Constitution, jouit exclusivement de l'exercice du droit fédératif de ce Royaume, peut trouver qu'il est expédient de leur déclarer la guerre.

L'objet de mes craintes n'est pas la confiscation de la propriété de notre Eglise, d'après l'exemple de la France, quoique je pense que ce ne fût pas un mal indifférent. Le véritable point de ma sollicitude, c'est la frayeur qu'en Angleterre on vienne jamais à regarder comme la politique d'un Etat, de trouver des ressources dans des confiscations d'aucune espece, ou qu'aucune classe de Citoyens puisse se croire autorisée à en regarder une autre comme sa proie naturelle (2). Les Nations s'enfoncent tous les jours de plus en plus dans l'océan d'une dette sans

(1) Voyez les procédés de la Confédération à Nantes.

(2) » Si plures sunt ii quibus improbe datum est,
 » quam illi quibus injuste ademptum est, idcirco plus
 » etiam valent? Non enim numero hæc judicantur sed
 » pondere. Quam autem habet æquitatem, ut agrum

bornes. La dette publique, qui, dans l'origine étoit une sûreté pour les Gouvernemens, parce qu'elle intéressoit un grand nombre d'individus à la tranquillité de l'Etat, pourra vraisemblablement, par ses excès, devenir la source de leur ruine. Si les Gouvernemens pourvoient au paiement de cette dette par de lourdes impositions, ils périroient en devenant odieux au Peuple. S'ils ne trouvent aucun moyen d'y pourvoir, ils se

» multis annis, aut etiam sæculis ante possessum, quod
 » nullum habuit habeat; qui autem habuit amittat. Ac
 » propter hoc injuriæ genus, Lacedæmonii Lylandrum
 » Ephorum expulerunt: Agis Regem (quod nunquam
 » antea apud eos acciderat) necaverunt: exque eo tem-
 » pore tantæ discordiæ secutæ sunt, ut & tyranni exi-
 » terint, & optimates exterminarentur, & præclarissimam
 » constituta respublica dilaberetur. Nec vero solum ipsa
 » cecidit, sed etiam reliquam Græciam evertit contagio-
 » nibus malorum, quæ à Lacedæmoniis profectæ man-
 » runt latius «. — After speaking of the conduct of the
 model of true patriots, Aratus of Sycion, which was
 in a very different spirit, he says. » Sic par est agere
 » cum civibus; non ut bis jam vidimus, hastam in
 » foro ponere & bona civium voci subicere præconi-
 » At ille Græcus (id quod fuit sapientis & præstantis
 » viri) omnibus consulendum esse putavit: eaque enim
 » summa ratio & sapientia boni civis, commoda civium
 » non divellere, sed omnes eadem æquitate continere
 Cic. Off. l. 2.

vers anéantis par les efforts du plus dangereux
 de tous les partis ; je veux dire par un mécon-
 tentement général parmi les Capitalistes créanciers
 de l'Etat , lorsqu'on les injurie au lieu de les
 rembourser. Les hommes qui composent cette
 classe commencent par chercher leurs duretés
 dans la fidélité du Gouvernement , & en second
 lieu dans sa puissance. S'ils découvrent que l'an-
 cien Gouvernement soit débile , usé , &c. que
 tous ses ressorts soient tellement relâchés qu'ils
 n'aient plus la vigueur qui leur est nécessaire ,
 c'est alors qu'ils se livrent à l'espérance d'en
 créer de nouveaux , qui auront une plus grande
 énergie ; & cette énergie ne dérivera pas d'une
 acquisition de ressource , mais du mépris de la
 justice. Les Révolutions étant favorables à la con-
 fiscation , il est impossible de prévoir , pour les
 premières qui auront lieu , quelle dénominat-
 ion leur servira de prétexte. Je suis certain que les
 principes qui prédominent en France , s'étendent
 à toutes ces personnes , à toutes ces classes de
 personnes , dans tous les pays du monde , qui
 regardent leur indolence paisible comme leur sé-
 curité. Cette sorte d'innocence dans les proprié-
 taires est bientôt persécutée sous la couleur de
 l'inutilité ; & de l'inutilité , on passe à l'incapacité
 de posséder de tels biens. Le désordre est ma-

manifeste dans une grande partie de l'Europe
dans les endroits où il n'existe pas encore,

« D'un tonnerre éloigné, le bruit s'est fait entendre »

Un mouvement confus s'est fait sentir, qui a fait craindre pour un tremblement de terre général dans toute l'étendue du Monde politique. Il se forme déjà dans plusieurs contrées des confédérations & des correspondances de la nature la plus extraordinaire (1). Dans une telle situation des choses, nous devons nous tenir sur nos gardes. Dans tous les changemens (s'il faut qu'il y ait des changemens), la circonstance qui contribuera le plus à atténuer les maux qui les accompagnent, c'est qu'en les admettant, nous rencontrons sans cesse dans nos esprits la même ténacité pour la justice, & la même affection pour les propriétés.

Mais on dira que cette confiscation qui a lieu en France, ne devrait pas alarmer les autres Nations. Ce n'est pas, a-t-on déjà dit, par un esprit inconsidéré de rapacité qu'elle a été dictée

(1) Voyez deux Livres intitulés, *Enige original schrift des illuminatengordens. System und folgen des illuminatengordens. Munchen, 1787.*

c'est par l'effet d'une grande mesure de politique nationale, qui a été adoptée pour détruire les dangers d'une superstition invétérée & toujours naissante. C'est avec la plus grande difficulté que je puis séparer la politique de la justice. La justice est par elle-même la politique ordinaire & permanente de la Société civile ; & lorsque dans une circonstance quelconque, on s'en écarte d'une manière trop éclatante, il y a tout lieu de soupçonner que ce n'est du tout par aucun but de politique.

Lorsque les hommes sont encouragés par des Loix existantes à adopter un certain genre de vie ; lorsque les Loix les y protègent comme dans une occupation légale ; lorsque toutes leurs idées & toutes leurs habitudes sont calquées d'après elles ; lorsque d'après les mêmes Loix, observer long-temps les règles qu'elles prescrivent, est un titre de réputation ; tandis que s'en écarter est un objet de déshonneur & même de châtimement. — Il est injuste en toute Jurisprudence ; c'est une chose dont je suis assuré, d'offrir, par un acte arbitraire, une violence soudaine à leurs esprits & à leurs cœurs, de les dégrader par force de leur état & de leur genre de vie, & de stigmatiser, par la honte & par l'infamie, ce caractère & ces habitudes

qui avoient été jusque-là la mesure de leur honneur & de leur tranquillité. — Si vous joignez à cela qu'on les expulse de leur demeure, & que l'on confisque tous leurs biens ; j'avoue que je n'ai pas assez de sagacité pour découvrir en quoi le despotisme, qui choisit les affections, les consciences, les préjugés & les propriétés des hommes pour en faire l'objet de son divertissement, peut être distingué de la tyrannie la plus dégoûtante.

Si l'injustice de la conduite que l'on tient en France, est si facile à appercevoir ; la politique qui préside à ces mesures, c'est-à-dire, l'avantage public qui en résultera, devrait être au moins aussi évidente, & pour le moins d'une aussi grande importance aux yeux d'un homme qui n'est dirigé par aucune passion, & qui ne voit que le bien public dans les projets qu'on lui présente. Une différence immense & frappante se présentera d'elle-même, entre le but politique que l'on pouvoit avoir, lorsque dans l'origine on forma de telles institutions, & la question de leur anéantissement total, après qu'ils ont produit de profondes racines étendues & profondes, & lorsque, par l'effet d'une longue habitude, des accessoires plus importants qu'elles-mêmes, leur sont tellement adaptés, & tissus en quelque sorte avec

les, que l'on ne peut les détruire, sans en-
 traîner inévitablement la perte de beaucoup
 d'autres choses. Un tel homme pourroit être em-
 barassé, si le cas étoit réellement tel qu'il plaît
 à vos Sophistes de le représenter dans le style
 croyable de leurs débats. Mais en ceci, comme
 dans presque toutes les questions d'Etat, il y a
 un milieu. Il existe quelque chose entre l'alter-
 native d'une destruction absolue, & d'une exis-
 tence sans réforme : *spartam nactus es, hanc
 serva*. Ceci renferme, à mon avis, un sens
 bien profond ; & ce devroit être toujours une
 règle présente à l'esprit d'un Réformateur bien
 mentionné. Je ne peux concevoir comment
 aucun homme peut parvenir à un degré si élevé
 de présomption, que son pays ne lui semble
 être qu'une *carte blanche*, sur laquelle il peut
 raisonner à plaisir. Un homme qu'une bien-
 veillance toute spéculative inspire chaudement,
 peut désirer que la Société dans laquelle il est
 soit autrement constituée qu'il ne l'a trou-
 vée. Mais un bon patriote & un vrai politique
 considérera toujours quel est le meilleur parti que
 l'on puisse tirer des matériaux existans dans la
 patrie. Penchant à conserver ; talent d'améliorer ;
 voilà les deux qualités réunies qui me feroient
 honorer de la bonté d'un homme d'Etat. Tout

autre chose est vulgaire dans l'invention , & périlleuse dans l'exécution.

Il y a des instans dans la fortune des Etats où de certains hommes sont appelés pour opérer par les efforts de leurs grands génies , toutes les améliorations qu'on désire dans ces circonstances lors même qu'ils semblent rétrograder à la confiance du Prince, celle du pays tout entier ; & lorsque l'autorité la moins bornée leur est abandonnée, ils n'ont pas toujours en mains les instrumens suffisans. Un Politique qui veut faire de grandes choses , doit s'affurer une *puissance*. J'entends par-là le point d'appui des manœuvres & si une fois il la trouve , il ne doit pas être plus embarrassé en politique , qu'on ne l'est en mécanique , pour en faire usage. On avoit selon moi , dans les Institutions monastiques une forte *puissance* pour le mécanisme de la bienveillance politique. Vous aviez-là des revenus qui avoient une direction publique ; vous aviez des hommes , tous consacrés à des vœux publics ; n'agissant que d'après des principes publics , & ne connoissant d'autres liens , que des liens publics ; de ces hommes qui ont renoncé à tout intérêt personnel , & dont l'avarice ne peut être que dans un esprit de communauté de ces hommes , pour qui la pauvreté personnelle

un honneur , & auxquels une obéissance implicite tient lieu de liberté. C'est en vain qu'aucun homme cherchera la possibilité de créer de telles choses pour le besoin :

« Les vents soufflent au gré de leurs caprices ».

De telles institutions sont les fruits de l'enthousiasme ; elles sont aussi les instrumens de la sagesse. Il n'est pas au pouvoir de la sagesse de créer des matériaux ; ils sont les dons de la Nature ou du hasard ; mais le mérite de la sagesse est de savoir en faire usage ; dans les corporations , la perpétuité de leur existence & de leurs fortunes , est une chose précieuse dans les mains d'un homme qui a de longues vues , qui médite de ces projets que le temps seul peut consommer , & qui , dès qu'ils sont exécutés , n'ont de valeur que par leur durée. Ils ne méritent certainement pas un rang bien élevé , ni même d'être cités au nombre des hommes d'Etat , ceux qui ayant eu à leur disposition absolue , la direction d'un pouvoir de cette nature , si précieux par ses richesses , par sa discipline , & par son régime habituel , ainsi que tout cela existoit dans les corps que vous avez si témérairement détruits , sont incapables de trouver aucun moyen de faire tourner toutes ces choses à l'avantage réel & permanent de leur pays. A la vue seule d'un tel moyen , mille

usages s'offrent d'eux-mêmes à un esprit inventif. Détruire ainsi une espèce de pouvoir qui , par sa nature concentrée , procure tant de force à l'esprit humain , c'est agir dans l'ordre moral , comme le feroit dans l'ordre physique celui qui voudroit détruire les propriétés actives & intrinsèques d'un corps. Ce seroit comme les efforts que l'on pourroit faire pour détruire (si toutefois détruire est de notre compétence) la force expansive renfermée dans le nitre , ou le pouvoir de l'eau réduite en vapeurs , ou celui de l'électricité , ou celui de l'aimant. Ces énergies ont toujours existé dans la Nature , & on les y a toujours discernées. Long-temps on avoit cru les unes inutiles , les autres nuisibles , d'autres bonnes seulement pour des jeux d'enfans , jusqu'à ce que par le génie de l'observation , le savoir vint s'unir à la pratique , apprivoiser ces natures sauvages , les soumettre à nos besoins , les rendre à la fois les agens les plus puissans & les plus obéissans pour tous desseins des hommes. Trouvâtes-vous que cinquante mille personnes , dont vous auriez pu diriger la masse & l'esprit , & qu'un revenu annuel de beaucoup de centaines de mille livres , lequel au moins n'est ni paresseux , ni superstitieux , fussent une tâche trop au dessus de vos talens ? Convertir des Moines en pensionnaires , étoit-il le seul moyen que vou-

estiez d'en tirer parti ? La ressource imprudente d'une vente prodigue , étoit-elle aussi le meilleur moyen de rendre tous leurs revenus utiles ? Si vous étiez dépourvus à ce point de ressources d'esprit , il n'y a rien que de naturel dans tout ce qui est arrivé. Vos Politiques n'entendent rien à leur métier , & par conséquent ils se défont de leurs outils.

Mais les établissemens favorisent la superstition dans son principe même , & ils la nourrissent par une influence ouverte & permanente. — Mon intention n'est pas de contester ce point ; mais cela n'auroit pas dû vous empêcher de tirer de la superstition même les ressources qui pouvoient en sortir pour l'avantage public. Vous en retirez de bien des dispositions d'esprit & de bien des passions humaines qui , aux yeux de la Morale , ne sont guere plus recommandables que la superstition elle-même. Votre devoir étoit de corriger & de mitiger dans cette passion tout ce qui pouvoit y être nuisible , aussi bien que dans toutes les autres. Mais la superstition est-elle le plus grand de tous les vices possibles ? Dans ses excès possibles , je la crois un très-grand mal ; cependant la superstition étant dans le ressort de la Morale , elle est susceptible de variations dans ses degrés , & de modifications dans ses formes. La superstition est

la religion des esprits foibles ; & il faut bien souffrir qu'ils en aient un mélange , soit dans des choses peu importantes , soit dans leur enthousiasme , soit autrement ; sans cela vous priveriez les esprits foibles d'une ressource qui est reconnue nécessaire pour les esprits même les plus forts. La base de toute véritable Religion , consiste assurément dans l'obéissance à la volonté du Souverain de tout l'Univers , dans notre confiance en ses promesses , & dans l'imitation de ses perfectiones. Le reste est notre ouvrage : il peut préjudicier à cette grande fin , il peut la seconder. Les hommes sages , ceux qui le sont en effet , ne sont pas *admirateurs* (pas au moins des *munera terrea* (1)) ; ils ne sont pas attachés à ces choses avec violence , ils ne les détestent pas avec violence ; la sagesse n'est pas le censeur le plus sévère de la folie. Il n'y a que des folies rivales qui se déclarent une guerre inexorable , & qui fassent un usage cruel des avantages qu'elles remportent , de qu'elles peuvent décider le vulgaire inconsidéré à se ranger de l'un ou de l'autre côté de leurs querelles. La prudence seroit neutre ; mais si au milieu de tous ces conflits , excité d'un côté par un fol attachement , & de l'autre par une antipathie

(1) Allusion à l'Épître VI d'Horace , Liv. I.

feroce sur des choses qui par leur nature ne sont pas faites pour exciter tant de chaleur, un homme prudent étoit obligé de faire un choix entre les erreurs & les excès de l'enthousiasme qu'il seroit forcé de condamner ou de supporter; peut-être croiroit-il que l'enthousiasme qui bâtit, vaut mieux que celui qui démolit; peut-être donneroit-il la préférence à celui qui orne, sur celui qui défigure; à celui qui dote, sur celui qui pille; à celui qui peut s'égarer dans sa bienfaisance, sur celui qui ne respire que l'injustice; à celui qui conduit les hommes à se refuser des plaisirs légitimes, sur celui qui leur arrache la foible subsistance qui suffit à leur désintéressement. Tel est à peu près, je crois, l'état de la question entre les anciens fondateurs de la superstition monastique & la superstition des prétendus Philosophes du jour.

Quant à présent, je mets à l'écart les considérations du profit public, que l'on suppose devoir résulter de cette vente, quoique je voye très-distinctement qu'il n'est qu'illusoire. Je ne vais considérer cette question que comme un transport de propriété. Voici sous ce rapport quelques réflexions.

Dans toute Société qui prospere, il y a un excédent de productions sur la portion nécessaire à l'entretien de celui qui cultive. Cet excédent

est le revenu du propriétaire foncier. Il sera dé-
pensé par un homme qui ne travaille pas ; mais
cette paresse elle-même est la source du travail.
Ce repos est l'aiguillon de l'industrie. Le seul
intérêt de l'Etat , c'est que le produit de la terre
retourne à l'industrie qui l'a procuré , & que le
revenu se partage de manière que la morale ne
soit point offensée par les dépenses des proprié-
taires , & que le peuple ne soit pas lésé dans ce
partage auquel il a droit.

Sous tous les points de vue de recette , de
dépenses & d'emplois personnels de revenus , un
Législateur modéré compareroit avec soin le pro-
priétaire actuel , qu'on lui prescrit de renvoyer
avec l'étranger qu'on lui propose de mettre à sa
place. Avant de s'exposer à tous les dangers qui
accompagnent nécessairement toutes les révolu-
tions violentes de propriétés , occasionnées par
des confiscations , on auroit dû se procurer
une assurance positive , que les nouveaux acqué-
reurs des propriétés confisquées seroient considé-
rablement plus laborieux , plus vertueux , plus
sobres , & moins disposés à arracher des mains
du Laboureur une portion trop réductible de ses
profits ; ou à dépenser pour eux-mêmes plus que
le juste nécessaire qui convient à chaque individu
ou qu'ils seroient bien plus à portée de disposer du sur-

plus, d'une maniere plus égale & plus utile ; de maniere enfin à répondre en tout , dans leurs dépenses , aux vûes de la politique , bien mieux que ne le faisoient tous les anciens propriétaires ; & vous nommerez tous ces propriétaires anciens , tous tant qu'ils sont , Evêques , Chanoines , Abbés Commendataires , ou Moines , tout comme il vous plaira. Les Moines sont paresseux : je le veux. Supposez qu'ils n'aient d'autre emploi que de chanter au chœur , ils sont aussi utilement employés que ceux qui jamais ne chantent ni ne parlent ; aussi utilement même que ceux qui chantent au théâtre ; ils sont employés tout aussi utilement que s'ils travailloient , depuis l'aube du jour jusqu'à la nuit , aux innombrables occupations serviles , dégradantes , indécentes , indignes de l'homme , & souvent pestilentielle & destructives , existantes dans l'économie sociale , auxquels tant d'êtres malheureux sont obligés de se vouer. S'il n'étoit pas généralement pernicieux de troubler le cours ordinaire des choses , & d'arrêter , d'une maniere quelconque , cette grande roue de circulation , dont tous les travaux étrangers de ce peuple malheureux dirigent la rotation , je me sentirois bien plus porté à arracher tous ces infortunés à leur misérable industrie , qu'à troubler avec violence le repos tranquille de la paix monastique. L'hu-

manité, & peut-être la politique, me justifieroit plutôt de l'un que de l'autre. C'est un sujet sur lequel j'ai souvent réfléchi, & jamais sans en être vivement ému. Je suis sûr qu'aucune considération ne peut justifier, dans un État bien réglé, de tels commerces & de tels emplois, si ce n'est la nécessité de faire porter le joug du luxe, & d'exercer le despotisme de l'imagination par la distribution impérieuse de tout l'excédent des produits de la terre.

Mais quant à tous ces moyens de distribution, il me semble que les paresseuses dépenses des Moines sont aussi bien dirigées que les inutiles dépenses de nous autres fainéans laïques.

Lorsqu'il y a égalité dans les avantages entre les possesseurs actuels & les possesseurs projetés, il n'y a pas de motif pour changer; mais dans le cas actuel, peut-être qu'il n'y a, à cet égard, aucune incertitude, & que les avantages se trouvent du côté de la possession actuelle. Dans le fait, je ne vois pas du tout comment les dépenses de ceux que vous allez expulser, sont, par leur direction & par leur emploi, de nature à les rendre si odieux, si indignes de les posséder, & moins avantageuses à la chose publique, que ne le seront celles de nouvelles personnes favorisées que

vous allez introduire dans leurs maisons. Par quelle raison, vous ou moi, trouverions-nous si intolérable cette dépense d'une grande propriété foncière, qui n'est que la dispersion du surplus du produit du sol, lorsqu'elle est employée à former de vastes bibliothèques, qui sont le dépôt de l'Histoire, de la faiblesse & de la force de l'esprit humain; à composer de grandes collections de titres, de médailles & de monnoies, qui attestent & qui expliquent les loix & les usages; à réunir des tableaux & des statues qui, par leur imitation de la Nature, semblent étendre les limites de la création; à recueillir les fameux monumens des morts, qui prolongent au delà du tombeau les liens & les égards de la vie; à rapprocher en un seul lieu les échantillons de la Nature entière; à en faire une sorte d'assemblée nationale, qui, par la réunion des regnes, des classes & des familles, rend la science plus facile, & qui, en excitant la curiosité, lui ouvre de nouvelles routes; si, par ces grands & permanens établissemens, tous les objets de dépense trouvent un abri contre l'inconstance du goût, contre les caprices & les extravagances des personnes isolées, cela est-il plus fâcheux que si des indi-

vidus épars se livroient aux mêmes goûts ? La sueur du Maçon & du Charpentier, qui travaillent pour partager celle du Payfan, ne découle-t-elle pas d'une manière qui paroisse aussi agréable & aussi salubre dans la construction & dans la réparation de cet édifice majestueux, consacré à la Religion, que dans les retraites décorées, & sous les toits sordides du vice & du luxe ; aussi honorablement & aussi utilement à réparer ces ouvrages sacrés, que leur grand âge revêt du lustre des siècles, que dans les aîles momentanés d'une volupté passagère ; que dans des salles d'opéra ; que dans des mauvais lieux ; que dans des maisons de jeu, des clubs & des obélisques au Champ de Mars ? Le surplus du produit de l'olive & de la vigne est-il plus mal employé pour la nourriture frugale de ces êtres qui, étant consacrés au service de la Divinité, sont élevés, par la fiction d'une imagination pieuse, à une grande dignité, que pour l'entretien dispendieux de cette multitude de valets qui se dégradent en se vouant au service de l'orgueil d'un seul individu ? La décoration des temples est-elle une dépense moins digne d'un homme sage, que celle que l'on fait pour des rubans, pour des dentelles, pour des cocardes nationales,

pour des petites maisons, pour des petits soupers, & pour toutes les sottises & les folies innombrables dans lesquelles l'opulence se plaît à dissiper le fardeau de sa superfluité?

Nous tolérons même toutes ces choses : mais pourquoi ? Ce n'est pas que nous les aimions, mais c'est parce que nous craignons pire ; c'est par l'effet du respect que nous avons pour les propriétés & pour la liberté, que nous nous sentons forcés, jusqu'à un certain point, à les tolérer. Par quelle raison veut-on proscrire l'autre usage des biens, usage qui assurément, sous tous ses points de vue, est plus louable que le dernier dont j'ai parlé ? Par quelle raison violer toutes les propriétés & outrager tous les principes de la liberté, quand on n'a d'autre objet que de convertir le meilleur usage possible des richesses, dans un autre qui n'est pas à beaucoup près aussi bon ?

Ce parallele entre les nouveaux individus & les anciens Corps, est fait dans la supposition que ceux-ci ne pourroient être susceptibles d'aucunes réformes. Mais en matière de réforme, j'ai toujours pensé que les Corps politiques, soit qu'ils fussent représentés par un seul individu ou par plusieurs, étoient bien

plus susceptibles de recevoir , par la puissance de l'Etat , une direction publique pour l'usage de leurs propriétés & pour le régime habituel & intérieur des individus qui les composent , que des citoyens isolés ne peuvent & ne doivent peut-être jamais l'être ; & ceci me paroît être une considération fort importante pour ceux qui veulent entreprendre des choses qui méritent le nom d'une entreprise politique.

Je n'en dirai pas davantage sur les biens des monastères.

Quant aux biens possédés par des Evêques par des Chanoines & par des Abbés Commen dataires , je ne peux pas comprendre , par quelles raisons , quelques biens fonds ne peuvent pas être possédés à un autre titre que celui d'une hérédité par succession. Aucun des destructeurs philosophiques pourroit-entreprendre de démontrer le danger positif ou comparé , d'avoir une certaine & même une grande portion de propriétés foncières arrivant successivement à des personnes dont le titre de possession est , toujours en théorie & souvent dans le fait , un degré éminent de piété , de morale & de savoir ; propriétés qui , par leur destination , par leur circulation & par l'attrait qu'elles offrent au mérite

donnent aux familles les plus nobles, nouveau relief & soutien, & aux familles les plus inconnues, élévation & dignité ; propriétés dont on ne jouit qu'à la charge de l'accomplissement de certains devoirs (quelle que soit la valeur qu'il vous plaise d'accorder à ces devoirs), & que le caractère de ceux qu'on en pourvoit, astreint à conserver un extérieur décent & de la gravité dans leurs manières ; qui les obligent à exercer une hospitalité généreuse, mais tempérée ; à regarder une partie de leur revenu comme un dépôt charitable, & dans le cas même où, par l'oubli de leur caractère, ceux qui en sont pourvus violeroient le dépôt ; dans les cas où ils dégénéreroient en gentilshommes laïques, seroient-ils, à aucun égard, pires que ceux qu'on leur destine pour successeurs dans leurs possessions confisquées ? Vaut-il mieux que ces biens soient possédés par ceux qui n'ont aucuns devoirs à remplir, que par ceux qui en ont ? par ceux dont le caractère & la destination les dirigent à la vertu, que par ceux qui n'ont d'autre règle ni d'autre direction dans la dépense de leurs revenus, que leurs desirs & leur volonté ? Ces biens, d'ailleurs, par la manière dont ils sont possédés, n'ont

pas absolument dans leur caractère, les inconvéniens que l'on suppose inhérens aux biens amortis. Cette sorte de biens est celle qui passe le plus rapidement d'une main dans une autre. L'excès n'est jamais bon ; c'est pourquoi il me semble qu'une trop grande proportion de propriété foncière peut être tenue à vie officiellement. --- Mais je ne vois pas quel tort essentiel il peut résulter pour la chose publique, qu'il y ait une autre manière d'acquérir des propriétés foncières, que par un déboursé préalable d'argent.

Cette lettre est devenue bien longue, quoiqu'en vérité elle soit bien courte, si l'on considère l'étendue immense du sujet. J'ai été forcé dans plusieurs momens, de donner mon attention à d'autres affaires. Je n'étois pas fâché non plus de profiter de ces momens de loisir, pour observer si les procédés nouveaux de l'Assemblée Nationale ne me fourniroient pas quelques motifs de changer ou d'adoucir mes premiers sentimens. Tout ce qui est arrivé m'a confirmé plus fortement dans mes premières opinions. Mon premier dessein étoit de considérer tous les principes de l'Assemblée Nationale par rapport aux grands établissemens fondamentaux, & de comparer tout l'ensemble de

in- que vous avez substitué à toutes vos destruc-
 aux tions, avec différentes parties de notre Conflit-
 est tion Angloise ; mais ce plan est d'une plus
 main grande étendue que je ne l'avois estimé d'abord ;
 on & j'ai trouvé aussi que vous étiez peu curieux
 de de tirer parti d'aucuns exemples. Quant à
 nue présent, il faut que je me borne à quelques
 pas remarques sur vos nouveaux établissemens ; me
 la réservant de traiter dans un autre temps ce que
 ere je m'étois proposé de dire sur l'esprit de
 par notre Monarchie, de notre Aristocratie & de
 oi notre démocratie Angloise, telles qu'elles exis-
 fi tent dans la pratique.

J'ai passé en revue tout ce que vient de
 cé faire le Pouvoir qui gouverne aujourd'hui en
 en France. J'en ai parlé, comme on a vu, avec
 or une grande liberté. Ceux dont le principe est
 de de mépriser le sentiment permanent & ancien du
 pas genre humain, & de former un plan de Société
 es d'après de nouveaux principes, doivent
 n'a naturellement attendre que ceux qui,
 pi comme nous, attachent au jugement de
 re toute la race humaine, plus d'importance
 e qu'au leur, nous ne prononcerons sur eux
 a & sur leurs inventions, que comme on doit
 de décider des hommes & des projets, sur l'é-
 preuve qui en est faite. Qu'ils prennent d'a-

bord , pour une chose certaine , que nous avons beaucoup d'égards pour tous leurs arguments , mais point du tout pour leur autorité. Ils n'ont pas en leur faveur un de ces grands préjugés qui influent sur le genre humain. Ils avouent qu'ils déclarent la guerre à l'opinion. Ils ne doivent donc pas espérer que l'opinion soit pour eux , puisqu'ils l'ont ainsi que toute autre espèce d'autorité , chassée du siège de sa juridiction.

Je ne pourrai jamais considérer cette Assemblée autrement que comme une association volontaire d'hommes qui ont profité des circonstances pour s'emparer du pouvoir de l'Etat. Ils ne sont plus revêtus de l'autorité de la sanction attribuées au caractère primitif , sous lequel ils se sont d'abord rassemblés. Ils en ont pris un autre d'une nature bien différente ; & ils ont totalement altéré & renversé toutes les relations sous lesquelles ils existoient d'abord. Ils ne tiennent l'autorité qu'ils exercent , d'aucune Loi constitutionnelle de l'Etat. Ils se sont écartés des instructions qu'ils avoient reçues du peuple que les avoit envoyés ; instructions qui étoient la seule source de leur autorité , puisque l'Assemblée n'agissoit ni en vertu d'aucun ancien usage

usage, ni en vertu d'aucune loi établie. Ses décisions les plus importantes n'ont pas obtenu une grande majorité ; en sorte que l'autorité présumable de l'ensemble n'étant déterminée que par une division si voisine du partage, ceux qui y sont étrangers considéreront autant les motifs que les décisions.

S'ils eussent établi ce nouveau gouvernement expérimental, comme le substitut nécessaire d'une tyrannie abattue, le genre humain s'empresseroit d'anticiper en leur faveur les momens de la prescription, dont le principe légalisant efface, après un long usage, les violences utiles du début d'un tel gouvernement. Tous ceux que leurs affections dirigent vers la conservation de l'ordre civil, auroient reconnu comme légitime, même dans son berceau, cet enfant des principes d'une utilité co-active qui a donné naissance à tous les gouvernemens équitables & qui justifie leur durée ; mais au contraire, ils mettront autant de répugnance que de lenteur à accorder aucune sorte d'accession aux actes d'un pouvoir qui ne devra pas sa naissance à la loi de la nécessité ; mais qui, bien plus, tirera son origine de ces mêmes vices & de ces pratiques finis-

tres qui troublent souvent , & qui détruisent quelquefois l'union sociale. Cette assemblée a à peine en sa faveur une prescription d'une année. Nous avons son propre aveu qu'elle a fait une révolution. Faire une révolution , est une mesure qui , *primâ fronte* , demande que l'on se justifie. Faire une révolution , c'est renverser l'ancien état des choses d'un pays ; & il faut quelque chose de meilleur que de faibles raisons pour justifier un procédé si violent. L'opinion du genre humain nous autorise à entrer avec moins de crainte & de respect dans l'examen des moyens par lesquels on acquiert un nouveau pouvoir , & à critiquer l'usage que l'on en fait , que nous ne pouvons nous le permettre vis-à-vis d'une autorité déjà établie & authentique.

L'Assemblée , pour obtenir & assurer son pouvoir , a agi d'après les principes les plus opposés à ceux qu'elle paroît suivre lorsqu'elle en fait usage. L'observation de cette différence nous dirigera vers le véritable esprit de sa conduite ; tout ce qu'elle a fait jusqu'à présent , ou tout ce qu'elle fait encore , pour obtenir & pour conserver son pouvoir , est en fait d'art , tout ce qu'il y a de plus com-

Elle agit exactement comme ont fait avant elle tous leurs ancêtres en ambition. Suivez-les exactement dans leurs fraudes, dans leurs artifices & dans leurs violences, vous ne trouverez rien du tout qui soit neuf, ils répètent les exemples & les faits avec la pointilleuse exactitude d'un plaideur. Ils ne s'écartent jamais d'un iota des formules antiques de la tyrannie & de l'usurpation ; mais dans leurs opérations relatives au bien public, leur esprit est tout-à-fait le contraire de cela ; ils abandonnent le tout à la merci des spéculations les plus nouvelles ; ils livrent les intérêts les plus chers du public à ces théories incertaines, auxquelles pas un seul d'entre eux ne voudroit confier le plus indifférent de ses intérêts privés. La raison de cette différence tient à ce que, dans leur desir d'obtenir & de conserver le pouvoir, c'est tout de bon qu'ils agissent : c'est pourquoi ils voyagent sur les chemins battus ; mais que, relativement aux intérêts du public, qui ne leur causent pas des sollicitudes bien réelles, ils les abandonnent entièrement au hasard. Je dis au hasard, parce que, pour aucuns de leurs plans, l'expérience ne leur a garanti le plus léger avantage.

Lorsqu'en matière publique nous découvrons quelques erreurs commises par des personnes qui sont timides & défiantes, dès qu'il s'agit du bonheur du genre humain, nous devons alors mêler à notre pitié une sorte de respect. Mais parmi ces Messieurs aucun élan de la nature ne développe cette sollicitude paternelle qui frémit à la vue d'une épreuve cruelle & menaçante pour les jours d'un enfant chéri ; ils surpassent par l'immensité de leurs promesses, & par l'assurance de leurs prédictions, toute l'emphase des empiriques ; & l'arrogance de leurs prétentions est en honneur une sorte de défi qui provoque même malgré soi, à faire la recherche du fondement qu'elles peuvent avoir.

Je suis convaincu qu'il y a des hommes du plus grand talent parmi les chefs du parti populaire dans l'Assemblée nationale. Quelques-uns montrent de l'éloquence dans leurs discours & dans leurs écrits. Ceci suppose nécessairement des moyens puissans & cultivés ; mais l'éloquence peut exister, sans qu'aucun degré proportionné de sagesse l'accompagne. Lorsque je parle d'habileté, je suis obligé de distinguer. Ce qu'ils ont fait en faveur de leur propre système, indique des hommes au-dessus

du commun. Dans le système en lui-même , considéré comme le plan d'une république composée de manière à procurer la tranquillité & la prospérité des citoyens , & à étendre la force & la grandeur de l'état , j'avoue qu'il ne m'a pas été possible de rien découvrir , qui montrât , sous le moindre rapport , l'ouvrage d'un esprit intelligent & dispos , ou même les idées de la prudence la plus vulgaire ; par-tout il semble que leur but ait été d'éviter la *difficulté* , ou de glisser à côté : surmonter les difficultés , a toujours été , pour tous les grands maîtres , dans toutes les disputes , la source de leur gloire. Vaincre une première difficulté ; s'en servir aussi-tôt comme d'une arme pour conquérir de nouvelles difficultés ; s'agguérir ainsi dans les moyens d'étendre l'empire de la science , & même de reculer au-delà de l'enceinte des premières pensées , ces bornes de l'entendement humain lui-même. Telle est leur marche , la difficulté est un maître sévère qui nous a été donné par l'ordre suprême d'un gardien & d'un législateur paternel , qui nous connoît mieux que nous ne nous connoissons nous-mêmes , & qui nous aime mieux aussi : *Pater ipse*

colendi haud facilem esse viam voluit. Celui qui lutte avec nous, fortifie nos nerfs , & il aiguise notre savoir ; nous trouvons un aide dans notre antagoniste. Un conflit amical sur les difficultés nous familiarise avec notre objet , & nous oblige à le considérer sous tous ses rapports ; il ne nous permet pas d'être superficiel. C'est ce défaut de nerfs & d'intelligence pour ces sortes d'exercices ; c'est ce goût dépravé pour prendre les chemins les plus courts , & pour les petites facilités trompeuses, qui a créé dans tant de parties du monde des gouvernemens arbitraires. C'est là ce qui avoit créé l'ancien gouvernement arbitraire de la France ; & c'est à cela qu'on doit aujourd'hui la république de Paris. Vous suppléiez aujourd'hui par la plénitude de la force au vuide de la sagesse ; vous n'y avez rien gagné. En commençant vos travaux sur un principe de paresse , vous avez le sort commun à tous les hommes paresseux. Les difficultés qu'ils ont plutôt éludées qu'évitées , se présentent de nouveau à leur rencontre ; elles se multiplient , elles s'épaississent autour d'eux ; ils se trouvent égarés au milieu d'un labyrinthe de détails confus , ils n'en apperçoivent plus les limites ;

leur industrie est déroutée ; & enfin tout l'ensemble de leur ouvrage devient foible , vicieux & incertain.

C'est cette inexpérience de la-lutte avec les difficultés , qui a obligé l'assemblée arbitraire de France à commencer ses plans de réforme , par l'abolition & par la destruction (1). Mais , est-ce en détruisant & en renversant , que le savoir se fait connoître ?

(1) Un des chefs - membres de l'assemblée , M. Rabaud de St-Etienne , a exprimé le principe de tous leurs procédés de la manière la plus claire ; on ne peut rien de plus simple. ---- » Tous les établissemens en France couronnent le malheur du peuple : » pour le rendre heureux , il faut le renouveler ; » changer ses idées , changer ses loix , changer ses mœurs...., changer les hommes , changer les choses , » changer les mots...., tout détruire ; oui , tout détruire ; presque tout est à récréer. » Ce monsieur a été choisi pour président , dans une assemblée qui ne siégeoit pas aux quinze - vingt ou aux petites-maisons ; dans une assemblée qui se donne pour être composée de très-raisonnables membres. Ses idées , au surplus , son langage ou sa conduite , ne diffèrent en rien des opinions , des discours & des actions de ceux qui , tant au dehors qu'au dedans de l'assemblée , dirigent les opérations de la grande machine qui travaille maintenant en France.

Votre populace feroit cela au moins aussi bien que vos assemblées. L'ombre de la moindre intelligence, & la main la plus grossière, sont plus qu'il ne faut pour cette tâche. La rage & la frénésie détruiront davantage en une demi heure de tems, que la prudence, la prévoyance & la sagesse ne pourront édifier en un siècle. Les erreurs & les défauts des anciens établissemens, sont palpables; il faut peu de talent pour les découvrir; &, dès qu'on a en main le pouvoir absolu, il ne faut qu'un mot pour abolir tout-à-la-fois le vice & l'établissement. Cette même complexion indolente, mais agitée, qui aime la paresse, & qui hait le repos, dirige les politiques, lorsqu'il s'agit de travailler pour remplacer ce qu'ils ont détruit : Faire le contraire de ce qui existoit, c'est presque aussi aisé que de détruire. Il ne se présente aucunes difficultés dans ce qu'on n'a jamais essayé. On insulte à la critique, quand ses découvertes ne peuvent porter que sur des choses qui n'ont jamais existées; l'ardeur de l'enthousiasme, les illusions de l'espérance, ont devant elle le champ sans bornes de l'imagination, pour se donner carrière, sans avoir à craindre beaucoup d'oppositions, & même point du tout.

En un mot, conserver & réformer est une chose tout à fait différente, lorsque vous respectez les parties utiles d'un établissement ancien, & que la partie ajoutée s'adopte à celle que vous conservez, c'est alors que vous devez mettre en jeu le nerf de l'esprit, le calme & la persévérance de l'attention, les puissances de la comparaison & de la combinaison, & toutes les ressources d'un esprit fécond en expédient; c'est alors qu'ont lieu les conflits inévitables entre les vices qui sont les plus opposés les uns aux autres, entre l'obstination qui rejette toutes améliorations, & la légèreté qui est fatiguée & dégoûtée de tout ce qu'elle possède. Mais, allez-vous m'objecter, « un procédé de cette nature est lent, » il ne convient pas à une assemblée qui met sa gloire à faire dans peu de mois l'ouvrage des siècles; une telle manière de réformer pourroit exiger l'emploi de plusieurs années. « Oui, sans doute, elle le pourroit & elle le devrait. Un des grands avantages d'une méthode dans laquelle le tems est un moyen nécessaire, c'est que ses opérations soient lentes, & dans quelques circonstances presque imperceptibles. Si lors que nous travaillons sur des matières inanimées, la circonspection & la prudence sont de sa-

gesse ; ne deviennent-elles pas , à plus forte raison , de devoir , lorsque les objets de notre construction & de notre démolition ne sont ni de la brique ni des charpentes ; mais des êtres animés , dont on ne peut altérer subitement l'état , la manière d'être & les habitudes , sans rendre misérable une multitude d'autres êtres semblables ; mais on diroit que l'opinion dominante à Paris , est que , pour faire un parfait législateur , les seuls qualités requises sont un cœur insensible & une confiance qui ne doute de rien. Mes idées sont bien différentes sur cette haute dignité. Un vrai législateur devroit avoir un cœur rempli de sensibilité. Il devroit aimer & respecter ses semblables & se craindre lui-même ; il faut que d'un seul clin-d'œil , il puisse embrasser tout l'ensemble de son objet , & qu'il n'y parvienne ensuite que par des mouvemens combinés & réfléchis ; comme la fin de tous les argumens politiques , à la société pour objet , c'est un ouvrage dont le tissu doit être choisi dans la nature de la société même. Là , l'esprit doit conspirer avec l'esprit ; il n'y a que le tems qui puisse produire cette union des esprits , d'où résulte tout le bien auquel nous visons ; notre patience fera plus que

notre force. Si je pouvois risquer d'en appeler à ce qui est actuellement si fort hors de mode à Paris, je veux dire à l'expérience, je vous dirais que, dans le cours de ma vie, j'ai connu, & que, selon ma portée & ma position, j'ai eu à coopérer avec de grands hommes, & que je n'ai encore vu adopter aucun plan de réforme, d'après les observations de ceux qui étoient fort inférieurs en intelligence à ceux qui étoient à la tête de la besogne; par un progrès lent, mais bien soutenu, l'effet de chaque pas est surveillé; le bon ou le mauvais succès du premier, donne des lumières pour le second; & ainsi, de lumière en lumière, nous sommes dirigés sûrement jusqu'au but proposé, nous veillons à ce que les parties du système ne se heurtent point. Les maux cachés dans les dispositions qui promettoient le plus, sont détruits à mesure qu'ils se présentent; on sacrifie le moins possible un avantage à un autre; nous compensons, nous concluons, nous balançons; tous nos efforts se dirigent vers la réunion des irrégularités différentes, & des principes opposés qui se rencontrent dans les esprits & dans les intérêts des hommes, pour en faire un ensemble concordant; delà se forme, je ne dirai pas

une simplicité parfaite ; mais ce qui est infiniment supérieur , une composition excellente dans toutes les mesures qui doivent intéresser le genre humain pendant une longue succession de générations ; cette succession elle-même devroit être admise à prendre quelques part dans des conseils auxquels elle a un intérêt si profond. Si la justice l'exige ainsi, l'ouvrage , par lui-même , a besoin d'un plus grand nombre d'esprits , que le cours d'un siècle n'en peut produire. C'est d'après cette manière de voir , que les meilleurs législateurs ont souvent approuvé dans les gouvernemens, l'établissement de quelques principes législatifs sûrs & solides , un pouvoir semblable à celui que quelques philosophes ont appelé une nature plastique ; & après en avoir fixé le principe , ils l'ont abandonné à l'effet de sa propre opération.

Agir de cette manière , c'est-à-dire avec un principe dominant et avec une énergie productrice , c'est selon moi la preuve d'une profonde sagesse. Ce que vos politiques regardent comme la marque d'un génie hardi & entreprenant , est seulement la preuve d'un manque déplorable d'habileté. Leur violent empressement & la défiance qu'ils ont de la

marche de la nature , sont cause qu'ils sont
 aveuglément livrés à tous les faiseurs de pro-
 jets ; aux aventuriers ; à tous les alchimistes
 & à tous les empyriques. Ils n'imaginent pas
 que l'on puisse tirer aucun parti de rien de
 ce qui est commun ; la diette n'entre pas dans
 leur système de médecine. Le pire de cela ,
 c'est que leur défaut de confiance dans les
 méthodes régulières pour guérir les maladies
 communes , ne vient pas seulement d'un dé-
 faut de compréhension ; mais , j'en ai bien
 peur , de quelque malignité dans leurs dis-
 positions. On diroit que vos législateurs ont
 puisé toutes leurs opinions sur les professions ,
 les rangs & les emplois de la vie dans les
 déclamations & dans les bouffonneries des sa-
 tyriques , qui seroient eux-mêmes bien étonnés
 s'ils voyoient que leurs peintures sont aujour-
 d'hui prises à la lettre ; ayant adopté ce parti ,
 il n'est pas étonnant que tous vos guides n'en-
 visagent les objets que sous le côté de leurs
 vices & de leurs défauts , & encore qu'ils
 y joignent toutes les couleurs de l'exagéra-
 tion. Il est indubitablement vrai , quoique
 cela puisse paroître paradoxal ; mais il n'en
 est pas moins généralement vrai , que ceux
 qui sont habituellement employés à chercher

& à découvrir des fautes , sont incapables de travailler à ces réformes , non-seulement parce que leurs esprits sont dépourvus des modèles de ce qui est bon & beau , mais parce que , par habitude , ils finissent par ne plus trouver aucun plaisir à la contemplation de ces choses ; en haïssant trop les vices , ils finissent par aimer trop peu les hommes ; c'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'ils deviennent incapables de les servir & même qu'ils y soient moins disposés. C'est là ce qui fait que beaucoup de vos guides sont portés par leur complexion même à tout briser en mille pièces. C'est à ce jeu cruel qu'ils déploient en entier leur *quadrimanouse* (1) activité. Quant au surplus , tout ce qui est paradoxale dans les plus habiles écrivains , tout ce qu'ils ont produit seulement comme des jeux de leur imagination , & comme des essais de leurs talens , pour éveiller l'attention & pour exciter la surprise , ces messieurs s'en emparent ; mais ce n'est pas dans l'esprit original de leurs auteurs , comme des moyens de cultiver leur

(1) N'est - ce pas dans Buffon qu'il est remarqué que la nature a donné quatre mains aux animaux , dont l'instinct semble les porter à tout détruire ?

goût & de perfectionner leur style. Ces paradoxes deviennent pour eux des règles sérieuses de conduite, d'après lesquelles ils régulent les intérêts les plus importants de l'état. Cicéron dépeint plaisamment Caton, comme se forçant à agir dans la république d'après les paradoxes des écoles avec lesquels on exerçoit l'esprit des jeunes étudiants dans la philosophie stoïque. Si cela étoit vrai à l'égard de Caton, ces messieurs renouvellent d'après lui, dans la manière de quelques personnes qui vivoient à-peu-près dans ce tems-là, *pede nudo catonem*. M. Hume m'a dit, qu'il avoit tenu de Rousseau lui-même, le secret de ses principes de composition. Cet observateur fin quoiqu'excentrique, avoit observé que, pour frapper & intéresser le public, il falloit du merveilleux; que depuis long-tems la mythologie des faux-dieux avoit perdu son effet; que les géans, les magiciens, les fées & les héros des romans qui avoient succédés, avoient aussi épuisé la portion de crédulité qui appartenoit à leur siècle; que cependant un écrivain n'avoit plus d'autre espèce de merveilleux à employer que celui-là, & que l'on pourroit en tirer un plus grand parti peut-être qu'autre fois, quoique dans une diffé-

rente manière, c'est-à-dire le merveilleux de la vie, dans les manières, dans les caractères & dans les situations extraordinaires, d'où l'on pourroit faire n'aitre des effets frapans, imprévus & nouveaux, tant en moral qu'en physique. Je crois que si Rousseau vivoit encore, & que dans un de ses moments lucides, il vit ce qui se passe, il seroit effrayé de la frénésie pratique de ses élèves qui, dans tous leurs paradoxes, ne sont que des imitateurs serviles, & de découvrir en eux cette foi implicite au sein de leur incrédulité.

Les hommes qui entreprennent des choses considérables, même par des moyens réguliers, devroient nous donner quelques bases qui puissent nous faire juger de leur habilité. Mais quant au médecin de l'état, qui, non content de guérir les maux, entreprend de régénérer sa constitution, il devroit montrer des pouvoirs au-dessus du commun; & ceux qui s'écartent de la pratique ordinaire, & qui travaillent sans modèles, devroient donner à l'extérieur de tous leurs projets, quelques marques caractéristiques d'une sagesse non commune. A-t-on manifesté rien de semblable? Je vais jeter un coup-d'œil (il sera bien court, par rapport à l'étendue du sujet,

sur tout ce que l'assemblée a fait : d'abord , relativement à la constitution de la législature ; en second lieu , sur le pouvoir exécutif ; en troisième lieu , sur l'ordre judiciaire , & enfin , sur l'établissement de la législature. Je finirai par mon système de finance , pour voir si nous pourrions découvrir , dans aucunes des parties de ses plans , une habileté si prodigieuse , qu'elle puisse justifier les entrepreneurs hardis qui les ont proposés dans la supériorité qu'ils s'attribuent sur tout le genre humain.

C'est dans la forme de cette partie souveraine & dominante de cette république nouvelle , que nous devrions espérer de trouver le grand développement de leur savoir. C'est ici qu'ils devoient prouver leur titre à toutes leurs fières demandes. Pour connoître ce plan dans sa totalité , ainsi que les raisons sur lesquelles il est fondé ; je m'en réfère aux journaux de l'assemblée , du 29 de septembre 1789 , & à toutes les opérations subséquentes qui ont apporté des changemens à ce plan. Autant que je puis voir clair dans une matière un peu confuse , il me semble que le système subsiste substantiellement , comme il avoit été projeté d'abord. Le petit nombre de mes remarques portera donc sur l'esprit , sur la tendance ,

& sur la propriété qu'il peut avoir pour former un gouvernement populaire ; car tel est le système qu'ils adoptent, comme étant le plus approprié au but de tous les gouvernemens, & sur-tout d'un gouvernement populaire. Je me propose, en même-tems, d'examiner cette composition, sous le rapport de sa conséquence avec elle-même, & avec les principes sur lesquels elle a été établie.

On juge les anciens établissemens par leurs effets. Si le peuple est heureux, uni, riche & puissant, on présume aisément le reste ; nous concluons que la chose est bonne, quand il en dérive de bons effets. Dans ces vieux établissemens, on a trouvé *différens correctifs* qui servent de remèdes dans les cas où l'on s'écarte de la théorie ; ils sont le résultat de différentes nécessités & de différens expédiens. Il arrive souvent qu'ils ne dérivent d'aucune théorie, mais bien plutôt que les théories en dérivent. Ils conduisent quelquefois mieux au but, que les moyens qui paroissent s'accorder davantage avec ce que nous imaginons avoir été le plan primitif. Les ressources fournies par l'expérience, conviennent mieux aux fins politiques, que celles que l'on invente dans des projets tout neufs ; elles réagissent

la constitution primitive , & quelquefois elles perfectionnent le dessein même , duquel elles semblent s'être écartées. Je crois que l'on pourroit choisir dans la constitution Angloise, des exemples curieux de tout ceci. Au pis-aller, les erreurs & les déviations de toute espèce, sont calculées & connues dans l'estime du vaisseau , & il fait bonne route. Tel est l'état des choses dans les vieux établissemens ; mais dans un système nouveau , & purement théorique , on a droit d'espérer que chacun des moyens qui sont destinés à une fin quelconque , se montrera ouvertement & de lui-même ; surtout lorsque les grands exécuteurs du projet , n'ont nullement à compter au nombre de leurs efforts , le soin d'adapter leur nouvel édifice , soit aux murailles , soit aux fondations de l'ancien.

Les constructeurs françois , balayant comme de pures décombres tout ce qu'ils ont trouvé ; & , semblables aux jardiniers de leurs parterres , nivellant tout avec soin , se proposent de poser toute leur législation générale & locale , sur trois bases de trois différentes espèces : une géométrique , une arithmétique , & une financière. Ils appellent la première, base *territoriale* ; la seconde , base de la *population* , & la troi-

sième, base de la *contribution*. Pour exécuter le premier de leurs desseins , ils partagent tout le territoire de leur pays en quatre-vingt-trois morceaux ou carrés réguliers , de dix-huit lieues sur dix-huit. Ces grandes divisions s'appellent *départemens*. Tous ces départemens sont sous-divisés , toujours carrément , en dix-sept cent vingt districts , appelés *communes* , & ceux-ci encore se subdivisent , toujours carrément , en de plus petits districts , qu'on appelle *cantons* , ce qui fait en tout 6400.

Au premier aspect , on ne voit rien dans cette base géométrique de leur invention , qui soit fort à admirer , fort à blâmer ; cela n'exige pas de grands talens législatifs. Un inspecteur exact de grands chemins , avec sa chaîne & son graphometre , est très-propre à en faire autant. Dans l'ancienne division du territoire , différens accidens arrivés dans des tems différens , soit par le flux & le reflux de différentes propriétés , soit par celui de différentes juridictions , étoient les seules fixations des limites générales & particulières. Ces limites , on le fait , n'étoient l'ouvrage d'aucun système établi ; elles étoient sujettes à quelques inconvéniens ; mais c'étoient des inconvéniens pour lesquels l'usage avoit trouvé des remèdes , & auxquels

l'habitude en avoit trouvé d'aussi bons. Dans ce nouveau pavement de carrés dans des carrés, & dans ces organisations & demi organisations faites sur le système des Empédocle & des Buffon, & non pas sur aucun principe de politique, il se rencontrera nécessairement une multitude d'inconvéniens locaux, auxquels les hommes ne sont pas habitués; mais je passe par là-dessus, parce que, pour les détailler, il faudroit avoir une connoissance locale du pays, plus particulière que je ne l'ai.

Lorsque ces arpenteurs d'état vinrent à examiner leurs ouvrages de symétrie, ils trouvèrent bientôt qu'en politique, la plus trompeuse de toutes les choses étoit une démonstration géométrique. Ils eurent alors recours à une autre base (ou plutôt etay) pour soutenir ce bâtiment qui chanceloit sur une fondation si mauvaise. Il étoit évident que la bonté du sol, que la population, que la richesse & que le montant des contributions devoient mettre une grande différence respective entre tous ces carrés. Cette différence devoit être une preuve que la mesure est de tous les procédés, le plus ridicule pour estimer la puissance d'un état, & que l'égalité en géométrie est la plus inégale de toutes les mesures dans la

distribution des hommes. Cependant , ils ne pouvoient pas abandonner cette base ; mais , en divisant leur représentation civile & politique en trois parties , ils en accordèrent une à la mesure carrée , sans se mettre aucunement en peine pour vérifier si cette proportion territoriale de représentation , étoit convenablement déterminée , ni , si d'après aucun principe , elle devoit réellement être le tiers. Après avoir cependant accordé à la géométrie , cette portion (d'un tiers pour son douaire) (1) , & cela , seulement pour rendre hommage à cette sublime science , ils abandonnèrent les deux autres tiers à la population & à la contribution , pour être l'objet de leurs débats.

Lorsqu'ils en vinrent à la population , ils ne trouverent plus un terrain aussi uni que dans leur géométrie. Ici leur arithmétique eut à s'exercer sur leur métaphysique juridique. S'ils s'en fussent tenu à leurs principes métaphysiques , le procédé arithmétique auroit été

(1) Allusion au droit coutumier anglois , qui accorde aux veuves le tiers des biens de leur mari , lorsque leur douaire n'a pas été fixé préalablement.

bien simple. Les hommes , selon eux , sont strictement égaux , & ils sont tous appelés à des droits égaux dans leur propre gouvernement. Chaque tête, dans ce système, devrait avoir son vœu , & chaque homme voter directement pour son représentant dans la législature. = « Mais doucement, — par degrés réguliers, pas encore ». (1) Ce principe métaphysique auquel la loi, la coutume, l'usage, la politique & la raison devoient céder, doit céder lui-même à leur fantaisie ; il y aura bien des degrés & des repos, avant que le représentant puisse être en contact avec son constituant. Ces deux personnes, comme nous le verrons bientôt, n'auront entr'elles aucune sorte de rapports. D'abord les vôtans, dans chaque *canton*, qui composent ce qu'ils appellent les *Assemblées primaires*, doivent avoir une certaine qualification. — Quoi ! une qualification outre les droits de l'homme ? Oui,

(1) Allusion à un passage de Pope, où il est question du luxe de certains personnages vains & bouffis d'orgueil, parmi lesquels il en étoit un, près de qui l'on ne pouvoit être admis, qu'après avoir traversé une longue suite d'appartemens, & s'être arrêté dans chacun.

mais une très-foible ; notre injustice sera la moins oppressive possible. La simple évaluation locale de trois journées de travail. Vraiment ceci n'est pas grand'chose , j'en conviens ; mais c'est tout ce qu'il faut pour déroger à votre grand principe égalisant. Considérée comme qualification , l'on pourroit tout aussi bien s'en passer ; car celle-ci ne répond à aucune des fins pour lesquelles les qualifications sont établies ; & dans votre système, elle exclut du droit de voter l'homme qui, parmi tous les autres , a le plus besoin de son égalité naturelle pour sa protection & pour sa défense ; je veux dire l'homme qui n'est protégé par autre chose que par son égalité naturelle. Vous lui ordonnez d'acheter le droit que peu auparavant vous lui aviez dit que la nature lui avoit donné gratuitement lors de sa naissance , & dont aucune autorité sur la terre ne pouvoit légalement le priver. Ainsi donc, vous qui vous prétendez les ennemis jurés de l'aristocratie , vous en exercez une tyrannique contre celui qui ne peut pas aller jusqu'à la hauteur de votre marché.

La gradation s'avance. Ces assemblées primaires de chaque *canton* élisent des députés pour la *commune* ; un , sur deux cents ci-

royens actifs. Voici le premier intermédiaire entre l'électeur primaire & le représentant législatif ; & ici , un second péage est établi pour imposer sur les droits de l'homme , une nouvelle évaluation ; car , pour être admis à cette assemblée *de la commune* , il faut payer la valeur de dix journées de travail. Mais ce n'est pas tout ; nous avons encore une autre gradation. Ces *communes* qui sont choisies par le *canton* , élisent pour le *département* ; & ces députés du *département* choisissent enfin leurs députés pour l'*Assemblée nationale*. Ici est une troisième barrière pour une autre évaluation tout aussi insensée. Chaque député à l'Assemblée nationale , doit payer , en contribution directe , la valeur d'un marc d'argent. L'opinion qu'il faut avoir de toutes ces barrières évaluatives , c'est qu'elles sont insuffisantes pour assurer l'indépendance , & qu'elles n'ont de force que pour détruire les droits de l'homme. —

Dans tous ces procédés , dont les élémens fondamentaux ne doivent porter que sur la *population* , considérée comme un principe de droit naturel , on accorde une attention manifeste à la *propriété* : ce seroit de toute justice & de toute raison dans d'autres plans ;

mais dans le leur , c'est une contradiction insupportable.

Lorsque nous arrivons à la troisième base , à celle de la *contribution* , nous trouvons qu'ils ont bien plus complètement encore perdu de vue leurs droits de l'homme. Cette dernière base porte *entièrement* sur la propriété. Voilà donc que l'on admet un principe qui s'écarte totalement de l'égalité des hommes , avec laquelle même il ne peut pas se concilier. Mais ce principe , qui porte sur la propriété , n'a pas été plutôt admis , que (suivant la coutume) il est renversé ; & il n'est pas renversé (comme nous allons le voir présentement) pour rapprocher du niveau de la nature l'inégalité des richesses. La part additionnelle dans la troisième classe de la représentation , (classe réservée exclusivement pour les contributions les plus hautes) n'est ajoutée qu'à l'égard du *district* seulement , & non pas à l'égard des individus qui y fournissent leur quote-part. Il est aisé d'appercevoir par la suite de leurs raisonnemens , combien ils étoient embarrassés par les contradictions qui se rencontroient entre les droits de l'homme & les privilèges des richesses. Ce que fait le comité de constitution , équivaut à un aveu sur l'impossibilité

de concilier l'un avec l'autre. « Le rapport ,
 » à l'égard des contributions , est sans aucun
 » doute , *nul* (disent-ils) , lorsqu'il s'agit de
 » balancer les droits politiques d'individu à
 » individu , sans quoi l'égalité *personnelle* se-
 » roit détruite , & il s'établirait une *aristo-*
 » cratie de richesse ; mais cet inconvénient
 » disparoît entièrement , lorsque l'on confi-
 » dere , dans *de grandes masses* seulement , le
 » rapport proportionnel de la contribution ,
 » & seulement de province à province ; cela
 » sert , dans ce cas seulement , à établir une
 » juste proportion réciproque entre les villes ,
 » sans altérer en rien les droits personnels des
 » citoyens ».

Ici le principe de *contribution* , considéré
 d'homme à homme , est rejeté comme *nul*
 & comme destructif de l'égalité , & aussi
 comme pernicieux , parce qu'il conduiroit à
 introduire une *aristocratie de la richesse* ; ce-
 pendant ce principe ne peut pas être aban-
 donné , & le moyen de se débarrasser de la
 difficulté , c'est de fixer l'inégalité , de départe-
 ment à département , laissant dans chacun
 d'eux , à tous les individus , une parité par-
 faite. Observez que cette parité entre les
 individus avoit déjà été entièrement détruite ,

lorsqu'on avoit statué sur les valeurs où les qualifications de chacun, lorsqu'il s'agissoit des départemens. Mais il importe peu, dès qu'on détruit l'égalité des hommes, que ce soit par masse ou par individualité. Un individu n'est pas de la même importance dans une masse composée d'un petit nombre, que dans une autre masse représentée par un grand nombre. Ce seroit en vain que l'on voudroit persuader à un homme jaloux de son égalité, que l'électeur qui vote pour trois membres, a une même étendue de droit, que celui qui vote pour dix.

Maintenant envisagez ceci sous un autre point de vue, & supposez que leur principe de représentation, d'après la contribution, c'est-à-dire, d'après la richesse, soit bien imaginé, & qu'il soit une base nécessaire de leur république. Dans cette troisième base, on voit qu'ils pensent que les richesses devroient être respectées, & que, soit par justice, soit par politique, elles devroient, d'une manière ou d'une autre, procurer aux hommes une part plus considérable dans l'administration des affaires publiques; il faut voir maintenant comment l'assemblée a pourvu à cette prééminence, ou même seulement à la sécurité des gens riches, en accordant aux districts

entiers en faveur de leur opulence, cette mesure plus grande de pouvoir qui leur est refusée personnellement. Je m'empresse d'admettre que dans un gouvernement républicain, qui a une base démocratique, le riche à besoin d'une sécurité plus grande que dans une monarchie. Il y est plus exposé à l'oppression, parce qu'il y est beaucoup plus soumis à l'envie. Dans le plan actuel, il est impossible de deviner quel avantage les gens riches retireront de cet avantage aristocratique, sur lequel est fondé l'inégalité dans les masses de la représentation. Ils n'y trouveront ni appui pour leur dignité, ni sécurité pour leur fortune : car ces masses aristocratiques sont entièrement composées de principes purement démocratiques ; & la préférence qui leur est donnée dans la représentation générale, n'a aucune espèce de rapport avec les propriétés de ceux en faveur desquels cette supériorité de masse est établie. Si les inventeurs de ce plan avoient le projet de favoriser les riches à raison de leur contribution, ils auroient donc dû accorder ce privilège, soit à des individus riches, soit à une certaine classe composée de personnes riches ; parce que les altercations qui s'élèvent entre le pauvre

& le riche, ne sont pas des contestations de corporation à corporation, mais d'homme à homme; ni des brigues entre des districts, mais entre des classes différentes d'hommes. Si l'on exécutoit ce plan en sens contraire, il atteindroit beaucoup mieux son but, c'est-à-dire, si l'on rendoit égaux les *vôtes* des masses, & si, dans chacune, ils étoient proportionnés à la propriété. Prenons un homme dans un district, & supposons (ce qui est facile à faire) qu'il paie en contribution autant que cent de ses voisins : il n'a qu'un seul *vôte* contre eux tous. S'il ne devoit y avoir qu'un représentant pour la masse entière, tous les voisins pauvres le *sur-voteroient* dans la proportion de cent à un. = Ceci n'est pas trop bon. = Mais il a des dédommagemens à espérer. — Comment ? — Le district, au lieu de n'avoir qu'un représentant, en aura dix, à cause de la richesse de ce membre que nous avons choisi pour exemple ; c'est-à-dire, que, parce qu'il paie à lui seul une contribution énorme, il aura le bonheur de n'être *survoté* dans la proportion de cent à un, que pour la nomination de dix représentans, au lieu de l'être exactement pour la chance unique d'un contre cent. Ainsi donc, dans la vérité, cette représentation plus

nombreuse , au lieu d'être pour l'homme riche un avantage , n'est qu'une addition de cruauté. Cette augmentation représentative dans son district , met en avant neuf personnes de plus ; & encore , au-delà de ces neuf personnes , un nombre proportionné de candidats démocratiques , pour cabaler , pour intriguer & pour flatter le peuple aux dépens & au détriment de ce même individu riche. Par ce moyen , on offre à la multitude de la classe inférieure un grand appât , dans la perspective d'un salaire de dix-huit francs par jour (ce qui est énorme pour elle) ; de plus , le plaisir de demeurer à Paris , & de prendre part au gouvernement du royaume. Plus les objets de l'ambition se multiplient dans le genre démocratique , & plus aussi le riche court de dangers.

Voilà donc ce qui aura lieu dans une province réputée aristocrate , quoiqu'elle en soit bien l'opposé par ses rapports intérieurs. Mais dans ses rapports extérieurs , c'est-à-dire , dans ceux qu'elle a avec les autres provinces , je ne puis pas voir comment cette représentation inégale , qui est accordée aux masses à raison des richesses , peut devenir un moyen de préserver l'équilibre & la tranquillité de la chose publique. Car , si l'un de ses objets est de pro-

téger le foible contre le fort (ce qui indubitablement est le but de toute société), comment la plus pauvre & la plus petite de ces masses sera-t-elle mise à l'abri de la tyrannie des plus opulentes ? Sera-ce en donnant encore à celle-ci des moyens plus amples & plus systématiques pour les opprimer ?

Si nous établissons une balance de représentation entre des masses de corporation, il est très-vraisemblable que les intérêts de cantons, que les jalousies & les rivalités ne tarderont pas plus à s'élever, que si c'étoit entre des individus séparés ; & même, il est probable que leurs divisions occasionneront un esprit de discussion beaucoup plus chaud, & quelque chose ressemblant de fort près à une guerre civile.

Ces masses aristocratiques ont été faites sur ce que vous appelez un principe de contribution directe. Mais il n'est pas de mesure plus inégale que celle-ci. Les contributions indirectes, celles qui dérivent des droits sur les consommations, sont réellement une meilleure base, & elles conduisent à la découverte de la richesse plus naturellement, que ne le peuvent faire les contributions directes. Il est en vérité bien difficile de fixer, d'après l'une

ou d'après les autres, ou même d'après toutes
deux, une préférence locale, parce qu'il y a
elle province qui peut payer davantage de
l'une ou de toutes deux, non pas par l'effet
d'aucunes causes intrinsèques, mais par les
relations même qu'elle a avec ces autres dis-
tricts sur lesquels elle a obtenu sa supériorité
d'après sa contribution apparente, si toutes
ces masses étoient des corps souverains indé-
pendans, qui eussent simplement à envoyer
des fonds à une caisse générale fédérative,
si le revenu public n'étoit pas composé
(comme il l'est en effet) de beaucoup d'au-
tres impositions qui circulent dans tout l'en-
semble, qui porte sur les hommes indivi-
duellement & non pas par corporation, &
qui, par leur nature, confondent toutes les
limites territoriales, on pourroit dire quelque
chose au soutien de cette base de contribution
par masses. Mais dans un pays qui considère
tous ses districts comme les membres d'un seul
tout, il n'y a rien de plus difficile que d'é-
tablir sur des principes d'équité, une repré-
sentation fondée sur la contribution; car une
grande ville telle que Bordeaux ou Paris,
paroît fournir une contribution énorme d'im-

pôts, contribution qui est presque hors de proportion avec toutes les autres villes, & la masse est considérée en conséquence. Mais ces villes sont-elles les véritables contributrices dans cette proportion ? Non. Tous les consommateurs des marchandises importées en France, par Bordeaux, lesquels sont éparses dans tout le royaume, acquittent à Bordeaux les droits de l'importation. Le commerce d'exportation que le produit des vignes du Languedoc & de la Guyenne fournit à cette ville, est pour elle une autre source de ses hautes contributions. Les contributions payées à Paris par les seigneurs des terres qui y mangent les produits qu'ils en retirent, sont encore une autre soustraction des provinces où elles sont situées.

Si nous comparons ensuite ces trois bases ensemble, non pas sous leur rapport politique, mais d'après les idées qui dirigent l'assemblée, afin d'essayer de les concilier avec ses propres principes, nous ne pouvons manquer d'observer, que ce que le comité appelle la base de la *population*, ne part pas du même point que les deux autres principes, qu'elle a appelés *base territoriale* & *base de contribution*, qui sont toutes deux d'une nature arith-

ocratique. La conséquence qui en dérive, est que lorsque toutes trois commencent à opérer ensemble, il s'établit une inégalité absurde, qui est produite par l'effet de la première sur les deux autres. Chaque canton contient quatre lieues carrées, & est estimé contenir l'un dans l'autre quatre mille habitans, ou six cent quatre-vingt votans dans les *assemblées primaires*, lesquelles varient en nombre, selon la population du canton, & qui envoient à la *commune* un député par deux cent votans. *Neuf cantons* font une *commune*.

Maintenant, prenons un *canton* dans lequel il y ait une *ville commerçante, située sur un port de mer, ou une grande ville de manufacture*. Supposons que la population de ce canton soit de 12,700 habitans, ou 2,193 votans, formant trois *assemblées primaires*, & envoyant dix députés à la *commune*.

Mettons en opposition avec ce *seul canton*, deux autres, pris parmi les huit qui restent dans la même *commune*. Nous pouvons supposer que ceux-ci aient leur population complète de 4,000 habitans & de 680 votans chacune, ou pour les deux, 8,000 habitans

& 1,360 votans, ils ne formeront que deux *assemblées primaires*, & ils n'enverront que *six* députés à la commune.

Lorsque l'assemblée de la *commune* viendra à voter sur la *base du territoire*, qui est le principe premièrement admis dans cette assemblée, le *seul canton* qui n'a que la moitié du territoire des deux autres, aura *dix* voix contre *six* dans l'élection de *trois députés* à l'assemblée du département, & cela, d'après la base de la représentation territoriale.

Cette inégalité, toute frappante qu'elle est, sera encore plus marquée, si nous supposons, comme nous pouvons très-justement le faire, que chacun des autres cantons de la *commune* décroitra autant en population, que le *canton principal* les excédera tous. Maintenant, quant à la base de *contribution* qui est aussi le principe admis, pour opérer d'abord dans l'assemblée de la *commune*. Prenons encore un *seul canton*, comme nous l'avons fait d'abord. Si la totalité des contributions directes payées par une grande ville de commerce ou de manufacture, est divisée également parmi les habitans, on trouvera que chaque individu, en suivant le même procédé paye beaucoup plus

qu'aucun autre individu vivant dans le pays. La proportion entière payée par les habitans de la ville, sera certainement plus considérable que celle qui le sera par les autres cantons. Nous pouvons aisément évaluer cette différence à un tiers. Alors les 12,700 habitans, ou 2,193 votans du canton, paieront autant que 19,050 habitans 3,289 votans des autres cantons, ce qui est à-peu-près la proportion estimée entre les habitans & les votans de cinq autres cantons. Maintenant, les 2,193 votans enverront, comme nous l'avons dit ci-dessus, dix députés seulement à l'assemblée; les 3,289 votans en enverront seize. Ainsi, pour une part égale dans la contribution de la totalité de la commune, il y aura une différence de seize voix à dix, en votant pour les députations, suivant le principe de la représentation, d'après la contribution générale de toute la commune.

En suivant la même manière de computation, nous trouverons que 15,875 habitans, ou 2,741 votans des autres cantons qui payent un sixième de moins dans la contribution de toute la commune, auroient trois voix de plus 12,700 habitans ou 2,193 votans d'un seul canton.

Telle est l'inégalité fantastique & injuste que produit entre les masses, cette répartition curieuse des droits de la représentation prise d'après la base territoriale & la base de la contribution. Les droits que cela donne, sont dans la vérité des droits négatifs, puisqu'ils sont dans la proportion inverse de la possession qu'on en a.

Dans l'invention de ces trois bases, sous quelque jour qu'il vous plaise de les considérer, je ne vois pas qu'on ait réuni dans un seul tout une variété d'objets; je vois, au contraire, différens principes, qui se fuient par leur nature, & que vos philosophes ont réuni & rapprochés, quoiqu'ils soient contradictoires & inconciliables, exactement comme s'ils avoient renfermé des bêtes sauvages dans une même cage, pour les livrer à leurs fureurs mutuelles, jusqu'à leur destruction totale.

Je crains d'avoir parlé trop long-tems de leurs principes de constitution. Ils ont beaucoup de métaphysique, mais ce n'est pas de la bonne; beaucoup de géométrie, mais elle n'est pas rectiligne; beaucoup d'arithmétique, mais leurs règles de trois, ne sont que de fausses positions; & quand ils auroient

dans toutes ces sciences, toute l'exacritude qu'elles requièrent, & quand leurs plans seroient parfaitement réguliers dans toutes leurs parties, il en résulteroit que ce seroit une vision plus belle & mieux ordonnée. Il est à remarquer, que dans un grand arrangement qui a le genre humain pour objet & pour but, ils n'ont rien fait qui soit appuyé sur aucune base, ou sur aucun rapport moral ou politique; vous ne trouverez rien dans leur ouvrage qui se rapporte aux dispositions, aux actions, aux passions, & aux intérêts des hommes.

Hominem non sapiunt.

Vous voyez que je considère seulement cette constitution sous son rapport électoral, & comme conduisant par degrés à l'assemblée nationale. Je n'entre pas dans l'examen du gouvernement intérieur des départemens, ni dans leur généalogie de communes & de cantons. Tous ces gouvernemens locaux doivent être, d'après le plan original, composés, autant que cela se pourra, de la même manière & d'après les mêmes principes, que les assemblées électives. Chacun d'eux sont des corps parfaitement ronds, & des globules incohérentes.

Vous ne pouvez pas manquer d'appercevoir dans ce plan , que son but direct est de partager la France en une grande quantité de républiques , de les rendre totalement indépendantes les unes des autres , de les priver par la constitution même , de tous moyens de cohérence , de connexion , ou de subordination ; excepté tout ce qui pourra dériver de l'acquiescement qu'elles feront donner par leurs ambassadeurs , dans le congrès général de toutes ces républiques indépendantes. Telle est en réalité l'assemblée nationale , & il existe dans le monde , j'en conviens , de pareils gouvernemens ; mais leurs formes sont beaucoup mieux adaptées au local , & à toutes les circonstances , & aux habitudes du peuple qu'ils régissent ; mais de telles associations , car on ne peut guère les appeler des corps politiques , ont été généralement l'effet de la nécessité , mais non pas le résultat d'aucun choix ; & je crois que parmi tous les assemblages d'hommes qui ont pu parvenir à obtenir une autorité assez illimitée , pour faire de leur pays ce qu'il leur plairoit , la France est le seul qui ait choisi , par préférence , une dissection aussi barbare.

Il est impossible de ne pas observer, qu'avec cet esprit d'une distribution géométrique, & d'un arrangement arithmétique, ces prétendus citoyens traitent la France exactement comme un pays de conquête ; agissant en conquérant, ils ont imité la politique de ceux qui, dans ces tems barbares, étoient les plus remarquables par leur barbarie. La politique de ces vainqueurs féroces qui méprisoient le peuple vaincu, & qui insultoient à leurs douleurs, a toujours été ce qu'on la voit être aujourd'hui parmi les vôtres, de détruire tous les vestiges de l'ancien pays, soit dans la religion, soit dans la police intérieure, soit dans les loix, soit dans les mœurs ; de confondre toutes les limites du territoire, de rendre la pauvreté générale, de mettre les propriétés à une sorte d'encan ; de dégrader les princes, les nobles, les pontifs ; d'abattre toutes les têtes qui s'élevoient au-dessus du niveau commun, & tout ce qui pouvoit servir à rallier autour de soi, sous le vieux drapeau de l'opinion, les débris malheureux d'un peuple tout décomposé. Ils ont rendu la France libre, à la manière de ces amis sincères des droits du genre humain, les Romains, lorsqu'ils rendirent libre la Grèce, la Macédoine, & tant d'autres

nations ; ils ont détruit tous les liens de son union , sous prétexte de pourvoir à l'indépendance de chacune de ses villes.

Lorsque les membres qui composent ces nouvelles corporations de *cantons* , de *communes* , de *départemens* , arrangemens créés exprès dans un milieu de confusion , commenceront à agir , ils se trouveront presque totalement étrangers , les uns aux autres. Tous ces électeurs & ces élus de toute part , & surtout dans les *cantons* ruraux , seront souvent dénués de toute espèce d'habitudes ou de connexions civiles , & de ce penchant naturel à la discipline , qui est l'âme d'une vraie république. Les magistrats & les collecteurs des revenus publics ne connoissent encore aucunement leurs districts ; les évêques , leurs diocèses , ni les curés leurs paroisses. Ces nouvelles colonies des droits de l'homme portent avec elles l'empreinte d'une forte ressemblance avec cette sorte de colonies militaire dont parle Tacite dans la décadence de Rome. Dans des tems plus heureux & plus sages , (mettant à part leur conduite avec des nations étrangères ,) ils mettoient tous leurs soins , à ce que les élémens d'une subordination & d'un ordre de choses méthodique ,

fulsent contemporains entre eux, & même, à poser les bases de la discipline civile sur la discipline militaire; (1) mais lorsque tous les bons principes de gouvernement furent tombés en ruine, ils agirent comme le fait votre assemblée, d'après l'égalité des hommes, & avec aussi peu de jugement, & avec aussi peu d'égards pour toutes les choses qui rendent une république supportable, & qui en assurent la durée. Au surplus dans tout ceci, aussi bien que dans tous les exemples qu'on pourroit en citer, votre nouveau gouvernement a pris naissance, a été élevé & nourri au milieu de toutes

(1) Non, ut olim, universæ legiones deducebantur cum tribunis, & centurionibus, & sui cujusque ordinis militibus, ut consensu & caritate rempublicam afficerent: sed ignoti inter se, diversis manipulis, sine rectore, sine affectibus mutuis, quasi ex alio genere mortalium, repente in unum collecti, numerus magis quam colonia. Tac. Annal., l. 14. sect. 27. All this will be still more applicable to the unconnected, rotatory, biennial national assemblies, in this absurd and senseless constitution, non ut olim, &c., &c. Tout ceci peut s'appliquer encore plus directement aux assemblées nationales, biennales, incohérentes & tournaires de cette constitution absurde & dépourvue de sens.

les corruptions qui annoncent la dégénération & la fin des républiques. Votre enfant vient au monde avec tous les symptômes de la mort ; le *facies hyppocratica* forme le caractère de sa physionomie , & le pronostic de sa destinée.

Les législateurs qui composèrent les anciennes républiques , savoient que leurs tâche étoit trop difficile à remplir pour qu'elle pût bien l'être sans un autre appareil que toutes les métaphysiques d'un sous-gradué , ni que les mathématiques ou l'arithmétique d'un commis de douane. Ils avoient à faire à des hommes , & ils se crurent obligés d'étudier la nature humaine. Ils avoient à faire à des citoyens , & ils furent obligés d'étudier l'influence que les circonstances de la vie civile ont sur les mœurs. Ils sentoient que cette seconde nature devoit produire une nouvelle combinaison , étant jointe à la première ; de-là , cette grande variété de distinctions parmi eux ; la naissance , l'éducation , la profession , l'âge , le lieu de la demeure , soit à la ville , soit à la campagne , les moyens employés pour acquérir ou pour conserver des propriétés ; la nature même de ces propriétés ; tout entroit dans leurs cal-

culs , comme si chacune de ces choses faisoit de tous les hommes des animaux différens entre eux. De-là , dériveroit cette nécessité de déterminer d'avance la destinée des citoyens , en les classant & en les occupant de bonheur dans l'état , de manière que leurs habitudes personnelles pussent les rendre propres à remplir dans toute nature de chose , les vues que les circonstances du moment pouvoient faire naître , & qui pussent aussi fournir à toutes les classes de citoyens , la force nécessaire pour se défendre au milieu des conflits qui naissent de la diversité des intérêts ; conflits qui doivent nécessairement exister dans toutes les sociétés complexes ; le législateur , en effet , devoit être bien humilié de voir un laboureur tout ordinaire , savoir partager son bétail , & assigner à chacun son usage ; avoir assez de sens pour ne pas confondre les chevaux , les moutons & les bœufs , dans un système abstrait de parfaite égalité ; pour ne pas leur donner à tous , la même nourriture ni les mêmes soins , & pour ne pas en exiger le même service : tandis que lui , l'économe , l'arbitre & le berger de sa propre espèce , s'élevant dans les vapeurs d'une métaphysique sublimante , il s'obstineroit à ne

voir autre chose dans son troupeau , que des hommes en général. C'est par cette raison que Montesquieu observoit avec justice que , dans l'antiquité , les grands législateurs avoient développé toute l'étendue de leur savoir , & qu'ils s'étoient même élevé au-dessus d'eux-mêmes dans le classement des citoyens , & c'est en cela que vos législateurs modernes se sont le plus enfoncés dans la profondeur de leurs séries négatives , & qu'il se sont encore précipités , au-dessous même de leur propre néant. Comme les anciens législateurs mettoient un grand prix à partager les hommes en différentes classes , & à combiner ensuite toutes les classes en un seul gouvernement , il étoit à présumer que les législateurs métaphysiques & chimistes prendroient une route tout à fait opposée. Ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour confondre toutes les classes de citoyens , & pour n'en faire qu'une seule masse homogène ; & alors ils ont partagé leur grand amalgame en un certain nombre de républiques incohérentes. Ils ont réduit les hommes à l'état de jettons isolés , purement pour l'amour de compter par simples unités , sans même leur accorder la propriété des chiffres dont la valeur s'accroît selon le rang qu'ils

occupent. Les élémens de leur propre métaphysique , auroient pu leur donner de meilleures leçons. La routine de leur table catégorique auroit pu leur apprendre qu'il y avoit quelque chose dans le monde intellectuel , outre la *substance* & la *quantité*.

Ils auroient pu apprendre dans les catéchismes de métaphysique , qu'il y a dans chaque délibération complexe , huit divisions de plus (1) , auxquelles ils n'ont jamais pensé , quoique parmi les dix , celles-ci soient le sujet sur lequel le savoir de l'homme peut le plus s'exercer.

Bien loin de se conformer à cette disposition de quelques uns des législateurs républicains , & de suivre avec un intérêt particulier les dispositions & les situations morales des hommes , ils ont nivelé & confondu ensemble tous les ordres qu'ils ont trouvés , même sous l'arrangement grossier & mal-adroit de la monarchie ; (genre de gouvernement pour lequel le classement des citoyens n'est pas d'une si grande importance que dans une république). Il faut avouer cependant qu'un

(1) Qualitas-relatio-actio-passio-ubi-quando-situs-habitus.

tel classement , bien fait , est bon dans toute espèce de gouvernement , & qu'il compose une forte barriere contre les excès du despotisme , aussi bien qu'il est un des moyens nécessaires dans l'action des républiques , & pour assurer leur durée. Faute d'avoir pourvu à quelque chose de cette espèce , si le projet actuel de république venoit à écrouler , on perdrait avec lui tout ce qui pourroit servir de caution à une liberté modérée. On a détruit tous les obstacles indirects qui servoient à mitiger le despotisme ; en sorte que si jamais la monarchie pouvoit reprendre quelque ascendant en France , sous cette dynastie , ou sous une autre ; elle exercera probablement , à moins que dès son début les sages & vertueux conseils du prince ne la temperent volontairement , le pouvoir le plus complètement arbitraire dont il y ait jamais eu exemple sur la terre. On ne peut pas jouer un jeu plus désespéré.

Tous vos faiseurs vont même jusqu'à déclarer que la confusion qui accompagne tous leurs procédés , est pour quelque chose dans leurs projets , & qu'ils fondent leur espérance pour la stabilité de leur constitution , sur la crainte que chacun aura du retour des
maux

maux qui ont assisté à son enfantement « Par-là, » disent-ils, la destruction sera fort embarrassante pour l'autorité, qui ne pourra pas la détruire, sans désorganiser tout l'état. » Ils présument donc que si l'autorité devoit jamais parvenir à jouir d'un degré d'autorité semblable à celle qu'ils ont acquise, elle en feroit un usage plus modéré & plus circonspect qu'ils n'ont fait eux-mêmes. Ils fondent sur les vertus du despotisme à venir, la sécurité qu'ils espèrent pour le fruit de leurs vices populaires.

Je souhaite que vous, Monsieur, & mes autres lecteurs, vous donniez une attention particulière au livre de M. de Calonne sur ce sujet. C'est non-seulement un ouvrage éloquent, mais il est en outre une véritable source de lumières & d'instruction. Je me bornerai à ce qu'il dit de la constitution de l'état, & de la nature de son revenu. Quant aux contestations qui existent entre ce ministre & ses rivaux, je ne souhaite nullement de prononcer entre eux. Je ne hasarderai pas davantage mon opinion sur les moyens qu'il propose, soit en finance, soit en politique, pour retirer la patrie de la situation déplorable de servitude, d'anarchie, de banqueroute & de misère dans laquelle elle se trouve. Je ne

Ce

peux pas spéculer d'une manière aussi sanguine que lui : il est François ; & par ses devoirs , il a été plus rapproché de tous ces objets , & il a de meilleurs moyens que je n'en ai pour en être le juge. Je desirerai que l'on s'attache principalement à la partie où il parle de l'aveu fait par un des principaux chefs de l'assemblée , sur son plan de convertir la France , non-seulement en république , mais même de la faire dégénérer d'une république dans un état fédératif. Il ajoute de nouvelles forces à mes observations ; & en vérité , l'ouvrage de M. de Calonne supplée à toutes mes déficiences par des argumens tout neufs & frappans sur presque tous les objets de cette lettre (1).

C'est cette résolution de partager leur pays en républiques séparées , qui les a entraînés dans le plus grand nombre des difficultés qu'ils ont éprouvées. Sans cela , toutes ces questions d'une exacte égalité , toutes ces balances à jamais vacillantes , entre les droits individuels la population & la contribution , seroient totalement inutiles. Sans cela , chaque député à l'assemblée seroit le représentant de

Voyez l'état de la France , pag. 363.

la France, pour tous les citoyens quelqu'ils fussent, pour toutes les classes soit nombreuses ou non, pour les pauvres comme pour les riches, pour les grands districts enfin, aussi bien que pour les petits. Tous ces districts eux-mêmes seroient subordonnés à une autorité établie & existante indépendamment d'eux, autorité dans laquelle la représentation & tout ce qui en dépend ; prendroit à la fois sa source & trouveroit le point de sa direction. Il n'y a que l'existence d'un tel gouvernement fondamental & inaltérable, qui puisse véritablement & proprement composer un seul tout d'un grand territoire. Parmi nous, lorsque nous élisons les représentans du peuple, nous les envoyons à un conseil dans lequel chaque homme individuellement n'est qu'un sujet, sujet soumis à un gouvernement complet dans toutes ses fonctions ordinaires. Au lieu que chez vous, l'assemblée élective est le souverain & le seul souverain : chaque membre est par conséquent une partie intégrante de cette seule souveraineté ; mais ici, c'est totalement différent. Le représentant séparé des autres parties, n'a ni action ni existence. Le gouvernement est le point de rapport des différens membres & des différens districts

qui composent notre représentation. C'est le centre de notre unité. Dans ce gouvernement d'une tendance commune, chaque représentant est un curateur commun pour le tout, & non pas pour aucune partie séparée. Telle est encore l'autre branche de notre conseil public, je veux dire la chambre des pairs. Ici le roi & les lords sont autant de sécurités jointes & réunies, pour assurer l'égalité de chaque district, de chaque province, de chaque ville. Avez-vous jamais entendu parler en Angleterre, d'une province qui eût à souffrir de l'inégalité de sa représentation, ou de quelque district qui n'en eût point du tout? Non-seulement notre monarchie & notre patrie, sont les garans de l'égalité sur laquelle repose notre unité, mais c'est encore l'esprit de la chambre des communes elle même. C'est peut-être dans cette inégalité de représentation dont on se plaint si inconsidérément, que réside la véritable cause pour laquelle nous n'agissons pas comme les membres d'un district. Le comité de Cornouailles élit autant de membres que toute l'Ecosse. Mais prend-on de cette province un soin plus particulier que de l'Ecosse? Bien peu de gens, hors de quelques clubs extravagans, se troublent la

ête avec toutes vos bases , & quant à ceux qui fondent sur quelques raisons plausibles quelques désirs de changemens , ils le font sur des idées bien différentes.

Votre nouvelle constitution est, en principe, le véritable opposé de la nôtre ; & je suis toujours à m'étonner qu'il puisse exister quelques personnes qui aient rêvé de proposer pour exemple à l'Angleterre aucune des choses que vous avez faites. Chez vous il y a très-peu , & même point du tout de rapport entre le représentant & le premier constituant. Le membre élu à l'assemblée nationale, n'est ni choisi par le peuple, ni comptable au peuple. Il faut trois élections avant qu'il soit choisi. Il y a deux degrés de magistratures entre lui & l'assemblée primaire, de maniere qu'il est , comme je l'ai dit , l'ambassadeur d'un état séparé , & non pas le représentant d'un même peuple composant un seul état. Ceci change tout l'esprit de l'élection ; & aucun des correctifs que vos marchands de constitution ont inventés ne peuvent l'empêcher d'être rien autre chose que ce qu'elle est en effet. L'effort même que l'on feroit pour y changer quelque chose, ne pourroit qu'introduire une confusion encore plus grande , s'il est possible , que celle qui existe actuellement. Il n'y a d'autre maniere pour établir une con-

nexion entre le constituant original & le représentant, que celle de ces contours par lesquels un candidat peut être porté à s'adresser en premier lieu aux électeurs primaires, afin que ces électeurs primaires, déterminés par leurs instructions autorisantes, (& peut-être par quelque chose de plus,) puissent forcer les deux corps électifs supérieurs à faire un choix conforme à leurs vœux. Mais ce moyen même, renverseroit totalement le plan; parce qu'il rameneroit encore ce tumulte & cette confusion des élections populaires qu'on a voulu éviter, en inventant ces élections graduelles; & ce seroit, enfin, faire courir des risques à la fortune de l'état, en la confiant à ceux qui n'en ont pas la moindre notion & qui n'y ont aucun intérêt. C'est là le dilemme perpétuel dans lequel on est forcé de retomber en discutant les principes vicieux, foibles & contradictoires adoptés par l'assemblée. A moins que le peuple ne détruise & ne nivelle toutes ces gradations électives, il est clair qu'il n'a substantiellement aucun droit d'élection à l'assemblée; &, en vérité, qu'il n'est pas plus électeur en réalité, qu'il ne l'est en apparence.

Quel est le but que nous nous proposons dans une élection? Pour remplir ses véritables fins, il faut d'abord : que vous ayez les moyens de

connoître la capacité de votre homme, & ensuite il faut que vous vous réserviez quelque prise sur lui, soit par l'effet de la reconnoissance, soit par celui d'une dépendance personnelle.

Quel but s'est-on proposé, en ayant l'air d'accorder aux *électeurs primaires* le droit dérisoire de faire un choix ? Ils ne pourront jamais connoître en aucune manière les qualités de ceux qui doivent les servir, & ceux-ci, ne leur auront aucune obligation quelconque. Il est une nature de pouvoirs qu'on ne peut pas déléguer à d'autres, & parmi ceux-ci, celui qui est le moins susceptible de l'être, c'est le *choix personnel*. En cas d'abus de la part du représentant, ce corps d'électeurs primaires ne peut jamais lui demander compte de sa conduite ; il en est trop éloigné dans la chaîne de la représentation. S'il arrive qu'il se conduise mal pendant son bail de deux ans, cela ne le regarde plus pour les deux années suivantes. Dans cette nouvelle constitution françoise, le représentant le meilleur & le plus sage est obligé d'aller avec le plus mauvais dans ce *limbus patrum*. Ce sont des vaisseaux dont on suppose que la carène est trop endommagée ; on les envoie à la forme pour être réparés. Tout homme qui a servi dans une assemblée ne peut plus être élu pour les deux années suivantes ; c'est précisément

au moment où ces officiers publics commencent à être capables de bien exercer leurs fonctions, qu'ils sont mis hors d'exercice, tout comme des ramoneurs de cheminée.

Ainsi donc, dans cette chaîne toute brisée, le caractère distinctif de tous vos législateurs à venir sera, pour les uns la pétulance & la superficie de la nouveauté; & pour les autres la foiblesse & le refroidissement que l'interruption apporte aux souvenirs.

Cet intervalle, ou ce purgatoire, n'est point défavorable à un mauvais représentant qui peut être aussi bon coureur d'élection qu'il étoit mauvais législateur. Pendant ce temps, il peut cabaler lui-même avec avantage pour l'emporter sur le plus vertueux & le plus sage. Comme en définitif tous les membres de cette constitution élective sont également fugitifs, & n'existent que pour le moment de l'élection, il est très-possible qu'au moment où ce représentant de la législature qui vient d'expirer sollicite un renouvellement de confiance, ses démarches ne s'adressent plus aux mêmes personnes à qui il devoit compte de sa conduite. Rendre responsables tous les électeurs secondaires de la *commune*, c'est aussi ridicule & injuste qu'impraticable. Ils peuvent avoir été trompés dans leur choix, de même que le

troisième ordre d'électeurs peut l'être dans le sien, je veux dire ceux du département. Dans vos élections la responsabilité ne peut donc pas exister.

Ne trouvant aucun principe de cohérence dans la nature, ni dans la constitution de toutes les nouvelles républiques de la France, je cherchai à connoître quelle étoit la matière étrangère que ces législateurs avoient destinée à les cimenter les unes avec les autres; je ne parle pas de leurs confédérations, de leurs *spectacles*, de leurs fêtes civiques, ni de leurs enthousiasmes; je n'en tiens aucun compte; ce ne sont que des tours de leur métier. Mais en suivant leur politique dans leurs actions, je crois que je puis discerner les moyens par lesquels ils se proposent d'unir ensemble toutes ces républiques. Le premier, c'est la *confiscation* avec le papier monnaie forcé qui y est annexé; le second, c'est le pouvoir suprême de la ville de Paris; le troisième, c'est la milice nationale de tout le royaume. Je réserve ce que j'ai à dire sur ce dernier pour le moment où je parlerai de la constitution de l'armée dans une division séparée.

Quant au premier moyen (la confiscation & le papier-monnaie) à ne les considérer que comme principes d'union, je ne puis nier qu'ils peuvent

l'un & l'autre , tant qu'ils seront unis , procurer pour quelque tems cette sorte de ciment , pourvu que dans la conduite & dans l'accord de ces deux choses , ils n'agissent pas avec une déraison & une folie , qui leur communiquent au contraire , dès le début , une véritable répulsion mutuelle. Mais en accordant à ce plan quelque cohérence & quelque durée , il me paroît que si , après un certain temps , la confiscation ne se trouve pas assez forte pour soutenir le papier - monnoie (comme je suis moralement sûr que cela arrivera) , alors , au lieu de cimenter , il ajoutera infiniment à la dissolution , à la séparation & à la confusion de toutes ces républiques confédérées , & non-seulement les relations mutuelles seront brisées , mais celles même de leur propre intérieur le seront de même ; & si , au contraire , la confiscation devoit avoir assez de succès pour éteindre le papier-monnoie , le ciment disparaîtroit dès que la circulation cesseroit. Il faut encore remarquer , en même temps , que cette force d'union sera très-incertaine & qu'elle se ressentira toujours dans ses effets des variations qui auront lieu dans le crédit de ce papier.

Une seule chose est certaine dans ce plan ; elle ne paroît en être , au premier apperçu , qu'un effet collatéral ; mais je ne fais aucun doute que

ne soit l'objet direct de ceux qui conduisent cette besogne, c'est-à-dire, qu'ils veulent introduire une *oligarchie* dans chacune de ces républiques. Un papier-monnoie, qui n'est fondé sur aucun dépôt réel, ou sur aucun engagement d'argent, dont l'émission se monte déjà à quarante-quatre millions de notre monnoie angloise, & dont le cours forcé est substitué à celui des especes du royaume, & devenant par-là tout à la fois & la substance de son revenu & le seul moyen de ses relations civiles & commerciales, doit réunir tout ce qu'on a laissé de pouvoir, d'autorité & d'influence, sous quelque forme qu'on puisse le supposer, dans les mains des chefs & des conducteurs de cette circulation.

En Angleterre, nous sentons l'influence de la banque, & cependant ce n'est que le centre d'un marché volontaire; il faut connoître bien peu l'influence de l'argent sur le genre humain, pour ne pas prévoir la force qui sera unie à la direction de cet intérêt pécuniaire, qui par sa nature & qui par son extension, dépend bien plus de ceux qui en auront la conduite, que cela ne pourra jamais être à l'égard d'aucun des nôtres. Mais ceci n'est pas seulement une affaire d'argent. Il y a dans ce plan une autre partie, qui est en connexion avec cette manœuvre d'ar-

gent. Elle consiste à mettre en vente, à volonté, quelques portions des terres qui ont été confisquées, & de mettre en mouvement le moyen de changer continuellement du papier en fonds de terres, & des terres en papiers. Si nous suivons ce procédé dans ses effets, nous pourrions alors avoir une idée de l'intensité de force avec laquelle ce système opérera. Par ce moyen, l'esprit d'agiotage & de spéculation s'exerce sur la masse même des terres, & s'incorpore avec elles. Cette opération volatilise, en quelque sorte, cette espèce de propriété; elle lui donne une activité monstrueuse & contraire à sa nature; & par-là, elle réunit dans la main de tous les différens agens de l'entreprise, soit chefs, soit subordonnés, parisiens ou provinciaux, cette véritable nature représentative de la valeur de l'argent, & peut-être un grand dixième de toutes les terres de la France, sur lesquelles cette circulation de papier-monnoie a déjà fait sentir la plus funeste de toutes ses influences, celle de l'incertitude de leur valeur. Appollon fixa l'île flottante de Délos, mais vos législateurs ont fait exactement le contraire à l'égard de leurs terres, & ils les livrent au gré des vents, comme les débris d'un naufrage, *oras & littora circum.*

Ces nouveaux acquéreurs, étant communément des aventuriers qui ne contractent point d'habitudes & qui n'accordent aucune prédilection à aucuns lieux, ils achèteront pour agioter encore, selon l'avantage que leur présenteront les terres, l'argent ou le papier. Car, quoiqu'un saint évêque pense que l'agriculture retirera de grands avantages de ces usuriers « *éclairés* » qui achèteront les confiscations de l'église; moi, qui ne suis pas un bon, mais un vieux fermier, je demande, en toute humilité, la permission de dire à sa feue seigneurie, que l'usure est un mauvais pédagogue d'agriculture; & si ce mot « *éclairé* » doit être compris d'après le nouveau dictionnaire, comme cela est toujours dans vos nouvelles écoles, je ne peux pas concevoir comment, parce qu'un homme ne croira pas en Dieu (car c'est-là ce que vous entendez par *éclairé*) il en aura plus de science & de zèle pour cultiver la terre. « *Diis immortalibus sero* » disoit un vieux romain, tenant une des cornes de sa charrue, tandis que la mort s'emparoit de l'autre. Vous joindriez ensemble les directeurs des deux académies & ceux de la *caisse d'escompte*, qu'un *payfan* expérimenté vaudroit mieux qu'eux tous. J'ai recueilli plus d'informations sur une branche curieuse & intéressante de l'a-

griculture , dans une courte conversation que j'ai eue avec un chartreux , que je n'en ai jamais retiré de tous les directeurs de banque avec qui j'ai causé. Malgré cela , il ne faut pas craindre que les trafiqueurs d'argent se mêlent jamais de l'économie rurale. Ces messieurs sont trop sages dans leurs calculs. Peut-être que , d'abord , leurs imaginations tendres & sensibles auront été séduites par les délices attachées à l'innocence & au désintéressement d'une vie pastorale ; mais en peu de temps ils s'appercevront que l'agriculture est un métier plus pénible & moins lucratif que celui qu'ils auront abandonné. Après en avoir fait de grands éloges , ils s'en éloigneront promptement , comme a fait leur grand précurseur & prototype. — Ils peuvent , ainsi que lui , commencer par chanter : « *beatus ille* ». — Mais quelle en sera la fin ?

*Sic cum locutus sœnerator Alphius ;
Jam jam futurus rusticus
Omnem relegit idibus pecuniam ,
Quærit calendis ponere.*

Ils cultiveront la caisse d'église sous les auspices sacrés de ce prélat , avec plus de profit que ne leur en donneroient des vignobles & des champs de bled. Ils employeront leurs talens conformément

ment à leurs habitudes & à leurs intérêts; ils ne suivront pas la charrue, tandis qu'ils pourront diriger des trésors & gouverner des Provinces.

Vos législateurs, neufs en toute chose, sont les premiers qui aient fondé un Gouvernement sur le jeu, & qui lui aient infusé cet esprit comme un principe vital; le grand objet de ces politiques est de faire que par une métamorphose, la France devienne d'un grand Royaume qu'elle étoit, une grande table de jeu; de convertir tous ses habitans en une nation de joueurs; d'étendre leur spéculation à tous les intérêts de la vie; de mêler cet esprit à tous leurs intérêts; & de détourner de leurs routes habituelles toutes les craintes & toutes les espérances du peuple, pour les dénaturer dans toutes les impulsions, dans les passions & dans les superstitions de ceux qui vivent sur les hazards. Il proclament hautement l'opinion où ils sont que leur présent système de république ne peut pas exister sans cette sorte de fonds jouant, & que le fil de ses jours n'est filé que de cette quenouille de leurs spéculations. L'ancien jeu dans les fonds étoit assez funeste, sans doute; mais il ne l'étoit que pour des individus, & même lorsqu'il eut sa plus grande étendue au Mississipi & dans la mer du

Sud, il ne porta, à en juger par comparaison ; que sur un petit nombre ; & lorsqu'il s'étend plus loin, comme dans les loteries, il n'a du moins qu'un seul objet. Mais en introduisant l'habitude du jeu sur les sujets les plus minutieux, & en y invitant tout le monde & pour toute nature de chose, c'est répandre dans la société un genre de maladie épidémique plus fâcheux qu'aucunes de celles qui y ont été connues jusqu'à présent. Avec vous, un homme ne peut ni gagner ni acheter son dîner sans une spéculation. Ce qu'il recevra le matin n'aura pas la même valeur le soir ; ce qu'il est obligé de prendre comme le paiement d'une vieille dette, ne sera pas reçu de même s'il s'agit d'en contracter une nouvelle ; & ce ne sera pas non plus la même chose, si par un prompt paiement l'on vouloit éviter absolument de contracter aucune dette. Il faut donc que l'industrie se dessèche par-tout ; l'économie va donc disparaître de votre pays. Tous les soins de la prévoyance seront désormais inutiles. Qui voudroit en effet travailler sans connoître le montant de sa paye ? Qui voudra se donner la peine d'accroître ce qui ne sera plus susceptible d'estimation ? Qui voudra accumuler, lorsqu'il ne connoît pas la valeur de ce qu'il épargnera ? Si vous

ôtez

ôtez à vos richesses de papier les seuls avantages qu'elles aient, l'agiotage, il faudroit, pour être tenté d'en faire la moindre accumulation, ne pas avoir la prévoyance d'un homme, mais l'instinct défordonné d'un Choucas.

Ce qu'il y a de vraiment affligeant dans un système de politique qui réduit une nation entière à l'état de joueur, c'est que, tous étant obligés de jouer, le nombre de ceux qui entendent le jeu est très-petit, & que ceux qui le savent assez bien pour en tirer parti, sont encore dans un plus petit nombre : le grand nombre sera donc nécessairement la dupe du petit nombre qui conduit toute cette machine de spéculation. L'effet que cela aura sur le peuple de la campagne est visible. L'habitant des villes peut chaque jour renouveler ses calculs; mais il n'en est pas de même de l'habitant des campagnes. Lorsque le paysan apportera son blé au marché, le magistrat l'obligera de recevoir des assignats au pair. Lorsqu'ensuite il ira dans une boutique avec ses assignats, il verra qu'en ne faisant que traverser la rue, la valeur en est baissée de sept pour cent. Il ne se pressera pas de revenir à ce marché. L'habitant des villes s'enflammera de colere; il voudra forcer les paysans à apporter leur bled au marché. La résistance com-

mencera , & l'on finira par renouveler dans toute la France , les meurtres de Paris & de Saint-Denis.

Que signifie donc l'avantage illufoire accordé aux campagnes , en leur donnant , dans la théorie de votre représentation , une part plus considérable que celle que ses habitans auroient peut-être dû avoir ? Où avez-vous placé le véritable pouvoir sur l'argent & sur les terres ? Où avez-vous placé les moyens d'élever ou de faire tomber la valeur des terres de chaque tenancier ? Tout homme , au pouvoir duquel il est , d'ôter ou d'ajouter dix pour cent à la valeur des possessions des autres , sera toujours le maître de tous les hommes en France. La totalité du pouvoir procuré par cette révolution , se fixera dans les villes , parmi les bourgeois & parmi les directeurs à argent qui les menent. Le gentilhomme propriétaire , le bon paysan & le bon villageois , n'auront , ni les uns ni les autres , ni les habitudes , ni le penchant , ni l'expérience qui pourroient les conduire à prendre aucune part dans cette seule source de pouvoir & de l'influence qui subsiste en France aujourd'hui. La nature même de la vie de la campagne , la nature de cette propriété , ses occupations & les plaisirs qui y sont attachés ,

rendent la combinaison & la spéculation (seul moyen qui existe pour se procurer & pour exercer quelque influence) tout-à-fait impraticables parmi le peuple de la campagne. Quelques soient les moyens savans & industrieux que vous emploirez pour les réunir en corps, ces corps-là ne retourneront pas moins toujours à la dissolution de l'individualité. Tout ce qui exige une sorte d'incorporation, est absolument impraticable pour eux. L'espérance, la crainte, l'alarme, la jalousie, & tous ces contes éphémères, qui chaque jour naissent, périssent & produisent leur effet; tous ces moyens qui sont les éperons & les rênes dont se servent les guides de ces travaux pour arrêter ou pour presser les pas de leurs sectateurs, ne sont pas faciles à employer, ou plutôt sont impossibles, vis-à-vis de gens qui sont éparpillés. Ce n'est qu'avec la plus grande difficulté & à grands frais qu'on les assemble & qu'on les arme. Leurs efforts, si l'on vient à bout de les réunir, ne peuvent pas se soutenir, ils ne peuvent pas agir systématiquement. Quand les gentilshommes des campagnes essayeroient d'obtenir quelque influence par le moyen des seules ressources que leur revenu leur procure, qu'est-ce que cela seroit en comparaison de ceux qui sont

toujours prêts à vendre une valeur dix fois plus considérable que ce revenu , & qui peuvent détruire la valeur de leurs propriétés , en faisant concourir avec elles sur la place tout le montant de leur pillage ? Le propriétaire foncier veut-il hypothéquer sa terre ? il en fait tomber la valeur , & il élève celle des assignats. Chaque moyen qu'il emploie pour combattre son ennemi , ne fait qu'augmenter son pouvoir. Or donc voilà que le gentilhomme de la campagne , le militaire , le marin , l'homme qui ne tient à aucun état , à aucuns préjugés , à aucune profession , seront exclus du gouvernement de leur pays , comme s'ils en avoient été juridiquement proscrits. Il est clair que dans les villes , toutes les choses qui conspirent contre l'homme de la campagne , concourent en faveur du capitaliste & des directeurs de caisses. Dans les villes , au contraire , l'esprit de combinaison est naturel : les habitudes des bourgeois , leurs occupations , leurs diversions , leurs affaires , leur paresse même , les mettent sans cesse mutuellement en contact. Leurs vertus & leurs vices sont sociables , ils sont toujours en garnison , & ceux qui ont besoin d'eux pour des opérations soit civiles , soit militaires , les trouvent tout incorporés & à moitié disciplinés.

Toutes ces considérations ne laissent aucun doute dans mon esprit, que si ce monstre de constitution peut durer, la France sera totalement gouvernée par des sollicitateurs municipaux, par de sociétés de directeurs d'assignats qui se formeront dans les villes, par de préposés aux ventes des biens d'églises, par des procureurs, par des agens, par des agioteurs & des avanturiers qui composeront une oligarchie ignoble fondée sur la destruction de l'église, de la couronne, de la noblesse & du peuple. Ici finissent tous les rêves & toutes les visions de cette égalité des droits de l'homme : ils disparaissent dans les marais Serbonniens de cette vile oligarchie ; ils y sont absorbés, noyés & perdus à jamais.

Quoiqu'il ne soit pas donné à des yeux humains de l'appercevoir, on seroit tenté de croire que la France, par quelque grand crime, a attiré sur elle la vengeance céleste, & que c'est par l'effet d'un grand châtiment qu'elle est soumise à une domination vile & humiliante, dans laquelle on ne peut trouver ni soulagement ni compensation d'aucune sorte, même dans ces fausses splendeurs, qui, environnant encore les autres especes de tyrannies, font que le genre humain ne se croit pas du moins déshonoré,

quoiqu'il soit soumis à l'oppression. Il faut que je l'avoue ; j'éprouve un chagrin mêlé d'indignation , en voyant la conduite de quelques hommes d'un rang élevé & d'un grand caractère , qui , trompés par des noms spécieux , se sont engagés dans une entreprise , trop profonde de beaucoup , pour la sonde de leur entendement ; qui ont servi du crédit de leur bonne réputation & de l'autorité de leurs noms bien sonnans , les desseins de certains hommes , avec lesquels ils n'avoient eu aucunes relations antérieures ; & qui , par-là , ont fait servir leurs vertus mêmes à la destruction de leur patrie.

Je n'en dirai pas davantage sur ce premier principe cimentant.

Le second principe cimentant de leur nouvelle république , est la supériorité de la ville de Paris ; & ceci , je l'avoue , a une sorte de connexité avec celui de la confiscation & du papier-monnaie qui est le premier. C'est dans cette partie du projet que nous devons chercher la cause de la destruction de toutes les anciennes limites des provinces & des juridictions , tant civiles qu'ecclésiastiques ; de la dissolution de toutes les anciennes combinaisons existantes ; & enfin de la formation de cette multitude de républiques incohérentes. Le pouvoir de la ville de Paris est

évidemment un grand ressort de toute leur politique : c'est par le moyen du pouvoir de cette ville , qui est devenue maintenant le centre & le foyer de l'agiotage , que les chefs de cette faction dirigent , ou plutôt commandent dans le gouvernement , soit législatif , soit exécutif. Donc il faut tout faire pour confirmer la suprématie d'autorité de cette ville sur celle de toutes les autres républiques. Paris est compact ; il a une force énorme , une force tout-à-fait hors de proportion avec celle de toutes les autres républiques carrées ; & cette force est réunie & condensée dans un très-petit espace. Paris a une connexité naturelle & facile dans toutes ses parties ; connexité qu'aucun plan de constitution géométrique ne pourra détruire : & au surplus , il importe peu que la proportion de sa représentation soit forte ou foible , puisque l'on peut d'un seul coup de tramail réunir à-la-fois tous les poissons. Toutes les autres divisions du royaume étant hachées & réduites en pièces ; étant même séparées de tous leurs anciens moyens d'union & de leurs habitudes , il est impossible , pour quelque tems du moins , qu'elles puissent se confédérer contre Paris. Il étoit clair que la nouvelle incorporation de cette ville ne pourroit jamais complètement & absolument domi-

ner toute la France, si l'on ne prenoit pas le parti de rompre dans toutes les parties toutes les connexions qui auroient pu balancer son pouvoir. Il ne falloit donc laisser à tous les membres subordonnés, que foiblesse, désunion & confusion. C'est même pour maintenir cette partie du plan, que l'assemblée a décrété que le même commandant en chef ne pourroit pas commander deux républiques.

Aux yeux de quelqu'un qui ne considère les choses que dans leur ensemble, cette force de Paris ainsi combinée, ne paroît être que l'effet d'un système de foiblesse générale. On s'est vanté que par l'adoption de cette disposition géométrique toutes les idées locales seroient submergées; que le peuple ne seroit plus connu sous le nom de *Gascons*, de *Picards*, de *Bretons*, de *Normands*; qu'il n'y auroit qu'une seule dénomination, qu'un seul cœur, qu'une seule patrie & qu'une seule assemblée. Mais ce qui arrivera vraisemblablement, c'est qu'au lieu d'être tous *François*, les habitans de ce pays ne tarderont pas à n'avoir plus de patrie du tout. Aucun homme n'a jamais mis d'amour-propre, de partialité ou d'affection réelle à appartenir à une mesure de terre carrée quelconque; aucun ne se glorifiera jamais d'appartenir au N°. 71 de l'Echiquier, ou

à telle autre misérable remarque que l'on pourra inventer. C'est au sein de nos familles que commencent nos affections publiques ; (un froid parent n'est jamais un zélé citoyen). Notre voisinage arrive en second ordre ; & enfin nous nous unissons à toutes les connexions habituelles d'une même province. Ce sont comme autant de lieux de repos & d'hôtelleries. De telles divisions de notre pays, qui ont été formées par une longue habitude , & non pas par la secousse d'une violence subite , étoient comme autant de diminutifs du grand pays , dans lequel une grande ame trouve toujours de nouveaux sujets d'émotion. Cette partialité subordonnée n'éteignoit pas l'amour de la totalité. Peut-être même étoit-ce une sorte d'apprentissage élémentaire pour arriver graduellement à des intérêts plus élevés & plus majeurs ; & sans cela , peut-être , les hommes ne pourroient pas , dans un pays aussi immense que la France , avoir , pour la prospérité de la patrie entière , un sentiment aussi fort que celui d'un intérêt privé. Et dans ce grand territoire lui-même , & dans les anciennes dénominations des provinces , voyez si ce n'est pas à de vieux préjugés & à des habitudes dont on ne sent pas la raison , que tous les citoyens doivent l'intérêt dont ils sont pénétrés , & non pas aux propriétés

géométriques de leur configuration. Il n'est pas douteux qu'autant que le pouvoir & la prééminence de Paris dureront , ils comprimeront dans une sorte d'union apparente toutes les autres républiques ; mais , d'après toutes les raisons que je vous ai déjà données , je pense que cela ne peut pas durer long-tems.

Si nous passons de l'examen des principes créateurs civils , & des principes cimentans civils de cette constitution , à ce qui regarde l'Assemblée Nationale qui paroît souveraine , & qui agit en souveraine , nous voyons un corps qui a dans sa composition toute espece de pouvoir possible , & qui n'a hors de lui aucun contrôle possible. Nous voyons un corps sans loix fondamentales , dont la conduite n'est guidée par aucunes maximes établies , ni soumises à aucune regle qu'elle soit forcée de respecter ; & que rien ne peut fixer dans un systême quelconque. L'idée qu'elle a de son pouvoir , est toujours prise dans les extrêmes de la compétence législative , & les exemples qu'elle choisit , pour les cas ordinaires , sont toujours pris dans les exceptions d'une nécessité urgente. L'Assemblée future sera , à beaucoup d'égards , semblable à celle-ci : cependant par le mode des nouvelles élections , & par l'effet de toutes ses manœuvres , elle sera tota-

lement purgée de ce léger degré de contrôle intérieur, qui existoit dans une minorité choisie originairement par des intérêts variés, & qui conservoit encore quelque chose de cet esprit. L'assemblée prochaine sera donc, si cela est possible, pire que celle-ci. En détruisant, en altérant toute chose, l'assemblée présente semble n'avoir rien laissé de populaire à faire à celle qui succédera; mais celle-ci sera piquée par l'émulation des exemples qu'elle aura reçus, & elle fera les entreprises les plus téméraires & les plus folles; car il seroit absurde de supposer qu'une telle assemblée puisse rester tranquille..

Vos législateurs universels ont oublié, dans leur empressement de tout faire à la fois, une chose qui paroît essentielle, & qui, je crois, n'a jamais été omise, en théorie ou en pratique, par aucun feseur de républiques; ils ont oublié de constituer un *Sénat* ou quelque chose de cette nature & de ce caractère. Jamais, jusqu'à ce jour, on n'avoit entendu parler d'un corps politique, composé d'une assemblée active & législative, & ayant ses officiers exécutifs, qui n'eût pas aussi un semblable conseil, un conseil avec lequel les puissances étrangères puissent traiter, & auquel le peuple puisse s'adresser pour les détails ordinaires du gouvernement; conseil

qui puisse donner à-la-fois de la pente & de la stabilité, & qui procure à un état l'apparence de quelqu'idée de suite dans sa manière d'agir. Les Rois ont ordinairement une telle chose à titre de conseil. Une monarchie peut s'en passer ; mais il me semble que par essence, un gouvernement républicain ne le peut. Un tel conseil tient une sorte de milieu entre le pouvoir suprême exercé par le peuple, ou dérivant immédiatement de lui, & le pouvoir purement exécutif. Vous n'avez aucunes traces de cela dans votre constitution ; & en négligeant de faire quelque chose de cette nature, vos Solons & vos Numas ont, ainsi que dans le reste, montré une incapacité souveraine.

Voyons à présent ce qu'ils ont fait à l'égard de la formation d'un pouvoir exécutif. Ils ont choisi pour ceci un roi dégradé. Leur premier officier exécutif ne sera qu'une machine, qui ne pourra avoir dans aucun acte appartenant à l'exercice de ses fonctions, la moindre faculté délibérative. Dans sa meilleure condition, il n'est qu'un canal pour faire parvenir à l'assemblée ce qu'il importe à ce corps de connoître. S'il eût été le canal exclusif, ce pouvoir n'auroit pas été dépourvu de quelque importance, quoiqu'il y ait beaucoup de danger à vouloir l'exer-

cer. Mais l'assemblée accorde une authenticité toute pareille, pour le moins, à tous les faits & à tous les rapports publics, qui lui viennent par toute autre voie : par conséquent, sous le rapport de donner une seule direction à toutes les mesures publiques, par l'établissement d'un tel moyen, cet office doit encore être regardé comme *nul*.

Si nous considérons le plan d'après lequel est formé le pouvoir exécutif, sous ses deux divisions naturelles ; savoir, civile & politique : dans la première, nous observerons que d'après la nouvelle constitution, ni l'un ni l'autre des attributs les plus nobles de l'ordre judiciaire ne sont à la disposition du roi. Le roi de France n'est pas la source de la justice : ni les juges en premier ressort, ni les juges d'appel ne sont à sa nomination. Il n'a ni le droit de proposer les candidats, ni celui de refuser ceux qui sont choisis. Il n'a pas même la poursuite publique des délits. Sa fonction, comme celle d'un simple notaire, se borne à rendre plus authentique, le choix des juges qui se fait dans les différens districts ; c'est à lui à faire exécuter leurs jugemens par ses officiers. Lorsque nous examinons la véritable nature de son autorité, il ne nous paroît rien de plus que le chef des huissiers, des sergens, des

pousse-culs , des geoliers & des bourreaux. Il est impossible de réduire d'une maniere plus avilissante toutes les choses appartenantes à la royauté. Il auroit mille fois mieux valu , pour la dignité de ce malheureux prince , qu'il n'eût aucun rapport avec l'administration de la justice , puisqu'on devoit le priver de tout ce qu'il y a de respectable & de consolant dans cette fonction : du pouvoir d'entamer aucun procès , & de celui de suspendre & d'adoucir ses rigueurs , & même du droit de faire grace. Tout ce qu'il y a d'odieux & de vile dans la justice , est rejeté sur lui. Ce n'étoit pas sans objet que l'assemblée se donnoit tant de peine pour affranchir certains offices de la tache d'infamie qui leur appartenoit , puisque leur intention étoit de placer l'être qui avoit été précédemment leur roi , d'un degré seulement au-dessus de l'exécuteur public , & de l'assimiler presque à lui par la qualité de ses fonctions : il est contre nature que le roi de France , réduit dans une situation semblable , puisse se respecter lui-même , ou prétendre au respect des autres.

Voulez-vous envisager cet officier exécuter sous le rapport de sa capacité politique ? Il agit sous les ordres de l'assemblée nationale. Exécuter des loix , est un office royal ; mais executer des ordres , ce n'est pas être roi. Cependant, la

partie politique du pouvoir exécutif judiciaire ne fût-elle réduite qu'à cela, seroit encore une grande fonction publique. C'est une fonction dont l'importance dépend entièrement de la vigilance & de la fidélité de celui qui l'exerce, soit par lui-même, soit par les personnes qui lui sont subordonnées. On devroit donc fixer, par des réglemens, les moyens de remplir ce devoir, & faire des dispositions générales, pour toutes les circonstances qui se présentent dans un tel emploi. Ce pouvoir devroit être environné de dignité, de force, de considération, & il devroit conduire à la gloire. A l'office de celui qui exécute, appartient la force qui doit agir ; ce ne sera pas par l'impotence que nous verrons mettre en jeu tous les efforts du pouvoir. Quelle espece d'être, pour commander un service exécutif, est un roi qui n'a à sa disposition aucuns moyens de récompense ? qui ne peut, à ce titre, ni donner la jouissance d'aucun poste permanent, ni faire aucune concession de terres, ni accorder aucune pension, ne fût-elle que de quinze livres sterling, ni décorer même du titre le plus trivial & le plus vain. Le Roi de France n'est donc pas plus la source des honneurs, qu'il n'est celle de la Justice ? Toutes les récompenses, toutes les distinctions sont dans

d'autres mains. Ceux qui servent le Roi, n'ont plus d'autre mobile que la crainte, & la crainte de tout, excepté de leur maître. Les fonctions de discipline, attachées à ce pouvoir, sont donc aussi odieuses, que celles qu'il a à exercer dans le département de la justice. Y a-t-il quelque relief à accorder à une municipalité ? L'assemblée le donne. Faut-il envoyer des troupes pour les soumettre à l'obéissance envers l'assemblée ? C'est autroi à en exécuter l'ordre. Et, dans toute occasion, c'est toujours lui qui doit être éclaboussé du sang de son peuple. Il n'a aucune négative ; il y a mieux, on se fert de son nom, & de son autorité, pour donner plus de force aux décrets les plus choquans ; &, pour mettre le comble à tout, il faut qu'il souscrive à la boucherie même de ceux qui voudroient faire quelques efforts pour le sortir de la captivité à laquelle il est réduit, ou qui montreroient le plus foible attachement à sa personne, ou à son ancienne autorité.

Le pouvoir exécutif devroit être composé de maniere, que tous ceux sur lesquels il porte, puissent être disposés à aimer & à respecter ceux auxquels ils sont obligés d'obéir. Une négligence affectée, ou, ce qui est pire encore, une obéissance littérale, mais perverse & mal intentionnée,

tionnée , doit être la source de la ruine des
 conseils les plus sages. C'est envain que , par la
 loi , on croira prévenir ou déconcerter de telles
 négligences volontaires , ou ces attentions mali-
 gnes. Il n'est pas au pouvoir de la loi de forcer les
 hommes à agir avec zèle. Les rois , même ceux
 qui le sont vraiment , peuvent , & même ils
 doivent endurer que les sujets qui leur déplai-
 sent le plus , jouissent de leur liberté. Mais bien
 plus , ils peuvent aussi , sans que ce soit déroger
 à leur dignité , supporter même l'autorité de
 quelques personnes de cette sorte , si cela est utile
 au bien de leur service. Louis XIII haïssoit mor-
 tellement le cardinal de Richelieu ; mais ce
 monarque a dû la gloire de son regne , & la
 stabilité même de son trône à la manière dont
 il a soutenu son ministre envers & contre tous
 ses rivaux. Louis XIV , lorsqu'il monta sur le
 trône , n'aimoit pas le cardinal Mazarin ; mais ,
 pour ses propres intérêts , il le continua dans
 son pouvoir. Plus âgé , il détestoit Louvois ;
 mais il endura sa personne pendant bien des
 années , parce qu'il servoit bien sa grandeur.
 Lorsque Georges II fit entrer dans son conseil
 M. Pitt , qui certainement ne lui étoit point
 agréable , il ne fit rien qui pût humilier un sou-
 verain sage ; mais tous ces ministres , appelés

par les affaires , & non pas par les affections , agissoient au nom du roi , & comme ses délégués. Ils ne s'affichent pas ouvertement , & constitutionnellement , pour les maîtres de leurs rois. Je ne crois pas qu'aucun roi , lorsqu'il est remis de ses premières terreurs , puisse jamais cordialement s'attribuer le zèle & la vigueur qu'il pourra voir mettre à des mesures qui seront dictées par des hommes qu'il soupçonnera , d'après les plus fortes raisons , d'avoir été contre sa personne dans les dispositions les plus funestes. Quels ministres , servant un tel roi , (ou quelqu'autre nom qu'on lui donne) pourront cordialement obéir aux ordres de tel individu que , peu de jours avant , ils auroient , au nom de ce même roi , confiné dans une bastille ? Voudront-ils obéir aux ordres de ceux qu'ils auront cru traiter , avec beaucoup de douceur , en n'exerçant sur eux qu'une justice despotique , & auxquels ils croyoient n'avoir trouvé qu'un asyle en les confinant dans une prison ? Si , au nombre de toutes vos innovations & de vos régénérations , vous avez compté sur une telle obéissance , vous devriez donc en même temps opérer une révolution dans la nature , & procurer à l'esprit humain une nouvelle constitution. Car , autrement , votre gouvernement suprême ne

peut être dans aucune harmonie avec son système exécutif. Il y a des cas où des noms , & des abstractions , ne suffisent pas pour agir. Vous êtes les maîtres d'appeller la Nation , une demi-douzaine d'individus qui vous guident , & que nous avons raison de craindre. Le seul effet que cela produira , c'est que nous les craindrons & que nous les haïrons davantage. Si l'on a pensé qu'il fût nécessaire , & qu'il fût bien fait d'opérer en France une telle révolution par de tels moyens & par de telles personnes , il auroit été plus sage de compléter l'entreprise des cinq & six octobre. Alors , le nouvel officier exécutif auroit dû sa situation à ses véritables maîtres ; il auroit pu être lié d'intérêts dans une association de crimes , & (si au milieu du crime il pouvoit y avoir quelque vertu) il auroit été lié par la reconnoissance à servir ceux qui l'auroient promu à une place d'un grand profit , & très-favorable à la sensualité. Il auroit même pu y gagner quelque chose de plus ; car il auroit reçu certainement davantage de ceux qui l'auroient élevé à cette grandeur , qu'ils n'ont voulu accorder à celui qu'ils ont avili , & qui est leur antagoniste naturel.

Un roi , réduit comme il l'est aujourd'hui , qui se laisseroit abattre par ses malheurs , au

point de ne plus regarder comme la nécessité ; mais comme le privilege de la vie , de manger & de dormir , & qui ne mettroit plus aucun prix à la gloire , un tel roi , dis-je , ne pourra jamais être propre à un tel office.

S'il sent , comme tous les hommes sentent communément , il verra que , dans une telle position , il ne peut acquérir ni réputation , ni gloire. Aucun intérêt généreux ne l'excite à agir. Ce qu'il a de mieux à faire , c'est de demeurer passif & de se tenir sur la défensive. Pour un homme du peuple , un tel emploi pourroit être honorable. Mais il est très-différent d'avoir à s'élever à cette hauteur , ou d'être forcé d'y descendre ; & les sentimens que cela suggere , sont aussi très-différens. S'il nomme réellement ses ministres , ils sont réduits à sympathiser avec lui. Les lui donne-t-on malgré lui ? une répulsion mutuelle en fera l'effet nécessaire. Dans tous les autres pays , l'office de ministre d'état est de la plus haute dignité. En France , il est rempli de dangers , & il ne peut procurer aucune gloire. Malgré sa nullité , il ne cessera pas d'être brigué , tant qu'il existera dans le monde une folle ambition ; ou tant que le desir d'un misérable salaire aiguillonnera l'aveugle avarice. Les compétiteurs des ministres ont le droit , par votre nouvelle

constitution, de les attaquer dans leurs parties les plus sensibles; & aussi-tôt ils ne peuvent plus paroître, pour se défendre, que sous le caractère infamant d'accusés. Les ministres d'état, en France, sont les seules personnes, dans ce pays, qui soient incapables de prendre part aux conseils nationaux. Quels ministres ! quels conseils ! quelle nation ! — Mais ils sont responsables. — Que c'est un misérable service, que celui que l'on peut retirer de la responsabilité ! L'élévation d'esprit, qui dérive de la crainte, ne fera jamais, pour une nation, la source de bien grands honneurs. La responsabilité prévient les crimes. Elle rend dangereuses toutes les atteintes contre les loix. Mais il faudroit être idiot, pour croire qu'elle pût être le principe d'aucun sentiment noble & zélé.

Voudriez-vous confier la conduite d'une guerre à un homme qui en abhorreroit le principe ? qui, à chaque démarche qu'il feroit pour assurer son succès, ne feroit que confirmer le pouvoir de ceux par lesquels il feroit opprimé ? Les puissances étrangères voudront-elles sérieusement entrer en négociations avec celui qui ne jouit pas de la prérogative du droit de paix & de guerre ? Une condition méprisable ne peut pas convenir à un prince ; il feroit mieux de s'en débarrasser tout d'un coup. E e 3

Je fais bien que l'on dira que ces humeurs de cour & de gouvernement n'auront lieu que pendant cette génération ; & que le roi a été forcé de déclarer que le dauphin feroit élevé conformément à sa situation. Si son éducation doit être conforme à sa situation , il n'en aura aucune à recevoir. Il faudra que ses institutions soient pires encore que celles d'un monarque arbitraire. S'il lit : — qu'il lise ou non : quelque bon , ou quelque mauvais genie lui apprendra que ses ancêtres étoient des rois ; & , dès ce moment , il éprouvera l'ambition de reprendre son rang & de venger ses peres. Ceci, me direz-vous , n'est pas son devoir. Cela peut être , mais c'est *la nature* ; & ce n'est pas agir sagement , que de faire quelque fond sur le frein du devoir , quand on a contre soi la nature. Dans ce plan futile de politique , l'état nourrit dans son sein , pour le présent , un germe de foiblesse , de perplexité , de réactions , d'inutilités & de dépérissemens ; & il prépare , pour sa ruine finale , des moyens assurés. Enfin , je ne vois rien dans cette force exécutive (car je ne puis l'appeller autorité) qui ait même la moindre apparence de la vigueur , ou qui , dans ses relations avec le pouvoir suprême , soit celui qui existe aujourd'hui , soit celui que l'on projette pour le

gouvernement à venir , annonce en aucune manière ni symétrie , ni concours , ni confiance.

Vous avez formé , par une économie aussi perverse que l'est votre politique , deux établissemens de gouvernement (1) ; un réel , un fictif , tous deux entretenus à grands frais. Je crois cependant que le fictif est le plus dispendieux. — Une machine telle que cette dernière ne vaut pas la graisse de ses roues. Le dépense en est exorbitante ; & , soit par son extérieur , soit par l'usage qu'on en pourra faire , elle ne vaut pas la dixième partie de sa dépense. — Oh ! dira-t-on , je ne rends pas justice aux talens des législateurs : je n'accorde pas à la nécessité autant que je le devrois. Ce plan de force exécutive n'étoit pas de leur choix. Ce personnage de pompe doit être conservé ; le peuple ne voudroit pas consentir à s'en défaire. — Très-bien , je vous entends. Vous savez , en dépit de vos grandes théories , auxquelles vous voudriez soumettre le ciel & la terre , vous savez vous conformer vous-même à la nature des choses & aux circonstances. Mais , puisque vous étiez obligés à ce point de vous conformer aux cir-

(1) On peut dire trois , en comptant celui des républiques des Provinces.

constances , vous auriez dû aller plus loin dans votre soumission , & remplir tout d'un coup la totalité de votre obligation , en faisant un instrument convenable & propre à remplir ses fins. Cela étoit en votre pouvoir. Pour choisir un exemple parmi beaucoup d'autres , il dépendoit de vous de laisser à votre roi le droit de la paix & de la guerre. — Quoi ! laisser au pouvoir exécutif la plus dangereuse de toutes les prérogatives ? — Je n'en connois pas une plus dangereuse , ni qui soit plus nécessaire à confier ainsi. Je ne dis pas que cette prérogative dût être confiée au roi , séparément de toutes les autres qui devoient l'accompagner , & dont vous l'avez aussi privé. Mais s'il les eût possédées ensemble , toutes hasardeuses qu'elles sont , il seroit résulté d'une telle constitution des avantages qui auroient plus que compensé les risques. Il n'y a pas d'autre moyen pour prévenir les intrigues particulières & personnelles que d'autres potentats de l'Europe pourront entretenir avec les membres de votre assemblée ; de les empêcher de se mêler à vos intérêts & de fomenter , au cœur même de votre pays , les plus pernicieuses de toutes les factions ; celles que les puissances étrangères dirigent & dont elles profitent. Nous sommes jusqu'à présent,

grace à dieu, exempts de ce malheur, le plus grand de tous les maux. Votre habileté, si vous en avez aucune, auroit pu s'exercer à trouver des correctifs indirects & des moyens de contrôler cette dangereuse prérogative. Si vous n'aimez pas ceux que nous avons adoptés en Angleterre, vos chefs auroient pu exercer tous leurs talens à en trouver de meilleurs. S'il étoit nécessaire de faire sentir, par un exemple, les conséquences d'un gouvernement exécutif tel que le vôtre dans la conduite des grandes affaires, je vous dirois de les chercher dans le dernier rapport que M. de Montmorin a fait à l'assemblée & dans toutes les démarches relatives aux différens survenus entre l'Angleterre & l'Espagne ; mais ce feroit trop peu présumer de l'intelligence que vous avez tous, que de vous les indiquer.

J'entends dire que les personnes que l'on appelle ministres ont déclaré l'intention de résigner leurs places. Je suis bien étonné qu'ils n'aient pas pris ce parti il y a long-temps. Rien dans l'univers ne m'auroit fait rester dans une position semblable à celle où ils ont été depuis douze mois. Je tiens pour sûr qu'ils ne vouloient pas contrarier la révolution ; mais en mettant ce fait à part , il étoit impossible qu'étant placés sur une grande éminence (éminence d'humiliation)

ils ne fussent pas les premiers à appercevoir dans tout l'ensemble, & à sentir chacun dans leurs départemens tous les maux que cette révolution produisoit. A chaque pas qu'ils ont fait ou laissé faire, ils ont dû sentir la dégradation progressive de leur propre patrie, & gémir de l'impossibilité où ils étoient de la servir. Ils étoient placés dans un genre de servitude en sous ordre, dans laquelle jusqu'alors on n'avoit vu aucun homme. Privés de la confiance de leur souverain qui les avoit pris malgré lui, privés même de celle de l'assemblée nationale qui les avoit mis en place, ils ont vu toutes les nobles fonctions de leurs places exercées par des comités de l'assemblée nationale, sans aucune espece d'égards, ni pour leurs personnes, ni pour la dignité dont ils étoient revêtus. Ils ont à exécuter, & ils n'ont pas de pouvoirs; ils sont responsables de leurs actions, & leurs actions sont subordonnées; ils ont à délibérer, & le résultat leur est prescrit d'avance. Dans leur situation embarrassante, soumis à deux souverains, sans influence ni sur l'un, ni sur l'autre, ils sont forcés d'agir de maniere (sans même en avoir l'intention) à trahir quelquefois l'un, quelquefois l'autre, & à se trahir toujours eux-mêmes. Telle a été leur situation, telle sera celle de ceux qui leur succéderont. J'ai beaucoup

de respect, & je souhaite une heureuse prospérité à M. Necker. J'ai reçu de lui des marques d'attentions pour lesquelles je lui suis obligé. Lorsque ses ennemis l'eurent écarté de Versailles, je pensai que cet exilé étoit un vrai sujet de félicitation. *Sed multæ urbes & publica vota vicerunt*, & il est assis maintenant sur les ruines de la finance & sur celles de la monarchie françoise. (1)

On pourroit faire beaucoup d'autres observations encore sur la partie du pouvoir exécutif de cette étrange constitution, mais la fatigue donne des bornes à un sujet qui semble n'en pas avoir par lui-même.

Il ne m'est pas possible de découvrir plus de talens ni de génie dans la partie de l'ordre judiciaire créé par l'assemblée. Selon leur marche ordinaire, vos seseurs de constitution ont commencé par l'abolition totale des parlemens. Ces corps respectables, ainsi que le reste de l'ancien gouvernement, avoient besoin de quelques réformes, sans qu'il fût pour cela nécessaire d'en faire dans la monarchie. Les plus essentiels au-

(1) Quoique cette lettre soit datée du 1^{er}. de Novembre à la tête de la traduction, il est aisé de voir qu'elle étoit imprimée long-temps auparavant, & que cette date n'est que celle du jour de sa publication à Londres.

roient eu pour but de les adapter au système d'une constitution libre. Mais ils avoient un grand nombre de choses qui méritoient d'être approuvées par les plus sages. Il en étoit une fondamentale par excellence. Ils étoient indépendans. La circonstance même de la vénalité, qui sembloit présenter des inconvéniens, étoit cependant celle qui contribuoit à leur donner le caractère d'indépendance. Ils étoient magistrats pour toute leur vie, on peut même dire par héritage. Nommés par le monarque, on les regardoit presque comme hors de son pouvoir. On pouvoit juger de leur indépendance radicale aux efforts les plus éclatans que l'autorité fit contre eux; ils étoient des corps politiques permanens, constitués pour résister aux innovations arbitraires. Enforte que par leur maniere d'être, & par beaucoup de leurs formes, ils étoient parfaitement calculés pour assurer tout à la fois aux loix & leur authenticité, & leur inviolabilité. Ils avoient été pour elles un asyle sûr dans toutes les révolutions d'humeur & d'opinion; ils avoient préservé pour leur patrie ce dépôt précieux pendant les regnes des princes arbitraires & pendant les orages des factions. Ils entretenoient le souvenir de la constitution, & leurs archives en étoient le sanctuaire. Ils

étoient aussi la sauve-garde de toutes les propriétés privées, & l'on peut dire (quoique la liberté personnelle n'existât pas) qu'elles étoient aussi bien protégées en France que dans tout autre pays. Quel que soit le pouvoir suprême dans un état, il devroit, autant que faire se peut, constituer son autorité judiciaire, de manière non-seulement à ce qu'elle ne fût pas totalement dans sa dépendance, mais à ce qu'elle pût même la balancer. Il devroit armer sa justice contre son propre pouvoir ; il devroit faire que la judicature fût en quelque sorte extérieure à l'état.

Ces Parlemens avoient certainement opposé ; sinon les meilleurs, du moins un très-grand nombre de correctifs aux excès & aux vices de la monarchie. Une telle judicature *indépendante* étoit dix fois plus nécessaire, la démocratie devenant le pouvoir absolu du royaume. Dans votre constitution, des juges électifs, momentanés & locaux tels que vous les avez institués ; des juges qui seront dépendans dans l'exercice de leurs fonctions, & qui agiront dans un cercle très-étroit, formeront les plus détestables de tous les tribunaux. Envain espérera-t-on d'obtenir d'eux quelque justice en faveur d'un étranger, ou contre des riches hâïs, ou en faveur de ceux qui seront dans la minorité, ou de tous

ceux qui auroient voté contre eux dans leurs élections. Il sera impossible d'interdire à de tels tribunaux l'esprit de faction. Nous savons par expérience que toutes ces inventions de ballottage ne sont que des moyens vains & puérils pour remédier au danger des préventions. Lorsqu'ils réussissent à produire cet effet mystérieux qu'on en attend, ils introduisent alors la défiance, & ceci est une cause bien plus fâcheuse de partialité.

Si les Parlemens avoient été conservés; au lieu d'occasionner, par leur dissolution, un changement si funeste dans la nation, ils auroient pu servir dans ce nouveau gouvernement, non pas exactement de même (je ne prétends pas faire un parallèle exact) mais à peu près, comme le faisoient à Athenes la cour & le sénat de l'aréopage, c'est-à-dire comme un contrepoids & comme un correctif à tous les maux qui accompagnent une démocratie inconsiderée & injuste. Chacun sçait que ce tribunal étoit le grand modérateur de l'état; chacun sçait avec quel soin il étoit maintenu, & par quel respect religieux il étoit consacré. Les parlemens n'étoient pas tout-à-fait exempts d'un peu de factions. J'en conviens; mais ce mal étoit extérieur & accidentel; il tenoit beaucoup moins au vice de leur constitution elle-même; qu'il ne sera insé-

parable de vos nouvelles inventions de judicatures électives pour fix années. Différens Anglois prescrivirent l'abolition des anciens tribunaux, sur la supposition que la faveur & l'argent finissent par les corrompre. Mais les parlemens ont soutenu avec honneur sous la monarchie & sous la république, des épreuves faites pour découvrir s'ils avoient reçu de telles atteintes. La cour n'auroit pas mieux demandé que de pouvoir prouver quelque corruption dans ces corps, lorsqu'elle les détruisit en 1771. Ceux qui viennent de les détruire l'auroient fait aussi s'ils l'avoient pu; mais ces deux inquisitions n'y ayant pas réussi, j'en conclus qu'elle devoit être infiniment rare parmi eux.

Il auroit été prudent, en conservant les parlemens, de leur laisser aussi leur ancien pouvoir d'enregistrer, & de faire au moins des remontrances sur tous les décrets de l'Assemblée Nationale, comme ils faisoient sur ceux qui leur étoient adressés pendant le tems de la monarchie. C'auroit été un moyen de faire cadrer les décrets occasionnels d'une démocratie, avec quelques principes d'une jurisprudence générale. La perte des anciennes démocraties a été de faire ce que vous faites; des décrets de circonstance; *pséphismata*. Cette pratique ne

tarda pas à détruire tout l'ensemble & toute la stabilité des loix ; elle anéantit le respect du peuple , & elle amena leur fin totale.

Le pouvoir de remontrances , qui appartenoit aux Parlemens dans les tems de la monarchie , vous l'avez donné , & c'est le comble de l'absurdité , à votre premier Officier exécutif , que vous vous obstinez , au mépris du bon sens , à appeller Roi. Vous ne devriez jamais endurer de remontrances de la part de celui dont le devoir est d'exécuter. Il faut , pour avoir fait cela , n'avoir aucune idée nette , ni sur ce qu'est le conseil , ni sur l'exécution , ni sur l'autorité , ni sur l'obéissance. La personne que vous appelez roi , ne devrait jamais avoir un tel pouvoir , ou elle devrait en avoir davantage.

Vos dispositions actuelles sont donc purement judiciaires. Au lieu d'imiter votre monarchie , & de placer vos juges sur le banc de l'indépendance , votre objet est de les réduire à l'obéissance la plus aveugle. Ayant changé toutes choses , vous avez inventé aussi de nouveaux principes d'ordre : vous commencez par établir des juges , qui , je le suppose , doivent juger d'après la loi : & ensuite vous leur dites que dans un tems ou dans un autre , vous vous proposez de leur donner quelque loi d'après lesquelles

quelles ils décideront. Que feront-ils donc en attendant ? Toutes leurs anciennes études , (en supposant toutefois que ceux-ci soient dans le cas de ce regret) leur seront inutiles. Mais pour suppléer à ces études , ils seront obligés de jurer d'obéir à tous les réglemens , à tous les ordres & à toutes les instructions qui leur seront données par l'assemblée nationale. Si telle doit être leur soumission , quelle sera pour les sujets la base sur laquelle reposera la loi ? Les juges deviendront les instrumens les plus dangereux , dans les mains du pouvoir ; car au milieu d'une cause , ou même de son premier apperçu , il pourra totalement changer la règle de décision. Si ces ordres de l'assemblée nationale viennent à déplaire au peuple qui choisit ses juges dans chaque localité , il en résultera une telle confusion , qu'il est impossible d'y penser sans terreur. En effet les juges seront redevables de leurs places à une autorité locale , & les commandemens auxquels ils jureront d'obéir , leur seront donnés par ceux qui n'ont aucune part à leur installation. Au surplus ces nouveaux juges , en attendant de nouvelles loix , auront pour se guider & pour s'encourager dans l'exercice de leurs fonctions , les exemples du Châtelet. Ce tribunal est chargé d'examiner les criminels qui

lui sont envoyés par l'assemblée nationale, ou qui tombent dans leurs mains par d'autres voies de délation. Ces juges siègent sous la protection d'une garde pour défendre leurs jours ; ils ne savent pas d'après quelle loi ils jugent, ni sous quelle autorité ils agissent, ni à quel titre ils exercent leurs fonctions. On croit qu'ils sont quelquefois obligés de condamner au péril de leur vie. Ceci n'est peut-être pas certain, & n'est pas de nature à pouvoir être assuré ; mais nous savons qu'après avoir rendu un jugement qui déplaisoit, ils ont vu les prisonniers qu'ils avoient innocentés, pendus à la porte de leur tribunal, & cela à la parfaite impunité des bourreaux.

L'assemblée a promis qu'elle formeroit un corps de loi qui feroit court, simple, clair & ainsi de suite : c'est-à-dire, avec ses loix courtes, qu'elle accordera davantage à la discrétion des juges, au même moment où elle a enlevé à l'autorité toutes les lumières qui pouvoient rendre une discrétion judiciaire, (chose qui est dangereuse dans ce qu'elle a de meilleur) une discrétion accomplie.

Il est curieux d'observer les soins que l'on a pris pour soustraire les corps administratifs à la juridiction de ces nouveaux tribunaux. C'est-à-

dire, que les personnes même qui devoient le plus être sous l'empire de la loi, sont celles que l'on soustrait à son pouvoir. Les hommes qui ont quelque rapport avec le maniement des deniers publics, sont ceux qui devroient être le plus strictement retenus dans leur devoir. On auroit présumé, si votre intention réelle n'eût pas été de faire de ces corps administratifs des états souverains indépendans, on auroit présumé, dis-je, que vous auriez placé au rang des choses les plus dignes de vos soins, l'établissement d'un tribunal respectable semblable à ce qu'étoient vos parlemens, ou tel que notre *banc du roi*, où ressortissent tous nos officiers publics, soit pour obtenir protection, quand ils agissent d'après la loi; soit pour en éprouver la rigueur s'ils s'en écartent. Mais la raison de cette exemption est évidente. Ces corps administratifs sont les agens principaux & les chefs qui dirigent ce passage de la démocratie à l'oligarchie. Il faut par conséquent le mettre au-dessus de la loi. On dira que les tribunaux légaux que vous avez établis ne sont pas propres à remplir cet objet; non certainement ils ne le sont pas; ils ne sont propres à aucun dessein raisonnable. On dira aussi que les corps administratifs seront responsables à l'assemblée na-

tionale. Pour parler ainsi , il faudroit n'avoir pris en considération ni la nature de cette assemblée, ni celle de ces corps. Au surplus, être soumis au bon plaisir de cette assemblée , c'est n'être sous l'empire de la loi , ni pour en être protégé, ni pour être puni par elle.

Il manque encore quelque chose au complément de cet établissement judiciaire : il doit être couronné par un nouveau tribunal. Celui-ci occupera le plus haut rang de la judicature. Il jugera tous les crimes qui seront commis contre la nation ; c'est-à-dire contre le pouvoir de l'assemblée. On pourroit croire que ces messieurs ont eu en vue quelque chose de semblable à la haute cour de justice qui a été érigée en Angleterre pendant le tems de l'usurpation. Comme cette partie de leur plan n'est pas achevée , il n'est pas possible d'en porter aucun jugement. Cependant, si l'on ne prend pas le plus grand soin pour le composer dans un esprit tout différent de celui qui a dirigé jusqu'à présent tous leurs procédés relativement aux crimes d'état ; ce tribunal sera sous la dépendance de leur inquisition ; (le comité des recherches) il finira par éteindre en France les dernières étincelles de la liberté, & il établira une tyrannie effrayante & arbitraire telle qu'on n'en aura jamais vu.

S'ils veulent donner à ce tribunal quelque apparence de liberté & de justice, il ne faut pas qu'ils y envoient ou qu'ils évoquent au gré de leurs caprices, les affaires relatives aux membres même de l'assemblée. Il faut aussi qu'ils placent un tel tribunal hors de l'enceinte de la république de Paris (1).

Avez-vous déployé plus de sagesse dans la constitution de votre armée que vous ne l'avez fait dans votre ordre judiciaire ? Il n'étoit pas aisé de faire, pour cette partie, des dispositions utiles ; rien ne requéroit plus d'attention & d'habileté, non-seulement à cause de l'intérêt qui lui est propre, mais en ce que c'est le troisième principe cimentant, de ce nouveau corps de république, que vous nommez *la nation*. Il est véritablement très-difficile de deviner ce que cette armée deviendra en définitif. Celle que vous avez décrétée est assurément bien assez nombreuse ; ses appointemens seront assez considérables ; ils sont presque en proportion avec l'apparence de vos moyens de payemens. Mais quel est le principe de sa discipline ? Ou à qui doit-elle obéir ? Vous avez saisi le loup par les oreilles,

(1) Voyez le livre de M. de Calonne, pour avoir de plus amples développemens sur l'ordre judiciaire, & sur le comité des recherches.

& je vous félicite sur l'heureuse position que vous avez su vous procurer ; elle vous donne tout avantage pour délibérer librement , soit relativement à cette armée , soit à tout autre chose.

M. de la Tour-du-Pin est ministre & secrétaire d'état au département de la guerre. Il est , ainsi que ses collègues en administration , un des plus zélés soutiens de la révolution , & un des admirateurs les plus chauds de la nouvelle constitution que ce grand évènement ait produit. Son discours sur l'organisation de l'armée est fort important , non-seulement parce que par sa place & par lui-même , c'est une très-bonne autorité , mais parce qu'il met en évidence la véritable situation de l'armée de la France , & parce qu'il répand un grand jour sur les principes d'après lesquels agit l'assemblée dans l'administration de cet objet vraiment critique. Il nous mettra aussi à portée de décider jusqu'à quel point il peut nous convenir , dans ce pays , d'imiter la politique militaire de la France.

M. de la Tour-du-Pin se présenta le 4 juin dernier pour rendre compte de l'état de son département tel qu'il existe sous les auspices de l'assemblée nationale. Personne ne peut le connaître aussi bien , personne ne pouvoit l'exprimer mieux. Il dit , en s'adressant à l'assemblée

nationale : « Sa majesté m'envoie aujourd'hui
 » pour vous informer des nombreux désordres
 » dont elle apprend chaque jour les affligeantes
 » nouvelles.

» Le corps militaire menace de tomber dans la
 » plus turbulente anarchie. Des régimens en-
 » tiers ont osé violer à la fois le respect dû
 » aux ordonnances, au roi, à l'ordre établi par
 » vos décrets, & à des sermens prêtés avec la
 » plus imposante solennité. Forcé par les de-
 » voirs de ma place de vous faire connoître
 » ces excès, mon cœur se ferre, quand je
 » songe que ceux qui les ont commis, ceux
 » contre qui je ne puis m'empêcher de vous
 » porter les plus amères plaintes, font partie
 » de ces mêmes soldats que je connus jusqu'à
 » ce jour, si loyaux, si remplis d'honneur, &
 » dont, pendant cinquante années, j'ai constam-
 » ment vécu le camarade & l'ami.

» Quel inconcevable esprit de vertige & d'er-
 » reur les a tout-à-coup égarés ? Tandis que
 » vous ne cessez de travailler à établir dans
 » tout l'empire l'ensemble & l'uniformité; quand
 » le françois apprend à la fois de vous, & le
 » respect que les loix doivent aux droits de
 » l'homme, & celui que les citoyens doivent
 » aux loix, l'administration militaire n'offre

» plus que trouble , que confusion : je vois dans
 » plus d'un corps les liens de la discipline relâ-
 » chés , ou brisés ; les prétentions les plus
 » inouïes affichées sans détour , les ordonnances
 » sans forces , les chefs sans autorité , la caisse
 » militaire & les drapeaux enlevés , les ordres
 » du roi même , (*risum teneatis*) bravés haute-
 » ment , les officiers méprisés , avilis , menacés ,
 » chassés , quelques-uns même captifs au milieu
 » de leur troupe , y traînant une vie précaire
 » au sein des dégoûts & des humiliations ; &
 » pour comble d'horreur , des commandans
 » égorgés sous les yeux , & presque dans les
 » bras de leurs propres soldats.

» Ces maux sont grands , mais ne sont pas les
 » pires que puissent entraîner ces insurrections
 » militaires ; elles peuvent , tôt ou tard , mena-
 » cer la nation même.

» *La nature des choses exige* donc que jamais il
 » (le corps militaire) n'agisse que comme *instru-*
 » *ment* : du moment où se faisant corps délibé-
 » ratif , il se permettra d'agir d'après ses réso-
 » lutions , le gouvernement , tel qu'il soit , *dé-*
 » *générera bientôt en une démocratie militaire* ,
 » espèce de monstre politique qui t oujours
 » fini par dévorer les empires qui l'ont produit.

» Qui peut , d'après cela , ne pas s'alarmer de

» ces conseils irréguliers , de ces comités tur-
 » bulens , formés dans quelques régimens par
 » des bas-officiers & soldats , à l'insçu , ou même
 » au mépris de leurs supérieurs , dont , au reste ,
 » la présence n'eût pu légitimer ces monstrueuses
 » assemblées démocratiques ».

Il n'est pas nécessaire de rien ajouter à cette peinture achevée : achevée autant que l'étendue de sa toile le comportoit ; mais qui , je le crains bien , ne renferme pas encore dans leur totalité , l'énumération des désordres de toute nature qui ont lieu dans cette démocratie militaire ; démocratie qui , ainsi que l'a sagement observé le ministre de la guerre , par-tout où elle existe , finit par devenir la véritable constitution de l'état , quelle que soit sa première dénomination originaire. Car quoiqu'il informe l'assemblée , que la partie la plus considérable de l'armée , n'a pas secoué l'obéissance , & qu'elle est encore attachée à son devoir , il n'en est pas moins vrai que les voyageurs qui ont vu ces corps dont la conduite est , dit-on , la meilleure , ont plutôt remarqué en eux l'absence de la révolte , que l'existence de la discipline.

Je ne puis m'empêcher de m'arrêter ici un moment , pour réfléchir sur les expressions de surprise qui sont échappées à ce Ministre relati-

vement aux excès dont il rend compte. Cet abandon que les troupes ont fait de tous leurs anciens principes, de leur loyauté & de leur honneur, lui paroît tout à fait inconcevable. Certainement ceux à qui il s'adreffoit n'en connoissoient que trop bien les causes. Ils savent quelle est la doctrine qu'ils avoient prêchée ; ils savent les décrets qu'ils ont rendus, & les manœuvres qu'ils avoient favorisées. Les soldats se souviennent du 6 octobre ; ils se souviennent des gardes-françoises ; ils n'ont pas oublié la prise des châteaux forts dans Paris & à Marseille ; & ils n'ont point oublié du tout que les gouverneurs de ces deux châteaux ont été massacrés par eux, & qu'ils l'ont fait avec impunité. Ils n'abandonnent pas ces principes de l'égalité des hommes qui ont été établis avec tant d'ostentation & après de si grands travaux. Ils ne peuvent pas s'empêcher de voir la dégradation de toute la noblesse de France ; & la suppression de l'idée même que l'on avoit d'un gentilhomme. Ce n'est pas une chose perdue pour eux que l'abolition des titres & des distinctions. Comment M. de la Tour-du-Pin peut-il être étonné de leur déloyauté, après que les docteurs de l'Assemblée leur ont donné leçon sur la manière de respecter les loix ? Il est aisé de prévoir à laquelle de ces leçons donneront la préférence

des hommes qui ont des armes en mains. Quant à l'autorité du Roi, nous pouvons apprendre de ce ministre lui-même (si au reste tout n'étoit pas superflu à cet égard) qu'elle ne jouit pas d'une plus grande considération parmi ses troupes , que par-tout ailleurs. « Le Roi , dit-il , a sans cesse renouvelé les ordres nécessaires pour arrêter ces excès ; mais dans une crise aussi terrible , votre (l'assemblée) concurrence est devenue indispensablement nécessaire pour prévenir les maux qui menacent l'état ; vous unifiez à la force du pouvoir législatif *celle de l'opinion* qui est beaucoup plus importante ». Sans contredit , l'armée ne peut avoir aucune opinion du pouvoir ou de l'autorité du roi. Peut-être que depuis tout ce temps , le soldat a appris aussi que l'assemblée elle-même ne jouit pas d'un plus grand degré de liberté que cette image de roi.

Voyons actuellement ce que l'on a proposé de faire , dans une des circonstances les plus urgentes qui puissent s'offrir dans un état. Le ministre requiert l'assemblée d'intervenir elle-même dans toutes ces terreurs &c. de montrer au grand jour toute la majesté de son pouvoir. Il la conjure de faire en sorte que les principes graves & sévères qu'elle a annoncés puissent donner quelque vigueur à la proclamation du roi. Après une telle

démarche , nous devions nous attendre à voir agir les cours civiles & martiales ; à voir licencier quelques régimens ; à en voir décimer d'autres ; & à revoir l'appareil terrible que la nécessité a fait employer dans des cas semblables pour arrêter les progrès du plus funeste de tous les maux. On devoit particulièrement s'attendre à ce que l'on feroit une recherche exacte des meurtriers qui avoient égorgé leurs chefs en présence même de leur régiment. Mais pas un mot de tout cela, ni de rien qui y ressemble. Lorsque l'assemblée vit que les soldats fouloient au pied tous les décrets rendus par elle & promulgués par le roi, elle rendit de nouveaux décrets , & elle autorisa le roi à faire de nouvelles promulgations. Après avoir reçu par le secrétaire d'état de la guerre la preuve que les régimens n'avoient aucun égard à ce serment qu'ils avoient *prêté avec la plus imposante solennité* , elle propoia — quoi ? — encore des sermens. Elle renouvela les décrets & les proclamations , à mesure qu'elle en reconnut mieux l'insuffisance , & elle multiplia les sermens , à mesure qu'elle vit s'affoiblir davantage dans leurs ames le respect dû à la religion. J'espere qu'en envoyant aux soldats le modèle de leur serment civique , on n'a pas oublié d'y joindre de bons extraits des excellens sermons de

Voltaire , de d'Alembert , de Diderot & d'Helvetius sur l'immortalité de l'ame ; sur une providence toute particuliere qui préside à nos actions , & sur la nature des récompenses & des châtimens d'une vie future. Je ne doute même pas que cela n'ait été fait : car j'entends dire qu'un certain genre de lectures fait une partie , qui n'est pas peu considérable , de leurs exercices militaires , & qu'ils font au moins aussi abondamment approvisionnés en pamphlets qu'en cartouches.

Pour prévenir tous les maux qui dérivent des conspirations , des consultations frauduleuses , des comités féditieux & des assemblées monstrueuses démocratiques entre les soldats ; (*« comicia , comices »*) pour empêcher aussi tous les autres désordres qui dérivent de la paresse , de la luxure , de la dissipation , & de l'insubordination : on a employé , le plus étonnant , je crois , de tous les moyens dont on ait jamais fait usage parmi les hommes ; étonnant même dans ce siècle si prolifique en invention. Ce n'est pas moins que ceci : — le roi adresse une lettre circulaire à tous les régimens ; & de peur que l'on ne puisse pas même m'en croire , voici les propres paroles de cette lettre. « Comme sa majesté y a » reconnu , non un système d'associations particulières , mais une réunion de volonté de tous

» les françois , pour la liberté & la prospérité
 » des communes , ainsi que pour le maintien de
 » l'ordre public ; elle a pensé qu'il convenoit que
 » chaque régiment prît part à ces fêtes civiques
 » pour multiplier les rapports & resserrer les
 » liens d'union entre les citoyens & les trou-
 » pes ». On a l'air de croire que le but de cette
 nouvelle discipline bachique est d'adoucir la fé-
 rocité d'esprit du soldat ; de les rapprocher , par
 ces repas , de leurs autres camarades de tous états ;
 & de fondre ensemble toutes les conspirations
 particulieres , dans une association plus générale.
 Je n'ai pas de peine à croire que ce remède a dû
 être agréable aux soldats , d'après la peinture
 que M. de la Tour-du-Pin en a faite ; & que ,
 tout rebelles qu'ils sont d'ailleurs , ils se sou-
 mettront respectueusement à ces proclamations
 royales. Mais je devrois demander si tous ces
 sermens , toutes ces associations & toutes ces
 fêtes civiques les disposeront plus qu'ils ne le
 sont actuellement à obéir à leurs officiers , ou
 s'ils en seront plus soumis aux regles austeres
 de la discipline militaire. Cela en fera d'excel-
 lens citoyens à la mode françoise , mais des
 soldats qui ne seroient pas aussi parfaits à toute
 autre mode. Il est bien permis de douter aussi
 que les colloques qui s'établissent à de tels repas ,

soient bien propres à façonner le caractère du soldat , de maniere à n'en faire qu'un *pur instrument* , comme la nature des choses exige que cela soit toujours dans une armée , ainsi que l'a justement observé cet officier vétéran , homme d'état.

Quant aux progrès qu'il étoit vraisemblable que cette liberté de participer aux fêtes municipales feroit faire à la discipline militaire , nous pouvons en juger par ce qui est dit à ce sujet dans le même discours du même ministre , qui avoit fait circuler la permission & la sanction du roi pour les y autoriser. Il se flattoit que , *pour le moment* , ses efforts pourroient ramener l'ordre , parce qu'il connoissoit les bonnes dispositions de certains régimens. Mais à l'égard de l'avenir , il apperçoit beaucoup de nuages ; il dit , en parlant des moyens propres à empêcher le retour de la confusion :

« Mais il s'agit d'en prévenir à jamais le retour ;
 » & c'est de quoi cette administration ne sauroit
 » vous répondre , tant qu'on verra les Municipi-
 » palités s'arroger sur les troupes un pouvoir
 » que vos institutions ont réservé tout entier
 » au Monarque. Vous avez fixé les limites de
 » l'autorité militaire & de l'autorité municipale :
 » l'action que vous avez permise à cette dernière

» sur l'autre , est bornée au droit de requérir ;
 » mais jamais , ni la lettre , ni l'esprit de vos
 » Décrets , n'ont autorisé les communes à dé-
 » poser , à juger des officiers , à commander aux
 » soldats , à leur enlever les postes confiés à leur
 » garde , à les arrêter dans les marches ordon-
 » nées par le roi , à prétendre , en un mot ,
 » asservir l'armée de l'état aux caprices de cha-
 » cune des cités , ou même des bourgs qu'elle
 » traversera ».

Et voilà donc quel est le caractère , voilà
 quelles sont les dispositions de ces municipalités
 qui seront chargées de ramener les soldats aux
 vrais principes de la subordination militaire , &
 de les réduire à n'être que de purs instrumens
 dans les mains du pouvoir suprême ! Tel est le
 dérèglement des troupes ! tel est le remède ! Vous
 voyez ce qu'est l'armée : l'état de la marine est
 semblable. Les municipalités tiennent peu de
 compte des décrets de l'assemblée & les matelots
 font très-peu de cas des ordres des municipalités.
 Je plains en vérité du fond de mon cœur la situa-
 tion d'un serviteur fidèle du public , tel que ce
 ministre de la guerre , que l'on oblige au déclin
 de ses ans , à faire raison de toutes les fantés que
 l'on voit dans les coupes civiques , & dont tous
 ces jouvenceaux politiques soumettent le front
 chenu

chenu au partage de toutes leurs fantaisies biffées. De tels plans ne peuvent avoir aucuns rapports avec les sentimens d'un homme qui a vieilli dans le monde pendant plus de 50 années. Ils sont bien plutôt tels qu'il appartient de les faire à ces gradués privilégiés en politique, pour lesquels on raccourcit les routes afin de les proportionner à leurs moyens, & qui traitent toutes les matieres avec une assurance imperturbable; & comme si les illuminations du fanatisme étoient de vraies lumieres. Eh! qui peut douter que ce ne soit-là leurs guides, lorsque l'on entend un de leurs docteurs s'écrier, au milieu des applaudissemens & des succès, qu'il peut les assurer que ce qu'il y a de pire au monde, c'est d'écouter les gens âgés, & tous ceux qui croient ne valoir quelque chose que par l'expérience. Je suppose qu'il faut que tous les ministres d'état subissent & adoptent cette épreuve; qu'ils abjurent les hérésies & les erreurs de l'expérience & de l'observation: chaque homme a son goût; mais quant à moi, je crois que si je ne pouvois pas atteindre jusqu'à la sagesse, je voudrois du moins conserver quelque chose de la dignité roide & opiniâtre de la vieillesse. Ces messieurs trafiquent en régénération: pour mon compte, j'avoue qu'à quelque prix que ce fût, je ne pourrois

jamais soumettre mes fibres endurcies à être régérées par eux ; ni , si loin de mon printemps , recommencer de nouveaux cris sur leurs nouveaux accens , ou bégayer dans mon second berceau les sons élémentaires de leur métaphysique barbare (1). *Si isti mihi largiantur ut repueriscam & in eorum cunis vagiam , valdè recusem.*

Vous ne pouvez pas découvrir l'imbécillité de quelques parties de ce système puérile & pédantesque , qu'ils appellent une constitution , sans découvrir en outre qu'il n'y a que dangers & insuffisances dans toutes celles qui sont faites pour se correspondre immédiatement , ou dans celles dont les rapports sont éloignés. Vous ne pouvez pas proposer un remède pour l'incompétence de la couronne , sans mettre en évidence la foiblesse de l'assemblée ; vous ne pouvez pas délibérer sur la confusion de l'armée , sans découvrir les désordres , plus fâcheux encore , des municipalités armées. Le militaire favorise l'anarchie civile ; & le civil , l'anarchie militaire. Je souhaite que chacun lise avec soin le discours éloquent (il l'est vraiment) de M. de la Tour-du-Pin. Il attribue le salut des municipalités à

(1) Ce ministre de la guerre a , depuis peu , quitté cette école , & donné la démission de sa place.

la bonne disposition de quelques-unés des troupes ; les troupes seront donc chargées de mettre les municipalités bien disposées, &c'est le petit nombre, à l'abri du pillage dont les menacent celles qui sont mal disposées, & celles-ci sont en grand nombre. Mais les municipalités tiennent de la souveraineté, & elles auront le pouvoir de commander les troupes qui seront nécessaires à leur sûreté. Il faut, en vérité, qu'elles les commandent ou qu'elles les flattent : leur situation les y oblige ; car, d'après les pouvoirs républicains qu'elles ont obtenus, il faut qu'elles soient ou les maîtresses, ou les valets, ou les confédérées du militaire, soit alternativement, soit tout-à-la-fois, selon la nécessité des circonstances. Quel autre pouvoir, que la municipalité pourroit contredire l'armée ? Quel autre, que l'armée, pourra contredire les municipalités ? Les efforts que fait l'Assemblée pour maintenir la concorde, actuellement qu'il n'existe plus d'autorité, se bornent à opposer le désordre au désordre, au risque de tout ce qui en pourra résulter ; & elle espère se mettre à l'abri d'une démocratie purement militaire, en donnant à la démocratie municipale un attrait corrupteur.

Si les soldats contractent l'habitude de se mêler dans les clubs, dans les cabales & dans toutes

les confédérations municipales , une affinité élective les attirera vers la partie la plus basse ; ils porteront avec eux leurs habitudes , leurs affections & leurs sympathies. Les conspirations militaires auxquelles on vouloit remédier par les confédérations civiques ; les municipalités rebelles , que l'on vouloit rendre obéissantes en leur fournissant les moyens de séduire les armées mêmes dont on comptoit se servir pour les mettre en ordre ; toutes ces chimères d'une politique monstrueuse & funeste ne feront qu'aggraver la confusion même dans laquelle elles ont pris leur source. Il faudra du sang. Toutes les forces , de quelque nature qu'elles soient , sont si mal disposées ; toutes les autorités civiles & militaires sont tellement dénuées du sens le plus commun , qu'elles forceront à en répandre. On pourra venir à bout d'appaïser quelques défordres pour un tems & dans un endroit ; mais ils éclateront dans d'autres , parce que le mal est radical & intrinsèque. Tous ces plans , qui ont pour objet de mêler ensemble des soldats rebelles avec des citoyens séditieux , ne peuvent qu'affaiblir de plus en plus les liens de subordination du soldat vis-à-vis de ses officiers , & que donner en addition à la turbulence du citoyen & de l'homme du peuple , l'audace insolente du soldat. Pour

pouvoir compter sur une véritable armée , il faudroit que l'officier fût tout aux yeux du soldat , & que toute son attention , tout son respect & toute son estime fussent concentrés en lui. Les principales vertus des officiers seront dorénavant la douceur & la patience ; il faudra , pour qu'ils puissent conduire leurs troupes , qu'ils emploient tous les artifices des élections , & qu'ils se conduisent en candidats plutôt qu'en commandans. En effet , comme ce n'est que par ces procédés d'élection qu'ils pourront obtenir aucun pouvoir , l'autorité qui doit les y nommer est d'une grande importance.

On ne voit pas ce que vous pouvez faire en définitif ; & cela ne sera pas d'une grande importance , tant que les rapports étrangers & contradictoires qui existent entre votre armée & toutes les parties de votre république , aussi bien que les rapports embarrassés de ces parties entre elles , & de chacune d'elles avec le tout , resteront dans l'état où ils sont. Vous paroissez avoir donné au roi la nomination provisoire des officiers en première instance , sauf l'approbation de l'assemblée nationale. Les hommes qui ont un intérêt en vue , savent bien , dans leur poursuite , découvrir où est le vrai siège du pouvoir. Les officiers ne tarderont donc pas à savoir que c'est

celui à qui appartient une négative indéfinie ; qui accorde réellement les places. Les officiers seront donc obligés de ne regarder comme une route certaine de promotion que les intrigues qu'ils auront dans l'assemblée. Cependant, par votre nouvelle constitution, il faut qu'ils fassent leurs premières démarches à la cour. Cette double négociation, pour parvenir aux grades militaires, me semble d'une invention aussi parfaite que si l'on avoit étudié beaucoup pour faire en sorte d'introduire, dans l'assemblée elle-même, beaucoup de factions à l'occasion de ce vaste patronnage militaire ; & ensuite pour corrompre le corps des officiers par des factions d'une nature plus dangereuse encore pour la sûreté du gouvernement, quelle que soit sa forme, & pour opérer enfin la nullité de l'armée elle-même.

Ceux des officiers qui perdront, par le refus de l'Assemblée, l'avantage des promotions auxquelles la cour les destinoit, seront d'une faction opposée à celle de l'Assemblée ; & il fomenteront ce mécontentement dans le cœur de l'armée. D'un autre côté, les officiers qui, ayant réussi par le moyen de l'Assemblée, reconnoîtront qu'ils n'ont à la cour qu'une obligation secondaire, & qu'ils doivent tout à l'Assemblée, mépriseront nécessairement une

autorité qui fera tout-à-fait étrangère à leur promotion. Si pour éviter ces maux vous ne voulez adopter d'autre règle de promotion au commandement que celle de l'âge, vous aurez alors une armée de pure formalité; elle deviendra bien plus indépendante & bien plus semblable à une république militaire. Ce seroit le roi alors qui seroit l'instrument & non pas l'armée. Un roi ne peut pas être déposé à moitié. S'il n'est pas tout dans le commandement de son armée, il n'y est rien du tout. Quel peut être l'effet d'un pouvoir qui n'est placé que de nom à la tête de l'armée, & qui n'est pour cette armée ni un objet de reconnaissance, ni un objet de crainte? Un tel zéro n'est point propre pour l'administration d'un objet qui, parmi tous les autres, est encore le plus délicat, je veux dire, le commandement suprême du militaire. Il n'y a qu'une autorité personnelle, réelle, ferme, effective & agissante par elle-même, qui puisse convenir à cet emploi. Il est même dans l'esprit du militaire de rechercher par inclination le genre d'autorité qui est nécessaire à sa nature. Celle même de l'Assemblée s'altère & s'affoiblit en passant par le canal qu'elle a choisi. L'armée ne conservera pas de longs égards pour

une Assemblée qui n'agit que par un organe illusoire , & qui n'est que pour la montre. Elle ne voudra pas accorder sérieusement son obéissance à un prisonnier ; elle finira donc , ou par mépriser un vain appareil , ou par avoir pitié d'un roi captif. Ce dilemme deviendra de quelque importance , ou je serai bien trompé , dans les relations que vous avez établies entre le roi & votre armée.

On doit examiner en outre si une Assemblée telle que la vôtre , en supposant même qu'elle eût un autre organe pour transmettre ses ordres , est propre à inspirer l'obéissance & l'amour de la discipline dans une armée. Il est reconnu que , jusqu'à présent , les armées ont accordé une autorité bien précaire & bien incertaine à tous les sénats ou à l'autorité populaire ; & elles y seront bien moins disposées encore à l'égard d'une Assemblée qui ne doit durer que deux ans. Les officiers perdront totalement le caractère qui convient à des militaires , s'ils supportent avec une soumission parfaite , & s'ils voient avec admiration la domination de la chicane , & sur-tout s'ils sont obligés de renouveler sans cesse leurs hommages à une succession éternelle de ces hommes de chicane , dont les vues militaires (à supposer même qu'ils dussent en avoir) ,

seront aussi incertaines que leur durée sera passagère. D'après la foiblesse successive de l'autorité, & d'après la fluctuation qui lui sera propre, vous verrez que des factions tourmenteront & les officiers & l'armée, jusqu'à ce que quelque commandant populaire, qui connoisse bien l'art de manier l'esprit du soldat, & qui possède le vrai talent du commandement, attire sur lui seul les regards de tous; l'armée lui obéira alors en faveur de son mérite personnel. Il n'y a pas d'autre manière de s'assurer de l'obéissance militaire, dans l'état actuel où sont les choses. Mais au moment où cet événement arrivera, la personne qui commandera votre armée sera réellement votre maître, le maître (ce n'est pas dire beaucoup) de votre roi, le maître de votre assemblée, le maître de toutes vos républiques.

Comment l'assemblée est elle parvenue à obtenir le pouvoir dont elle jouit actuellement sur l'armée? Principalement, on n'en doute pas, en débauchant les soldats, & en les soulevant contre leurs officiers. Elle a commencé par la plus terrible opération. Elle a touché le point central, autour duquel se réunissent & reposent toutes les particules qui composent une armée. Elle a détruit ce principe de l'obéissance, précisément à cet anneau essentiel & critique

qui unit l'officier au soldat ; juste où commence la chaîne de la subordination militaire , dont dépend tout ce système. On dit au soldat qu'il est citoyen , & qu'il jouit des droits de l'homme & du citoyen. Le droit de l'homme , lui dit-on encore , est de se gouverner soi-même , & de ne se laisser donner de loix , que par ceux auxquels on a délégué la portion à laquelle on est appelé dans le gouvernement. Il très-naturel qu'il s'imagine qu'il doit plus qu'aucun autre avoir le droit de faire son choix , lui qui sera obligé de se soumettre à une obéissance plus sévère qu'aucun autre. Par conséquent il voudra probablement faire par système ce qu'il fait aujourd'hui par circonstance , c'est-à-dire , qu'il voudra exercer au moins une négative dans le choix de ses officiers. Quant à présent , on fait que les officiers ne sont que tolérés , & cela à cause de leur bonne conduite. Dans le fait , il y a déjà eu beaucoup d'occasions où ils ont été rejetés par leurs corps. Ceci est donc une seconde négative sur le choix du roi ; une négative aussi effective , au moins que celle qu'exercera l'assemblée. Les soldats savent déjà que l'on n'a pas trop mal accueilli dans l'assemblée la question qui a été proposée , de savoir si les soldats ne devroient pas avoir directement le choix de leurs officiers , ou au moins d'un certain nombre

d'entre eux. Quand on met en délibération de pareilles matières , il n'y a aucune extravagance à supposer que les soldats pencheront pour l'opinion qui sera la plus favorable à leurs prétentions. Ils ne supporteront pas qu'on puisse les croire de l'armée d'un roi prisonnier, tandis qu'il existe dans le même royaume une autre armée ; armée avec laquelle ils sont en fêtes & en confédérations, & qui est regardée comme l'armée libre d'une constitution libre. Ils jetteront les yeux sur cette autre armée plus permanente ; je veux dire sur l'armée municipale. Ils savent que ce corps élit ses propres officiers. Ils peuvent très bien ne pas être capables de discerner à raison de quelle différence ils ne pourroient pas élire un marquis de la Fayette (ou, quel est son nouveau nom) pour leur propre commandant ? Si cette élection d'un commandant en chef fait partie des droits de l'homme , pourquoi cela ne feroit-il pas partie des leurs ? Ils voient des juges de paix électifs , les autres juges électifs , les curés électifs , les évêques électifs , les municipalités électives , & les commandans de l'armée de Paris , électifs.—Pourquoi seroient-ils les seuls exclus ? Les hommes qui composent les braves troupes de la France , seroient-ils les seuls qui fussent incapables de juger du mérite militaire, & des talens nécessaires pour les commander en

chef ? Perdroient-ils les droits de l'homme , parce qu'ils sont salariés par l'état ? Ils sont eux-mêmes une partie de la nation , & ils contribuent à cette paye. Et le roi lui-même , & l'assemblée nationale elle-même , & tous ceux qui élisent l'assemblée nationale , ne sont-ils pas payés aussi ? Au lieu de voir que toutes ces personnes soient déchues de leurs droits , par la circonstance qu'elles reçoivent un salaire , ils voient au contraire que dans tous ces cas le salaire leur est donné pour exercer leurs droits. Toutes vos résolutions , tous vos décrets , tous les ouvrages de vos docteurs en religion & en politique , ont été industrieusement placés entre leurs mains , & vous croyez que les applications qu'ils choisiront dans vos doctrines & dans vos exemples , pour les adapter à leur propre situation , ne seront que celles qu'ils vous plaira de leur permettre ?

Tout dépend de l'armée dans un gouvernement tel que le vôtre. Car vous avez habilement détruit toutes les opinions , tous les préjugés , & autant que vous l'avez pu , jusqu'aux instincts mêmes qui sont le soutien des gouvernemens. C'est pourquoi au premier moment où il s'élèvera quelque différent entre l'assemblée nationale & quelque partie de la nation , vous serez obligés d'avoir recours à la force ; on ne vous a rien laissé de plus : ou plutôt vous ne vous êtes rien laissé

de plus à vous-mêmes. Vous croyez par le rapport de votre ministre de la guerre , que la distribution de l'armée est faite en grande mesure dans la vue d'une coercion intérieure (1). Vous êtes forcés à gouverner par le secours d'une armée; & vous avez infusé dans cette armée par laquelle vous réglez , aussi bien que dans tout le corps de la nation , des principes qui en peu de temps vous priveront du pouvoir d'en faire l'usage auquel vous l'aviez destinée. Vous voulez que le roi commande aux troupes de marcher contre le peuple (lorsqu' l'univers entier a entendu , ces mots sonnent encore à nos oreilles) , que les troupes ne devoient pas faire feu sur leurs concitoyens. Les colonies se donnent une constitution indépendante , & un commerce libre ; on ordonne qu'elles soient restreintes par le moyen des troupes. Dans quel chapitre de votre code des droits de l'homme pourront-elles lire qu'une partie de ces droits de l'homme est de voir leur commerce soumis au monopole & à beaucoup d'entraves , pour le seul profit des autres ? De même que les Créoles s'élèvent contre vous , les Nègres s'élèvent contre eux. Encore des troupes ?

(1) Courier François. 30 juillet 1790, Assemblée Nationale, no. 210.

— massacre , tortures , potences ! & ce sont-là vos droits de l'homme ! Ce sont-là les fruits de ces déclarations métaphysiques faites si impudemment , & si honteusement rétractées ! Il n'y a que peu de jours , que des fermiers , dans un de vos carrés , refusèrent de payer quelques natures de rentes au seigneur de la terre. En conséquence de cela , vous avez décrété que tous les habitans des campagnes continueroient à payer rentes & devoirs , excepté ce que vous aviez aboli comme onéreux. Et s'ils continuent à refuser ? alors vous ordonnerez au roi de faire marcher des troupes contre eux. Vous établissez des propositions métaphysiques qui font tirer des conséquences universelles , & ensuite vous vous efforcez de limiter la logique par le despotisme. Les chefs du présent système font connoître à tous les individus les droits qu'ils ont , comme hommes , de prendre des forteresses , de massacrer des gardes , de s'emparer de la personne des rois , sans la moindre apparence d'autorisation de la part de l'assemblée même , quoique ce corps législatif souverain fût siégeant alors au nom de la nation.

— Et après cela , ces mêmes chefs voudroient ordonner à ces mêmes troupes qui ont figuré dans ces désordres , d'aller exercer la force contre ceux qui n'agissent qu'en conséquence de leurs

principes , & qui ne font que suivre des exemples dont la bonté leur est garrantie par une approbation si encourageante.

Ces chefs enseignent au peuple à avoir en horreur & à rejeter la féodalité comme le barbarisme de la tyrannie , & ils veulent déterminer ensuite la portion de cette tyrannie barbare qu'il faut qu'il supporte avec patience. Il sont très-prodiges de lumières à l'égard des abus ; mais ils en répandent fort peu sur les moyens de les réparer. Le peuple sait que non-seulement certains cens & certains devoirs personnels que vous lui avez permis de racheter (sans cependant lui fournir de l'argent pour ce rachat) sont très-peu importants en comparaison des autres charges sur lesquelles vous n'avez pris aucunes mesures. Il sait que presque toutes les propriétés foncières tenoient dans leur origine au système féodal ; que c'est le résultat de la distribution des possessions des propriétaires originaires , faite par un conquérant barbare à ses instrumens barbares ; & il sent très-bien que les effets les plus nuisibles de la conquête , sont les rentes de toute espèce , imposées sur les terres , comme en effet cela est sans aucun doute.

Les paysans , en toute probabilité , sont les

descendans de ces anciens propriétaires romains ou gaulois. Mais s'ils ne peuvent pas bien établir la ligne de leur descendance, à la manière des antiquaires & des jurisconsultes, ils font retraite dans la citadelle des droits de l'homme. Là ils trouvent que tous les hommes sont égaux; & dès-lors la terre, cette bonne mère, égale pour tous, ne doit pas être accumulée dans de certaines mains pour nourrir le luxe & l'orgueil de quelques hommes, qui, par la nature, ne sont pas meilleurs qu'eux, & qui, s'ils ne travaillent pas pour gagner leur pain, ne valent pas autant. Ils trouvent par les loix de nature, que celui qui occupe, ou que celui qui s'est emparé du sol, en est le vrai propriétaire; qu'il n'y a pas de prescription contre la nature; & que les arrangemens (lorsqu'il y en a d'existans) qui ont été passés avec leurs seigneurs pendant le temps de l'esclavage, font seulement l'effet de la force, & que lorsque le peuple rentra dans les droits de l'homme, tous ces traités devinrent aussi nuls que tout le reste de ce qui avoit été fait, sous le règne de l'ancienne tyrannie féodale & aristocratique. Ils vous diront qu'ils ne voyent pas de différence entre un fainéant à chapeau à cocarde nationale, & un fainéant en capuche ou en rochet.

rochèr. Si vous fondez le titre de vos revenus sur l'héritage & sur la prescription, ils vous disent d'après le discours de M. Camus, publié pour leur instruction par ordre de l'assemblée, que les choses qui ont mal commencé ne peuvent jamais se prévaloir de la prescription; que le titre de ces seigneurs étoit vicieux dans son origine, & que la force est au moins aussi mauvaise que la fraude. Quant au titre par héritage, ils vous diront que la succession de ceux qui ont cultivé la terre, est la vraie généalogie de la propriété & non pas des parchemins pourris & de fottes substitutions; que les seigneurs n'ont joui que trop longtemps de leurs usurpations, & que s'ils accordent quelque charitable pension à ces moines laïques, ils devroient être bien reconnoissans de la bonté des vrais propriétaires qui se conduisent si généreusement envers ces faux prétendans à leurs propriétés.

Lorsque les payfans vous payeront avec cette monnoie sophistique frappée à votre coin, vous la décrierez & vous trouverez qu'elle est de mauvais aloi, & vous décréterez que pour l'avenir on les fera payer avec des gardes françoises & des dragons. Vous mettrez en avant, pour les ramener à la raison, cette autorité de la seconde

main de ce roi que vous avez réduit à n'être qu'un instrument de destruction, sans qu'il ait aucun pouvoir de protéger le peuple, ni même sa propre personne. Vous vous flattez que par lui vous les forcerez à l'obéissance ; mais ils vous répondront : vous nous avez appris qu'il n'y avoit point de gentilshommes ; & quel est celui de vos principes qui nous apprend à fléchir sous des rois que nous n'avons pas élus ? Nous savons, sans avoir besoin de vos leçons, que les terres avoient été concédées pour le soutien du service féodal, dans toute la gradation de ses titres & de ses fonctions.

Lorsque vous anéantissez la cause comme un grief, pourquoi l'effet qui nous grève le plus subsisteroit-il ? Puisqu'il n'y a plus aujourd'hui ni honneurs héréditaires, ni familles distinguées, pourquoi serions-nous condamnés à maintenir des choses que vous avez condamnées à ne plus avoir d'existence ? Vous avez dégradé nos anciens seigneurs aristocrates, pour nous les renvoyer ensuite avec le seul titre de maltotiers autorisés par vous. Avez-vous fait quelques efforts pour nous rendre respectables ceux à qui nous serons obligés de payer ainsi des rentes ? Non, vous nous les avez renvoyés avec leurs armoiries renversées, leurs écussons brisés, leurs cou-

leurs effacées, & tellement déplumés, dégradés & métamorphosés, si parfaitement semblables à l'animal à deux pieds sans plumes, que nous ne pouvons plus les reconnoître ; ils ne portent même plus les noms de nos anciens seigneurs. Physiquement, ils peuvent être les mêmes hommes ; & encore, d'après vos nouvelles doctrines philosophiques sur l'indépendance personnelle, cela n'est-il pas bien certain ? Sous tous les autres rapports ; ils sont totalement changés. Nous ne voyons pas pourquoi nous n'aurions pas un droit aussi légitime de leur refuser leurs rennes, que vous en avez eu un pour abroger tous leurs titres & toutes leurs distinctions honorifiques ? Nous ne vous avons nullement chargés de faire tout cela ; & cet exemple de l'usurpation d'un pouvoir qui ne vous avoit point été délégué, est un des mille que l'on pourroit vous citer.

Nous voyons les bourgeois de Paris, à l'aide de leurs clubs, de leurs attroupemens, & de leurs gardes nationales, vous conduire à leur gré, & vous dicter les lois que vous nous dictez à votre tour. Par votre entremise, ces messieurs disposent de la vie & de la fortune du reste des Français. Pourquoi ne feriez-vous pas autant d'attention aux desirs des laborieux cultivateurs,

en ce qui concerne leurs redevances, objet qui les touche de la manière la plus sérieuse, que vous n'en prêtez aux demandes de ces bourgeois insolens, par rapport aux distinctions & aux titres honorifiques, qui ne les intéressent pas plus que nous ? mais nous nous appercevons que vous avez plus d'égards pour leurs fantaisies que pour nos besoins. Les droits de l'homme comprennent-ils l'obligation de payer tribut à ses égaux ? Avant que vous nous les eussiez fait connoître, nous aurions pu croire qu'il ne régnoit pas entre tous les hommes une égalité parfaite. Nous aurions pu continuer à entretenir en leur faveur nos vieux préjugés habituels & insignifiants ; mais la loi que vous avez faite, ne nous présente aucun autre objet, que le but de détruire toute espèce de respect à leur égard. Ne nous auriez-vous donc défendu de leur continuer nos vieilles formes respectueuses, que pour nous envoyer ensuite des troupes ; que pour nous soumettre, à coups de sabre & de bayonnettes, au joug de la crainte & de la force, après nous avoir défendu de céder à la douce autorité de l'opinion.

Le ridicule & la grossièreté de tous ces raisonnemens, sont frappans pour tous les esprits raisonnables ; mais ils doivent paroître très-concluans & très-solides à ces métaphysiciens

politiques, qui ont ouvert des écoles de sophisme, & qui n'ont travaillé que pour favoriser l'anarchie.

Il est évident que la seule considération du droit, n'auroit pas empêché les chefs de l'assemblée de supprimer toutes les rentes, en même temps qu'ils abolissoient les titres & les marques d'honneur.

Ils n'auroient fait en cela que suivre la marche de leurs raisonnemens, & compléter l'analogie de leurs opérations. Mais ils venoient de s'emparer d'une grande masse de propriétés territoriales, par voie de confiscation. C'étoit une marchandise dont il falloit se défaire, & ils auroient perdu tout l'avantage de la vogue, s'ils avoient permis aux cultivateurs, des petites débauches de spéculations dans le genre de celles auxquelles ils venoient de s'abandonner eux-mêmes jusqu'à l'ivresse. Les propriétés, de quelque nature qu'elles soient, n'ont plus d'autres sécurités que les intérêts relatifs de leur rapacité. Leur bon plaisir arbitraire enfin, est la seule règle qui détermine quelles sont les propriétés qu'il faut protéger; quelles sont celles qu'il faut bouleverser.

Ils n'ont pas mieux pourvu aux principes qu'ils pourroient soumettre toutes leurs municipalités à

l'obéissance, ou même leur faire un devoir de ne point se séparer du tout, pour se joindre d'elles-mêmes avec quelque'autre puissance. Je crois avoir entendu dire que la ville de Lyon avoit dernièrement refusé de payer les impôts. Pourquoi ne le feroit-elle pas ?

Quelle autorité légale existe encore pour les contraindre ? quelques uns de ces impôts ont été mis par la loi. Les plus anciens l'avoient été par les anciens états-généraux, organisés par ordres. Ne pourroit-elle pas dire à l'assemblée : qui êtes vous, vous qui n'êtes pas nos rois ? vous qui n'êtes pas les états-généraux que nous avons élus ; vous enfin qui ne siégez plus d'après les principes par lesquels nous vous avons élus.

Et nous, qui voyons que l'on a mis la gabelle en déroute, quoique vous eussiez ordonné le paiement de ses droits ; qui voyons la désobéissance commise, ratifiée ensuite par vous-mêmes, pourquoi ne serions nous pas d'aussi bons juges de ce que nous devons, ou ne devons pas payer ; pourquoi ne nous aiderions-nous pas des mêmes pouvoirs dont vous avez reconnu la validité dans ceux qui avoient fait comme nous ? A cela l'on répond : nous vous enverrons des troupes. *L'ultima ratio regum* est toujours la première avec votre assemblée. Elle pourra faire usage de

cette force militaire tant que l'impression de l'augmentation de la paye fera encore son effet, & autant que pourra durer la petite vanité de paroître l'arbitre de toutes les querelles. Mais cette arme infidelle crevera bientôt dans la main qui s'en sert. Comment se fait-il que l'assemblée, lorsqu'elle tient & soutient par-tout des écoles, où par système, où avec une persévérance infatigable, on enseigne tous les principes & l'on forme toutes sortes de projets pour la destruction de l'esprit de subordination soit civile soit militaire; comment se fait-il, dis-je, qu'elle puisse se flatter de maintenir dans l'obéissance un peuple anarchique par le secours d'une armée anarchique?

L'armée municipale qui, suivant la nouvelle politique, doit contrebalancer l'armée nationale, considérée en elle-même, est d'une constitution plus simple, & à tous égards moins susceptible d'observations. C'est tout simplement un corps démocratique, qui n'a aucune relation avec le pouvoir du roi; un corps qui est armé, discipliné, officiéré (*) à la fantaisie des différens

(*) L'auteur a été obligé de créer ce mot (officiéré), parce qu'il n'en a pas trouvé pour exprimer ce nouveau rang donné aux charpentiers, aux tailleurs, aux cordonniers, &c. de la capitale.

districts auxquels chacun appartient ; & la direction du service personnel, où des amendes qu'il faut payer quand on se fait remplacer, appartient à la même autorité (*). Rien n'est plus naturel, mais si vous considérez ces établissemens sous leur rapport avec la couronne, avec l'assemblée nationale, avec les tribunaux publics, ou avec l'autre armée, ou bien, si vous les considérez sous le rapport de la connexité qu'ils peuvent avoir les uns avec les autres, rien ne vous paroîtra plus monstrueux, & il est impossible que tous les mouvemens embarrassés de cette machine, ne produisent pas quelque grande calamité nationale, qui sera la conclusion & la fin de tous ses mouvemens embarrassés. Ce moyen préservatif d'une constitution générale, est plus mauvais que le systasis de la Crète,

(*) On voit dans le compte donné par M. Necker, que la garde nationale de Paris a reçu, indépendamment des sommes d'argent qui ont été levées sur les particuliers de cette ville, environ 145,000 liv. sterling, pris sur le trésor public. Je n'ai pas pu discerner s'il annonçoit ce que seroit annuellement cette dépense, ou s'il rendoit compte de ce qu'il en avoit coûté pour les neuf mois seulement qui s'étoient écoulés. Au surplus, cela importe peu, puisqu'elle est maîtresse de prendre ce qu'il lui plaira.

que la confédération de la Pologne, ou que tous les autres mauvais correctifs qui ont été imaginés jusqu'à ce jour pour remédier aux maux enfantés par les vices de construction des mauvais gouvernemens.

Ayant terminé le peu de remarques que j'avois à faire sur la constitution du pouvoir suprême, du pouvoir exécutif, judiciaire & militaire, & sur les rapports réciproques de ces établissemens entre eux, je vais parler du talent que ces législateurs ont déployé à l'égard du revenu public.

Quant à l'intelligence financière, ou à l'habileté politique qu'ils ont déployés dans cette partie de leur conduite, ils en ont fourni moins de traces encore (s'il étoit possible) que dans tout le reste de leurs opérations. Lorsqu'on a assemblé les états-généraux, il sembloit que le grand & principal objet étoit de perfectionner le système du revenu public; d'en étendre la recette, d'en supprimer tout ce qui étoit vexatoire & oppressif, & de l'établir sur le meilleur pied. L'Europe entière avoit conçu les plus grandes espérances à cet égard; de cet arrangement important dépendoit la chute ou l'élévation de la France, quant à moi, je pensai; avec raison, que ce seroit là la meilleure épreuve qui pourroit

nous faire juger du savoir & du patriotisme des chefs de votre assemblée. Le revenu d'un état est l'état lui-même. Dans le fait, tout en dépend, soit pour son soutien, soit pour ses réformes; la dignité de chaque occupation dépend totalement de l'étendue ou de la nature de la vertu qu'elle requiert. Comme toutes les grandes qualités de l'esprit qui opèrent dans l'ordre public (& ces qualités ne sont pas purement subjuguées & passives ,) ont besoin de force pour se déployer , j'allois presque dire pour leur existence in-équivoque, le revenu public, qui est la source de toute force, devient aussi, en administration, la sphere d'autorité des vertus publiques. Les vertus publiques étant de leur nature sublimes & élevées, destinées à de grandes choses & occupées de grands intérêts, elles ont besoin d'espace & d'étendue, & elles ne peuvent s'élever & s'accroître ni sous le poids des entraves, ni dans des positions retrécies, bornées & avilissantes. Ce n'est donc qu'à l'aide du revenu public seul que le corps politique peut agir avec le véritable génie & le véritable caractère qui lui est propre; & par conséquent, il déploiera autant de sa vertu collective, & autant de cette vertu qui est propre à ceux qui le mettent en action, qui en sont comme la vie

& le guide, autant dis-je, & dans la même proportion qu'il possédera de ce juste revenu public. Car, c'est non-seulement de l'abondance de cette distribution du revenu public, que la magnificence, la libéralité, la bienfaisance, la force, la prévoyance & tous ces excellens moyens protecteurs tirent leur substance & leur principe d'autorité; mais ils ne sont pas moins favorables à la continence, au défintéressement, au labeur, à la vigilance, à la frugalité, & à toutes les autres vertus dans lesquelles l'esprit se montre supérieur à l'idée d'un gain quelconque. Ce n'est donc pas sans raison que la science théorique & pratique de la finance, laquelle a besoin du secours de tant d'autres lumières correspondantes & accessaires, occupe un rang élevé, non seulement dans l'esprit des hommes ordinaires, mais même dans celui des meilleurs & des plus sages; & comme cette science s'est aggrandie, dans la proportion de l'accroissement de son objet, la prospérité & la fortune des nations se sont accrues aussi, en même temps que leurs revenus; & l'un & l'autre continueront à s'accroître & à fleurir, autant & aussi long-temps que l'on maintiendra dans une proportion juste & réciproque, & que l'on conservera dans une correspondance étroite les

objets qui sont à balancer entre l'état & les individus; savoir : d'un côté, les moyens partiels d'acquérir, & de l'autre, les moyens collectifs de jouir du produit de tous les efforts communs : & peut-être n'est-ce qu'à la grandeur des revenus, & à l'urgence des besoins de l'état que l'on doit la découverte des abus dans l'administration des finances, & la connoissance plus parfaite que l'on a acquise de leur véritable théorie; ensorte qu'il seroit possible qu'un moindre revenu fût une chose plus fâcheuse dans une époque, qu'un plus grand ne l'auroit été dans une autre, la richesse proportionnelle de l'état demeurant toujours la même. Dans cet état des choses, l'assemblée nationale trouva dans ses revenus des parties à conserver, d'autres à protéger & à administrer avec sagesse; d'autres aussi, qu'il falloit abroger & détruire. Je me bornerai à considérer quels sont les devoirs les plus simples qui se présentent à l'esprit d'un financier ordinaire, & dans la recherche que je vais faire de leur habileté financière, je bornerai là mes épreuves; je ne m'élèverai pas jusqu'aux modèles d'une perfection idéale, quoique leur présomption orgueilleuse soit bien propre à justifier des épreuves plus sévères.

Les devoirs d'un financier sont donc de s'af-

sur un ample revenu ; de l'obtenir par des impôts justes & également répartis ; d'en faire une disposition économe ; & lorsque les besoins publics l'obligent à faire usage du crédit, d'en assurer les bases, dans une telle occasion, & pour toutes les autres, sur l'évidence, & sur la candeur de ses procédés, sur l'exactitude de ses calculs, & sur la solidité de ses engagements. Nous pouvons, d'après ces points fondamentaux, prendre un aperçu du mérite & du talent de ceux qui, dans l'Assemblée nationale, se sont emparés de la conduite de ces intérêts épineux. Loin de trouver que le revenu public se soit accru dans leurs mains, nous voyons dans un rapport du comité des finances, fait par M. Vernier, le 2 août dernier, que le revenu national, comparé à ce qu'il étoit avant la révolution, étoit alors diminué de deux cents millions, ou *huit millions sterling*, ce qui est beaucoup plus que le tiers au total !

Si c'est là le résultat d'une grande habileté, il faut convenir que jamais habileté ne s'est manifestée d'une manière plus distinguée, & que jamais elle n'a eu des effets plus puissans. L'expérience la plus grossière, l'incapacité la plus vulgaire, la négligence la plus volontaire, le crime même le mieux combiné, ni la corruption, ni le péculat, ni même aucunes des husti-

lités directes que nous avons vues dans le monde moderne ; n'auroient pu dans un espace de temps aussi court , opérer un bouleversement aussi complet dans les finances , ni mieux détruire en même temps la force publique d'un grand royaume--
Cedo qui vestram rempublicam tantam amissis tam citò () ?*

Dès le commencement de l'assemblée , les sophistes & les déclamateurs commencèrent par décrier l'ancien système du revenu public dans plusieurs de ses branches les plus importantes , tel que le monopôle public du sel ; ils l'accusèrent avec autant de raison que d'imprudence , d'être mal imaginé , oppressif & injuste. Ils ne se bornèrent pas à faire entrer ces observations dans les discours préliminaires de quelque plan de réforme ; mais ils consignérent cette déclaration (comme si elle étoit un jugement) dans un décret solennel rendu sur ce sujet , & ils le firent circuler dans tout le royaume. En même-temps qu'ils rendoient ce décret , ils ordonnèrent avec la même gravité , que l'on continueroit de payer cette même taxe qu'ils venoient de déclarer absurde , op-

(*) *Cicero pro Emmio*. Cette question étant adressée à la France par un anglais , qui voudra , dans ce pays , lui faire la réponse qui se trouve à la suite de cette citation ? *Proveniebant oratores novi , stulti , adolescentuli. &c. &c. &c.*

pressif & injuste , jusqu'à ce qu'ils pussent trouver une autre maniere de suppléer à cette branche de revenu.

La conséquence étoit inévitable : les provinces qui avoient été jusqu'à ce jour exemptes de la gabelle , provinces parmi lesquelles il en étoit qui supportoient d'autres contributions peut-être équivalentes , n'étoient nullement disposées à supporter aucune partie d'une charge qui , par une répartition égale , devoit soulager toutes les autres provinces. Quant à l'assemblée , absorbée dans ses travaux pour la déclaration & la violation des droits de l'homme , & dans tous ses plans pour établir une confusion générale , elle n'eut jamais le loisir , ni le talent , ni l'autorité de produire aucun plan d'aucune espèce , relatif au remplacement de cette taxe & à sa juste répartition , ni d'accorder aux provinces les compensations qu'elles réclamoient , ni de préparer leurs esprits à adopter aucun plan de conciliation avec les districts qu'il s'agissoit de soulager.

Le peuple des provinces de gabelle , qui avoit gémi long-temps sous le poids de cette taxe JUGÉE par l'autorité même de ceux qui le condamnoient à la payer encore , sentit bientôt toute sa patience épuisée. Il se crut aussi expert en démolition que l'assemblée elle-même pouvoir l'être. Il prit donc le parti de se procurer à lui-

même ce soulagement ; & , par le fait , il abolit la gabelle. Il résulta de ces exemples encourageans , que dans tous les districts ou dans leurs divisions , chacun devenant le juge de ses surcharges , d'après ses impressions , & de leur remède d'après son opinion , ils firent tout ce qui leur plut à l'égard des autres impôts. Nous sommes parvenus au moment d'examiner comment ils se sont conduits pour déterminer l'égalité des impositions , leur proportion avec les moyens de chaque citoyen , & sur-tout pour faire en sorte de charger le moins possible cette partie active du capital , qui est destinée & employée à créer la fortune des particuliers , de laquelle doit dériver ensuite la fortune publique. En accordant à tous les districts , & de plus aux individus dans chaque district , la liberté de juger de la partie du revenu public , à laquelle il leur plairoit de contribuer , ce ne sont pas de meilleurs principes d'égalité qu'on a vu éclore ; mais une nouvelle inégalité des plus oppressives. Il n'y a plus eu d'autre règle de paiement que la volonté. Les parties du royaume qui étoient les plus soumises , les mieux réglées , les plus attachées à la chose publique , supportoient tout le fardeau de l'état. Rien ne tourne plus à l'oppression & à l'injustice, qu'un

qu'un gouvernement foible. Que pouvoit faire un gouvernement sans autorité, pour suppléer à la fois à la perte des anciennes impositions & à celles de toute nature auxquelles il falloit s'attendre ? L'assemblée nationale eut recours à une bienveillance volontaire, à une contribution du quart du revenu de tous les citoyens, en laissant à leur honneur seul le mérite de l'exactitude dans leur estimation. Ils obtinrent quelque chose de plus qu'on ne pouvoit raisonnablement y compter ; mais quel qu'ait été le produit de cette contribution, il s'en faut de beaucoup qu'il ait été proportionné à leurs besoins, & encore moins avec la haute idée de leur attente. Des gens sensés auroient fondé peu d'espérance sur une taxe présentée ainsi sous la forme de la bienveillance ; taxe foible, sans effet, & inégale ; taxe à laquelle peuvent se soustraire le luxe, l'avarice & l'intérêt personnel, pour en laisser tout le fardeau sur les capitaux productifs, sur l'intégrité, sur la générosité & sur l'esprit public ; taxe réglementaire imposée sur la vertu. Le masque est à la fin tombé, & aujourd'hui ils sont occupés à chercher (avec peu de succès) des moyens d'arracher par la force, le produit de ce qu'ils demandoient à titre de bienveillance.

Cette bienveillance patriotique, cet enfant râkitique de leur foiblesse, devoit être soutenu par une autre ressource, le frère jumeau de la même imbécillité prolifique. Les dons patriotiques devoient suppléer au défaut de la contribution patriotique. *John d'Oe* devoit servir de caution à *Richard Rue* (1). D'après ce plan, ils reçurent des choses qui avoient une grande valeur pour ceux qui les donnoient, & qui n'en avoient qu'une bien faible pour ceux qui les recevoient. Ils ont ruiné plusieurs branches de commerce; ils ont pillé les ornemens de la couronne, la vaisselle des églises, & le peuple de ses ornemens personnels. Ces inventions de tous ces jeunes prétendans à la liberté n'étoient rien moins que des imitations serviles d'une des plus misérables ressources d'un despotisme radotant. Ils ont pris dans toutes

(1) Manière de dire assez plaisante en Angleterre, lorsque l'on veut faire allusion à la grande confiance que méritent les cautions fictives, dont un emploie seulement les noms dans les procès de trop peu de valeur pour mériter des cautions réelles. Les noms ci-dessus, sont de même que ceux de *Titius* & de *Mævius* employés dans les écoles de droit, & dans les espèces sur lesquelles on s'exerce.

les antiquailles de la fripperie de Louis XIV. une de ses plus vieilles perruques à grande chevelure, pour couvrir le front déjà chauve de la jeune Assemblée nationale. Ils mirent encore au jour cette extravagance de la vieille mode, dont l'erreur avoit été si complètement développée dans les Mémoires du duc de Saint-Simon, & qui n'avoit plus besoin d'aucune démonstration aux yeux des gens raisonnables. Je me rappelle que sous le règne de Louis XV on a fait une tentative du même genre ; mais dans aucun temps elle n'a répondu à son objet. Cependant, à ces différentes époques, les besoins occasionnés par des guerres ruineuses avoient pu servir de prétexte à ces projets désespérés. Les résolutions prises dans le malheur sont rarement le fruit de la sagesse ; mais aujourd'hui aviez-vous quelque raison pour vous abandonner à la volonté des autres & à la providence ? C'est dans les temps d'une profonde paix, qui avoit déjà duré cinq ans, & qui promettoit de durer beaucoup plus, que leur désespoir les a fait recourir à ces bagatelles. Ils pouvoient d'avance être assurés qu'en s'amusant, dans la situation sérieuse où ils étoient, avec tous ces colifichets & ces joujoux de la finance, dont les détails ont rempli plus de la moitié de leurs

Journaux , il en résulteroit , pour leur réputation , un tort que le produit de toutes ces bagatelles ne pourroit jamais compenser. Pour adopter de pareilles mesures , il faut , ou qu'ils aient méconnu la position dans laquelle ils étoient , ou qu'ils fussent bien au-dessous de leurs besoins. Quelle que soit , au surplus , la vertu de ces inventions , il est certain qu'on n'aura plus recours aux dons patriotiques , ni aux contributions patriotiques. Les ressources de la folie publique sont bientôt épuisées. Toutes leurs idées sur le revenu public se sont bornées à employer des ruses de toute espèce , pour présenter l'apparence momentanée d'un grand réservoir bien rempli , tandis qu'en même temps ils coupoient toutes les sources vives , & toutes les fontaines abondantes qui devoient fournir au revenu annuel. Le compte que M. Necker a rendu il n'y a pas long-temps , devoit , sans aucun doute , être favorable. Il présente un apperçu flatteur des moyens de faire aller la chose pour le cours de l'année ; mais il exprime , & naturellement il devoit le faire , quelques craintes pour celle qui devoit suivre. Au lieu de prendre en considération ce dernier pronostic de M. Necker , d'en examiner les bases , & de prendre par avance de sages précautions pour prévenir le

danger dont on étoit menacé, ce ministre a reçu, par l'organe du président de l'Assemblée, une forte de réprimande amicale.

Quant à leurs autres plans d'impositions, il est impossible d'en parler avec quelque certitude, parce qu'ils n'ont pas encore été arrêtés; mais personne n'imaginera qu'ils puissent jamais remplir d'une manière sensible le vide immense que les revenus éprouvent par le fait de leur incapacité. Quant à présent, les espèces disparaissent chaque jour davantage de leur trésor public, & il regorge de valeurs artificielles. C'est dans une telle position, lorsque l'on ne peut trouver que du papier soit au-dehors soit au-dedans; papier qui n'est pas le représentant de l'opulence, mais de l'indigence; qui n'est pas le fruit du crédit, mais le produit de la force, qu'ils imaginent que nous devons à notre banque, en Angleterre, la prospérité dont nous jouissons; au lieu de penser que l'existence de cette banque est bien plutôt l'effet de l'état florissant de notre commerce, de la solidité de notre crédit, & de l'absence totale de toute idée de l'intervention du pouvoir dans toutes ses opérations. Ils oublient qu'en Angleterre, ne fût-ce que pour un shelling, l'on n'y recevrait que par choix du papier-monnaie; que tout celui que

nous avons n'est que la valeur représentative de sommes réelles existantes en argent & déposées en nature ; qu'on peut le convertir encore en argent , sans la moindre perte , à volonté & à la minute. — Notre papier a une grande valeur dans le cours du commerce , parce qu'il n'en a aucune aux yeux de la loi. Il est tout-puissant à la bourse , parce qu'il est sans force à Westminster-Hall. Un créancier peut refuser d'accepter en paiement , pour une dette de vingt shellings , tout le papier de la banque d'Angleterre. Jamais parmi nous aucune sûreté publique quelconque , & de quelque nature qu'elle soit , ne nous est présentée de force par l'autorité. Dans le fait , il seroit aisé de démontrer que notre papier-monnoie , au lieu de diminuer le nombre réel de nos espèces , a plutôt une tendance à l'augmenter ; qu'au lieu d'être un supplément pour l'argent , il en facilite l'entrée , la sortie & la circulation ; qu'il est enfin le symbole de la prospérité , & non pas le signal de la détresse. Jamais , dans ce pays , la disette du numéraire , ou la trop grande affluence du papier , n'a été un sujet de plainte.

A la bonne heure ! mais du moins , le retranchement des dépenses prodigues , & l'économie qui a été établie par une sage & vertueuse assem-

blée , procurent des améliorations qui combleront en partie les pertes sur la recette. Dans ceci , ils ont rempli les devoirs du financier. — Ceux qui parlent ainsi , ont-ils donné quelque attention aux dépenses de l'assemblée nationale elle-même , des municipalités , de la ville de Paris , de l'augmentation de la paie des deux armées , de la nouvelle police , des nouveaux tribunaux judiciaires ? Ont-ils même exactement comparé la liste actuelle des pensions , avec l'ancienne ? Tous ces politiques ont été cruels , & non pas économes. Je crois que si l'on comparoit l'état ancien des dépenses avec leurs accessoires , & des revenus de cet ancien gouvernement prodigue ; avec les nouveaux revenus & les nouvelles dépenses de ce nouveau système de gouvernement , l'avantage de la comparaison ne seroit certainement pas en faveur du dernier (1).

(1) Le lecteur s'appcevra que je n'ai fait que toucher légèrement , (mon plan n'en exigeant pas davantage) l'état des finances de la France , sous le rapport de tous les avantages qui en dépendent. Quand j'aurois voulu pénétrer ce sujet plus avant , j'aurois manqué des matériaux nécessaires. Je renvoie le lecteur sur ce sujet au livre de M. de Calonne , & au tableau effrayant qu'il a fait du pillage & de la dévastation que les présumptueuses & bonnes intentions de l'ignorance & da

Je n'ai plus à examiner maintenant que les preuves de talent financier que les *faiseurs* François ont données lorsque ce n'étoit pas sur le crédit qu'ils avoient à lever leurs ressources. Je suis cependant forcé de m'arrêter ici ; car de crédit, ils n'en ont point à proprement parler. Celui de l'ancien gouvernement n'étoit assurément pas le meilleur ; mais il pouvoit toujours, d'une manière ou d'une autre, attirer à lui quelque argent, sinon celui de son propre pays, du moins, celui de beaucoup de contrées de l'Europe où l'on avoit des capitaux accumulés ;

l'incapacité, ont occasionnés dans les revenus publics & dans toutes les autres affaires de la France. Confiez la plénitude du pouvoir à de telles causes, & elles produiront toujours de tels effets. Après avoir parcouru ce détail avec assez d'exactitude, peut-être même avec trop de rigueur, & mis à l'écart tout ce qui pourroit n'être attribué qu'au ministre de la finance hors de place ; tout ce que ses ennemis pourroient n'attribuer aussi qu'au desir de tirer avantage dans sa propre cause, des circonstances actuelles, je crois que l'on trouvera, comme moi, que la France ne pouvoit pas fournir à ses dépens, une plus importante leçon à tout le genre humain, pour l'avertir d'être dorénavant en garde contre l'esprit entreprenant de tous les novateurs. --

& le crédit de ce gouvernement avoit journellement augmenté. L'on devoit supposer que l'établissement d'un système de liberté lui procureroit une nouvelle force ; & cet effet auroit été certain , si l'on eût établi un système de liberté. Quelles offres ce prétendu gouvernement libre a-t-il reçues de la Hollande, de Hambourg, de la Suisse, de Genève & de l'Angleterre pour son trafic de papier ? Pourquoi ces nations économes & commerçantes contractoient-elles quelques obligations d'argent avec un peuple qui s'efforce à renverser la nature de chaque chose ; avec une nation, chez laquelle le débiteur prescrit à son créancier, la bayonnette sur l'estomac, le moyen dont il veut s'acquitter avec lui, qui se libere d'un engagement par un autre ; qui se fait une ressource de sa pénurie, & qui solde ses intérêts avec ses chiffons ?

Leur confiance fanatique dans le pillage tourpuissant de l'église, a détourné ces philosophes de tous les autres soins qu'ils auroient pu donner à la chose publique, exactement de même que le rêve de la pierre philosophale entraîne ceux qui se laissent séduire par les illusions de la philosophie hermétique, à négliger tous les moyens raisonnables d'augmenter leur fortune.

Ces philosophes financiers ont cru qu'ils guériroient tous les maux de l'état avec leur médecine universelle, composée de la momie de l'église. Ces messieurs, peut-être, ne croient pas beaucoup aux miracles de la piété ; mais on ne peut pas douter qu'ils n'aient une foi imperturbable dans les prodiges du sacrilège. Sont-ils pressés par une dette ? Emission d'*assignats* : ont-ils à rembourser ceux qu'ils ont ou volés ou dépouillés de leurs offices ? *assignats*. Faut-il armer une flotte ? *Assignats*. Si seize millions sterling de ces *assignats* répandus dans le public, ne suffisent pas pour satisfaire aux nécessités de l'état, devenues plus pressantes que jamais : faites pour trente millions sterling d'*assignats*, dit l'un ; faites en pour quatre vingt millions de plus, dit un autre. La seule différence qu'il y a entre toutes leurs factions financières, ne porte que sur la quantité plus ou moins grande d'*assignats*, dont il faut accabler le public. Ce sont tous des professeurs d'*assignats*. Ceux même parmi eux qui sont le plus doués d'un bon sens naturel, qui ont des connoissances de commerce, & qui ne sont point égarés par la philosophie, finissent leurs argumens en proposant une émis-

sion d'*assignats*. Je suppose que c'est par nécessité qu'ils parlent d'*assignats*, & que sans cela, leur langage ne seroit pas compris. Ils ont beau éprouver l'inefficacité de leur moyen, cela ne les décourage pas. Les anciens *assignats* sont-ils tout-à-fait décriés sur la place ? Quel en est le remède ? Emission d'*assignats* tous neufs. *Mais, si maladia, opiniatra, non vult se guarire, quid illi facere ? Assignare, postea assignare, ensuite assignare.* J'ai un peu altéré mon texte. Le latin de vos présens docteurs peut être meilleur que celui de votre ancienne comédie. Leur sagesse est égale à la variété de leurs ressources. Ils n'ont pas plus de notes dans leurs chants que le coucou ; quoiqu'au lieu d'avoir le moëlleux du gozier de cet avant-coureur de l'été, & de l'abondance, leurs voix soient aussi rauques & d'un aussi funeste présage que celle du corbeau.

Queis autres, que des aventuriers en philosophie & en finance, pouvoient avoir l'idée de détruire le revenu fixe de l'Etat, la seule sécurité du crédit public, dans l'espérance de la reconstruire à neuf avec tous les matériaux d'une propriété confisquée ? Si cependant un pieux & vénérable prélat (un saint père de l'église par

anticipation (1), entraîné par un zèle excessif pour l'Etat, étoit entraîné à piller son propre ordre; & pour le bien de l'église & du peuple, à se charger de remplir la place de grand financier des confiscations, & de contrôleur général du sacrilège; il faudroit, à mon avis, que lui & tous ses coadjuteurs montraissent, dans leur conduite subséquente, qu'ils connoissent quelque chose aux fonctions dont il se sont emparés. Après avoir pris la résolution de faire tomber dans le *fisc* une certaine portion des propriétés territoriales de leur patrie, nouvellement conquise par eux, leur devoir alors étoit de procurer à leur banque un fond réel de crédit; autant du moins qu'une telle banque pouvoit être capable d'en avoir aucun.

On a regardé jusqu'à présent comme difficile, pour le moins, d'établir sur une *banque territoriale*, quelle que fût sa composition, une grande circulation de crédit. Tous les efforts qu'on a faits à cet égard ont communément fini par une banqueroute. Mais lorsque l'assemblée, au mépris de la morale, fut conduite à

(1) La *Bruyère*, en parlant de *Bossuet* l'appelloit ainsi.

braver ainsi les principes de l'économie politique, on auroit dû s'attendre, au moins, qu'elle ne négligerait rien de tout ce qui dépendroit d'elle, pour affoiblir les difficultés qu'elle rencontreroit, pour empêcher que les effets de la banqueroute ne fussent aussi funestes. On auroit dû s'attendre que pour rendre votre *banque territoriale* supportable, vous auriez adopté tous les moyens propres à mettre en évidence votre candeur & votre loyauté dans l'établissement du gage que vous offririez; tout ce qui auroit été propre à garantir la fidélité de l'engagement. A envisager les choses sous leur meilleur point de vue, votre condition étoit celle d'un homme qui auroit eu une grande propriété foncière, dont il auroit souhaité de se défaire pour acquitter une dette, & pour remplir quelques obligations. Ne trouvant pas à vendre pour le moment, vous desiriez d'hypothéquer. Que feroit, en cette occasion, un homme dont les intentions seroient droites, & l'intelligence toute ordinaire? Ne devoit il pas auparavant commencer par fixer la valeur énorme de ses biens; déterminer les frais de leur administration; les charges perpétuelles ou momentanées dont ils seroient grevés; & enfin, déduisant le surplus net, calculer la juste valeur de

L'hypothèque ? Après avoir ainsi clairement déterminé ce surplus (le seul gage du créancier), & l'avoir valablement déposé dans les mains de ses gardiens, alors il pourroit indiquer les portions qu'il veut vendre ; le temps & les conditions du marché ; après cela, il pourroit, si cela lui convenoit, admettre le créancier public à engager ses capitaux dans ce nouveau fond ; ou bien recevoir des propositions d'un assignat général de la part de ceux qui avanceroient de l'argent pour acheter cette espèce de gage.

Ce seroit-là procéder comme des hommes du métier, méthodiquement & raisonnablement, & d'après les seuls principes publics ou privés, qui peuvent donner de l'existence au crédit. L'acquéreur connoitroit alors exactement ce qu'il achèteroit ; & son esprit ne pourroit plus être tourmenté que par un seul doute : savoir, par la crainte que quelque jour on ne retirât, (& peut-être avec quelque addition de punissement) des sacrilèges mains de tous les êtres exécrables qui oseront porter leurs offres à l'enchère des biens de leurs paisibles & innocens concitoyens, les terres qu'ils auroient si impieusement acquises.

Ce n'auroit été qu'en établissant, d'une manière aussi ouverte & aussi franche, la valeur nette de ces propriétés, le temps, les circonf-

tances & le lieu de la vente , que l'on auroit pu effacer , autant que faire se peut , le stigma qui a été attaché jusqu'à présent aux banques territoriales de toute espèce. Il étoit nécessaire , d'après un autre principe , c'est-à dire , d'après un premier engagement qu'ils avoient déjà contracté sur ce sujet , qu'ils fissent juger par la manière dont ils le rempliroient , de la fidélité avec laquelle ils se conduiroient à l'avenir dans un pas si glissant. Lorsqu'ils eurent enfin décidé de faire pour l'état une ressource du pillage de l'église , ils prirent cette résolution solennelle dans l'assemblée , le 14 d'avril 1790 ; ils s'engagèrent alors solennellement envers leur propre patrie , & il fut arrêté « que dans les charges pu-
 » bliques de chaque année , on passeroit en
 » compte une somme suffisante pour défrayer
 » les dépenses du culte de la religion C & A ,
 » pour l'entretien du ministre des autels , pour
 » le soulagement du pauvre , pour les pensions
 » des ecclésiastiques , séculiers & réguliers , de
 » l'un & l'autre sexe , *afin que les biens & les*
 » *richesses qui sont à la disposition de la nation ,*
 » *puissent être libérés de toutes leurs charges ,*
 » *& employés par les représentans ou corps lé-*
 » *gislatif aux grandes & urgentes nécessités de*
 » *l'état* ». Ils décidèrent plus tard , le même

Jour, que les sommes nécessaires pour l'année 1791, seroient très-incessamment déterminées.

Ils conviennent, dans cette résolution, qu'il est de leur devoir de faire connoître distinctement la dépense des objets ci-dessus; & dans des résolutions précédentes, ils s'étoient déjà engagés à les classer au premier rang dans l'ordre des charges publiques. Ils conviennent qu'ils devoient libérer ces biens de toutes leurs charges, & que leur devoir étoit de le faire immédiatement. Ont-ils immédiatement rempli cet engagement, ou dans aucun autre temps? Ont-ils jamais fourni un état des rentes des propriétés foncières, ou remis un inventaire de tous les meubles qu'ils avoient confisqués au profit de leurs assignats? Je laisse à ceux qui les admirent en Angleterre, le soin d'expliquer comment ils ont pu remplir cet engagement solennel d'offrir au public des biens libérés de toutes charges, sans donner la valeur de ces biens ni celle des charges dont ils étoient grevés. Mais au même instant, sur cette simple assurance, sur le crédit d'une aussi belle déclaration, & préalablement à toute démarche pour la justifier, ils ont fait une émission de seize millions sterling de papiers-monnoie. Ceci étoit courageux. Qui oseroit après un tel coup de maître, douter

de

de leur habileté en finance ? — Il faut espérer qu'avant de faire aucune autre émission de ces *indulgences* financières , ils auront soin d'acquitter leur promesse originaire ! — Si l'on a fait aucune estimation de ces biens , ou du montant de leurs charges , cela m'est échappé. Je n'en ai jamais entendu parler.

Ils ont fini par parler hautement ; & ils ont découvert en entier tout l'odieux de leur fraude , en présentant les terres de l'église comme une hypothèque pour toute espèce de dette ou de service quelconque. Ils ne veulent que pour se donner les moyens de tricher. Mais bientôt après , ils détruisent eux-mêmes le double but de leur vol & de leur fraude , en proposant , à l'occasion d'autres objets , des calculs qui font évanouir tout l'apparat de leur force & de leur erreur. C'est à M. de Calonne que j'ai l'obligation d'avoir connu les circonstances de ce fait extraordinaire : il m'étoit , en quelque façon échappé. Je n'avois assurément pas besoin de mettre en avant mon assertion sur la violation de l'engagement qu'ils avoient pris dans leur déclaration du 14 avril 1790. Il paroît aujourd'hui , par un rapport de leur comité , que la dépense du soutien de l'établissement religieux , tout réduit qu'il est , que celles qui seront

relatives à la religion, à l'entretien des religieux des deux sexes, réunis ou pensionnés séparément; à toutes les autres dépenses de la même nature, qui retombent sur eux par la convulsion violente qu'ils ont excitée dans ces propriétés; que tout cela enfin excède la somme énorme de deux millions sterlings par an, les revenus des biens qu'ils ont envahis, outre une dette de sept millions & au-delà. Voilà donc quels sont les pouvoirs calculans de l'imposture! voilà quelle est la finance de la philosophie! C'est-là le résultat de tous les artifices que l'on a mis en avant pour séduire un malheureux peuple, pour le rendre rebelle, sacrilège & meurtrier, pour le rendre enfin l'instrument prompt & zélé de la ruine de son pays! Jamais un état, dans aucun cas, ne s'est enrichi par la confiscation des biens des citoyens. Cette nouvelle épreuve a eu un aussi funeste succès que tous les autres. Tous les esprits honnêtes, tous ceux qui aiment vraiment la liberté & l'humanité, se réjouiront de voir une nouvelle preuve, que l'injustice n'est pas toujours une bonne politique; ni la rapine, le grand chemin des richesses. Je me fais un plaisir de joindre ici en note les observations judi-

cieuses, que M. de Calonne a si éloquemment exprimées sur ce sujet (1).

(1) » Ce n'est point à l'assemblée entière que je m'adresse ici; je ne parle qu'à ceux qui l'égarent, en lui cachant sous des gâtes séduisantes le but où il l'entraînent. C'est à eux que je dis : Votre objet, vous n'en disconviendrez pas, c'est d'ôter tout espoir au clergé, & de consommer sa ruine : c'est-là, en ne vous soupçonnant d'aucune combinaison de cupidité, d'aucun regard sur le jeu des effets publics, c'est-là ce qu'on doit croire que vous avez eu en vue dans la terrible opération que vous proposez; c'est ce qui doit en être le fruit. Mais le peuple que vous y intéressez, quel avantage peut-il y trouver ? En vous servant sans cesse de lui, que faites vous pour lui ? Rien, absolument rien; & au contraire, vous faites ce qui ne conduit qu'à l'accabler de nouvelles charges. Vous avez rejeté, à son préjudice, une offre de 400 millions, dont l'acceptation pouvoit devenir un moyen de soulagement en sa faveur; & à cette ressource aussi profitable que légitime, vous avez substitué une injustice ruineuse, qui, de votre propre aveu, charge le trésor public, & par conséquent le peuple, d'un surcroît de dépense annuelle de cinquante millions au moins, & d'un remboursement de 150 millions.

» Malheureux peuple, voilà ce que vous vaut en dernier résultat, l'expropriation de l'église, & la dureté des décrets taxateurs du traitement des ministres d'une religion bienfaisante; & désolés ils seront à votre charge :

Afin de mieux persuader le monde entier de l'insuffisance des ressources qu'elle trouveroit dans la confiscation des biens de l'église, l'assemblée nationale procéda à celle d'une autre nature de biens, des offices; chose que, sous aucun prétexte, elle ne pouvoit faire sans rembourser les propriétaires de ces offices, & cela encore sur la grande confiscation des terres de l'église. Elle rejeta cette nouvelle charge sur le fonds qu'elle devoit montrer exempt de charges, & dont elle devoit apurer le revenu. Il faut compter en première ligne toutes les charges de la magistrature, & ensuite tous les offices & toutes les places supprimées. Je ne puis pas assurer positivement quel est le montant de tous ces remboursemens réunis, mais je suis certain qu'ils se montent à beaucoup de millions de la monnoie de France. Une autre nouvelle charge à acquitter est celle de quatre cent quatre-vingt mille livres sterling d'annuités à payer chaque jour (si elle veut tenir sa parole), pour les intérêts des premiers assignats. L'assemblée s'est-elle jamais donné la

» leurs charités soulageoient les pauvres; & vous allez
 » être imposés pour subvenir à leur entretien ! » De l'E-
 tat de la France, page 81. Voyez aussi p. 92 & sui-
 vantes.

peine d'établir de bonne-foi les dépenses de l'administration des biens d'église , qu'elle a jugé à propos d'abandonner au savoir & à l'intelligence des municipalités , & à la légion innombrable de tous ses sous-ordres obscurs , malgré tous les inconvéniens si évidemment démontrés par M. l'évêque de Nancy.

Mais il est inutile de s'arrêter plus long-tems à tous ces points de surcharges évidentes. L'assemblée a-t-elle rien fait encore pour mettre au jour la plus grande de toutes , celle de tous les établissemens municipaux de toutes les sortes ? Et l'a-t-elle comparée avec le montant des revenus ? Pour tous les vides de cette nature que l'on a à remplir , on a recours aux biens de l'église ; & cela , toujours avant qu'aucun créancier puisse planter ses choux sur un acre de la propriété de l'église : elle n'a pas d'autre étay que cette confiscation , pour empêcher tout l'état de tomber en ruine. Dans une telle situation , on a eu soin d'envelopper à dessein , d'un brouillard bien épais , tout ce qu'elle auroit dû éclairer avec soin. C'est alors qu'aveuglés eux-mêmes , comme des taureaux qui ferment les yeux quand ils prennent leur élan , ils forcent à coups de bayonnettes tous leurs esclaves (esclaves aussi aveuglés en vérité que leurs maîtres) , à prendre leurs fictions pour

des réalités , & à avaler de leurs pilules à trente-quatre millions de livres sterling la dose. C'est après cela qu'ils élèvent leurs prétentions à un crédit futur , sur la violation de tous leurs engagemens passés ; & au moment où il est clair , si , dans une telle matière quelque chose peut être clair , que le surplus de ses biens ne répondra jamais même à la première de leurs hypothèques , je veux dire celle de quatre cent millions (seize millions sterling) d'assignats. Je ne remarque dans aucun de leurs procédés , ni la simplicité de la bonne foi , ni les subtilités d'une fraude adroite. On est encore à répondre aux objections qui ont été faites au-dedans de l'assemblée pour s'opposer à ce que l'on ouvrît ces écluses qui nous inondent de papiers ; mais elles ont été réfutées de fond en comble par cent mille financiers qui se trouvoient dans la rue. Ce sont là les nombres avec lesquels savent compter ces métaphysiciens-arithméticiens ; ce sont là les calculs sur lesquels le crédit public-philosophique est établi par toute la France. On ne peut plus y lever de subsides , mais on y lève de la canaille à volonté. Laissez l'assemblée se réjouir des applaudissemens qu'elle a reçus du club de ce *Dundée* (1), pour la sagesse & pour le patrio-

(1) En Ecosse.

ême avec lesquels elle a employé au profit du service de l'état le pillage du bien du citoyen. Je n'ai pas entendu dire que les directeurs de la banque d'Angleterre lui aient adressé des complimens sur ce sujet ; leur approbation cependant pourroit avoir *un peu* plus de poids dans la balance du crédit, que celle du club de *Dundee*. Mais, pour rendre justice à ce club, je crois que ceux qui le composent sont plus sages qu'ils ne le paroissent ; je crois qu'ils seront un peu moins prodigues de leur argent que de leurs éloges, & qu'ils ne donneront pas grand comme l'oreille d'un chien de leur papier écossais (1), le plus vieux & le plus chiffonné, pour vingt de vos plus beaux assignats.

Au commencement de cette année, l'assemblée a créé pour seize millions sterlings de papier monnoie : en quel état l'assemblée avoit-elle donc réduit vos affaires, pour qu'un secours aussi immense fût cependant presque insensible ? Ce papier ne tarda pas à perdre aussi cinq pour cent, & bientôt après sept. L'effet de ces assignats sur le revenu public est très-remarquable. M. Necker s'aperçut que des receveurs de ce revenu, qui se faisoient payer en argent, re-

(1) Il y a deux banques en Ecosse.

mettoient des *assignats* au trésor royal. Ils gaignoient donc sept pour cent à cette opération. Il n'étoit pas difficile de prévoir que cela seroit inévitable ; cela n'en étoit pas moins embarrassant. M. Necker a été obligé de faire acheter des matieres d'or & d'argent (je crois que la plus grande partie a été achetée à Londres), pour les faire frapper à la monnoie ; & cette opération coûta environ douze mille livres au-delà du prix de sa valeur. Ce ministre pensoit que , quelle que fût la vertu nutritive secrète attachée à ces papiers , l'état ne pouvoit pas vivre d'*assignats* seulement ; que quelque argent sonnante étoit nécessaire pour la satisfaction de ceux qui , ayant du fer bien tranchant dans leurs mains , ne se feroient vraisemblablement pas remarquer par leur patience , lorsqu'ils verroient que cette augmentation de paye qui leur avoit été promise en bonne monnoie , leur seroit frauduleusement soustraite par l'effet d'un papier sans valeur. Le ministre , dans cette véritable détresse , s'adressa à l'assemblée , pour la prier d'ordonner aux receveurs de payer en especes ce qu'ils auroient reçu en especes. Il ne pouvoit pas échapper à son calcul que si les assignats qui sortoient du trésor royal avec une valeur de trois pour cent , pour leur donner quelque cours , y rentroient avec

une perte de sept, un tel marché ne pourroit pas enrichir le public. L'assemblée n'eut aucun égard à sa représentation. Elle étoit embarrassée par ce dilemme : — Si l'on continue à recevoir des assignats, on ne verra plus paroître d'especes au trésor public ; si le trésor public refusoit ces papiers *amulettes*, ou cessoit de les protéger jusqu'à un certain degré, c'étoit décréditer la dernière ressource que l'on avoit. Dans cette position, il paroît que l'assemblée a fait son choix, & qu'elle a préféré de le soutenir elle-même : alors, dans les discours que l'on y prononce, on a eu soin de débiter quelques rodomontades (surpassant en cela les bornes de la compétence législative), pour établir qu'il n'y a pas de différence entre les assignats & les especes. C'étoit-là un bon article de foi à prononcer, sous peine d'anathème, par les vénérables peres du synode philosophique. *Credat qui voudra.* — Ce ne sera sûrement pas *Judaus appella.*

Les esprits de vos chefs populaires se soulèvent d'indignation, s'ils entendent que l'on ose comparer leur lanterne magique financière avec toutes les illusions trompeuses de Law. Ils ne peuvent pas supporter que l'on compare les fables du Mississipi avec la pierre de l'église sur

laquelle ils bâtissent leur système. Dites - leur, je vous prie, de contenir cet esprit si fier, jusqu'à ce qu'ils aient montré au monde, quelle est cette base si solide pour leurs assignats, dont toutes les parties ne fussent pas occupées déjà par d'autres charges. Ce n'est pas rendre justice à cette grand'mère de leurs fraudes que de la comparer avec ce qui n'en est qu'une imitation dégénérée. Il n'est pas exact de dire que le système de Law ne fut fondé que sur la spéculation du Mississipi. Il y ajouta le commerce d'Afrique; il y ajouta les fermes générales de la France. Toutes ces choses réunies n'étoient certainement pas capables de supporter la structure énorme que l'enthousiasme public & lui, se proposoient d'élever sur ces bases; mais, du moins, ces illusions avoient quelque chose d'imposant. Elles avoient pour objet, & elles faisoient supposer en effet, une extension considérable du commerce de France; elles lui ouvroient des communications dans les deux hémisphères. Il ne s'agissoit pas d'alimenter la France de sa propre substance. Une grande imagination pouvoit être séduite par ce vol étendu que l'on faisoit prendre au commerce. Il y avoit de quoi éblouir le regard d'un aigle. Il n'étoit pas destiné, comme votre projet, à n'agir que sur l'odorat de la

taupe, qui se borne à fouiller & à filonner la terre maternelle, dans laquelle elle vit enterrée. Les hommes alors n'avoient pas totalement abandonné les grandes discussions qui conviennent à sa nature, pour se resserrer dans les bornes d'une philosophie dégradante, vile, & qui ne peut goûter que des illusions basses & vulgaires. Rappelez-vous sur-tout, qu'en s'adressant à l'imagination, ceux qui conduisoient alors ce système rendirent un hommage à la liberté des hommes. Leur fraude n'avoit pas la force pour compagne. Il étoit réservé pour nos jours d'éteindre les faibles lueurs de raison, qui auroient pu percer au travers de l'obscurité opaque de ce siècle éclairé.

Je me rappelle que je n'ai rien dit d'un plan de finance que l'on peut citer en faveur du talent de ces messieurs, & qui a été proposé avec une grande pompe, quoiqu'il n'ait pas encore été définitivement adopté par l'assemblée nationale. Il se présente au moins avec quelque chose de solide pour soutenir la circulation du papier monnoie, & l'on a beaucoup vanté son utilité & la beauté de l'invention : je veux dire le projet de fondre toutes les cloches des églises supprimées, pour les envoyer à la monnoie. Ceci, c'est de leur alchimie. Il y a des extravagances

qui insultent au raisonnement , qui vont au-delà du ridicule , qui n'excitent d'autre sentiment que le dégoût. D'après cela , je ne parlerai pas plus long-temps de ce projet.

Toutes les manœuvres d'une fraude mercantile , tous ces renvois de la *Caisse d'escompte* au trésor public , & du trésor public à la caisse d'escompte , pour reculer autant qu'il se pourra le jour fatal ; toutes ces vieilles ruses enfin , qui sont devenues la politique de l'état , ne méritent pas davantage que j'étende plus loin mes remarques. Toutes ces paroles ne changeront pas la nature du revenu , & l'on ne prendra pas en paiement pour un biscuit ou pour de la poudre à canon , toutes celles que vous pourriez dire sur des droits de l'homme. C'est donc alors que vos métaphysiciens descendent de leurs spéculations aériennes , & que de bonne foi ils en reviennent aux leçons de l'exemple. Quels exemples ! Les exemples de banqueroute. Mais , quoique disgraciés , baffoués & humiliés par l'abandon de leur force , de leurs inventions & de leurs idées neuves , leur suffisance seule n'abandonne pas son poste ; leur faillite même est pour eux le prétexte d'un nouveau crédit de bienveillance. Si le revenu disparoît dans leurs mains , ils ont eu assez de présomption dans quelques-unes de

leurs dernières opérations , pour s'en faire un mérite. En disant qu'ils avoient procuré un grand soulagement au peuple , ils n'ont nullement soulagé le peuple. S'ils en avoient l'intention , pourquoi ont-ils ordonné que l'on payât des taxes qui lui étoient à charge ? Le peuple s'est procuré lui-même ce soulagement , en dépit de l'assemblée.

Mettant au surplus à l'écart toute discussion entre les personnes qui peuvent prétendre au mérite de ce soulagement imaginaire , le peuple a-t-il en réalité reçu quelque espèce de soulagemens ? Monsieur Bailly , un des grands véhicules de la circulation du papier , vous met sur la voie de la nature de ce soulagement. J'ai vu de lui un discours à l'assemblée nationale qui renferme un panégyrique sublime & bien académique consacré à la confiance inaltérable avec laquelle les habitans de Paris avoient supporté leur détresse & leur misère. Quelle belle peinture de la félicité publique ! Quoi ! un grand courage & une fermeté invincible pour endurer des adoucissements , & pour supporter le retour des biens ! A en juger par le discours de ce *savant Lord-maire* , on diroit que les Parisiens auroient gémi pendant douze mois , dans les horreurs d'un nouveau blocus ;

qu'Henri IV arrêtoit de tous les côtés leurs vivres , & que Sully tonnoit à leurs portes avec son artillerie ; tandis qu'en réalité aucun autre ennemi ne les assiége que leur propre folie , leur propre crédulité & leur propre perversité. Mais Monsieur Bailly fondra plus promptement les glaces éternelles de ses régions atlantiques , qu'il ne pourra rendre à Paris sa chaleur centrale : tant que cette ville sera frappée par » les masses glacées , arides & pétrifiées « d'une philosophie aussi trompeuse qu'elle est dénuée de sentimens. Quelque tems après ce discours , c'est-à-dire le 13 du mois d'août dernier , dans le compte de son administration , il s'exprima en ces termes : » Dans le mois de Juillet 1789 « (époque d'un souvenir éternel) » les finances » de la ville de Paris étoient *encore* en bon » ordre ; la dépense étoit balancée par la re- » cette , & elle avoit alors un million (quarante mille livres sterlings) en fonds. » Les » dépenses qu'elle a été obligée de faire en *consé-* » *quence de la révolution* , se montent à 2,500,000 l. » De ces dépenses , & du dépérissement énorme » des *dons gratuits* , est résulté , non pas un manque » accidentel , mais un manque absolu d'argent ». C'est-là ce Paris , en faveur de la nourriture duquel on avoit , dans le cours de l'année pré-

cédente, sacrifié des sommes si énormes aux dépens de toutes les provinces du royaume. Aussi long-temps que Paris représentera l'image de l'ancienne Rome, il sera alimenté aux frais de toutes les provinces qui lui seront soumises. C'est un mal inévitablement attaché à la domination de la souveraineté des républiques démocrates. Ce mal, ainsi que Rome en a donné l'exemple, peut survivre à la domination républicaine qui lui avoit donné naissance : dans ce cas, le despotisme lui-même est obligé de se soumettre aux vices de la popularité. Rome, sous ses empereurs, réunissoit les maux attachés aux deux systèmes, & cette combinaison monstrueuse fut une des grandes causes de sa ruine.

C'est une imposture bien cruelle & bien insolente, que de dire au peuple que la dilapidation du revenu public est un soulagement pour lui. Des hommes d'état devroient, avant de se vanter d'avoir procuré quelque soulagement au peuple par la destruction du revenu public, avoir soigneusement réfléchi à la solution de ce problème : — savoir, s'il est plus avantageux au peuple de payer beaucoup & de gagner en proportion ; ou de gagner peu, même rien, & d'être déchargé de toute contribution ?

Quant à moi, mon parti est pris, & je me décide en faveur de la première proposition. J'ai

l'expérience pour moi , & je crois aussi les meilleures opinions. La partie fondamentale de la science d'un vrai politique, est de savoir maintenir la balance entre le pouvoir d'acquérir qui appartient aux sujets , & les besoins de l'état auxquels ils doivent fournir. Les moyens d'acquérir sont les premiers en temps & en arrangement. Le bon ordre est le fondement de toutes les bonnes choses. Pour que le peuple soit capable d'acquérir, il faut que , sans être esclave , il soit maniable & obéissant. Il faut que les officiers publics jouissent de leur dignité, les lois de leur autorité. Il ne faut pas que par des manœuvres, on ait déraciné de l'esprit du peuple les principes naturels de l'obéissance ; il faut qu'il respecte les propriétés au partage desquelles il n'est pas appelé. Il faut qu'il travaille pour acquérir tout ce que l'on peut obtenir par le travail ; & lorsqu'il trouve , comme cela arrive souvent , que ses succès ne sont pas proportionnés à ses efforts, c'est alors qu'il faut qu'il apprenne à chercher ses consolations dans la proportion finale de la justice éternelle. Quiconque le prive de cette consolation , anéantit son industrie & frappe sur la racine de toutes ses acquisitions & de toutes ses conservations. Celui qui agit ainsi est l'op-
 presseur

preffeur le plus cruel & l'ennemi le plus int-pitoyable du pauvre & du malheureux ; & en même tems , par ses spéculations perfides , il expose les produits de l'industrie qui prospere & les accumulations de la fortune , au pillage de ceux auxquels rien n'a jamais réussi , soit par leur négligence , soit par leur infortune.

Un trop grand nombre de banquiers par profession ne voient dans le revenu public , qu'argent , que circulation , qu'annuités à vie , que tontines , que rentes perpétuelles , ou que toutes les menues marchandises de la boutique. Dans un état bien ordonné , toutes ces choses ne doivent pas être méprisées , & l'on ne doit pas regarder avec indifférence la science qui les a pour objet. Elles sont bonnes , mais elles ne sont telles qu'autant qu'elles participent aux effets de ce bon ordre établi , & que c'est sur lui qu'elles reposent. Mais lorsque des hommes s'imaginent que ces inventions misérables pourront servir de ressources pour les maux qui résultent de la destruction de l'ordre public , & de la subversion de tous les principes de la propriété , ils ne feront autre chose qu'élever sur les ruines de leur propre patrie , un monument affligeant & durable des effets d'une politique inconsidérée , & de la sagesse présomptueuse & bornée de l'esprit le plus chétif.

Les effets de l'incapacité que vos chefs populaires ont montrée dans les parties les plus importantes du gouvernement, seront tous rachetés par ce grand mot de liberté qui purifie tout. Je connois quelques peuples qui jouissent d'une grande liberté; il en est d'autres, & c'est le plus grand nombre, qui gémissent sous une servitude avilissante. Mais qu'est-ce que la liberté sans la sagesse & sans la vertu? C'est le plus grand de tous les maux possibles; car c'est à-la-fois la déraison, le vice & la folie, sans limites & sans frein. Ceux qui savent ce qu'est une liberté vertueuse ne peuvent pas supporter que des têtes extravagantes la privent de tous ses charmes, en la réduisant aux mots sonores qu'ils ont sans cesse à la bouche. Je ne méprise nullement, j'en suis bien sûr, les sentimens sublimes & exaltés de la liberté: ils échauffent le cœur, ils élèvent & ils anoblissent nos esprits; dans des momens d'attaque, ils raniment notre courage. Tout vieux que je suis, je lis encore avec plaisir les beaux morceaux de Lucain & de Corneille. Je ne condamne pas davantage les petits artifices & certaines tournures de popularité: ce sont des moyens pour faciliter l'exécution de beaucoup de points momentanés, de tenir le peuple ensemble, de revivifier l'esprit dans ses efforts, & de répandre par-fois quelque

gâté sur le front sourcilleux d'une liberté morale. Tout politique devrait sacrifier aux graces, & réunir l'aménité à la raison. Mais dans une entreprise telle que celle de la France, tous ces sentimens subsidiaires & ces artifices sont d'un foible secours. Il ne faut pas tant de soins pour fabriquer un gouvernement. Fixez le siège de pouvoir ; enseignez l'obéissance, & l'ouvrage est fini. Il est encore bien plus aisé de faire la liberté. Il n'est pas nécessaire de conduire ; il suffit d'abandonner les rênes. Mais composer un *gouvernement libre*, c'est-à-dire, réunir & concilier dans un seul ouvrage ces élémens opposés, liberté & contrainte ; voilà ce qui exige la profondeur de la pensée, de la réflexion, & toutes les combinaisons d'un esprit éclairé. C'est-là précisément ce que je n'ai point trouvé dans les chefs de votre assemblée nationale. Peut-être n'en sont-ils pas aussi pitoyablement dénués qu'ils le paroissent : j'aime mieux le croire ; car ce seroit les placer au dessous du niveau de l'intelligence la plus commune. Mais lorsque des chefs se plaisent à se rendre à l'envi l'un de l'autre les enchérisseurs de la popularité, leurs talens ne seront d'aucune utilité dans la composition de l'état. Ils deviendront des flatteurs au lieu d'être des législateurs ; ils seront les instrumens, & non pas les guides du peuple.

S'il arrivoit que quelqu'un parmi eux proposât un plan de liberté, il seroit aussitôt surenchéri par un autre de ses compétiteurs, qui produiroit quelque chose de plus splendidement populaire. On paroîtra suspect en restant fidele à sa cause; la modération sera regardée comme la vertu des lâches; & les moyens termes, comme la prudence des traîtres. Le chef populaire enfin, pour conserver le crédit qui peut lui être nécessaire dans certaines occasions, sera forcé de propager avec quelque zele des doctrines, & d'établir des pouvoirs qui finiront par détruire les dispositions modérées auxquelles il auroit pu se fixer de lui-même.

Mais serois-je assez déraisonnable pour ne rien découvrir absolument qui méritât quelques éloges au milieu de tous ces travaux infatigables de l'assemblée nationale? Je ne disconviens pas que parmi un très-grand nombre d'actes de violence & de folie, elle peut en présenter quelques-uns qui sont bons. Ceux qui détruisent tout, ne peuvent pas manquer de détruire quelque mal; & ceux qui font tout à neuf, ont beau jeu pour faire quelque bien. Pour louer ces Messieurs sur ce qu'ils ont fait en vertu de l'autorité qu'ils avoient usurpée, ou pour les justifier des crimes par lesquels ils ont acquis cette autorité, il faudroit qu'il fût bien évi-

dent que les mêmes choses n'auroient pas pu s'exécuter sans produire une telle révolution. Très-assurément ils l'auroient pu : car toutes les opérations importantes qu'ils ont faites , portoient sur des points qui leur avoient été volontairement accordés d'avance par le roi , lors de la réunion des états-généraux , ou par l'expression positive des cahiers des différens ordres. Quelques usages ont été détruits avec raison ; & ces usages eussent-ils duré jusqu'à l'éternité dans l'état où ils étoient , n'auroient troublé en aucune manière la prospérité ni le bonheur d'aucun état. Le bien que l'assemblée nationale a fait , est donc superficiel ; & ses erreurs sont fondamentales.

Mes compatriotes , quels qu'ils soient , aimeront mieux , j'espère , recommander à nos voisins l'exemple de notre constitution anglaise , que de prendre modèle sur les améliorations qu'ils ont faite dans la leur. Ils possèdent un trésor inappréciable dans l'ancienne ; je crois qu'ils ne sont pas tout-à-fait exempts de quelques risques & de quelques appréhensions ; mais c'est à leur conduite , & non pas à leur constitution , qu'il faut s'en prendre. Je crois que nous devons notre heureuse situation à notre constitution ; mais je pense que c'est à son ensemble , & non pas à aucune de ses parties séparément ,

que nous la devons ; je crois que cela tient beaucoup au soin que nous avons eu dans nos changemens , dans nos réformes & dans nos acquisitions , de conserver toujours avec respect quelque chose de notre ancienneté. — Notre nation trouve que le soin de conserver ce qu'elle possède & de le mettre à l'abri de la violation , suffit à l'occupation d'un esprit vraiment patriote , libre & indépendant. Je n'en exclue-
 rois pas non plus quelques changemens ; mais , même en changeant , je voudrais conserver ; je voudrais n'être conduit à nos réformes que par de grandes nécessités. Dans ce que je ferois , je voudrais imiter l'exemple de mes ancêtres— ; je voudrais que la réparation fût , autant que faire se pourroit , dans le style de tout l'édifice. L'esprit de conduite que nos ancêtres ont toujours manifesté , étoit remarquable par la prudence de leur politique , par la sagesse de leur circonspection , & par une timidité qui venoit de la réflexion sans qu'elle fût dans leur caractère. N'ayant point été illuminés par les lumières dont ces Messieurs en France nous affurent qu'ils ont reçu une portion si abondante , ils agirent sous l'impression forte de l'ignorance & de la faillibilité humaine. Celui qui les avoit créés ainsi faillibles , les récompensa pour s'être conduits conformément à leur nature. Imitons

leur prudence , si nous souhaitons de mériter les mêmes succès , ou de conserver leur héritage. Ajoutons si cela nous plaît , mais conservons ce qu'ils ont laissé ; & nous fixant sur les bases solides de la constitution anglaise , bornons-nous à admirer , & ne nous efforçons pas de suivre le vol désespéré des aréonautes de la France.

Je vous ai dit tout naïvement quels sont mes sentimens. Vraisemblablement ils n'altéreront pas les vôtres ; je ne fais pas même s'ils le devroient. Vous êtes jeune ; il faut que vous suiviez le sort de votre patrie , puisque vous ne pouvez pas le diriger. Mais par la suite , ils pourront vous être de quelque utilité dans la forme quelconque que prendra votre gouvernement. Il ne peut pas rester dans l'état où il est aujourd'hui ; mais avant qu'il reprenne son assiette définitive , il sera obligé de passer , comme le dit un de nos poètes , « par une grande variété de situations inconnues » ; & , dans toutes ces transmigrations , il sera purifié par le feu & par le sang.

Mes opinions ne peuvent avoir de valeur que parce qu'elles sont le fruit d'une longue suite d'observations , & qu'elles sont dictées par une grande impartialité. Elles sont celles d'un homme qui n'a été ni un instrument du pouvoir , ni un flatteur des grands , & qui

ne voudroit pas démentir par ses dernières actions toute la teneur de sa vie ; d'un homme dont presque toute la carrière a été remplie par les efforts qu'il a faits pour défendre la liberté des autres ; d'un homme à qui la tyrannie seule a pu inspirer quelque sentiment d'une colère véhémente ou durable , & qui a dérobé (sans qu'il croie même s'être écarté de ses occupations ordinaires) les heures qu'il a accordées à l'examen de vos affaires , à la part qu'il ne cesse de prendre aux efforts que font tous les bons citoyens pour discréditer l'oppression de l'opulence ; d'un homme qui souhaite peu les honneurs , les distinctions ni les émolumens , & qui ne les attend nullement ; qui ne méprise pas la renommée , & qui ne craint pas les calomnies ; qui évite les contestations , quoiqu'il risque ses opinions ; d'un homme qui souhaite d'être toujours conséquent , mais qui veut l'être en variant ses moyens , afin d'arriver plus sûrement à son but , & qui , lorsque l'équilibre du vaisseau sur lequel il vogue , peut courir quelques dangers par la surcharge de l'un ou de l'autre de ses côtés , est toujours disposé à porter le foible poids de ses raisons au côté qui peut rétablir l'équilibre.



T A B L E

D E S M A T I E R E S.



SOCIÉTÉ de la Constitution. page 3

Société de la Révolution. 4

Sermon prêché par le Docteur Price le 4 Octobre 1789. 16

Trois maximes principales établies dans ce Discours. 25

Discussion de la premiere : *Du droit de choisir
ceux qui nous gouvernent.*

Preuves tirées de ce qui s'est passé lors de la Révolution ,
en 1688. — L'Angleterre , loin de se croire aucun droit
de procéder par élection à la nomination de ses Rois , a
fait alors tous ses efforts pour prouver au - contraire
qu'elle ne fondoit le droit à la Couronne que sur l'hé-
rédité. 25

Discussion de la seconde : *Du droit de déposer
ceux qui nous gouvernent , pour mauvaise con-
duite.*

Remarques sur le vague dans les idées que laisse un tel
motif , exprimé sur-tout d'une maniere presque tri-
viale ; sur ce qui a dicté l'acte passé au Parlement ,
lorsqu'on v prononça l'abdication du Roi Jacques. Im-
portance d'un tel sujet 48

T A B L E

Discussion de la troisieme : *Du droit de fabriquer un Gouvernement pour nous-mêmes.*

Démonstration par le fait , par les statuts & par les actes déclaratoires passés par tous les Souverains à leur avé- nement au Trône , que ce droit n'existe pas ; que l'hé- rédité est regardée en Angleterre comme la sauve-garde la plus inviolable des droits des citoyens. Le Gouverne- ment Anglois modelé sur la nature.	57
Ce qu'auroit pu faire la France ; parti qu'elle auroit pu ti- rer de son ancienne Constitution.	66
Ce qu'elle a mieux aimé faire.	75
Cause de ce qui est arrivé.	77
Composition du Tiers Etat.	78
Chambre des Communes , comment composée.	86
Composition du Clergé.	89
Composition de la Noblesse.	91
Révolution actuelle , plus facheuse que toutes celles que la France a éprouvées jusqu'à présent. Pourquoi ?	94
Égalité parmi les hommes , appréciée comme elle doit l'être.	97
Ce que doit être la représentation dans un Etat. Distinction entre les talens considérés comme principe actif & en- treprenant ; & la propriété considérée comme un prin- cipe paresseux & inerte.	100
Examen d'un point de considération soumis par le Docteur Price à son auditoire , sur l'opportunité du moment actuel , pour redoubler d'efforts en faveur de la cause de la Liberté. — L'Angleterre a-t-elle quelques raisons pour imiter ce qu'a fait la France ? Est-elle ou n'est-elle	

DES MATIERES. 3

pas un Etat libre ? Sa représentation est-elle susceptible des reproches que lui fait le Docteur Price ?	107
<i>Droits de l'Homme</i> , tels qu'ils sont entendus par ces Messieurs du Old-Jewry.	117
Tels que l'Auteur les entend.	118
Ce qu'est la Société civile, en quoi elle diffère des droits de nature, & par suite, des droits de l'homme ; les Gouvernemens ne sont fondés que sur l'abnégation de ces mêmes droits, que l'on choisit aujourd'hui pour leur base.	119
Danger de maintenir dans les idées, des principes révolutionnaires ; idées toujours extrêmes qui en résultent Elles rendent de tels hommes dangereux & inutiles pour leur Patrie.	127
Extrase du D. Price, sur la Révolution de la France. — Son <i>nunc dimittis</i> , comparé à celui du fameux <i>Hugues Peters</i> .	133
Situation dans laquelle est l'Assemblée Nationale.	138
Compte que l'Histoire tiendra de ce qui a eu lieu en Octobre 1789.	145
Sur l'Esprit de Chevalerie : — Son influence sur les mœurs sur les opinions & sur le Gouvernement.	156
Manière de sentir, différente de celle du D. Price, fondée sur la Nature.	165
Avantages résultans de certains préjugés.	180
Philosophes isolés en Angleterre, & non pas Sectaires, comme en France.	183
La Religion est la base de la Société civile.	187
Etablissement de l'Eglise en Angleterre.	151
Les Principes de la Religion, plus nécessaires dans une	

T A B L E

4	Démocratie, que dans une Monarchie.	194
	Avantages de la STABILITE, considérés sous tous leurs rapports, dans les propriétés; dans les sciences; dans les contrats publics, comparés aux contrats privés; — dans la nature de l'homme, qui ne peut se perfectionner que par les efforts de sa propre vertu, & dans l'éducation. — Comparés aussi comme moyens de contribuer à la stabilité de l'établissement religieux, & à son union avec l'Etat.	
	De cette union de la Politique & de la Religion, est résulté la nécessité de donner à l'Eglise des propriétés indépendantes.	211
	Avantages de la Religion, aussi salutaires aux riches qu'aux pauvres; conséquemment nécessitent de donner à l'Eglise une sorte de luxe & d'éclat, qui contribue à faire respecter ses Ministres.	213
	Cruauté du traitement que l'on a fait éprouver au Clergé.	221
	Sur le droit prétendu de confisquer ses biens.	224
	Inconséquence de cette opération, considérée — sous le rapport spécieux du droit des Créanciers de l'Etat; & sous celui du droit que l'on reconnoît au Roi, de contracter plus légitimement une certaine nature de dettes, que de passer toute autre espece d'engagement dépendant de la souveraineté.	226
	Ce qui conduit à la découverte de la véritable cause de cette opération: — Les Capitalistes de Paris.	230
	Les Philosophes Politiques, Hommes de Lettres.	233
	Sur qui devoit porter le déficit.	239
	Les Romains, plus justifiables dans leurs cruautés, que ne le sont les François.	243

DES MATIERES. 3

L'Assemblée Nationale agissant plus tyranniquement que Henri VIII : — Tournure qu'il se crut obligé de donner à ses opérations sur le Clergé.	243
L'état de la France exigeoit-il cette injustice ? Ce qui se pratiquoit relativement aux Impositions dans les deux premiers Ordres.	249
La vente des biens du Clergé, considérée comme un moyen d'assurer la durée de la Révolution.	259
Moyens adroits de ceux qui conduisent ces opérations.	260
Examen sur le Gouvernement Démocratique.	263
Ce qu'étoit la Monarchie Française.	267
Sa population.	269
Sa richesse.	273
Que le Règne de Louis XVI avoit été, plus qu'aucun autre, marqué par l'amour du bien & des réformes.	277
Etat actuel de la France	279
Injustice à l'égard de la Noblesse, d'après l'examen de sa conduite <i>respective</i> , dans son propre Ordre ; & <i>relative</i> , quant aux autres : — Ce qu'il y avoit à lui reprocher : — Même examen sur le Clergé.	293
Conséquences des punitions infligées dans un tems, à un Corps Collectif, pour les fautes commises dans un autre Corps, par le même.	298
Danger des fausses applications des leçons de l'Histoire.	299
Ce que l'Auteur peut dire du Clergé de France, d'après lui même.	309
Conclusion de tout ce qui a été dit sur le Clergé, ainsi que sur ce qu'on a fait à son égard.	313
Objection & réponse, sur l'opinion que l'on pourroit	

supposer à l'Angleterre sur ce qu'on a fait en France,	
par rapport au Clergé.	318
Sur la Tolérance & suite de l'Article précédent.	320
Respect dû à la prescription.	327
Qu'y a-t-il de politique dans la destruction des Ordres Religieux.	332
Principes sur les avantages que l'on peut retirer des établissemens publics, & leurs conséquences à l'égard de ceux du Clergé.	336
Le Clergé, considéré comme propriétaire, ne vaut-il pas autant & mieux peut-être que tous les autres ?	341
Conclusion sur les avantages que l'on peut retirer de ces établissemens religieux.	347
Quant aux Evêques & aux abbés Commendataires, considérés aussi comme propriétaires.	348
Ce qu'est l'A. N.	352
Comment elle agit : son but.	354
Principes sur l'esprit qui doit diriger dans les réformes.	361
— Comparés à ceux de l'Assemblée.	365
Examen de l'établissement de la Législature.	369
Bases —, Territoriale —, de Population —, de Contribution.	371
Territoriale.	<i>Ibid.</i>
De Population.	373
De Contribution.	378
But de ces Opérations.	392
Comment tous ces établissemens pourront agir.	394
Opinions des Anciens, sur la nécessité de partager les Citoyens, d'un même Gouvernement, en différentes classes.	396

DES MATIERES. 7

La nouvelle Constitution Française , est exactement l'opposé , en principes , de la Constitution Anglaise.	405
Sur la durée de chaque Législature , — à défaut de principes ; Recherche des principes cimentans étrangers dans cette Constitution.	407
1 ^o . La Confiscation & le Papier-Monnoie.	409
Examen des principes sur lesquels est fondée l'existence de ce Papier monnoie ; ses conséquences à l'égard des Propriétaires fonciers , conduiront à former autant d'oligarchies , qu'il y aura de Républiques en France.	410
Second principe cimentant : Force de la Ville de Paris.	422
<i>N. B.</i> Le 3 ^e principe cimentant , est la Milice Nationale. On n'en parle qu'à l'article qui concerne la constitution de l'Armée.	
Cette partie , sur la Législature , est terminée par un coup-d'œil nouveau sur la conduite de l'A. N. & sur ce qu'on peut espérer des Législatures qui suivront.	426
Pouvoir Exécutif.	428
Le Roi n'est pas la source de la Justice.	429
Comment devrait-être composé le Pouvoir Exécutif,	432
Ce qu'on doit penser de la responsabilité telle qu'on l'a établie.	437
Ordre Judiciaire.	443
Les Corps Administratifs , sont soustraits aux Tribunaux Judiciaires. Ce qui en résultera.	450
L'Armée.	453
Fédérations des Municipalités avec l'Armée.	463
Nomination & choix des Officiers.	469

Ce qui arrivera , l'orsqu'on voudra faire marcher les Troupes contre leurs Concitoyens.	476
—Lorsque dans les Campagnes , tous les Payfans vou- dront agir d'après les principes adoptés & professés par l'Assemblée.	478
L'Armée Municipale—en-elle-même.	487
—Considérée relativement au Gouvernement.	488
Finances.	489

Fin de la Table des Matieres.



LETTRE

DE M. BURKE

A SON TRADUCTEUR



MON SIEUR,

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire hier. Vous desirez que je revoie les expressions suivantes, dont j'ai fait usage en parlant de Henri IV, Roi de France, page 287 de mon Ouvrage. « N'abandonnant jamais
« d'un seul instant les droits qu'il réclamoit sous

A

« l'empire de la Loi; & n'épargnant pas le sang
 « de ceux qui s'opposoient à lui : souvent dans
 « les combats, quelquefois sur l'échafaud ». Vous
 voudriez que j'adoucisse un peu cette maniere de
 m'exprimer. Je ne suis pas surpris de votre de-
 mande. Depuis votre enfance, vous n'avez en-
 tendu vanter que la douceur & l'aménité de ce
 Prince. On met dans l'ombre, & l'on fait pres-
 que disparoître le caractère de vigilance & de
 vigueur, sans lequel il n'auroit pas mérité le nom
 de *Grand*. Le but de cette politique est évident.
 Le nom de Henri IV rappelloit, avec raison,
 l'idée de la popularité. Les Rois de France s'en-
 orgueillissoient de descendre de ce Héros.
 C'étoit d'après lui qu'ils devoient se modeler.
 C'est sous l'abri de ce nom vénéré, que tous les
 Conspirateurs contre les Loix, contre la Reli-
 gion, & contre l'Ordre, s'efforcèrent de per-
 suader à leur Roi, qu'il pouvoit abandonner
 toutes les précautions du pouvoir, contre les
 desseins de l'ambition. C'est après l'avoir ainsi
 désarmé, qu'ils résolurent de le livrer, Lui, sa
 Noblesse & ses Magistrats, (les soutiens natu-
 rels du trône) dans les mains des voleurs & des
 assassins. Il y a long-tems que ce complot étoit
 formé. On devoit le mettre à exécution, suivant
 les circonstances; & cette mode de suspendre
 par-tout des profils de Henri IV, étoit un des
 moyens à employer pour le succès de ce dessein;
 moyen vraiment perfide, qui tend des pièges aux
 hommes, & qui les prend avec l'amorce de leurs
 propres vertus.

Toutes les fois que ce Prince politique eut à

adresser quelques-uns de ses discours insinuans (ce qu'il fit souvent) il eut grand soin de ne pas être trop littéral dans ses expressions. C'étoit à une espece d'assemblée de Notables, je crois, qu'il parla du projet de se livrer entièrement dans leurs mains. Mais lorsqu'il leur donnoit ainsi de sa *magie blanche*, dont il étoit passablement libéral, il se tenoit en pied près de la table, &, comme il le dit lui-même, « il avoit toujours la main sur la garde de son épée ». Les hommes dont le pouvoir est envié, & contre lesquels il existe des factions violentes, ne peuvent pas, avec sûreté, être bons d'aucune autre maniere. Trajan, Marcus-Aurelius, & tous les hommes dans cette situation, qui osèrent être vertueux, ne jouirent de cette prérogative ardue & critique, qu'en maintenant inviolablement tous les moyens de s'attirer le respect, & de soutenir leur autorité; les seuls par lesquels on puisse exercer aucune bienveillance. Dans une telle position, un Prince peut avec une grande sûreté, & alors avec autant de sagesse que de gloire, partager son autorité avec son peuple; parce qu'alors, il a le pouvoir de la partager à sa discrétion, & qu'il n'est pas forcé à l'abandonner. Dans une autre distribution & dans un autre arrangement des pouvoirs, il ne feroit pas le maître de se rien réserver; il n'auroit aucun mérite, non plus, dans les concessions qu'il feroit. Quel que soit, au surplus, l'honneur qui appartient à un tel partage volontaire; quel que soit la Politique qui puisse engager à en faire un sacrifice, dans certaines circonstances: Henri IV n'a fait ni l'un ni l'autre. Il

n'a jamais partagé, d'une manière quelconque, aucun de ses pouvoirs. Ce que j'ai dit de lui est strictement vrai. S'en est-il rapporté à un jugement du peuple de Paris, pour décider du droit que les Loix du Royaume lui donnoient à être son Roi & son souverain Seigneur? Est-il jamais entré dans aucun accommodement avec lui sur son titre? Quelle est, dans ce long catalogue des prérogatives illimitées des Rois de France (qu'elles soient justes ou non); celle qu'il a jamais abandonnée, limitée, ou même soumise à aucune recherche? Il auroit été bien plus illustre encore, si, après avoir conquis & acheté son Royaume, il eût pris ce parti; & s'il s'étoit rendu le Fondateur d'une Constitution régulière. Les faits historiques ne m'ont pas fourni les moyens de décider d'une manière assez suffisante pour moi, si jamais il s'est trouvé en position de pouvoir mériter cette gloire, ou s'il auroit pu alors faire quelques démarches de ce genre, avec plus de sûreté qu'on n'en a eu pour le faire dernièrement. Mais, ce qui est très probable; c'est que jamais il n'a eu pareille idée. Si même vous lisez avec attention les Mémoires de Sully, (& je puis supposer que les opinions du Ministre ne différoient guères de celles de son Maître); vous verrez bientôt combien ils étoient tous deux Royalistes, dans toute l'étendue que l'on peut donner à ce mot, & avec quelle partialité exclusive, ils tenoient à ce genre de Gouvernement.

Quant au sang qu'il a fait répandre : — il n'en a certainement pas fait verser une goutte de plus

que ce qui a été nécessaire pour faire valoir son droit , qu'il n'auroit jamais voulu soumettre à aucune sorte de décision populaire ; mais il versa toutes celles qui lui furent nécessaires. Combien de combats sanglans n'a-t-il pas soutenus contre la plus grande partie du peuple de la France ? Combien de villes n'a-t-il pas pillées & saccagées ? Son Ministre avoit-il quelque honte de prendre sa part dans le butin qui tomboit dans ses mains ? Il est vrai que tandis qu'il tenoit sa Capitale étroitement assiégée , il soulagea & il protégea de malheureuses familles qui alloient , au péril de leur vie , récolter quelques mesures de bled sous les murs de cette même Capitale. J'approuve ceci ; mais je ne vais pas jusqu'à une admiration enthousiaste. Il auroit presque été un monstre de cruauté , & un idiot en politique , s'il eut fait autrement. Mais tandis qu'il étoit si compatissant pour une poignée de gens mourans de faim , on ne peut pas oublier que c'étoit lui qui affamoit par centaines & par milliers , avant de pouvoir être en position de traiter avec cette compassion quelques individus séparés. Certainement il ne fit qu'user du droit de la guerre en affamant Paris. Mais c'est un droit dont il s'est prévalu dans toute sa plénitude. Il suivit son cœur & sa politique dans les actes de sa compassion ; quant à la famine qu'il causa , il y fut forcé par sa position. Mais pouvez-vous supporter les panégyristes d'Henri IV , relativement à ce siège de Paris , lorsque vous portez vos regards sur la dernière disette , & sur-tout ce qui a été fait en conséquence dans

cette malheureuse époque ? Au reste je ne parle pas de ceci maintenant , quoique je pense que cela soit fait pour remplir toute ame honnête d'indignation & d'horreur.

Quant à l'échafaud , — Il est impossible de décider aujourd'hui si Henri IV auroit pu prudemment sauver le Maréchal de Biron , au lieu de le faire décapiter dans la Bastille. Il avoit eu des obligations importantes à ce Maréchal de France , ainsi qu'à son père. Mais ce Prince étoit moins remarquable par sa reconnoissance que par sa clémence. Comme il ne répandit jamais de sang qu'avec de grands motifs , je suppose qu'il s'y crût obligé pour son peuple & pour le trône. Il faut convenir cependant que s'il avoit sauvé cet homme impétueux & téméraire , on n'auroit pas pu lui reprocher cet acte de commisération.

S'il soupçonnoit que le Maréchal de Biron fût capable d'occasionner quelques scènes dans le genre de celles que nous avons vues dernièrement , de produire dans le Royaume la même anarchie , la même confusion & la même détresse , comme des préliminaires à l'établissement d'une tyrannie humiliante & vexatoire que nous sommes sur le point de voir établir en France sous le nom de Constitution : il fit bien , très-bien de couper dès son enfance le premier fil de toutes ces trahisons. Il n'auroit pas mérité la couronne qu'il conquît & qu'il porta avec tant de gloire , si , ne plaçant pas sa compassion dans les effets préservatifs d'une exécution sévère , il s'étoit fait un scrupule de punir

ces traîtres & ces ennemis de leur pays & de tout le genre humain; car, croyez-moi, il n'y a pas de vertu où il n'y a pas de sagesse..... La foiblesse seule, c'est-à-dire un allié & un parent du crime, peut se laisser toucher pour des crimes qui ont quelque rapport avec le pouvoir, & qui visent à l'usurpation de quelque autorité. Pardonner de tels crimes, c'est faire la même chose que ceux qui attentent à la destruction de la religion, des loix, de la politique, de la morale, de l'industrie, de la liberté & de la prospérité de votre pays. Si Henri IV. avoit des sujets semblables à ceux qui dominent aujourd'hui, il n'est pas douteux qu'il ne fit que son devoir en les punissant. Le Roi actuel est à la place des victimes, & non pas du vengeur des crimes. C'est plutôt un malheur qu'un tort, s'il ne les a pas prévenus avec cette vigueur précoce, cette activité & ce coup-d'œil d'un Henri IV. Il a, à ce que j'entends dire, & je le crois, reçu de la nature une parfaite intelligence, un cœur doux & humain. Ce sont-là les élémens de la vertu; mais il étoit né *dans la pourpre*, & il n'étoit pas préparé pour une situation à l'épreuve de laquelle la vertu la plus absolument parfaite auroit à peine résisté. Quant aux démarches, aux hommes, aux moyens, aux prétextes, aux projets, à la suite de fausses démarches & de faux calculs de toute nature & de toute espèce, qui ont réduit le Roi à ne plus paroître qu'une espèce d'instrument de la ruine de son pays..... C'est à l'Histoire à en tenir compte.

Voilà , Monsieur , ce que votre lettre m'a conduit à vous écrire ; vous pouvez l'imprimer comme un appendix à votre traduction , ou de telle manière qu'il vous plaira ; ou bien le réserver pour votre propre satisfaction , vous en êtes le maître.

Je suis , &c.

Beaconsfield le 2 Octobre 1790.



ERRATA.

**Pag. 154 Lig. 20. Prouve-t-elle en faveur; lis.
prouve en faveur.**



Printed by J. G. & Co. 15, Abchurch Lane, London, E.C. 4.